

Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto

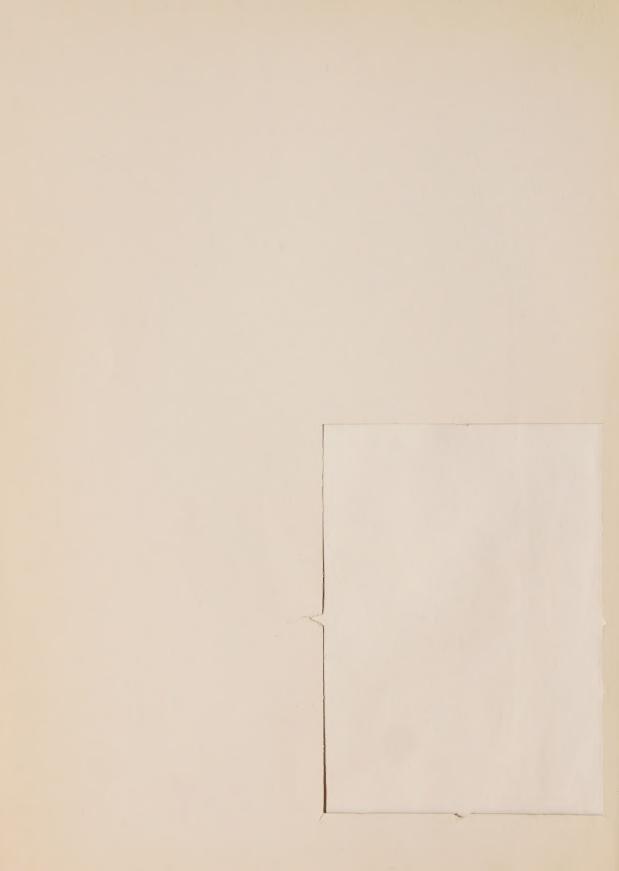


1 MH-A 55

Annual Report 1975 Rapport annuel







Canada

entral Mortgage and Housing orporation

Société centrale d'hypothèques et de logement

Report





nnual Report 1975

entral Mortgage and Housing orporation

arch 10, 1976

onorable Barney Danson, P.C., M.P. Itawa, Canada.

ear Mr. Danson:

n behalf of the Board of Directors, I have the honor submit to you the <u>thirtieth annual</u> report of Central ortgage and Housing Corporation and a statement accounts for the year ended December 31, 1975.

ours very truly,

1. Teron, President

Rapport annuel 1975

Société centrale d'hypothèques et de logement

le 10 mars 1976

L'honorable Barney Danson, C.P., député, Ottawa, Canada

Monsieur le Ministre.

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous soumettre le trentième rapport annuel de la Société centrale d'hypothèques et de logement ainsi qu'un état des comptes de cet organisme pour l'année financière qui a pris fin le 31 décembre 1975.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président,

W. Teron



Board of Directors Conseil d'administration

*William Teron President and Chairman of the Board président de la Société et du Conseil *Raymond V. Hession Executive Vice-President vice-président exécutif *Jean-Guy Carrier Montréal, Québec *Frank A. G. Carter Ottawa, Ontario **Guy P. French Thornhill, Ontario **William C. Hood Ottawa, Ontario James W. MacNeill Ottawa, Ontario **Laurent Marcoux Winnipeg, Manitoba **Thomas L. McGloan

*Member of the Executive Committee
*Membre du Comite executif
**Alternate Member of the Executive Committee
**Membre substitut du Comite executif

Saint John, N.B.

This little boy looks out from his home in Fort St. James, B.C. Improvements to existing homes occupied by non-status Indian families are provided for under the Assisted Home-Ownership Program.

Fort St. James, C.-B. Grâce au programme d'aide pour l'accession à la propriété, l'avenir de ce jeune Indien sans traité devrait être grandement facilité



able of Contents

Table des matières

| oard of Directors | 5 | Le conseil d'administration | 5 |
|--|---|--|--|
| Review by the President | 9 | Une rétrospective du Président | 9 |
| eport of Operations | 12 | L'activité de la Société | 12 |
| Low and Moderate-Income Housing Public Housing Rural and Native Housing Non-Profit Housing Assistance Start-Up Funding Community Resource Organization Grants Cooperative Housing Assistance Assisted Rental Housing — Direct CMHC Financing Assisted Rental Program — Privately Funded Rental Housing Assisted Home-Ownership Program Private Market Assistance Insured Lending — Loans by Approved Lenders Loans by the Corporation \$500 Home Buyer Grant | 12 12 14 16 18 18 19 19 21 22 24 24 26 26 | Le logement pour les personnes à revenu modique ou moyen Les logements sociaux Le logement pour les ruraux et les autochtones L'aide aux sociétés sans but lucratif Les fonds de démarrage Les subventions aux organismes communautaires de soutien L'aide au logement coopératif L'aide au logement locatif financé directement par la Société L'aide au logement locatif financé privément Le programme d'aide pour l'accession à la propriété L'aide au marché privé Les prêts assurés — Les prêts des prêteurs agréés Les prêts de la Société La subvention de \$500 aux acheteurs | 12 12 14 16 18 19 21 22 24 26 |
| eighborhood and Residential Improvement | | d'une première maison | 26 _4 |
| Neighborhood Improvement Program Site Clearance Program Residential Rehabilitation Assistance Program Home Improvement Loans | 28 28 30 30 | L'amélioration des quartiers et des résidences Le programme d'amélioration des quartiers Le programme de déblaiement de terrains Le programme d'aide à la remise en état des logements Les prêts pour l'amélioration de maisons | 28 28 30 30 |
| and and Municipal Infrastructure | 32 | Les terrains résidentiels et l'infrastructure municipale | 12 |
| Land Municipal Infrastructure Program | 32 33 | Les terrains résidentiels Le programme d'infrastructure municipale | 32 33 |
| evelopment and Demonstration | 35 | L'élaboration et l'application de nouveaux concepts | 35 |
| Development Demonstration | 35 35 | L'élaboration de nouveaux concepts L'application de nouveaux concepts | 35 35 |
| desearch | 37 | La recherche | 37 |
| fortgage and Property | 38 | Les créances hypothécaires et les propriétés | 38 |
| Mortgage Administration Subsidy Contribution Administration Real Estate Administration | 38 38 40 | La gestion des créances hypothécaires La gestion des subventions La gestion des immeubles | 38 38 40 |
| rganization and Staff | 41 | L'organisation et le personnel | 41 |
| egislation and Policy | 42 | La législation et la politique | 42 |
| nterest Rates | 44 | Les taux d'intérêt | 44 |
| entral Mortgage and Housing Corporation | 45 | La Société centrale d'hypothèques et de logement | 45 |
| inancial Section | 49 | La section financière | 49 |
| Financial Highlights Financial Statements | 51 55 | Faits saillants de la situation financière Les états financiers | 51 55 |
| ist of Offices and Representatives | 78 | La liste des bureaux et des représentants de la Société | 78 |



anada's Housing in 1975 Review by the President

L'habitation au Canada en 1975 Une rétrospective du président

ne year 1975 was a notable one for housing in two ays. Production, which had slowed in 1974 and arly 1975, recovered and by year-end there were ore than 230,000 housing starts, exceeding by a abstantial margin the government's minimum target 210,000.

The largest increases were in semi-detached, uplex and row housing which, taken together, creased from 25,955 starts in 1974 to 37,166 in 975. Single-family housing starts increased slightly om 122,143 to 123,929 but apartment starts oderated from 74,025 to 70,361.

The other notable trend during 1975 was the shift housing production away from more expensive busing towards the medium and lower price ranges. It is an indicator of this trend, the number of starts hanced under NHA programs increased by more than oper cent in 1975, compared with 1974. This imphasis, which was reinforced by the new and odified federal assistance programs and by initations observed by lenders on high-ratio loans, as had a significant effect on the residential construction industry and has brought it more obsely in tune with the most urgent housing needs Canadians.

During 1975 a continued effort was made by all vels of government to increase the supply of serviced nd and to stabilize land prices. Some progress has een made, through federal-provincial conferences nd on other occasions, in increasing awareness the need to speed up approval processes and get erviced land onto the market more quickly. The ost recent amendments to the National Housing ct provide for a contribution of \$1,000 to municialities for each unit of moderate-cost medium-density busing completed. This incentive is intended help stimulate desirable residential development. Encouraging progress was made, also, in the plementation of the Rural and Native Housing rogram and Residential Rehabilitation and Neighorhood Improvement. As anticipated, these ograms, which depend for their success on the rect involvement of client groups, are growing at a eadily accelerating pace.

L'année 1975 demeurera mémorable dans le domaine du logement pour deux raisons. La production, qui avait accusé un ralentissement en 1974 et au début de 1975, remonta la pente et allait se traduire à la fin de l'année par plus de 230,000 mises en chantier, alors que l'objectif minimal du gouvernement avait été fixé à 210,000 unités.

Les logements jumelés, les duplex et les maisons en bandes ont passé de 25,955 mises en chantier en 1974 à 37,166 en 1975. Les logements unifamiliaux ont accusé une légère augmentation, passant de 122,143 à 123,929, mais les appartements sont passés de 74,025 à 70,361 unités.

Le deuxième fait marquant à souligner au cours de l'année passée réside dans la réorientation de la production de logements vers des éventails de prix plus accessibles à la population à revenu modique ou moyen. À titre d'indication, le nombre de mises en chantier financées aux termes des programmes de la Loi nationale sur l'habitation augmenta de plus de 40 pour cent entre 1974 et 1975. Les nouveaux programmes améliorés d'aide et les limitations observées par les prêteurs dans le cas des prêts à pourcentage élevé eurent un effet significatif sur l'industrie de la construction résidentielle, en mettant cette dernière au diapason des besoins nationaux.

En 1975, tous les paliers de gouvernement ont fourni un effort soutenu en vue d'accroître les réserves de terrains munis des services et d'exercer une influence stabilisatrice sur les prix. Il a été possible de faire admettre davantage le besoin, par le truchement de réunions fédérales-provinciales, et à d'autres occasions, d'accélérer le processus d'approbation et de mettre sur le marché des terrains munis des services à un rythme plus rapide. Les plus récents amendements à la LNH prévoient une subvention de \$1,000 aux municipalités pour chaque logement à prix moyen et à densité moyenne, achevé dans une municipalité donnée, cette mesure étant destinée à stimuler le développement résidentiel.

Nous avons réalisé d'encourageants progrès, en 1975, dans les domaines du logement pour les ruraux et les autochtones, de la remise en état des logements et de l'amélioration des quartiers. Comme on peut s'y attendre, le succès de ces programmes dépendra du degré d'intérêt manifesté à leur égard par les usagers, mais tous les espoirs semblent permis à ce propos.

During 1975, Parliament enacted two bills making important amendments to the National Housing Act. The first bill, given Royal Assent on March 26, broadened the Assisted Home-Ownership Program and the Assisted Rental Program by making interest-reducing federal grants available to qualified home buyers or rental-housing entrepreneurs who obtained their financing through private mortgage loans. Previously these grants were available only with direct CMHC mortgages. These changes helped to draw almost three-quarters of a billion dollars of private mortgage loan commitments into new modest housing.

At the same time, the amendments allowed CMHC to acquire and lease land at favorable rates to non-profit and cooperative housing projects. They offered more generous assistance to municipalities for sewage treatment projects and extended the program to trunk storm sewer systems for new

residential development.

In December the NHA was amended again in support of the Federal Housing Action Program. By this program, the Government committed itself to a target of a million new housing starts by the end of 1979 — with a significantly greater part of them to be in the lower and medium price ranges. This target was established to meet the forecast minimum needs of Canadians over the next four years, taking into account family formation, vacancies and other factors. The target for 1976 was set at 235,000 housing starts. A million new starts would mean more than a million jobs in the construction industry and associated businesses.

The amendments approved in December made further modifications in the Assisted Home-Ownership and Assisted Rental programs. Outright grants were continued and increased under AHOP for families who need them. For the first time, however, loans which are interest-free during the first five years were made available to anyone - with or without children — who wished to buy a moderatelypriced home within the local AHOP price limits. The loans have the effect of reducing monthly mortgage and tax payments to the level that would apply if the interest rate were eight per cent. Similar arrangements can be made with builders or owners of rental housing who are prepared to enter an agreement with CMHC regarding rents and other matters. The effect of providing assistance in this way, through repayable loans rather than subsidies. with the bulk of the mortgage financing being provided by the approved lenders, is to conserve public capital, and to ease the financial burden on the home buyer in the early years of ownership.

En 1975, le Parlement édicta deux projets de loi, en vue d'importants changements à apporter à la Loi nationale sur l'habitation. Le premier, sanctionné le 26 mars, élargissait la portée du Programme d'aide pour l'accession à la propriété et du Programme d'aide au logement locatif en accordant des subventions en réduction de l'intérêt à des acquéreurs admissibles et à des entrepreneurs de logements locatifs admissibles qui obtenaient leurs sources de financement par le moyen de prêts hypothécaires privés. Antérieurement, ces subventions ne s'obtenaient que lorsque les prêts hypothécaires étaient consentis par la Société. Ces changements ont aidé à drainer près de 750 millions de dollars en engagement hypothécaire du secteur privé vers le logement à prix modique.

Les amendements permettaient parallèlement à la Société d'acquérir et de louer des terrains à des taux préférentiels en vue de projets sans but lucratif et sous forme coopérative. Ils offraient une aide accrue aux municipalités désireuses d'entreprendre des projets d'épuration des eaux-vannes et élargissaient la portée de ce programme pour inclure des réseaux de canalisation de collecteurs des eaux pluviales afin de faciliter l'aménagement de nouveaux

secteurs résidentiels.

Au mois de décembre, la LNH était à nouveau amendée en vue d'appuyer le programme fédéral d'action-logement, une initiative par laquelle le gouvernement s'engageait à mettre en chantier un million de nouveaux logements avant la fin de 1979, dont une très grande partie doivent être des logements à prix moyen ou peu élevé. Cet objectif avait été déterminé afin de satisfaire à nos besoins estimatifs pour les quatre prochaines années et en tenant compte de la formation de nouvelles familles, des logements inoccupés et d'autres facteurs. Le but fixé pour 1976 dans ce domaine était de 235,000 mises en chantier, alors qu'un million de ces dernières correspondrait à un chiffre supérieur d'emplois, tant dans l'industrie de la construction que dans les entreprises connexes.

Les amendements approuvés en décembre apportèrent de nouvelles modifications aux programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif. Les subventions furent maintenues et même accrues, à l'intention des familles qui en ont besoin, pour leur faciliter l'accession à la propriété. Pour la première fois, cependant, des prêts sans intérêt durant les cinq premières années furent offerts à tout ménage composé d'au moins deux personnes — avec ou sans enfants — désireux d'acquérir un logement à prix modéré et ne dépassant pas les limites fixées localement par le programme. Les prêts de cette nature ont pour

In addition to providing grants of \$1,000 per unit municipalities for low-cost medium-density using, the bill also extended the benefits of the wage Treatment Assistance Program to water atment projects required to open land for residential velopment.

The Corporation's accomplishments during 1975 are made possible by an extraordinary effort on a part of its field staff. Branch and regional people orked closely with builders, developers, lenders, unicipal and provincial officials, to stimulate oduction where it was required and to make sure at available funds were fully used to produce using matched to local needs.

The December legislation also amended the entral Mortgage and Housing Corporation Act in der to provide better co-ordination, at the official level, tween CMHC and the Ministry of State for ban Affairs.

In my capacity as CMHC President and Acting cretary of the Ministry, and with the help of icials in both agencies, I have been examining tys in which we could make our joint endeavors more ective. I believe we have made a significant ginning on this task and I am confident that these organizations, each with its specialized role dits unique resources, can work together for the complishment of broad policy objectives that I preserve and enhance the quality of urban life Canada.

W. Teron
President and Chairman
of the Board of Directors

but de ramener le paiement hypothécaire mensuel et les taxes à un niveau qui équivaudrait à un taux d'intérêt de huit pour cent. Des arrangements analogues peuvent être conclus avec les constructeurs ou propriétaires-loueurs s'ils sont disposés à signer une entente avec la Société, surtout en ce qui a trait aux loyers. Ce nouveau mode d'aide financière, au moyen de prêts plutôt que de subventions et selon lequel la plus grande partie des fonds hypothécaires sont fournis par les prêteurs agréés, est destiné à ménager les fonds publics et à alléger le fardeau financier d'un nouveau propriétaire pendant les premières années de la période de remboursement.

En plus de prévoir des subventions de \$1,000 par logement aux municipalités pour la construction de logements à coût modique et à densité moyenne, les amendements étendent l'aide prévue pour le programme de traitement des eaux d'égout aux projets d'approvisionnement en eau potable afin de faciliter l'aménagement de terrains à des fins résidentielles.

Les résultats, obtenus par la Société, en 1975, sont en grande partie attribuables au travail extraordinaire accompli par les employés de ses bureaux régionaux et locaux. Les bons rapports qu'ils n'ont cessé d'entretenir avec les constructeurs, prêteurs, entrepreneurs, responsables municipaux et provinciaux, ont stimulé la production là où cela s'imposait. Ils ont aussi veillé à ce que les fonds disponibles soient utilisés selon les besoins locaux.

Les mesures législatives adoptées en décembre prévoyaient par ailleurs un amendement de la Loi qui régit la Société, afin de permettre une meilleure coordination, à l'échelon officiel, entre la Société et le Département d'État chargé des Affaires urbaines.

À titre donc de président de la Société et de secrétaire suppléant du Département, et avec l'aide de conseillers de ces deux services publics, j'ai exploré les divers moyens par lesquels nous pourrons rendre plus efficaces nos communes tentatives.

J'ai le sentiment que le début de notre collaboration s'avère prometteur et j'ai le ferme espoir que nos deux organismes, chacun conservant son identité et ses moyens d'action, œuvreront à la tâche unique de préserver et d'améliorer la qualité de la vie urbaine au Canada.

Le président de la Société et du Conseil d'administration W. Teron

L'activité de la Société

Low and Moderate-Income Housing

Through a variety of housing programs, the Corporation encourages the production of more affordable housing for Canadians earning low and moderate incomes. This is achieved by stimulating the production of low-rental accommodation, as well as by expanding home-ownership opportunities at reasonable cost levels.

One of the federal government's prime objectives in its direct and insured lending programs during 1975 was to influence both lenders and builders to greater activity in the moderately priced housing market. A combination of direct loans and subsidies was used for both home-ownership and rental accommodation, and a system of subsidy for both forms of tenure financed through approved lenders.

CMHC-funded housing starts in the low to moderate-income sector increased faster than housing starts generally. Actual figures were 41,673 dwelling units in 1975 compared to 29,610 of a year earlier. Of the Corporation's total 1975 capital budget of \$1,620 million more than 80 per cent, or \$1,289 million, went to assist in the construction of low and moderate-income housing.

Public Housing

The purpose of CMHC's Public Housing Program is to provide accommodation for those who are unable to obtain it at current market rents and who generally cannot qualify for other CMHC assistance programs. While the areas of greatest need are undoubtedly in the metropolitan urban areas, the program is being

used in all parts of Canada.

Federal assistance, for this purpose, is provided to provinces, municipalities or public housing agencies, either as a 90 per cent loan or as a cost-sharing partnership. Because the rent revenue is usually not sufficient to amortize the capital costs and cover operating expenses, annual federal subsidies covering 50 per cent of the operating losses are also available where CMHC has loaned 90 per cent of the cost of construction. Under the partnership arrangement the federal government provides 75 per cent of the capital and covers 75 per cent of deficits.

Le logement pour les personnes à revenu modique ou moyen

Par la mise en œuvre d'une variété de programmes de logement, la Société encourage la production de logements plus économiques et permet ainsi de procurer à la population du Canada, à revenu modique ou moyen, un plus grand nombre d'habitations à des prix abordables. Pour ce faire, elle favorise la production de logements à bas loyer et facilite l'accession à la propriété à un prix raisonnable.

Un des principaux objectifs que le gouvernement fédéral visait à atteindre par ses programmes de prêts directs et de prêts assurés au cours de 1975, était de réorienter l'intérêt des prêteurs et des constructeurs vers le marché de l'habitation à prix moyen. Pour y arriver, il a eu recours à une combinaison de prêts directs et de subventions en vue d'encourager la construction d'habitations à vendre et de logements locatifs, de même qu'à un régime de subventions s'appliquant aux deux formes d'habitations financées par des prêteurs agréés.

Les mises en chantier d'habitations financées par la Société à l'intention des personnes à revenu modique ou moyen ont augmenté plus rapidement que l'ensemble des mises en chantier. Pour l'année 1975, le total de ces mises en chantier s'est élevé à 41,673 unités comparativement à 29,610 l'année précédente. Du budget total de placements de la Société pour 1975, soit 1,620 millions de dollars, plus de 80 pour cent, soit 1,289 millions, ont servi à aider à la construction d'habitations à prix modique ou moyen.

Les logements sociaux

Le programme de logements sociaux de la Société a pour but de procurer des logements aux familles et aux personnes qui ne peuvent avoir recours au marché ordinaire et qui, d'une façon générale, ne peuvent pas bénéficier des autres programmes d'aide prévus par la Loi nationale sur l'habitation. Bien que ce soient les secteurs urbains qui aient le plus besoin de cette forme d'aide, les dispositions du programme sont applicables dans toutes les parties du Canada.

A cette fin, l'aide financière du gouvernement fédéral prend la forme de prêts à 90 pour cent offerts aux provinces, aux municipalités et à des organismes de logements sociaux ou d'ententes prévoyant le partage des frais avec les autres paliers de gouvernement. Parce que le revenu provenant des loyers est habituellement insuffisant pour amortir le coût en immobilisations et les coûts d'exploitation, le gouvernement fédéral peut offrir

itage Estates, Prince George, B.C., is a condominium relopment consisting of one and two-storey town house units. first phase was completed in 1974 and the second, similar use is now nearing completion.

Prince George, C.-B. Ces habitations en coproprete rientage Estates » se présentent sous la forme de town houses d'un et deux etages dont une premiere tranche, terminée en 1974, est suivie de nouvelles unités actuellement en cours d'achèvement



In the past, one of the barriers to full utilization of public housing programs has been the reluctance by the residents of many communities to accept housing projects in their neighborhoods. To overcome this and to achieve greater integration, the Corporation has been encouraging the building of smaller projects, and as well, has adopted a new policy whereby some of the units in a public housing project may be rented at market levels to higher income families. Subsidies are also available to families of low income living in private developments, provided rents for these units are at a level agreed upon by the province and CMHC. These subsidies are shared equally by the federal government and the province.

In 1975 the federal government, through CMHC, provided a total of \$360.8 million for 15,943 units of public housing, of which \$202.3 million was for 10,179 units of senior citizen housing. The combined federal share of subsidy payments for 1975 is estimated at \$85.1 million for approximately

135,700 units.

Rural and Native Housing

The year 1975 was the first full year of operation for the Rural and Native Housing Program, since it was announced in March, 1974, and as such, was largely devoted to the development of a strong and active delivery system across the country. Federal-provincial agreements were signed with eight provinces. Activity under these agreements and CMHC direct programs resulted in a total of 2,797 houses being built, acquired or rehabilitated.

The goals of this program combine the delivery of better housing to rural Canadians, with their involvement in all stages of planning, construction and management. The primary financial vehicle used involves federal-provincial agreements and financing for capital costs and subsidies on a cost-sharing basis, with the result that clients can receive housing with rental or mortgage payments which are related to their incomes.

To achieve the objectives of house delivery and owner involvement, the Corporation funded, in 1975, 16 native and civic associations in an amount totalling \$2.3 million. These groups, in turn, are responsible for encouraging communities to use the program, and providing educational and technical information to assist them.

aussi des subventions annuelles permettant de payer 50 pour cent des pertes d'exploitation, dans les cas où la Société a prêté 90 pour cent du coût de construction. Si un accord est intervenu entre le gouvernement fédéral et les autres paliers de gouvernement, le gouvernement fédéral peut fournir jusqu'à 75 pour cent des capitaux immobilisés et assumer le même pourcentage des déficits d'exploitation.

Dans le passé, une des difficultés à surmonter pour utiliser pleinement la formule des logements sociaux était la réticence des résidants de plusieurs collectivités à accepter des habitations de ce genre dans leur voisinage immédiat. Afin de contourner cette difficulté et d'assurer une intégration plus complète des logements sociaux dans les milieux existants, la Société a encouragé la construction de plus petits ensembles et a de plus adopté comme nouvelle ligne de conduite de louer un certain nombre de logements dans un ensemble à caractère social, aux prix du marché, à des familles à revenu plus élevé. Des subventions sont aussi offertes aux familles à faible revenu habitant des lotissements du secteur privé, à condition que les loyers de ces logements soient maintenus à un niveau convenu d'avance entre la province et la Société. Le paiement de ces subventions est réparti entre le gouvernement fédéral et la province.

En 1975, le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Société, a engagé 360.8 millions de dollars pour la construction de 15,943 logements sociaux, dont 202.3 millions pour construire 10,179 unités de logement à l'intention des personnes âgées. On estime à 85.1 millions la somme que le gouvernement fédéral a versée en subventions, au cours de l'année, pour environ 135,700 logements de ce genre.

Le logement pour les ruraux et les autochtones

L'année 1975 a été la première année où le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones a été pleinement mis en œuvre depuis son établissement en mars 1974. On s'y est employé surtout à établir des systèmes efficaces pour l'exécution des projets dans tout le pays. Grâce aux ententes fédérales-provinciales signées dans huit provinces et aux projets entrepris directement par la Société, 2,797 maisons ont été mises en chantier, acquises ou restaurées.

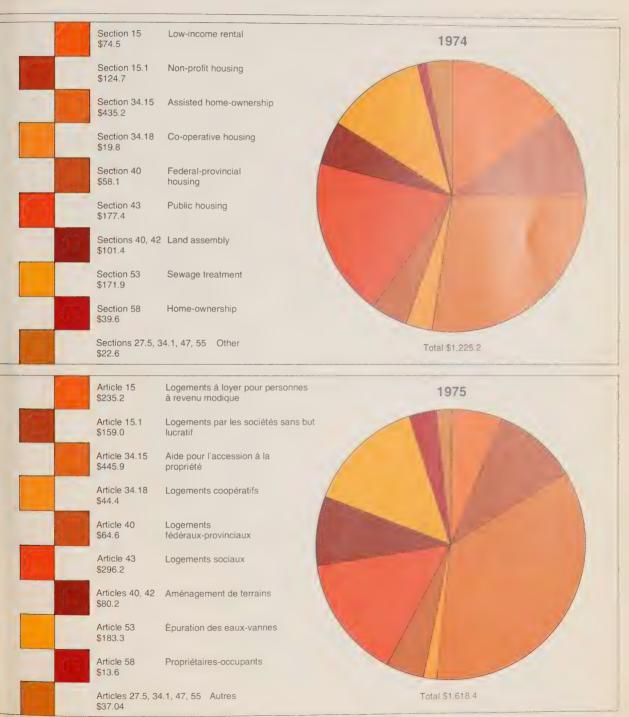
Ce programme a pour but de procurer de meilleurs logements aux citoyens canadiens des secteurs ruraux et de les faire participer à toutes les phases de planification, de construction et de gestion de ces mêmes logements. La principale méthode employée pour le financement de ces projets a été

MHC Commitments Under NHA, by Program 74-1975

millions of dollars)

Engagements de la SCHL aux termes de la LNH, par programme, 1974-1975

(en millions de dollars)



The Emergency Repair Program (formerly called Winter Warmth) was in operation during 1975, although the intention is to gradually phase this program out of existence, as a sufficient stock of good housing is developed for rural Canada. During the year some \$3.4 million was provided to rural and native people, under this program.

Non-Profit Housing Assistance

The objective of the Non-Profit Program is to provide housing to senior citizens at modest rents. Efforts have been made to extend the program to family and special purpose housing, with encouraging results.

Funding mechanisms under the NHA for such non-profit groups provide for 100 per cent loans, capital contributions of 10 per cent or subsidized land-leasing arrangements, and preferred interest

rates for terms up to 50 years.

The types of housing financed under this program are varied, ranging from new apartment complexes and row housing, to scattered older homes. An important element of the program is the ability of any non-profit organization to utilize the Residential Rehabilitation Assistance Program to upgrade and renovate existing housing.

Capital funds committed to the program continue to increase, totalling \$160 million in 1975. Loan approvals during the year provided for 4,948 housing

units and 4,506 hostel beds.

les ententes fédérales-provinciales prévoyant la répartition des coûts en immobilisations et des subventions entre les deux gouvernements en question, de façon que les bénéficiaires de ces logements n'aient à payer que des mensualités hypothécaires ou des loyers proportionnels à leur revenu.

Pour arriver au double but proposé par le programme, en 1975, la Société a accordé à 16 associations une aide financière qui se chiffre au total par 2.3 millions de dollars. Ces groupes, à leur tour, ont la responsabilité d'encourager les collectivités à mettre en œuvre ce programme et de fournir des renseignements d'ordre éducatif et technique pour les aider.

Le Programme des réparations d'urgence (autrefois Programme de confort hivernal) a été maintenu au cours de 1975, bien que la Société ait l'intention de l'abolir graduellement, à mesure qu'un nombre suffisant de logements seront réalisés ou restaurés dans les secteurs ruraux du pays.

Au cours de l'année, environ 3.4 millions de dollars ont été engagés pour loger la population des secteurs ruraux et les autochtones, aux termes de ce programme.

L'aide aux sociétés sans but lucratif

L'objectif du programme d'aide aux sociétés sans but lucratif est de procurer un logement à loyer modique aux personnes âgées. Cependant, des efforts ont été tentés, avec succès d'ailleurs, afin d'étendre la portée du programme de façon à en faire profiter des familles et des groupes spéciaux de personnes.

Les dispositions prévues par la LNH pour aider ces groupes sans but lucratif comprennent des prêts à 100 pour cent, des subventions de capital de 10 pour cent ou des ententes relatives à la location de terrains subventionnée ainsi que des taux d'intérêt préférentiels pour des termes allant jusqu'à 50 ans.

Les types de logements financés en vertu de ce programme représentent un éventail assez étendu et comprennent de grands ensembles d'appartements neufs et de maisons en bandes ainsi que des maisons plus anciennes dispersées en divers endroits d'une localité. Le fait que toute société sans but lucratif peut profiter du Programme d'aide à la remise en état des logements pour restaurer des habitations existantes constitue un élément important de ce programme.

Les capitaux engagés dans ce programme continuent d'augmenter et se sont chiffrés par 160 millions de dollars en 1975. Les prêts approuvés durant l'année représentaient 4,948 unités de logement et 4,506 places dans des résidences collectives. s split-level, row-housing project in Waterloo, Ontario, is part of a lect built with National Housing Act assistance. Ces logements à mi-étages font partie d'un ensemble d'habitations construites a Waterloo (Ontaro) grace à the alle habitation en vertu de la Loi nationale sur l'habitation



Start-Up Funding

Non-profit groups working toward the provision of homes for their own members, for senior citizens, or for the mentally or physically handicapped, face considerable expense before a formal loan application can be made. The "start-up" program provides up to \$10,000 for each project to help defray these costs. Part of this amount may subsequently be included in the mortgage, but if the project fails to become a reality, the funds are considered a grant.

In 1975, some 63 non-profit and cooperative groups, who had received "start-up" assistance were able to complete their plans and receive loan approvals for their projects. In all, funds totalling \$665,000 were provided under this program during the year.

Community Resource Organization Grants

One of the difficulties faced by non-profit groups in project development is in being unable to afford proper technical assistance. The Corporation attempts to remedy this difficulty by encouraging and funding support organizations whose primary purpose is to assist these groups in all phases of planning and management. In 1975, some 14 support groups were in operation, representing \$479,184 in financial assistance from the Corporation.

In addition, to encourage the development of sound social housing management, CMHC also makes supporting grants available to those universities and community colleges sponsoring formal training programs for social housing managers. In 1975, over \$200,000 in grants were

approved.

Les fonds de démarrage

Les groupes sans but lucratif désireux de procurer des habitations à leurs propres membres, aux personnes âgées ou aux handicapés physiques ou mentaux ont à encourir des dépenses considérables avant de pouvoir présenter une demande officielle d'aide. Le « fonds de démarrage » prévoit une aide financière pouvant s'élever jusqu'à \$10,000 pour chaque projet, en vue d'aider à payer ces frais. Une partie de ce montant peut être ultérieurement comprise dans le prêt hypothécaire, mais si le projet ne se concrétise pas, le montant ainsi avancé est considéré comme une subvention.

En 1975, environ 63 groupes et coopératives sans but lucratif, qui avaient bénéficié du « fonds de démarrage », ont pu mener leurs plans à bonne fin et ont reçu l'approbation d'un prêt pour leurs projets. Au total, la somme de \$665,000 a été versée par la Société en vertu de ce programme, au cours de l'année.

Les subventions aux organismes communautaires de soutien

Une des difficultés que les groupes sans but lucratif ont à surmonter pour l'élaboration d'un projet est de pouvoir payer les services de techniciens spécialisés. La Société a tenté de résoudre ce problème en encourageant et en finançant des organismes de soutien dont le but principal est d'aider ces groupes dans toutes les phases de la planification et de la gestion. En 1975, quelque 14 groupes de soutien étaient à l'œuvre, ce qui représentait pour la Société une assistance financière globale de \$479,184.

De plus, afin d'encourager la préparation de bons gestionnaires de logements sociaux, la Société offre des subventions aux universités et collèges communautaires qui organisent des programmes sérieux de formation à court terme à l'intention des administrateurs de logements sociaux. En 1975, la Société a approuvé la somme de \$200,000 en

subventions de ce genre.

Cooperative Housing Assistance

The Cooperative Housing Program uses the ancial assistance available to non-profit organizans, including 100 per cent loans, capital contribuns of 10 per cent or subsidized land-leasing angements, and preferred interest rates for terms to 50 years. Cooperatives provide the opportunity planning and management by the people who live the project.

The past year has seen a very large expansion in cooperative program, as 1,495 families made of the advantages of stable housing costs and social benefits of involvement in the provision and the program in 1975 totalled \$44.4 million.

Assisted Rental Housing — Direct CMHC Financing

The objective of this program was to provide ancing for modest new rental accommodation h rents at or below market levels.

This was done through a national proposal call de early in the year although most of the CMHC ds were directed to those market areas with the rest vacancy rates. The results exceeded expectants. Some \$235 million in loan commitments were used representing 10,075 units and 545 hostel ds. Activity in 1974 totalled \$75 million. The rental levels were arrived at by offering tow interest rate of eight per cent, and an amortition period of 50 years. Conditional with loan proval is an operating agreement which the exponent must enter into with CMHC wherein maximum rents which can be charged are stated.

L'aide au logement coopératif

Le programme d'aide au logement coopératif prévoit le même genre d'aide financière que celle qui est offerte aux organismes sans but lucratif, c'est-à-dire des prêts à 100 pour cent, des subventions de capital de 10 pour cent ou des ententes relatives à la location de terrains subventionnée ainsi que des taux d'intérêt préférentiels pour des termes allant jusqu'à 50 ans. La formule coopérative fournit l'occasion aux sociétaires de participer à la planification et à la gestion des habitations qu'ils occupent.

En 1975, le programme de logements coopératifs a pris une expansion considérable, alors que 1,495 familles ont bénéficié de la stabilisation des coûts du logement et des avantages sociaux qui découlent de leur participation à l'aménagement et à la gestion de leurs propres habitations.

Les engagements de la Société en vertu de ce programme, en 1975, se sont élevés à 44.4 millions de dollars.

L'aide au logement locatif financé directement par la Société

L'objectif de ce programme était d'aider à financer des logements neufs à prix modique qui se loueraient à des loyers égaux ou inférieurs à ceux du marché.

Pour ce faire, au début de l'année, la Société a lancé un appel d'offres à l'échelon national, bien que la plus grande partie de ses fonds ait été dirigée vers les régions où le taux des logements inoccupés était le plus bas. Les résultats ont dépassé toutes les prévisions. Les engagements de prêts se sont élevés à quelque 235 millions de dollars, ce qui représente 10,075 logements et 545 places dans des foyers. En 1974, la valeur des prêts consentis aux mêmes fins s'élevait à 75 millions.

Afin d'arriver aux loyers désirés, la Société a offert des prêts à un taux d'intérêt de huit pour cent et une période d'amortissement de 50 ans. Pour obtenir l'approbation d'un prêt, le proposeur doit conclure avec la Société un accord régissant l'exploitation des logements, selon lequel les loyers maximaux sont déterminés.

Sarcee Meadows in Calgary, Alberta, is an example of a cooperative housing project financed under the National Housing Act.

Un ensemble de 380 logements coopératifs qui s'est révélé un succès au Canada: Sarcee Meadows, à Calgary.
En raison d'une liste d'attente déjà très fournie, on envisage l'expansion de cette coopérative modèle.



Assisted Rental Program — Privately Funded Rental Housing

The building of rental accommodation has declined or the past few years, costs having risen in many can areas at a faster rate than new rentals could opport. This has resulted in low vacancy rates, reasing demand and consequential rent increases. The Assisted Rental Program plan was enacted in ril to encourage the development of modest rental using by providing annual subsidies of up to \$600 thousing unit. The subsidy was later increased \$900.

The subsidy, which may be negotiated for periods ive to 15 years, is designed to reduce operating at so that rents at market levels will yield eturn to the investor.

The program has proved successful in attracting vate mortgage funds. Developers have responded sitively, since the program, combined with extension capital cost allowances, makes apartment instruction economically more attractive.

Activity by approved lenders under this program alled \$444 million during 1975, representing 092 units.

L'aide au logement locatif financé privément

La construction de logements locatifs a ralenti au cours des dernières années, les coûts ayant augmenté dans bien des secteurs à un rythme plus accéléré que la hausse possible des loyers. Cette situation a entraîné une baisse des taux de logements inoccupés, un accroissement de la demande et une hausse des loyers des logements existants.

Le programme fédéral d'aide au logement locatif a été mis en œuvre au mois d'avril pour encourager la construction de logements à loyer modique par le versement de subventions s'élevant à \$600 par logement. Cette subvention a plus tard été portée à \$900.

La subvention, qui peut être négociée pour des périodes de 5 à 15 ans, a pour but de réduire les coûts d'exploitation afin que les loyers aux prix du marché rapportent un revenu aux investisseurs.

Ce programme a donné de bons résultats en ce sens qu'il a permis d'attirer vers ce marché des fonds hypothécaires provenant de sources privées. Les entrepreneurs ont aussi participé avec enthousiasme à ce programme qui, grâce à la prolongation des allocations accordées pour la dépréciation, rendait plus rentable la construction de nouveaux appartements.

La valeur des prêts consentis par les prêteurs agréés en vertu de ce programme, en 1975, s'est élevée à 444 millions de dollars, ce qui représente 21,092 logements.

Assisted Home-Ownership Program

The Assisted Home-Ownership Program is based on the premise that households should be able to achieve home-ownership without spending an unreasonable amount of their annual income.

During 1975, the program was available either through direct loans from CMHC, or through loans insured under the NHA. Throughout most of the year the program combined interest reductions and monthly contributions to provide monthly mortgage and tax payments at about 25 per cent of family income.

The maximum assistance available through direct CMHC loans, depending on the borrower's income, was through a market-rate mortgage written down to as low as eight per cent, with a further contribution, if required, of up to \$600 yearly.

Assistance on insured loans was provided through contributions of up to \$1,200 annually.

The results of direct and insured lending AHOP were encouraging during 1975, and many major lenders and builders gained experience with them and this should prove beneficial during 1976.

In 1975, CMHC made direct loans under AHOP for 15,798 homes, totalling \$446 million. This activity brought total assistance since the program's inception to \$1,025 million representing loans for 41,368 homes.

The private sector financed a further 8,701 new homes under this program with loans totalling \$343.5 million.

Le programme d'aide pour l'accession à la propriété

Le programme d'aide pour l'accession à la propriété est fondé sur la prémisse qu'un ménage devrait pouvoir se porter acquéreur d'une habitation, sans avoir à dépenser une trop grande partie de son revenu annuel.

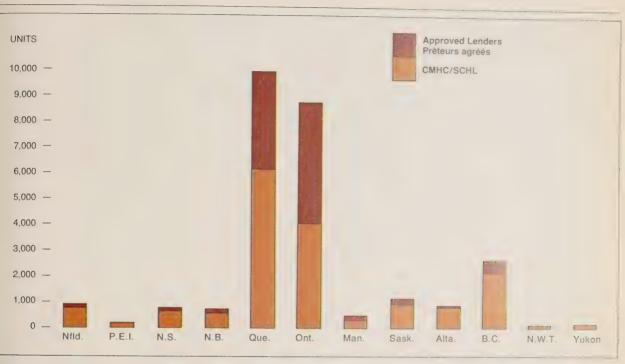
Au cours de 1975, ce programme a été mis en œuvre au moyen de prêts consentis directement par la Société ou par des prêts assurés aux termes de la LNH. Pendant la plus grande partie de l'année, le programme a utilisé un ensemble de mesures pour réduire le montant d'intérêt à payer sur le prêt en première hypothèque et de contributions mensuelles afin de ramener les mensualités hypothécaires et les paiements de taxes à environ 25 pour cent du revenu familial.

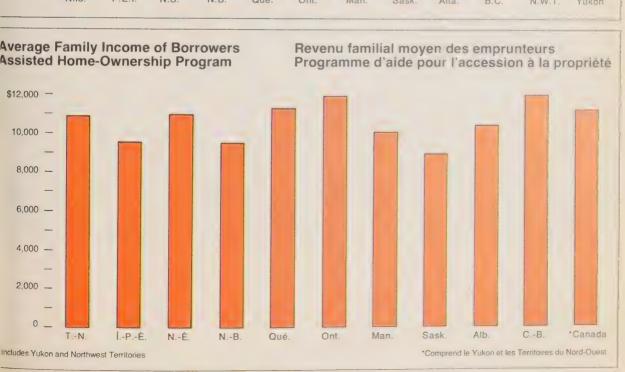
L'aide financière maximale offerte sous forme de prêts directs de la Société, suivant le revenu de l'emprunteur, prenait la forme d'un prêt hypothécaire dont le taux d'intérêt courant était ramené à huit pour cent, et d'une subvention supplémentaire, au besoin, laquelle pouvait s'élever jusqu'à \$600 annuellement. Si l'emprunteur avait obtenu un prêt assuré d'un prêteur agréé, la subvention maximale pouvait s'élever à \$1,200 annuellement.

Les résultats des programmes de prêts directs et de prêts assurés pour faciliter l'accession à la propriété ont été encourageants au cours de 1975, et un grand nombre des plus importants prêteurs et constructeurs ont ainsi acquis une expérience qui devrait leur être profitable au cours de 1976.

En 1975, les prêts directs consentis par la Société en vertu du programme PAAP représentaient 15,798 logements et une valeur globale de 446 millions de dollars. Depuis l'établissement de ce programme, la valeur totale de l'aide accordée s'élève à 1,025 millions, ce qui représente la mise en chantier de 41,368 logements.

Par ailleurs, les prêteurs privés ont financé 8,701 nouveaux logements en vertu de ce programme, au moyen de prêts dont la valeur globale se chiffre par 343.5 millions.





Insured Lending — Loans by Approved Lenders

Since 1954 the Corporation has, in conjunction with private lenders, helped many Canadians to purchase their own homes through a system known as mortgage insurance. These loans are made by 'approved' lenders, that is, lenders authorized by CMHC to make National Housing Act insured loans. Approved lenders make loans for new homes, existing housing and rental housing including apartments, hostels and dormitories. Under this system the borrower pays CMHC an insurance fee that is related to the loan amount. These fees enable CMHC to maintain a Mortgage Insurance Fund against which the lender may draw in the event of a borrower defaulting.

Private mortgages insured under the National Housing Act amounted to more than \$3.5 billion in 1975, an increase of more than \$2 billion over the previous year. In terms of housing units, there were more than 123,000 financed with NHA insured loans in 1975, compared with about 55,000 in 1974.

The following table shows 1974 and 1975 commitments in dollars and units by various kinds of private lender.

Prêts assurés — Prêts des prêteurs agréés

Depuis 1954, la Société, de concert avec les prêteurs du secteur privé, a aidé un grand nombre de Canadiens à acheter une maison et ce, grâce à un régime d'assurance hypothécaire. Des prêts sont consentis par des prêteurs dits agréés, c'est-à-dire reconnus comme tels par la Société pour consentir des prêts assurés aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Ils servent à financer de nouvelles habitations, des maisons existantes et des logements locatifs, y compris des appartements, des fovers ou résidences collectives. L'emprunteur paie à la Société un droit d'assurance proportionnel au montant du prêt, ce qui permet à la Société de maintenir un fonds d'assurance hypothécaire qui sert à indemniser un prêteur lorsqu'un emprunteur ne s'acquitte pas de ses obligations hypothécaires.

La valeur des prêts hypothécaires consentis par ces prêteurs, et assurés en vertu de la LNH, a dépassé 3.5 milliards de dollars en 1975, soit une hausse de plus de 2 milliards par rapport à l'année précédente. Quant au nombre de logements, 123,000 ont été financés à l'aide de prêts assurés aux termes de la LNH en 1975, comparativement à environ 55,000 en 1974.

Le tableau suivant indique, pour 1974 et 1975, les investissements exprimés en dollars et en logements par les diverses catégories de prêteurs privés.

| | Thousands of Dollars En milliers de dollars | | Units Nombre de logements | |
|---|--|-----------|------------------------------|---------|
| | 1974 | 1975 | 1974 | 1975 |
| Life insurance companies Compagnies d'assurance-vie Chartered banks | 95,542 | 275,749 | 4,110 | 10,845 |
| Banques à charte | 642,451 | 1,316,586 | 25,502 | 45,254 |
| Trust companies Compagnies de fiducie Loan companies | 359,592 | 1,036,867 | 13,687 | 34,880 |
| Compagnies de prêts Other lending institutions | 236,736 | 815,830 | 9,679 | 26,815 |
| Autres institutions prêteuses Other private lenders | 31,345 | 119,095 | 1,424 | 4,826 |
| Autres prêteurs privés | 11,545 | 10,204 | 561 | 405 |
| TOTALS/TOTAL | 1,377,211 | 3,574,331 | 54,963 | 123,025 |
| New housing units Logements neufs Existing housing units | 766,891 | 2,291,078 | 28,974 | 77,261 |
| Logements existants | 610,320 | 1,283,253 | 25,989 | 45,764 |

rc Samuel Holland in Quebec City, illustrates how high-rise velopments can be blended into an existing landscape. This A rental project contains 219 units in two towers.

La ville de Québec possède aussi de beaux appartements hauteur au Parc Samuel Holland, un complexe de deux tours entourées de verdure dans lesquelles sont réparties 219 unités



Loans by the Corporation

Where mortgage loans are not available from private lenders CMHC may, in certain cases, make direct loans to qualified applicants. Because most of the Corporation funds are now being directed towards the provision of housing for low and moderate-income families, the amount of private direct lending from the Corporation has decreased. During 1975 loans totalling \$13.6 million were made by CMHC. This was a reduction of 66 per cent from the previous year. These funds financed 604 housing units.

\$500 Home-Buyer Grant

In December 1974, the federal government, through CMHC, initiated a new program to provide a \$500 grant to all first-time home buyers of moderately-priced housing. To qualify, applicants had to be buying newly-built housing, the full price of which could not exceed the limit established for the area in which the unit was located. To be eligible for this grant, the unit had to be occupied between November 1, 1974 and December 31, 1975.

Approximately \$37 million in grants were distributed under this program in 1975.

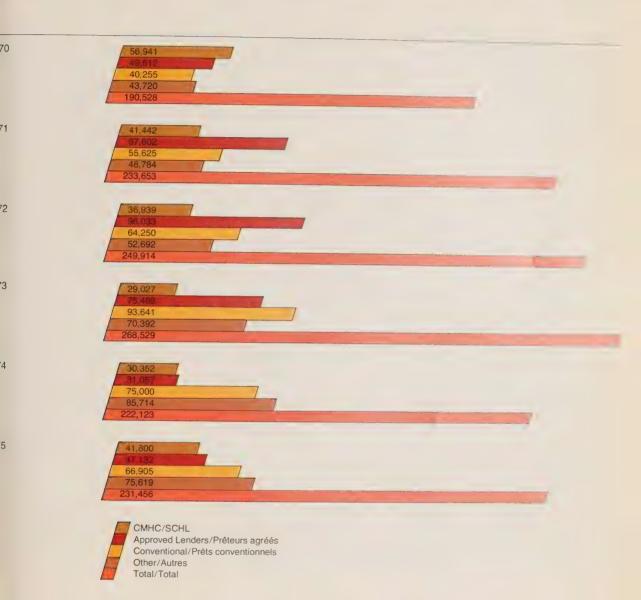
Les prêts de la Société

Dans les régions où les emprunteurs qualifiés ne peuvent pas obtenir un prêt d'un prêteur agréé, la Société peut, dans certains cas, consentir des prêts directs. Parce que la plus grande partie des fonds de la Société sont maintenant affectés à la construction d'habitations pour les familles à revenu modique ou moyen, le volume des prêts directs consentis par la Société a diminué. Au cours de 1975, la Société a engagé 13.6 millions de dollars en prêts de ce genre, soit 66 pour cent de moins que l'année précédente. Cependant, cette somme a permis de financer la construction de 604 habitations.

La subvention de \$500 aux acheteurs d'une première maison

Au mois de décembre 1974, le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Société, a établi un programme qui consistait à verser une subvention de \$500 aux acheteurs d'une première maison à prix moyen. Pour en bénéficier, il fallait se porter acquéreur d'une maison neuve, dont le prix ne devait pas dépasser le maximum déterminé pour la région dans laquelle cette maison était située. Il fallait aussi que l'habitation en question soit occupée par son propriétaire entre le 1er novembre 1974 et le 31 décembre 1975.

Environ 37 millions de dollars ont été versés en subventions aux termes de ce programme, en 1975.



Neighborhood and Residential Improvement

L'amélioration des quartiers et des résidences

Neighborhood Improvement Program

The Neighborhood Improvement Program is designed to help municipalities and local residents preserve and improve the amenities and living conditions in older low and moderate-income urban neighborhoods.

Through a wide range of grants and loans, the program assists in such activities as choosing the neighborhoods, developing plans, acquiring land for housing, parks and community facilities, and improving municipal services.

The program operates by means of a federalprovincial agreement designating eligible municipalities. These, in turn, select the neighborhoods.

Under 1974 and 1975 agreements with the provinces, approximately \$99 million was allocated for the selection of neighborhood improvement areas and the planning and implementation of neighborhood plans. At the end of 1975, some 82 of the selected neighborhoods were in the planning stage while another 73 had progressed to the implementation of their neighborhood plans.

NIP is designed to complement the Corporation's Residential Rehabilitation Assistance Program.

Site Clearance Program

CMHC's Site Clearance Program operates in conjunction with its Neighborhood Improvement Program. The Corporation makes contributions and loans to municipalities to help meet costs involved in acquiring and demolishing properties, specifically those properties that do not meet minimum housing standards or are being used for a purpose inconsistent with the character of the area.

During 1975, federal contributions totalling \$1.6 million were allocated to 19 projects for site clearance operations.

Le programme d'amélioration des quartiers

Le programme d'amélioration des quartiers a pour but d'aider les municipalités et leur population à préserver et améliorer les services et conditions de vie dans les plus vieux quartiers urbains habités par des personnes ou des familles à revenu modique ou moyen.

Grâce à un éventail assez étendu de subventions et de prêts, le programme facilite le choix des quartiers à améliorer, la préparation des plans, l'acquisition de terrains à vocation résidentielle, l'aménagement de parcs et de services communautaires et l'amélioration de l'équipement municipal.

Le programme fait l'objet d'une entente fédérale-provinciale selon laquelle la province désigne les municipalités admissibles. Celles-ci, à leur tour, choisissent les quartiers à améliorer. En vertu des accords intervenus avec les provinces en 1974 et 1975, la Société a affecté environ 99 millions de dollars pour le choix des quartiers à améliorer ainsi que la préparation et l'exécution des plans d'amélioration de quartiers. À la fin de 1975, 82 des quartiers choisis en étaient au stade de la préparation des plans tandis que dans 73 autres, on était passé à l'exécution.

Le programme d'amélioration des quartiers se greffe normalement sur le programme d'aide à la remise en état des logements.

Le programme de déblaiement de terrains

Le programme de déblaiement de terrains de la Société se rattache au programme d'amélioration des quartiers. La Société verse des subventions et des prêts aux municipalités pour les aider à payer le coût d'acquisition et de démolition de propriétés, surtout de celles qui ne répondent pas aux normes minimales d'habitation ou qui servent à des fins incompatibles avec le caractère du secteur en question.

Au cours de 1975, le gouvernement fédéral a affecté la somme de 1.6 million de dollars à 19 projets de déblaiement de terrains. Mississauga, Ontario, an NHA insured loan helped finance se attractive condominium row houses.

Un prêt assuré aux termes de la Loi nation le submande de financer cet ensemble attrayant d'I activité année de construites en bandes.



Residential Rehabilitation Assistance Program

The purpose of the Residential Rehabilitation
Assistance Program is to assist home-owners and
landlords in repairing substandard dwellings by
bringing them up to locally accepted standards of
health and safety, as well as ensuring that the useful
life of each dwelling is extended by at least fifteen
years.

Under this program, funds are available to lowincome people in NIP areas and in a number of specially designated areas throughout Canada.

For landlords to qualify they must agree to charge fair rents for the term of the loan; home-owners must earn less than the current maximum income level and must continue to occupy their unit for the term of the loan. For both landlords and home-owners, a portion of the loan may be forgiven.

Even if the property is not located in a NIP area, non-profit corporations may also apply for RRAP funds to repair homes or hostels. RRAP monies can also be applied to the conversion of a building from non-residential to residential use, but only if the unit is located in a NIP area.

RRAP was active in some eighty municipalities across Canada in 1975, with an additional eighty due to become involved early in 1976. In addition, RRAP operates in six specially designated areas in Newfoundland, Quebec and Ontario.

During the year more than \$13 million was committed to the program allowing 4,812 units to be rehabilitated.

Home Improvement Loans

Home improvement loans for additions, repairs and alterations to existing homes and apartments are available from chartered banks and approved instalment credit agencies. CMHC provides a limited guarantee to the institution making the loan in return for an insurance fee which is paid for by the borrower.

In 1975, such loans totalled some \$15.8 million, while the Home Improvement Loan Insurance Fund paid \$290,000 for loss claims.

Le programme d'aide à la remise en état des logements

Le programme d'aide à la remise en état des logements a pour but d'aider les propriétaires-occupants et les propriétaires-loueurs à réparer des habitations qui ne répondent plus aux normes jugées acceptables dans une localité, des points de vue de la salubrité et de la sécurité, et d'en prolonger la durée utile d'au moins quinze années.

En vertu de ce programme, des sommes sont offertes aux propriétaires à revenu modique d'habitations situées dans un certain nombre de secteurs spécialement désignés, d'un bout à l'autre du Canada.

Pour bénéficier de cette aide, les propriétairesloueurs doivent consentir à exiger des loyers raisonnables pendant toute la durée du prêt, tandis que les propriétaires-occupants doivent avoir un revenu inférieur à un certain maximum prédéterminé et occuper leur logement jusqu'à l'échéance du prêt. Le propriétaire-loueur et le propriétaire-occupant peuvent bénéficier de la remise gracieuse d'une partie du prêt.

Même si les propriétés en question ne sont pas situées dans un quartier destiné à être amélioré, les organismes sans but lucratif peuvent aussi demander des fonds en vertu de ce programme (PAREL) pour réparer des maisons ou des résidences collectives. Ces mêmes fonds peuvent, de plus, servir à transformer un bâtiment non résidentiel en un immeuble résidentiel, mais seulement si la propriété est située dans un quartier à améliorer.

En 1975, ce programme était appliqué dans environ 80 municipalités et 80 autres allaient se prévaloir des avantages du PAREL au début de 1976. De plus, le programme est mis en œuvre dans six secteurs spécialement désignés de Terre-Neuve, du Québec et de l'Ontario.

Au cours de l'année, plus de 13 millions de dollars ont été affectés à ce programme, ce qui a permis de restaurer 4,812 logements.

Les prêts pour l'amélioration de maisons

Les banques à charte et les organismes agréés de crédit à tempérament peuvent consentir des prêts pour l'amélioration de maisons en vue d'effectuer des rajouts, des réparations et des modifications à des maisons ou des appartements existants. La Société accorde une garantie limitée à l'institution qui consent des prêts de ce genre, moyennant une prime d'assurance que l'emprunteur doit payer.

En 1975, la valeur des prêts de ce genre s'est élevée à 15.8 millions de dollars, tandis que le fonds d'assurance de prêts pour l'amélioration de maisons a payé \$290,000 en réclamations. nabilitation of the existing housing stock is encouraged under the ional Housing Act. Two programs, the Neighborhood Improvent Program and the Residential Rehabilitation Assistance
gram, are being used in many provinces. Here, in the Mundy
area of St. John's, Nfld., older homes are being renovated
modernized.

La LNH encourage la restauration de lo jements recuperan es Deux importants programmes mis au poir ta ce: c' et el programme d'amelioration des quartiers et le programme d'ace, à la remise en etat des logements revolvent e mi el raccus dans toutes les provinces et le quartier de Mundy Pond a S. Juan de T.-N. ne fait pas exception à cette règle.



Land and Municipal Infrastructure

Les terrains résidentiels et l'infrastructure municipale

Land

The objective of the Land Assembly Program is to ensure an adequate supply of serviced residential land, to stabilize and, where possible, reduce serviced land prices, and to encourage a high standard of residential development and community environment. Under the terms of the program, provinces and municipalities can obtain federal assistance to assemble, plan and develop land for residential and associated purposes, or to establish land banks for future development of a predominantly residential nature.

Land assembly activity in 1975 included the funding of such major projects as the development of further phases in the Mount Pearl New Town in St. John's, Nfld.; the large Malvern project in Toronto; and the Saltfleet and Hamilton Mountain projects in Hamilton, Ont. Similarly, significant funds were established for land banking and partial development in Greater Vancouver, Charlottetown, Metropolitan Winnipeg and Halifax-Dartmouth as a continuation of previous federal land activity in these areas.

By comparison with this involvement in the land development of major urban centres, the federal land programs were utilized in 33 smaller centres in most provinces and territories including the servicing of a resource-based new community on Baffin Island.

Under federal-provincial partnership agreements, 75 per cent of the capital cost is borne by the federal government and the remainder by the province. Seven projects to provide a total of 1,117 residential building lots and two projects involving 1,827 acres for land banking were approved in 1975. Since the inception of the program in 1948, a total of 33,672 lots have been authorized for development and, under federal and federal-provincial programs, a total of approximately 33,000 acres have been acquired in land banks for future growth.

Les terrains résidentiels

Ce programme a pour but d'assurer une disponibilité suffisante de terrains résidentiels pourvus des services, de stabiliser et, lorsqu'il est possible, réduire le prix de ces terrains, et d'encourager l'aménagement de quartiers résidentiels et de nouvelles collectivités de haute qualité. A cette fin, une aide financière peut être accordée aux provinces et aux municipalités désireuses de regrouper et d'aménager du terrain à des fins résidentielles et autres fins connexes, ou encore de constituer des réserves foncières en vue du développement ultérieur de secteurs à vocation surtout résidentielle.

Parmi les projets d'aménagement de terrains entrepris et financés en 1975, il faut mentionner la réalisation de phases ultérieures de Mount Pearl New Town, à St-Jean (Terre-Neuve), le vaste projet Malvern à Toronto et les projets Saltfleet et Hamilton Mountain à Hamilton (Ontario). Par ailleurs, des sommes importantes ont été affectées à la constitution de réserves foncières et à l'aménagement partiel du terrain dans le grand Vancouver, à Charlottetown, dans la région métropolitaine de Winnipeg et dans Halifax-Dartmouth, pour faire suite à des projets fédéraux déjà entrepris dans ces régions.

Pour faire pendant à ce genre d'activité dans les grands centres urbains, le programme fédéral d'aménagement de terrains a été appliqué aussi dans 33 centres de moindre importance situés dans la plupart des provinces et dans les territoires, tel par exemple l'aménagement des services dans une nouvelle localité de l'Ile de Baffin.

Le gouvernement fédéral peut conclure des accords avec les provinces, où il est stipulé que 75 pour cent du coût en immobilisations est à la charge du gouvernement fédéral et le reste à la charge du gouvernement provincial. Sept projets destinés à produire au total 1,117 terrains à bâtir et deux projets en vue de constituer une réserve foncière de 1,827 acres ont été approuvés en 1975. Depuis l'établissement de ce programme en 1948, la Société a autorisé l'aménagement de 33,672 terrains à bâtir et, en vertu de programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux, l'acquisition d'environ 33,000 acres en vue de constituer des réserves foncières.

Municipal Infrastructure Program

Established in 1961 as the Sewage Treatment gram, the Municipal Infrastructure Program is signed to eliminate water and soil pollution by isting provinces and municipalities in the financing nunicipal sewage treatment and trunk collector lities. In 1975, the program was enlarged to offer nicipalities a complete servicing package for new idential development. Federal loans to provinces, nicipalities and municipal sewerage corporations vinclude assistance for storm trunk sewers, water uply projects and regional sewerage and water as. Additional assistance is available to municities where per capita costs would be higher than mal.

Ouring the year agreements were negotiated and ned with all provinces to encourage them to draw long-term plans both for the use of land for resitial development, and to develop measures to

t water and soil pollution.

Since the inception of the program in 1961, CMHC extended loans in excess of one billion dollars assist provinces and municipalities in financing werage treatment projects. Loan activity in 1975 bunted to \$211.7 million spread over 322 loans. additional \$10.8 million was contributed as high t grants for sewage treatment projects which be too great a financial burden on local taxpayers.

Le programme d'infrastructure municipale

Le programme d'épuration des eaux-vannes, établi en 1961, devint plus tard le programme d'infrastructure municipale, qui a pour but d'enrayer la pollution de l'eau et du sol en aidant les provinces et les municipalités à financer l'aménagement de services municipaux de traitement des eaux-vannes et l'installation de collecteurs des eaux d'égout. Au cours de 1975, les dispositions du programme ont été élargies de façon à offrir aux municipalités une aide financière à l'égard de tous les services qui peuvent faciliter un développement résidentiel. Le gouvernement fédéral offre des prêts aux provinces, aux municipalités et aux régies municipales d'égouts pour l'aménagement de collecteurs des eaux d'égout pluviales, les projets d'approvisionnement en eau potable et pour des plans régionaux d'égouts et d'adduction de l'eau. Le programme prévoit aussi une aide supplémentaire aux municipalités où les coûts par personne seraient excessifs.

Au cours de l'année, la Société a négocié et conclu des accords avec toutes les provinces et les a encouragées à dresser des plans à long terme pour l'utilisation du terrain à des fins résidentielles et à prévoir l'adoption de mesures pour enrayer la pollution de

l'eau et du sol.

Depuis l'établissement du programme en 1961, la Société a consenti des prêts d'une valeur qui dépasse le milliard de dollars afin d'aider les provinces et les municipalités à financer leurs projets de traitement des eaux d'égout. La valeur des prêts consentis en 1975 s'élève à 211.7 millions répartis en plus de 322 prêts. De plus, la Société a versé 10.8 millions à titre de subventions pour coûts excessifs, à l'égard de projets nécessaires qui auraient imposé un fardeau trop lourd aux contribuables.

This harmonious blend of high-rise rentals, high-rise condominiums and town houses enhances the sense of community in University City, a development of 1,400 units in North York.

Un harmonieux mélange de tours d'appartements, d'habitations en copropriété en hauteur et de maisons en bandes rehausse le caractère de University City, qui groupe 1,400 logements à North York.



velopment and Demonstration

L'élaboration et l'application de nouveaux concepts

Development

The work of the Corporation's Development Group, ich was established in 1974, is to identify and velop housing and planning concepts that will lead new policies and programs. Work has taken in see main themes: Human Settlements, Techogical Innovations and Housing Alternatives. In the theme of human settlements, initial work is started on a study of Small Communities of Rural Hinterland, Metro Satellites and Inner

In the theme of technological innovations, the rporation has continued to support the Canadian ter Energy Loop — CANWEL. The system, ich renovates household waste water and recovers ergy from domestic garbage, is now successfully ctioning as a prototype at the 200-500 person le. Feasibility studies have started assessing possibility of enlarging the capacity and niaturizing the components of this technological ovation. A CMHC team has been assembled study other aspects of autonomous servicing aimed encouraging the transfer of technology from theoretical to the practical; subjects being studied lude the use of solar energy, improved building terials and more efficient construction methods. n the theme of housing alternatives, studies e started on a broad front to investigate the ssibilities for increased housing choice and for king better use of urban land. Alternatives being died are medium density housing, interior design kibility, mobile homes and special low-cost using. In addition, the feasibility of recycling old rehouses for housing, of building housing er shopping centres and industrial buildings, and ncreasing densities in existing residential as in an acceptable manner, are being tested are examples of the work now underway. these projects are intended to show how maximum d use efficiency can be achieved in existing an areas.

Demonstration

The purpose of the Demonstration Program is to Id attractive, alternative forms of communities ntaining housing that most Canadians can buy. It innovative projects demonstrate new appaches and, at the same time, test the feasibility new programs and policies which the Corporation is the considering.

L'élaboration de nouveaux concepts

L'objectif du Groupe chargé de l'élaboration de nouveaux concepts, fondé en 1974 au sein de la Société, est d'identifier et de développer des concepts de logement et de planification qui donneront naissance à de nouvelles politiques et à de nouveaux programmes. Des initiatives ont été prises dans trois secteurs principaux: les établissements humains. les innovations technologiques et les diverses formes du logement.

Dans le domaine de l'établissement des populations, des études ont été préparées en vue de l'aménagement de petites collectivités et des milieux ruraux de l'arrière-pays, des villes satellites et des centres urbains.

En ce qui concerne le développement de la technologie, la Société a continué d'aider au perfectionnement de la Canadian Water Energy Loop — ou CANWEL — un système qui permet de recycler les eaux usées et de récupérer l'énergie thermique que l'on peut extraire des déchets domestiques solides Ce procédé est actuellement employé à titre expérimental pour des groupes de 200 à 500 personnes. mais des recherches ont démontré la possibilité d'accroître la capacité du système tout en miniaturisant ses éléments. Une équipe a été constituée au sein de la Société afin d'étudier d'autres aspects de la recherche technologique qui, évoluant du stade théorique à l'application pratique, permettra l'utilisation de l'énergie solaire, l'amélioration de matériaux de construction et la mise au point de nouvelles méthodes de construction.

Des études ont enfin été entreprises sur une large échelle afin de définir un choix plus large de solutions relatives à l'habitation et à une meilleure utilisation du terrain. Dans cette optique, on a examiné les possibilités offertes par le logement à densité moyenne, la flexibilité de la disposition intérieure, les maisons mobiles et finalement le logement à prix de revient modique. On a par ailleurs étudié la possibilité pratique de réaménager des entrepôts, de construire des logements au-dessus de centres commerciaux et d'immeubles industriels, ainsi que d'augmenter la densité des zones résidentielles de facon acceptable. Toutes ces initiatives sont actuellement en cours, afin de démontrer les avantages d'une utilisation maximale et contrôlée du terrain disponible dans les zones urbaines.

L'application de nouveaux concepts

Le but du programme d'application des concepts est de fournir des solutions de rechange attrayantes aux collectivités de logements traditionnels et ce, en tenant compte du pouvoir d'achat de la plupart des Five projects, three of which were started in 1975, are underway:

- A community concept plan, being prepared for the 400-acre Woodroffe Demonstration Project in suburban Nepean Township in the Ottawa area, will include a full range of shopping, recreation and social opportunities for its eventual 14,000 residents.
- The Corporation, in conjunction with the National Capital Commission, has completed the initial planning for the LeBreton Demonstration Project, a 150-acre site adjacent to Parliament Hill in Ottawa. This community, for at least 10,000 people, is intended to set new standards for development in inner-city areas.
- Started in late 1975, initial studies have begun by the Corporation and the National Capital Commission for the Secteur Fournier Demonstration Project in Hull, Quebec. The project will show how new development can be sensitively knitted to the social and physical fabric of an existing residential area.
- The question of how to broaden housing choices in a small community is being studied in Revelstoke, British Columbia. Initial planning of a 20-acre site will also investigate ways of designing housing to accommodate extreme snowfall conditions.
- Just begun, the Charlottetown Demonstration
 Project, an 87-acre site in Prince Edward Island, will introduce new housing forms to an area where a very limited range of new housing is being built.

Canadiens. Les projets présentés font état d'innovations, tout en expérimentant la portée pratique de politiques et de programmes nouveaux que la Société pourrait adopter.

Cinq projets, dont trois entrepris en 1975, sont en voie de réalisation:

- Un plan conceptuel communautaire, en voie de préparation pour l'aménagement d'un terrain de 400 acres situé avenue Woodroffe, dans le Township de Nepean, près d'Ottawa, comporte tous les services commerciaux, récréatifs et sociaux requis pour la population qui choisira d'y élire domicile, soit environ 14,000 âmes.
- La Société, avec l'aide de la Commission de la capitale nationale, a terminé la planification initiale du projet de démonstration LeBreton, qui prendra ultérieurement forme sur un terrain de 150 acres situé à proximité de la Colline parlementaire à Ottawa. Ce complexe, prévu pour au moins 10,000 personnes, offrira de nouvelles options dans le domaine du développement au centre d'une ville.
- Entreprises vers la fin de 1975, des études initiales du projet de démonstration du Secteur Fournier, à Hull, Québec, se poursuivent par les soins de la Société et de la Commission de la capitale nationale. Ce projet indiquera comment il est possible de juxtaposer de nouveaux aménagements à une communauté existante et d'unir harmonieusement les concepts résidentiels d'hier et d'aujourd'hui.
- La difficulté d'offrir un choix plus vaste de logements dans une petite communauté fait l'objet d'un projet démonstratif à Revelstoke, en Colombie-Britannique. La planification initiale d'un terrain de 20 acres tient également compte de l'impératif que représentent de fortes précipitations de neige.
- Le projet Charlottetown, dans l'Ile-du-Prince-Edouard, qui comporte un terrain de 87 acres, encore à son stade de planification initiale, prévoit l'introduction de nouveaux concepts de logement dans une partie du pays où le choix dans ce domaine demeure fort restreint.

La recherche

Research

The Corporation's Research Program is directed yards the development and improvement of policies, grams and technological innovations related to housing field.

The Research and Development Plan for 1975 intred on filling in data and information gaps, and oloring new approaches in a number of areas. This us led to research activity in the following areas: difficulties in delivering non-profit and cooperative using; alternatives to public housing; residential provement problems; land and infrastructure ategies; methods of intervention in mortgage rkets, and technological research into housing d infrastructure.

CMHC also supported a wide range of researchated activities in 1975 through the funding of minars, conferences and the preparation of earch publications.

La recherche

Le programme de recherche de la Société a pour but d'élaborer et d'améliorer les politiques, les programmes et les innovations d'ordre technique se rapportant au domaine du logement.

Le programme de recherche et de développement pour 1975 a surtout consisté à combler certaines lacunes dans les données et les connaissances de la Société et à découvrir de nouvelles façons d'aborder les problèmes dans un certain nombre de domaines. Cette orientation a donné lieu à des projets de recherche dans les domaines suivants: les difficultés à procurer des logements sans but lucratif ou selon le régime coopératif; d'autres solutions à l'égard du logement social; les problèmes relatifs à l'amélioration des propriétés résidentielles; les lignes de conduite à adopter au sujet du terrain et de l'infrastructure; les méthodes d'intervention sur les marchés hypothécaires ainsi que la recherche technologique appliquée à l'habitation et à l'infrastructure.

La Société a de plus aidé à la poursuite d'activités reliées au programme de recherche, en finançant des séminaires, des conférences et la préparation de publications hautement spécialisées.

Mortgage and Property

Créances hypothécaires et propriétés

Mortgage Administration

The Corporation holds mortgages from the joint loans made under various housing acts prior to 1954, and as a result of loans made under various provisions of the National Housing Act, 1954. CMHC also holds mortgages and agreements for sale arising from the

sale of Corporation-owned property.

The mortgage debt outstanding at the end of 1975 under the National Housing Act amounted to \$17.7 billion, representing 28.9 per cent of the total mortgage debt in Canada. The Corporation, with a portfolio of over \$6.8 billion, continues to hold the largest single share of the NHA mortgage debt. The chartered banks hold \$4 billion and life insurance companies \$2 billion. The remainder is held by pension funds and purchasers in the secondary mortgage market.

A total of \$17 million was paid by the Mortgage Insurance Fund in 1975 on a total of 119 claims. During 1975, claims decreased on single-family dwelling acquisitions while claims increased for

multiple-family dwellings.

Subsidy Contribution Administration

Under both direct and insured AHOP, the Corporation may subsidize borrowers if it will help them to keep their monthly mortgage and tax payments near 25 per cent of their gross family income.

Subsidy payments under the insured lending provisions of AHOP began in July 1975, and by the end of the year, 842 qualified borrowers were receiving Corporation assistance in making their mortgage payments to approved lenders.

As at December 31, 1975, a total of 23,430 borrowers were receiving subsidy contribution payments under the Corporation's direct lending AHOP.

La gestion des créances hypothécaires

La Société détient des créances hypothécaires à la suite de prêts conjoints consentis en vertu des diverses lois sur l'habitation en vigueur avant 1954 et de prêts consentis aux termes des diverses dispositions de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation. La Société détient aussi des créances hypothécaires et des conventions de vente résultant de la vente de propriétés

qui lui appartenaient.

A la fin de 1975, la valeur totale des créances hypothécaires constituées aux termes de la Loi nationale sur l'habitation s'élevait à 17.7 milliards de dollars, soit 28.9 pour cent du total des créances hypothécaires pour l'ensemble du Canada. La Société, dont le portefeuille se chiffre par plus de 6.8 milliards, continue d'être le plus gros créancier hypothécaire en vertu de la LNH. Les banques à charte détiennent 4 milliards et les compagnies d'assurance-vie, 2 milliards. Le reste fait partie du portefeuille des caisses de retraite et des investisseurs intéressés au marché secondaire des prêts hypothécaires.

Le fonds d'assurance hypothécaire a payé 17 millions de dollars répartis en 119 réclamations, en 1975. Au cours de l'année, on a enregistré une réduction des réclamations pour des maisons unifamiliales reprises, ainsi qu'une augmentation des réclamations en ce qui concerne les immeubles multifamiliaux dont

la Société a dû faire l'acquisition.

La gestion des subventions

En vertu des programmes d'aide pour l'accession à la propriété, financés respectivement par la Société ou par des prêts assurés, la Société peut verser des subventions aux emprunteurs pour ramener leurs paiements mensuels hypothécaires (incluant les taxes) à pas plus de 25 pour cent de leur revenu familial brut.

Le paiement de subventions aux termes des dispositions du programme d'aide pour l'accession à la propriété, au moyen de prêts assurés, a commencé au mois de juillet 1975, et à la fin de l'année, 842 emprunteurs qualifiés recevaient une aide financière de ce genre pour le paiement de leurs mensualités hypothécaires aux prêteurs agréés.

Par ailleurs, en date du 31 décembre 1975, 23,430 emprunteurs recevaient des subventions en vertu du programme d'aide pour l'accession à la propriété financé directement par la Société. se condominium homes in Regina, Saskatchewan, were built the help of an NHA insured loan.

Ces habitations en copropriété ont été construites à Regina (Saskatchewan), à l'aide d'un prêt assuré aux termes de la Loi nationale sur l'habitation.



Real Estate Administration

The Corporation's real estate assets range from holdings acquired at the end of the Second World War to property acquired through mortgage default or by the Corporation's Mortgage Insurance Fund.

At the end of 1975, the Corporation had under administration 19,397 units of which 14,425 were the Corporation's direct real estate holdings. The balance were being administered on behalf of the Mortgage Insurance and Rental Guarantee Funds.

During the year, 127 single-family units and 2,630 apartment and row-housing units were acquired. Virtually all the single-family units were acquired on behalf of the Mortgage Insurance Fund, while 84.5 per cent of the multiple dwellings were acquired directly by the Corporation as a result of extensive participation in low-income housing programs.

In 1975, some 494 single-family units and 280 multiple-dwelling units were sold. Some 79.5 per cent of all units sold were Mortgage Insurance Fund

properties.

By the end of 1975, there were 468 rental accounts in arrears on Corporation-owned and administered projects. The number of accounts in arrears represented 2.6 per cent of the total number of units rented. The vacancy rate as at December 31, 1975 represented 7.6 per cent of the total number of units under management.

La gestion des immeubles

Les propriétés immobilières qui constituent une partie de l'actif de la Société sont des propriétés acquises à la fin de la deuxième guerre mondiale, et des propriétés acquises à la suite de défauts de paiement ou encore par l'entremise du fonds d'assurance hypothécaire.

A la fin de l'année, la Société administrait 19,397 logements, dont 14,425 étaient des propriétés immobilières lui appartenant. Les autres étaient administrés pour le compte du fonds d'assurance hypothécaire

et du fonds de garantie de loyer.

Au cours de l'année, la Société a fait l'acquisition de 127 maisons unifamiliales et de 2,630 appartements et logements en bandes. A peu près toutes les maisons unifamiliales ont été acquises pour le compte du fonds d'assurance hypothécaire, alors que la Société a repris directement 84.5 pour cent des bâtiments multifamiliaux, par suite d'une intense participation aux programmes de logement pour les personnes à revenu modique.

En 1975, la Société a vendu 494 maisons unifamiliales et 280 habitations groupées dans des bâtiments multifamiliaux. De tous ces logements, environ 79.5 pour cent appartenaient au fonds

d'assurance hypothécaire.

A la fin de 1975, le nombre de comptes de loyer en souffrance pour des logements appartenant à la Société ou dont elle assure la gestion, s'élevait à 468. Ce nombre représentait 2.6 pour cent du nombre total de logements loués et le pourcentage des logements inoccupés à la même date représentait 7.6 pour cent du nombre total de logements administrés par la Société.

ganization and Staff

L'organisation et le personnel

e past year was the first in which Corporation ces across Canada operated under the authority their newly decentralized responsibilities. The reased local office role, and the upgrading of five of m to full program delivery status, meant a more active response to local housing and community eds.

Regional offices, now operating in all 10 provinces, reased the Corporation's awareness of provincial eds and its capability in the area of federal-vincial relations and consultations.

The National Office in Ottawa, with local and ional inputs, concentrated its efforts on directing coordinating policy, program development ivities and corporate planning.

A Women's Bureau was established in 1975 to mote equal opportunity for women in all the rooration's activities.

The number of regular and temporary employees he end of the year was 3,233 compared with 3,178 he end of 1974.

The President and Members of the Board Directors are most appreciative of the loyal and cient manner in which employees performed their ies in 1975. L'année 1975 a été la première année durant laquelle les bureaux de la Société de tout le Canada ont mis à exécution les plans de décentralisation de la Société. Le rôle accru des bureaux locaux et le changement de statut de cinq de ces bureaux, qui leur a permis d'appliquer et d'administrer tous les programmes, ont constitué une façon efficace de répondre aux besoins en logements et autres besoins des collectivités.

Les bureaux régionaux, qui se trouvent maintenant dans chacune des dix provinces, ont permis à la Société de devenir plus consciente des besoins des provinces et ont accru ses capacités d'établir et de maintenir des consultations et relations fédérales-provinciales.

Quant au bureau national à Ottawa, qui reçoit informations et réactions de la part des bureaux locaux et régionaux, il a concentré ses efforts en vue de diriger et de coordonner ses pratiques, d'intensifier les activités relatives aux programmes et de continuer à planifier toutes ses opérations en tant que société.

Un Bureau de la promotion féminine a été créé en 1975 afin de fournir une occasion égale à toutes les femmes de participer aux activités de la Société.

A la fin de l'année, la Société comptait 3,233 employés réguliers et temporaires, comparativement à 3,178 à la fin de 1974.

Le président et les membres du Conseil d'administration apprécient vivement la façon loyale et efficace dont les employés se sont acquittés de leurs fonctions au cours de l'année 1975.

Legislation and Policy

La législation et la politique

Two Bills received Royal Assent during the year; Bill C-46, an Act to amend the National Housing Act, and Bill C-77, an Act to amend the National Housing Act and the Central Mortgage and Housing Corporation Act.

Bill C-46, approved March 26, 1975:

 broadened the Assisted Home-Ownership Program by extending graduated grants to new housing financed through loans made by private lenders and insured through the NHA or private mortgage insurers;

 allowed CMHC to make contributions to private entrepreneurs who obtain insured loans from approved lenders to make rental accommodation

available at lower rents;

 allowed CMHC to acquire land and lease it at reasonable rates to sponsors of non-profit and

cooperative housing projects;

 removed the time limit for the completion of sewage treatment projects needed to qualify for the 25 per cent loan forgiveness, and broadened federal assistance to include storm trunk sewers as part of a sewage disposal system.

Bill C-77, approved December 20, 1975, amended the National Housing Act by:

- authorizing Central Mortgage and Housing Corporation to make interest reduction grants to cooperative housing bodies, non-profit housing groups, and individuals who borrow from CMHC to build housing projects or rehabilitate existing housing:
- establishing a program of cash grants to municipalities of \$1,000 per unit for new mediumdensity family housing units built in the municipality and approved for construction before December 31, 1978;
- authorizing the Corporation to make loans and forgive indebtedness to municipalities in respect of municipal water supply projects;
- modifying the Assisted Home-Ownership Program to authorize CMHC to make loans to assist borrowers in meeting mortgage repayment during the early stages of repayment;
- modifying the Assisted Rental Programs by making interest-reducing loans to builders who will create housing for rental at rates agreed to by CMHC.

Deux projets de loi ont été sanctionnés au cours de l'année; le Bill C-46, modifiant la Loi nationale sur l'habitation et le Bill C-77 modifiant la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Le Bill C-46, approuvé le 26 mars 1975, prévoyait

ce qui suit:

• Les dispositions du programme d'aide pour l'accession à la propriété étaient élargies de façon à permettre à la Société d'accorder des subventions proportionnelles à l'égard de nouvelles habitations financées à l'aide de prêts consentis par des prêteurs privés et assurés aux termes de la LNH ou par des compagnies privées d'assurance de prêts hypothécaires.

• Il autorisait la Société à verser des subventions à des entrepreneurs du secteur privé qui obtiennent des prêts assurés des prêteurs agréés afin de construire des logements à loyer raisonnable.

- Il permettait à la Société d'acquérir du terrain et de le louer à des taux raisonnables à des initiateurs de projets sans but lucratif et à des coopératives d'habitation.
- Il abolissait le délai fixé pour l'achèvement des travaux d'épuration des eaux-vannes en vue de bénéficier de la remise de 25 pour cent au compte du prêt et prévoyait que l'aide financière du gouvernement fédéral s'applique aussi à l'aménagement de collecteurs d'eaux pluviales à l'intérieur d'un réseau d'évacuation des eaux d'éqout.

Le Bill C-77, approuvé le 20 décembre 1975, modifiait la Loi nationale sur l'habitation de façon à:

- autoriser la Société centrale d'hypothèques et de logement à consentir des prêts en réduction de l'intérêt à des coopératives d'habitation, à des sociétés sans but lucratif et à des particuliers qui empruntent de la Société pour construire des habitations ou restaurer des logements existants;
- établir un programme de subventions aux municipalités à raison de \$1,000 par unité, pour faciliter la construction d'habitations à prix modique et de densité moyenne, laquelle construction doit être approuvée avant le 31 décembre 1978;
- autoriser la Société à consentir des prêts et à renoncer à une partie de ses créances avec les municipalités en ce qui concerne les projets municipaux d'approvisionnement en eau potable;
- modifier le programme d'aide pour l'accession à la propriété de façon à autoriser la Société à consentir des prêts pour aider les emprunteurs à effectuer le paiement de leur dette hypothécaire au cours des premières années de remboursement;

Bill C-77 amended the CMHC Act to provide for a airman of the Board to be designated by the vernor in Council from among the public service pointees to the Board and also to separate the es of the President and the Chairman of the Board. National Housing Loan Regulations were ended in October to permit the Corporation to tribute up to \$900 per unit annually — previously as \$600 — to meet the cost of operating a rental ising project where the rentals that would otherwise charged by the owner would exceed those emed reasonable, having regard for the probable ome of lessees. A further amendment in ober reduced the amount of the contribution 6600 effective January 1, 1976 A new regulation introduced in October set the nual amount of rental that may be charged by Corporation when leasing previously acquired d to non-profit corporations, at not less than cost of the land as determined by the Corporation ortized over 50 years at the Corporation's rowing rate. Provision was made for a reduction ip to \$1,200 per unit where the rental charges set by contract between the borrower and CMHC.

 modifier le programme d'aide au logement locatif en consentant des prêts en réduction de l'intérêt aux constructeurs qui vont réaliser des logements à loyer à des taux convenus avec la Société.

Le Bill C-77 modifiait la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement en prévoyant que le gouverneur en conseil désigne un président du Conseil d'administration choisi au sein des hauts fonctionnaires qui sont administrateurs du Conseil, et en séparant les fonctions de président du Conseil d'administration et de président de la Société.

Les Règlements nationaux visant les prêts pour l'habitation ont été modifiés au mois d'octobre de facon à permettre à la Société de verser jusqu'à \$900 — plutôt que \$600 — par logement annuellement pour aider à payer le coût d'exploitation d'un ensemble de logements à loyer, dans les cas où les loyers qui seraient autrement exigés par le propriétaire dépasseraient des taux jugés raisonnables, compte tenu du revenu probable des locataires. Un autre amendement apporté aux règlements, au mois d'octobre, ramenait le montant de la subvention à \$600 à compter du 1er janvier 1976.

Un nouveau règlement adopté au mois d'octobre fixait le montant annuel des loyers que la Sociéte peut exiger, lorsqu'elle loue à des sociétés sans but lucratif, du terrain dont elle s'est portée acquéreur, à un montant non inférieur au coût du terrain, tel que déterminé par la Société et amorti au cours de 50 ans au taux auquel la Société emprunte ses capitaux. Il a été prévu de réduire jusqu'à \$1,200 au maximum par unité les frais de location lorsque ceux-ci sont déterminés par contrat passé entre

l'emprunteur et la Société.

Interest Rates

Les taux d'intérêt

The interest rate for direct Corporation loans to prospective home-owners in areas not served by approved lenders (Sections 58 and 59) started the year at 10³/₄ per cent, dropped to 10 per cent in February, increased to 11 per cent in July and 11³/₄ per cent in December. On Home Improvement Loans the rate was 11¹/₈ per cent in January, dropped to 10¹/₂ per cent in April, increased to 11 per cent in July, and 12 per cent in October.

Four changes from a January level of 93/4 per cent brought the rate of interest to 103/4 per cent in October for urban renewal loans (Section 25), neighborhood improvement (Section 27.2), site clearance (Section 27.5), federal-provincial public housing and land assembly (Section 40), loans for land assembly (Section 42), loans for public housing (Section 43), federal-provincial new communities (Section 45.1), loans for new communities (Section 45.2), student housing (Section 47) and sewage treatment projects (Section 51).

The interest rate on low-rental housing loans and non-profit housing (Section 15.1) remained at eight per cent during the year. On loans under the assisted home-ownership program (Section 34.15) the maximum interest rate is the prevailing Section 58 rate but is reduced, depending on the borrower's income, by the interest-reduction contribution paid by the Corporation.

Le taux d'intérêt exigé par la Société sur les prêts qu'elle consent directement aux futurs propriétaires, dans les régions où les prêteurs agréés ne consentent pas de prêts (articles 58 et 59), était de 10³/4 pour cent au début de l'année; il est passé à 10 pour cent au mois de février et a remonté à 11 pour cent en juillet, puis à 11³/4 pour cent en décembre. A l'égard des prêts pour l'amélioration de maisons, le taux d'intérêt est passé successivement de 11¹/8 pour cent en janvier à 10¹/2 pour cent en avril, à 11 pour cent en juillet et à 12 pour cent en octobre.

Quatre changements effectués à partir du taux de 93/4 pour cent exigé en janvier portèrent ce taux à 103/4 pour cent en octobre, en ce qui concerne les prêts pour la rénovation urbaine (article 25), l'amélioration des quartiers (article 27.2), le déblaiement de terrains (article 27.5), la construction de logements sociaux et l'aménagement de terrains à la suite d'accords fédéraux-provinciaux (article 40), l'aménagement de terrains (article 42), les logements sociaux (article 43), l'aménagement de nouvelles collectivités en vertu d'accords fédéraux-provinciaux (article 45.1), la création de nouvelles collectivités (article 45.2), les logements d'étudiants (article 47) et les projets d'épuration des eaux-vannes (article 51).

Le taux d'intérêt exigé sur les prêts consentis pour la construction de logements à loyer modique et de logements construits par des sociétés sans but lucratif (article 15.1) est demeuré à 8 pour cent au cours de l'année. Dans le cas des prêts consentis en vertu du programme d'aide pour l'accession à la propriété (article 34.15), le taux maximum d'intérêt est le taux prévu à l'article 58 mais il est réduit, selon le revenu de l'emprunteur, par l'assistance en réduction de l'intérêt, accordée par la Société.

ntral Mortgage and Housing rporation

La Société centrale d'hypothèques et de logement

ntral Mortgage and Housing Corporation is a deral Crown Corporation incorporated by Act of liament in 1945 (RSC 1952, c.46). Under this , the National Housing Act (RSC N-10), subsequent endments and earlier Housing Acts, the Corpoon is empowered to:

nsure mortgage loans made by banks, life rance, trust and loan companies and other proved lenders on new and existing housing:

IA Sections 5, 6)

Make advances to home purchasers sufficient to plete the house (if financed under the NHA) ases where the builder goes bankrupt or insolvent r to completion of the unit; (NHA Section 8.1) Make mortgage loans to borrowers unable to obtain ared loans from private lenders on new and sting housing; (NHA Section 58)

Make mortgage loans on low-rental housing

iects: (NHA Section 15)

Make mortgage loans to non-profit corporations, loans and contributions to non-profit corporations are constituted exclusively for charitable purposes hose which are provincially-municipally owned, low-rental housing projects; (NHA Section 15.1) Make loans to universities, cooperative associas, charitable corporations, vocational and technical ools, training hospitals, schools for special groups andicapped persons, provinces or their agencies, nicipalities or their agencies, to assist in providing ommodation for resident students and married dents and their families; (NHA Section 47) Make loans to provinces, municipalities or municipal rerage corporations to assist in the construction xpansion of sewage treatment projects for the trol of water and soil pollution and water treatment lities to open up land for new residential developnt; (NHA Section 51)

Make loans and contributions to households of two nore persons for the construction or acquisition

ousing; (NHA Section 34.15)

Make loans and contributions to owners of housing ssist in the construction of low to moderate rental sing; (NHA Section 14.1)

Make loans or contributions to cooperative ociations to assist in the construction, acquisition nprovement of a housing project; (NHA Section 18)

'rovide insurance to banks on loans made for home ovement, and guarantee returns from moderateal housing projects built by life insurance comies and private investors; (NHA Sections 13, 14,

buy and sell insured mortgage loans, make loans ortgage lenders on the security of mortgages

La Société centrale d'hypothèques et de logement est une compagnie de la Couronne fédérale, constituée par une Loi du Parlement, en 1945 (SRC 1952, chap. 46). Aux termes de cette Loi, de la Loi nationale sur l'habitation (SRC, N-10), des amendements apportés par la suite et des lois antérieures sur l'habitation, la Société a les pouvoirs:

D'assurer des prêts hypothécaires consentis par les banques, les compagnies d'assurance sur la vie. les compagnies de fiducie et de prêts et d'autres prêteurs agréés, pour la construction de logements et pour l'achat de logements existants (LNH, Articles 5,6)

De verser une avance à un acheteur de maison pour lui permettre d'achever la maison (si elle est financée en vertu de la LNH) dans les cas où le constructeur fait faillite ou devient insolvable avant l'achèvement de la maison (LNH, Article 8.1)

De consentir des prêts hypothécaires aux emprunteurs qui ne peuvent obtenir un prêt assuré des prêteurs du secteur privé pour la construction de logements et pour l'achat de logements existants (LNH. Article 58)

De consentir des prêts hypothécaires pour des logements à loyer modique (LNH, Article 15)

De consentir des prêts hypothécaires à des sociétés sans but lucratif ainsi que des prêts et subventions à des sociétés sans but lucratif constituées exclusivement à des fins philanthropiques ou à celles qui appartiennent aux provinces et aux municipalités. pour la construction de logements à loyer modique (LNH, Article 15.1)

De consentir des prêts aux universités, associations coopératives, sociétés de charité, écoles de formation professionnelle et technique, hôpitaux, écoles établies pour des groupes spéciaux de personnes handicapées, aux provinces et aux municipalités ou à des organismes de celles-ci, en vue d'aider à fournir des logements aux étudiants en résidence ainsi qu'aux étudiants mariés et à leur famille (LNH, Article 47)

De consentir des prêts aux provinces, municipalités ou corporations municipales de système d'égout, pour aider à réaliser des travaux de traitement des eaux d'égout, afin d'enrayer la pollution de l'eau et du sol ainsi que des projets d'approvisionnement en eau potable, pour faciliter l'aménagement de terrains à des fins résidentielles (LNH, Article 51)

De consentir des prêts et des subventions à des ménages de deux personnes et plus pour la construction ou l'acquisition d'une maison (LNH, Article 34.15)

De consentir des prêts et des subventions pour aider à la construction de logements à loyer modique ou moven (LNH, Article 14.1)

De consentir des prêts ou des subventions à des associations coopératives pour aider à la construction, and purchase the debentures of lending institutions; (NHA Section 10) (CMHC Act, Section 28)

Make loans and contributions to assist municipalities in the improvement of housing and living conditions in seriously deteriorated neighborhoods;

(NHA Section 27.2)

Make contributions and loans to, or for the benefit of, municipalities for the acquisition and demolition of properties outside neighborhood improvement areas that do not meet minimum housing standards or that are being used for a purpose inconsistent with the character of the area; (NHA Section 27.3)

Make loans, a portion of which may be forgiven, to home-owners, non-profit corporations, and landlords who agree to rent controls, for the purpose of assisting in the repair and improvement of family housing

units: (NHA Section 34.1)

Assist provinces and municipalities to redevelop and rehabilitate urban renewal areas in accordance

with an official plan; (NHA Section 22)

Make long-term loans to provinces, municipalities or their agencies for the construction or acquisition of housing projects; arrange under a Federal-Provincial partnership agreement to build and operate public housing projects; make loans to assemble land for residential purposes or for any purpose incidental thereto; and provide grants to aid in meeting losses; (NHA Sections 40, 42, 43, 44)

Provide assistance to provinces either by way of cost-sharing arrangements or by loans with certain forgiveness elements for the acquisition, planning and servicing of lands for new communities including

linkage corridors; (NHA Section 45)

Make incentive grants to municipalities for the purpose of encouraging the development of modestly priced medium density housing; (NHA Section 56.2)

Construct, own and manage housing projects on its own account and on behalf of federal government departments and agencies; (NHA Section 55) (CMHC Act, Section 29)

l'acquisition ou l'amélioration d'un ensemble d'habitations (LNH, Article 34.18)

De donner une assurance aux banques à l'égard des prêts pour l'amélioration de maisons, et de garantir aux compagnies d'assurance sur la vie et aux investisseurs particuliers un revenu sur les logements à loyer modique qu'ils construisent (LNH, Articles 13, 14, 28, 29, 34)

D'acheter et de vendre des prêts hypothécaires assurés, de consentir des prêts aux prêteurs hypothécaires sur garantie d'hypothèques et d'acheter les obligations des prêteurs (LNH, Article 10) (Loi SCHL,

Article 28)

De consentir des prêts et des subventions aux municipalités afin de les aider à améliorer les conditions d'habitation et de vie dans des quartiers en état de délabrement prononcé (LNH, Article 27.2)

D'accorder des subventions et des prêts à des municipalités pour l'acquisition et la démolition de propriétés situées en dehors des quartiers désignés à des fins d'amélioration, lesquelles ne répondent pas aux normes minimales d'habitation ou sont utilisées à des fins incompatibles avec le caractère général du quartier (LNH, Article 27.3)

De consentir des prêts, dont une partie peut faire l'objet d'une remise, à des propriétaires de maisons, des sociétés sans but lucratif et des propriétairesloueurs qui consentent à accepter une certaine forme de régie des lovers, en vue d'aider à réparer et améliorer des logements familiaux (LNH, Article 34.1)

D'aider les provinces et les municipalités à réaménager et à restaurer, suivant un plan officiel, certains secteurs choisis à ces fins (LNH, Article 22)

De consentir des prêts à long terme aux provinces, aux municipalités ou à des organismes de celles-ci pour la construction ou l'acquisition d'habitations; de conclure une entente avec le gouvernement d'une province, pour construire et exploiter des logements sociaux; de consentir des prêts pour l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute autre fin connexe: de verser des subventions pour aider à payer les pertes d'exploitation (LNH, Articles 40, 42, 43, 44)

D'accorder une aide financière aux provinces, au moven d'accords prévoyant le partage des frais ou au moyen de prêts comportant une certaine remise, pour l'acquisition, la planification de terrain ainsi que l'aménagement des services en vue de créer de nouvelles collectivités, y compris des voies de communication (LNH, Article 45)

incourage the development of better housing and nd community planning and, in carrying out this consibility, to undertake or arrange for studies and earch on technical, economic and social aspects ousing; to undertake projects of an experimental evelopmental nature that may assist the Corponin the formulation and implementation of a sing policy designed to meet the needs of the ous communities in Canada; (NHA Sections 35, 37)

Make contributions as "Start-up Funds" to persons rivate non-profit organizations wishing to under-projects for individuals or families of low income;

A Section 37.1)

Make loans to Indians for the purpose of assistn the purchase, improvement or construction ousing projects on Indian reserves; (NHA tion 59). D'accorder des subventions aux municipalités afin d'encourager la construction d'habitations de densité moyenne et à prix raisonnables (LNH, Article 56.2)

De construire, posséder et gérer des logements pour son compte et pour le compte de ministères et d'organismes fédéraux (LNH, Article 55) (Loi SCHL, Article 29)

D'encourager l'amélioration du logement et de l'urbanisme et d'entreprendre ou de faire effectuer des études et des recherches sur les aspects technique, économique et social du logement; d'entreprendre à titre d'expérience des projets qui peuvent aider la Société à formuler et mettre à exécution une politique du logement conçue pour répondre aux besoins des diverses localités du Canada (LNH, Articles 35, 36, 37)

D'accorder des « fonds de démarrage » à des personnes ou à des associations privées sans bullucratif, désireuses d'entreprendre des projets de logements destinés à des personnes ou des familles à revenu modique (LNH, Article 37.1)

De consentir des prêts à des Indiens, pour les aider à acheter, améliorer ou construire des ensembles d'habitations dans des réserves indiennes (LNH, Article 59).



Financial Section Section financière









inancial Highlights

Faits saillants de la situation financière

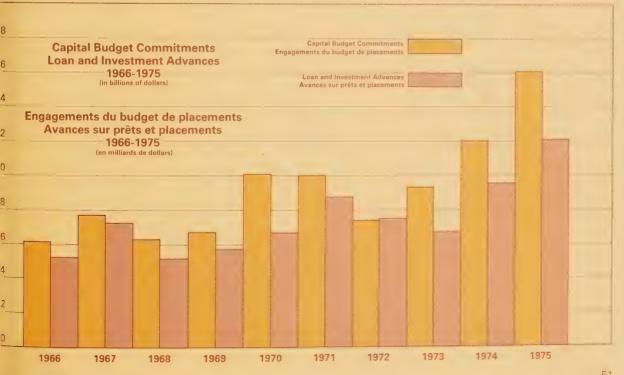
e Corporation's assets grew by 13 per cent in 75 to a total of \$8.3 billion at year-end. This owth reflected advances on mortgage loans, instments in joint Federal-Provincial projects and al estate investments, amounting in total to \$1.25 lion. New mortgage loan advances accounted for e largest portion totalling \$1.1 billion of which 33 million was for insured loans under the Asted Home-Ownership Program. A contributing ctor to this high level of advances was the full mmitment of the Corporation's record Capital dget of \$1.6 billion in 1975

Borrowings from the Government of Canada ovided the main source of funding for the Corration's investments and, in line with the increase assets, increased by \$950 million during the year. These increases in the Corporation's role as a ijor financial institution were accompanied by a

L'actif de la Société a augmenté de 13 pour cent en 1975 pour se chiffrer à 8.3 milliards de dollars à la fin de l'année. Cet accroissement représente les avances versées au compte des prêts hypothécaires, les placements dans des projets fédéraux-provinciaux et les placements dans des propriétés immobilières, lesquels représentent une valeur globale de 1.25 milliard. Les avances au compte des nouveaux prêts hypothécaires constituent la plus grande partie de ce montant, soit 1.1 milliard, dont 433 millions ont été affectés à des prêts assurés en vertu du programme d'aide pour l'accession à la propriété. Le fait que tout le budget de placements de la Société, qui s'élevait au chiffre record de 1.6 milliard en 1975, a été engagé, a contribué grandement à l'accroissement des avances versées par la Société.

Les emprunts que la Société a contractés du gouvernement fédéral ont constitué la principale source des capitaux qui lui ont permis d'augmenter son portefeuille de placements, lequel, tout comme l'actif de la Société, a accusé une augmentation qui se chiffre par 950 millions de dollars

L'accroissement des activités de la Société en tant



dramatic increase in its 'public' role as the agent by which grants, subsidies and contributions are made available in support of housing and related objectives. The funds involved in these activities more than doubled in 1975, from \$114 million to \$241 million.

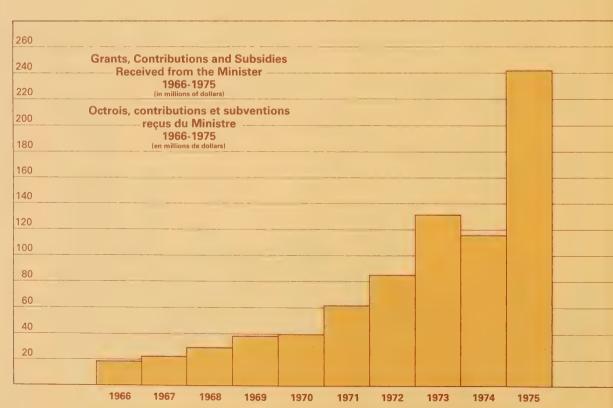
These activities include the payment of public housing subsidies, the forgiveness of loans and grants to promote the development of sewage treatment projects, and grants to stimulate the provision of modest rental dwellings through non-profit corporations and cooperatives.

Also included is assistance to new home-owners either by reducing the effective interest rate on mortgage loans or by grants to first-time home-owners. These latter activities accounted for \$42 million of the increase in grants, subsidies and contributions in 1975.

rôle, celui d'un organisme public, mandataire du Ministre d'Etat aux Affaires urbaines. A ce titre, la Société peut offrir des octrois, des subventions et des contributions en vue d'aider à la construction d'habitations et d'atteindre d'autres objectifs connexes. Les fonds affectés à ces activités ont plus que doublé en 1975 et se chiffrent par 241 millions de dollars par rapport à 114 millions en 1974.

Ces activités comprennent le paiement de subventions au logement social, la renonciation au remboursement d'une partie des prêts consentis et des subventions pour encourager l'exécution de projets d'épuration des eaux-vannes ainsi que pour stimuler la construction de logements à loyer modeste par l'entremise des sociétés et des coopératives sans but lucratif

Il convient aussi de mentionner l'aide aux nouveaux propriétaires d'une maison, sous forme de réduction du taux effectif d'intérêt sur les prêts hypothécaires ou de subventions accordées aux propriétaires d'une première maison, ce qui représente une augmentation de 42 millions de dollars en octrois, subventions et contributions versés en 1975.

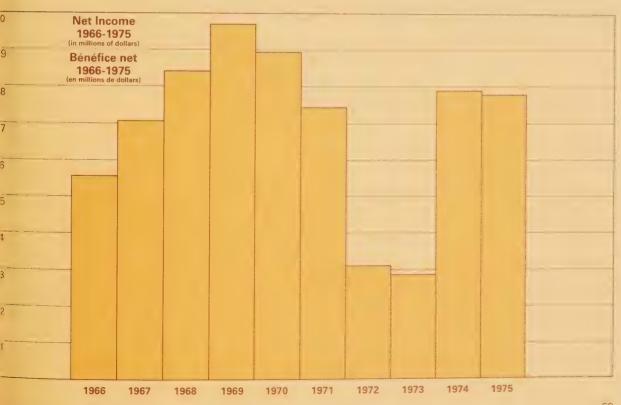


The Corporation's mortgage lending and investtent activities, together with its activities relating to cants, subsidies and contributions, and other activities resulted in a total flow of resources utilized uring the year of \$2.3 billion, an increase of 25 per ent over the previous year. The greater part of this ow related to borrowings, loan repayments and terest income, on one hand, and advances, repayents of borrowings and interest expense on the ther.

On its operations the Corporation's net income for e year remained relatively stable at \$7.7 million. his reflected an increase in the Corporation's overall argin on its financing operations of \$9 million to \$1.4 million and an increase of \$8.7 million, to \$4.8 million, in its net administration expenses. A obstantial share of these administration expenses flected the costs of initiating loans and providing an insurance under the National Housing Act. Only part of these costs is recovered through loan splication fees.

Les prêts hypothécaires consentis par la Société et ses placements, ajoutés à ses activités à l'égard des octrois, subventions et contributions, ainsi que d'autres activités, ont occasionné la mise en circulation d'un apport total de 2.3 milliards de dollars au cours de l'année, soit 25 pour cent de plus que l'année précédente. La plus grande partie de cet apport représentait des emprunts, des remboursements de prêts et le revenu d'intérêt, d'une part, et les avances, remboursements d'emprunts et frais d'intérêt, d'autre part.

Le bénéfice net réalisé par la Société, pour l'année, est resté relativement stable au chiffre de 7.7 millions de dollars. Ce chiffre reflète une augmentation de 9 millions de la marge des opérations de financement de la Société, qui est passée à 61.4 millions et une augmentation de 8.7 millions de ses dépenses nettes d'administration, qui sont passées à 64.8 millions. Une grande partie de ces frais d'administration se rapportent aux coûts occasionnés par le consentement de prêts et par l'assurance des prêts en vertu de la Loi nationale sur l'habitation. Les droits de demande payés par les emprunteurs permettent de récupérer une partie seulement de ces coûts.



The stability in the Corporation's earnings was achieved as a result of a combination of factors. Interest income continued to grow, but at a very modest rate in relation to the Corporation's asset growth due to the narrowing of interest margins in recent years. This has been the result of increased emphasis in the Corporation's lending activities on programs bearing the preferred NHA lending rate rather than the market rate. On the other hand, the Corporation's recoveries of administrative and related expenses from the Minister showed a significant increase from \$18.6 million in 1974 to \$32.4 million in 1975. These recoveries relate to the costs of certain programs borne by the Minister, the deficit on the Corporation's real estate operations and interest rate losses.

The assets of the insurance and guarantee funds under the administration rose to \$472.2 million at

December 31st, 1975.

At the end of the year, the net income earned by the Corporation together with profits earned on the sale of real estate acquired by the Corporation without cost, was returned to the Receiver General. This amounted to \$8.1 million.

During 1975 the Board of Directors of the Corporation approved a revised format for the financial statements. The new format is designed to portray more clearly the Corporation's financial operations and to more clearly distinguish between its 'public' and 'financial' institution roles.

La stabilité des revenus de la Société résulte d'un ensemble de facteurs. Le revenu d'intérêt a continué d'augmenter, mais de façon restreinte par rapport à l'accroissement de l'actif de la Société, à cause de la réduction des marges d'intérêt au cours des dernières années. Cette situation découle du fait que la Société a consenti de plus en plus de prêts à l'égard de programmes qui permettaient de n'exiger qu'un taux d'intérêt préférentiel prévu par la Loi nationale sur l'habitation plutôt que le taux du marché. D'autre part, les sommes que la Société a récupérées du Ministre, en ce qui concerne les frais d'administration et autres frais connexes, accusent une augmentation importante, soit de 18.6 millions de dollars en 1974 à 32.4 millions en 1975. Ces montants récupérés du Ministre se rapportent aux coûts de certains programmes imputables au Ministre, au déficit résultant des activités immobilières de la Société et aux pertes relatives aux taux d'intérêt.

L'actif des fonds d'assurance et de garantie administrés par la Société a atteint 472.2 millions de

dollars en date du 31 décembre 1975.

À la fin de l'année, le bénéfice net de la Société, ainsi que les profits réalisés à la vente de propriétés immobilières acquises sans coût par la Société, soit un montant de 8.1 millions de dollars, ont été virés

au crédit du Receveur général.

Au cours de 1975, le Conseil d'administration de la Société a approuvé une nouvelle forme de présentation des états financiers. Ce nouveau format a pour but de faire ressortir plus clairement les activités financières de la Société et d'exprimer plus nettement la distinction entre son rôle d'organisme "public" et celui d'institution "financière".

uditors' Report

Rapport des vérificateurs

o The Honourable the Minister of State or Urban Affairs

We have examined the balance sheet of Central lortgage and Housing Corporation as at December 1, 1975 and the statements of operations, reserve and, financial activities and insurance and guarance funds for the year ended on that date. Our examation included a general review of the accounting ocedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as we considered ecessary in the circumstances.

In our opinion, proper books of account have een kept and the transactions of the Corporation at have come under our notice have been within e powers of the Corporation.

In our opinion, the accompanying statements are agreement with the books of account of the orporation and present a true and fair view of the ate of affairs of the Corporation as at December 1, 1975 and the results of its operations for the ear ended on that date, in accordance with enerally accepted accounting principles applied a basis consistent with that of the preceding ear, after giving effect to the changes in presentation described in note 6 to the financial statements.

E. Walden, F.C.A. the firm Clarkson, Gordon & Co.

icques Paré, C.A. the firm Raymond, Chabot, Martin, aré & Associés

tawa, February 13, 1976

À l'honorable Ministre d'État chargé des Affaires urbaines

Nous avons examiné le bilan de la Société centrale d'hypothèques et de logement au 31 décembre 1975, ainsi que les états d'exploitation, fonds de réserve, activités financières et fonds d'assurance et de garantie pour l'exercice terminé à cette date. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des registres comptables et autres preuves à l'appui que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, des livres de comptes adéquats ont été tenus et les opérations de la Société venues à notre connaissance étaient de la compétence de la Société

À notre avis, les états ci-annexés sont conformes aux livres de comptes de la Société et présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1975 et le résultat de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus lesquels ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, compte tenu du changement de présentation expliqué à la note 6 aux états financiers.

F. E. Walden, F.C.A. de la firme Clarkson, Gordon & Cie

Jacques Paré, C.A. de la firme Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

Ottawa, le 13 février 1976

Société centrale d'hypothèques et de logement

Balance Sheet

in thousands of dollars

Bilan

en milliers de dollars

| Assets | Actif | December 31, 1975 31 décembre 1975 | December 31, 1 31 décembre 1 |
|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|
| Investments Loans Schedule I | Placements Prêts Tableau I | \$7,558,126 | \$6,758 |
| Investments under Federal-Provincial Agreements Schedule II | Placements en vertu d'ententes fédérales- provinciales Tableau II | 492,453 | 390 |
| Real Estate at cost, less accumulated depreciation (1975—\$31,824; 1974—\$29,372) Schedule III | Placements immobiliers au coût, moins amortissement accumulé (1975—\$31,824; 1974—\$29,372) Tableau III | 125,785 | 86, |
| Agreements for Sale and Mortgages arising from sales of real estate, including accrued interest | Conventions de vente et prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles au coût, y compris les intérêts court | ıs 43,681 | 47 |
| | | 8,220,045 | 7,283 |
| Cash | Encaisse | 3,575 | 4 |
| Accounts Receivable Due from the Minister Other | Comptes à recevoir Dû par le Ministre Autres | 21 ,118 682 | 11 |
| Other Assets | Autres éléments d'actif | 12,804 | 3 |
| Business Premises, Office Furniture And Equipment at cost, less accumulated depreciation (1975—\$7,697;1974—\$6,790) | Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement au coût, moins amortissement accumulé (1975—\$7,697; 1974—\$6,790) | 7,464 | 6 |
| | | \$8,265,688 | \$7,308 |
| Assets of the Insurance and Guarantee Funds Statement V | Actif des fonds d'assurance et de garantie—État V | \$ 472,214 | \$ 427 |

William Teron
President/Président

| | | | Statement I/État I |
|---|--|---------------------------------------|---------------------------------------|
| abilities | Passif | December 31, 1975 31 décembre 1975 | December 31, 1974 31 décembre 1974 |
| orrowings from the Government of Canada hedule IV | Emprunts du gouvernement du Canada | | |
| | Tableau IV | \$8,178,494 | \$7,227,756 |
| counts Payable and Accrued Liabilities | Comptes à payer et frais courus | | |
| ie to the Receiver General: | Dû au Receveur général: | | |
| come Tax | Impôt sur le revenu | 3,943 | 2 400 |
| cess in Reserve Fund | Excédent du fonds de réserve | 8,083 | 2,103 |
| her | Autres | 26,583 | 8,555 21,982 |
| | | 20,000 | 21,302 |
| posits, Contractors' Holdbacks and | Dépôts, retenues d'entrepreneurs | | |
| eferred Income | et revenu reporté | 6,499 | 5,018 |
| eferred Profits | Profits reportés | | |
| sales of real estate | sur ventes d'immeubles | 12,086 | 13,451 |
| | | 8,235,688 | 7,278,865 |
| pital | Capital | | |
| thorized and fully paid by the | autorisé et payé par le gouvernement | | |
| vernment of Canada | du Canada | 25,000 | 25,000 |
| serve Fund Statement III | Fonds de réserve État III | 5,000 | 5,000 |
| | | 30,000 | 30,000 |
| | | | |
| | | \$8,265,688 | \$7,308,865 |
| urance and Guarantee Funds tement V | Fonds d'assurance et de garantie État V | \$ 472,214 | \$ 427,962 |
| | Liat v | 9 472,214 | \$ 427,902 |

ter Scott Crombie, C.A. lef Accountant/Comptable en chef

Statement of Operations in thousands of dollars

État de l'exploitation en milliers de dollars

| Loans | Prêts |
|--|--|
| Interest earned from borrowers | Revenu d'intérêt |
| Recovery of interest loss from lending at negative margin | Recouvrement de la perte d'intérêt attribuable à des p |
| | à taux inférieurs au coût d'emprunt |
| Application fees on mortgage loans | Droits de demande sur les prêts hypothécaires |
| | |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêt débité par le gouvernement du Canada |
| Forgiveness of loans | Renonciation de prêts |
| Federal-Provincial Agreements | Ententes fédérales-provinciales |
| Interest earned | Revenu d'intérêt |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêt débité par le gouvernement du Canada |
| Corporation's share of net losses arising from agreements | Participation de la Société dans les pertes nettes enco en vertu des ententes |
| Agreements for sale and mortgages | Conventions de vente et prêts hypothécaires |
| Interest earned from purchasers | Revenu d'intérêt |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêt débité par le gouvernement du Canada |
| Real Estate | Placements immobiliers |
| Operating loss | Perte d'exploitation |
| Gain on disposal of real estate | Profit sur vente d'immeubles |
| Interest on Government of Canada Short-Term Securities | Intérêt sur titres à court terme du gouverneme du Canada |
| Other Income | Autres revenus |
| Grants and Direct Subsidies | Octrois et subventions directes |
| Research | Recherche |
| Margin on Financing Operations | Bénéfice sur activités de financement |
| Administration Expenses | Frais d'administration |
| Recoveries | Recouvrements |
| Fees earned for services to Insurance Funds | Honoraires pour services aux fonds d'assurance |
| Fees earned for services to Government Departments | Honoraires pour services aux ministères du gouverner |
| Charged to the Minister | Imputés au Ministre |
| Total Charged to the Minister | Total des imputations au Ministre |
| Schedule V | Tableau V |
| Income before Income Taxes | Bénéfice avant impôt sur le revenu |
| Illedine delote filodine Tuxos | Benefice avant imporsur le revenu |
| Income Taxes | Impôt sur le revenu |
| Net Income Transferred to Reserve Fund | Bénéfice net, viré au fonds de réserve |
| | |

| Statement II/État II nded December 31, 1974 niné le 31 décembre 1974 | Year e Exercice terr | | ended December 31, 1975 miné le 31 décembre 1975 | Year e Exercice ter | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|---|---------------------------------|---------------------------|
| Grants, contributions and subsidies charged to the Minister | ect Financing Operations | Di | Grants, contributions and subsidies charged to the Minister Octrois, contributions | Direct Financing Operations | |
| Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | Activités de cement direct | finar | et subventions imputés au Ministre | Activités de ancement direct | fi |
| | | \$446,668 | | | 0,783 |
| \$ 4,139 | | 4,139 3,103 | \$ 8,449 | | 8,449 4,269 |
| | \$45,916 | 453,910 407,994 | | \$54,063 | 3,501 9,438 |
| 32,859 | | | 53,038 | | |
| | 816 | 21,532 20,716 | | 1,346 | 7,782 6,436 |
| 17,249 | | | 19,352 | | |
| | 2,530 | 3,265 735 | | 2,362 | 3,027 665 |
| 6,433 | 1,119 | | 8,994 | 1,636 | |
| | 1,770 | | | 1,625 | |
| 306 | 285 | | 118 | 370 | |
| 34.117 | | | 124,874 | | |
| 11,665 | | | 11 ,481 | | |
| | 52,436 | | = | 61 ,402 | |
| | | 48,734 | | AAA | 4,825 |
| 7,989 | 37,558 | (2,876) (311) (7,989) | 14,924 | 46,310 | 2,979) (612) 4,924) |
| \$114,752 | | | \$241,230 | | |
| | 14,878 | | | 15,092 | |
| | 7,068 | | | 7,392 | |
| | \$ 7,810 | | | \$ 7,700 | |

Reserve Fund

in thousands of dollars

Fonds de réserve

en milliers de dollars

Balance, January 1
Net income for the year
Profits realized on sales of
assets acquired without cost
from the Government of Canada

Solde au 1er janvier Bénéfice net Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit du gouvernement du Canada

Income tax reassessments for the years 1973 and 1974

Cotisations d'impôt sur le revenu pour les exercices 1973 et 1974

Excess over statutory limitation transferred to the credit of the Receiver General

Excédent sur la limite statutaire, crédité au Receveur général

Balance, December 31

Solde au 31 décembre

| Sta | tem | ent l | II/Ét | at III |
|-----|-----|-------|-------|--------|
|-----|-----|-------|-------|--------|

| Statement III/ Etat III | Voor anded December 24, 4075 |
|--|---|
| Year ended December 31, 1974 Exercice terminé le 31 décembre 1974 | Year ended December 31, 1975 Exercice terminé le 31 décembre 1975 |
| \$ 5,000 7,810 | \$ 5,000 7,700 |
| 1,629 | 1,244 |
| 14,439 | 13,944 |
| 884 | 861 |
| 13,555 | 13,083 |
| 8,555 | 8,083 |
| \$ 5,000 | \$ 5,000 |

Statement of Financial **Activities**

in thousands of dollars

État des activités financières

en milliers de dollars

Financial resources provided

Operations:

Cash recovered from the Minister

Other revenues

Increase in accrued interest on borrowings

Increase in operating liabilities and deferred income

Decrease in operating assets

Borrowings from the Government of Canada

Loan repayments

Net decrease in Agreements for Sale and Mortgages

Profits realized on sales of assets acquired without cost from the

Government of Canada

Provenance des ressources financières

Exploitation

Revenu d'intérêt

Fonds récupérés du Ministre

Autres revenus

Augmentation des intérêts courus sur emprunts

Augmentation du passif d'exploitation et du revenu reporté

Diminution de l'actif d'exploitation

Emprunts du gouvernement du Canada

Remboursements de prêts

Diminution nette des conventions de vente et prêts hypothécaires Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit du gouvernement

du Canada

Financial resources applied

Operations:

Interest expense

Expenditures made on behalf of the Minister excluding depreciation

Increase in accrued interest on loans

Administrative expenses excluding depreciation

Income taxes

Increase in operating assets

Excess reserve fund transferred to Receiver General

Utilisation des ressources financières

Exploitation

Dépenses d'intérêt

Déboursés effectués au nom du Ministre excluant l'amortissement

Augmentation des intérêts courus sur prêts

Frais d'administration excluant l'amortissement

Impôt sur le revenu

Augmentation de l'actif d'exploitation

Excédent du fonds de réserve viré au crédit du Receveur général

Repayment of borrowings from the Government of Canada

Remboursements d'emprunts du gouvernement du Canada Avances sur nouveaux prêts

Placements immobiliers (net)

Augmentation des placements en vertu d'ententes

fédérales-provinciales

Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement

Déboursés non percus du Ministre

New Ioan advances Real estate acquisitions (net)

Increase in investments under Federal-Provincial agreements Business premises, office furniture and equipment Disbursements for the Minister not yet received in cash

Statement IV/État IV

Year ended December 31, 1975 Exercice terminé le 31 décembre 1975

Year ended December 31, 1974

| | and the | | | exercice termin | e le 31 décembre 1974 |
|--|------------------------|-------------|----------------|------------------------|-----------------------|
| Direct | Grants, contributions | | Direct | Grants, contributions | |
| Financing | and subsidies charged | | Financing | and subsidies charged | |
| Operations | to the Minister | Tota! | Operations | and subsidies charged | |
| Activités | Octrois, contributions | | | to the Minister | Total |
| de financement | et subventions imputés | | Activités | Octrois, contributions | |
| direct | au Ministre | | de financement | et subventions imputés | |
| unect | au Ministre | Total | direct | au Ministre | Total |
| | | | | | · Otar |
| | | | | | |
| \$ 543,217 | | | A 470 BOE | | |
| | \$231,451 | | \$ 473,235 | | |
| 9,866 | V231,451 | | | \$110,344 | |
| 8,042 | | | 7,694 | | |
| 6,085 | | | 4,845 | | |
| 0,000 | | | 7.391 | | |
| | | | 4,626 | | |
| 567,210 | 231 ,451 | \$ 798.661 | 407 704 | | |
| 007,210 | 231,431 | \$ 798,661 | 497,791 | 110,344 | \$ 608,135 |
| 1,203,000 | | 1,203,000 | 983,500 | | 200 500 |
| 330,855 | | 330,855 | 278.541 | | 983,500 |
| 4,195 | | 4,195 | | | 278,541 |
| ., | | 4,135 | 5,641 | | 5,641 |
| 1,244 | | 1,244 | 1,629 | | 1.629 |
| \$2,106,504 | 6221 451 | | | | |
| \$2,100,504 | \$231,451 | \$2,337,955 | \$1,767,102 | \$110,344 | \$1,877,446 |
| | | | | | |
| 4 400 000 | | | | | |
| \$ 488,090 | | | \$ 425,306 | | |
| | \$238,243 | | | \$112,278 | |
| 23,689 | | | 10,226 | | |
| 49,000 | | | 39,993 | | |
| 8,253 | | | 7,952 | | |
| 8,669 | | | ., | | |
| 8,083 | | | 8,555 | | |
| | | | | | |
| 585,784 | 238,243 | \$ 824,027 | 492,032 | 112,278 | \$ 604,310 |
| 260,304 | | 260,304 | 206 526 | | 200 500 |
| 1,106,703 | | | 296,526 | | 296,526 |
| | | 1,106,703 | 905,539 | | 905,539 |
| 42,304 | | 42,304 | 21,661 | | 21,661 |
| 102,343 | | 102 242 | 47.000 | | 47.000 |
| | | 102,343 | 47,822 | | 47,822 |
| 2,274 | /0 705 | 2,274 | 1,588 | | 1,588 |
| 6,792 | (6,792) | | 1,934 | (1,934) | |
| \$2,106,504 | \$231,451 | \$2,337,955 | \$1,767,102 | \$110,344 | \$1,877,446 |
| = 1,100,1004 | 7201,701 | 72,007,000 | 71,707,102 | 7110,344 | 71,077,440 |
| The second of th | | | | | |

Insurance and Guarantee Funds

in thousands of dollars

Fonds d'assurance et de garantie en milliers de dollars

December 31, 1975 December 31, 1 31 décembre 1975 31 décembre 1 Actif Assets Fonds d'assurance hypothécaire Mortgage Insurance Fund \$ 1,510 Encaisse Comptes à recevoir de la Société centrale Due from Central Mortgage and Housing 2.666 d'hypothèques et de logement Corporation 276 316,750 Placements, au coût amorti Securities, at amortized cost 96 96,277 Hypothèques Mortgages 40 42,083 Placements immobiliers Real estate 1975 1974 1975 1974 Assurance en Insurance in \$11,915,000 \$13,864,000 \$11,915,000 vigueur force \$13,864,000 Réclamations en voie Claims in process 8,710 8,710 de règlement 7,972 7,972 for payment \$415 \$459,286 Fonds d'assurance des prêts Home Improvement Loan pour l'amélioration de maisons Insurance Fund Cash Due from Central Mortgage and Housing Comptes à recevoir de la Société centrale 14 d'hypothèques et de logement Corporation 4,450 Placements, au coût amorti Securities, at amortized cost 116 Hypothèques Mortgages 1974 1975 1974 1975 Assurance \$24.740 \$25.245 \$24,740 en vigueur Insurance in force \$25,245 Réclamations Claims in process en voie de règlement 28 for payment 28 4,585 Fonds de garantie de loyer **Rental Guarantee Fund** 4 Encaisse Cash Comptes à recevoir de la Société centrale Due from (to) Central Mortgage and Housing 32 Corporation d'hypothèques et de logement 5,305 Securities, at amortized cost Placements, au coût amorti 3,002 Placements immobiliers Real estate 1975 1974 Loyers annuels 1975 1974 Current annual faisant l'objet de 307 rentals guaranteed 307 contrats de garantie 8,343

Total de l'actif

\$427

\$472,214

Total Assets

| | | | Statement V/État V |
|--|---|----------------------------------|---------------------------------------|
| | | Year ended December 31, 1975 | Year ended |
| ntinuity of Funds | Évolution des fonds | Exercice terminé | December 31, 1974 Exercice terminé |
| and the second s | Evolution des fonds | ie 31 décembre 1975 | le 31 décembre 1974 |
| 3 | Droits | \$ 26,610 | \$ 20,296 |
| me from securities | Revenu d'intérêts sur placements | 20,897 | 17,264 |
| me from mortgages | Revenu d'intérêts sur hypothèques | 7,700 | 6,798 |
| estate acquired on claims | Immeubles acquis lors du règlement de réclamations | | 18,602 |
| ision for revaluation of real estate | Provision pour réévaluation des immeubles | (6,902) | |
| | | | 2,226 |
| : Net loss on operations and | Moins: Pertes nettes sur exploitation et | 64,602 | 65,186 |
| osal of real estate | vente d'immeubles | (1,195) | /F 0222 |
| inistrative expenses | Frais d'administration | (2,771) | (5,032) (2,684) |
| no noted and town town to | | 60,636 | 57,470 |
| ns paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 16,944 | 19,790 |
| ease in fund nce, beginning of year | Augmentation du fonds Solde au début de l'exercice | 43,692 | 37,680 |
| nee, beginning of year | Solde au debut de l'exercice | 415,594 | 377,914 |
| nce, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$459,286 | \$415,594 |
| ne from securities ne from mortgages veries on claims paid | Droits Revenu d'intérêts sur placements Revenu d'intérêts sur hypothèques Recouvrements sur les réclamations | \$ 159 288 9 183 639 | \$ 190 ?*54 10 185 642 |
| Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | (142) | 150 |
| ns paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 497 29 0 | 505 1(c) |
| ase in fund | Augmentation du fonds | 207 | 2. 7 |
| nce, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 4,378 | a ປຸກຳ |
| ice, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 4,585 | \$ 4 378 |
| | | | |
| ums ne from securities | Primes Revenu d'intérêts sur placements | \$ (6) | \$ 15 |
| rofit on operation of real estate | Bénéfice net d'exploitation d'immeubles | 287 156 | 349 119 |
| | | 437 | 483 |
| Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | (84) | (76) |
| ase in fund | Augmentation du fonds | 353 | 407 |
| ce, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 7,990 | 7,583 |
| | | | \$ 7,990 |

Total des fonds d'assurance et de garantie

Insurance and Guarantee Funds

\$427,962

\$472,214

Notes to the Financial Statements December 31, 1975

Notes sur les états financiers 31 décembre 1975

1 Significant Accounting Policies

Central Mortgage and Housing Corporation was constituted as a Crown Corporation by an act of Parliament on January 1, 1946. Its activities are regulated by the National Housing Act, and the Central Mortgage and Housing Corporation Act.

The Corporation's principal objective is that all Canadians have access to adequate housing at a price they can afford within a suitable community environment. In meeting this objective the Corporation's activities and programs fall into two

general categories:

a) Financing housing directly through the making of mortgage loans under specified conditions at interest rates set by statute normally below market rates (which are generally higher than the rates it pays on funds borrowed from the Government of Canada), and indirectly by guaranteeing loans made by others.
b) As agent for the Minister of State for Urban

Affairs, making payments needed to implement government housing policy. These include grants, debt forgiveness, losses on real estate, losses under Federal-Provincial agreements, research and development and specified administrative expenses. These payments are charged to the Minister as incurred.

The principal accounting policies followed are:

a) Revenue Recognition

Interest income is accounted for on the accrual basis. Recoveries from the Minister are recorded when expenditures are made on his behalf.

b) Loans

Loans are capitalized as the cash is advanced. Costs incurred in connection with making loans are included in administrative expenses. No provisions are made for possible losses on loans since such losses, if on insured loans, are recoverable from the Mortgage Insurance Fund, while losses resulting from the disposal of real estate acquired upon default on uninsured loans are recoverable from the Minister.

Real estate properties acquired upon default of insured loans are transferred to the Mortgage

Insurance Fund.

c) Real Estate

i) Fixed assets are recorded at cost. Properties acquired upon default of loans are recorded at the unpaid loan balance plus interest accrued to the date of default, together with any acquisition expenditures incurred and modernization and improvement costs.

ii) Depreciation is recorded on a straight line basis. Rates are set in terms of the loan repayment originally negotiated, usually 40 or 50 years.

1 Principales conventions comptables La Société centrale d'hypothèques et de logement a été constituée en compagnie de la Couronne le 1er janvier 1946 par une loi du Parlement. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de

logement.

Le principal objectif de la Société est de faciliter à tous les Canadiens l'accession à la propriété d'un logement adéquat à prix abordable, dans un milieu communautaire satisfaisant. Pour rencontrer cet objectif, les programmes et les activités de la Société sont les suivants:

(a) De façon directe, en finançant l'acquisition de logements par voie de prêts hypothécaires à des conditions et des taux d'intérêts établis par la loi, normalement inférieurs aux taux du marché, mais généralement supérieurs aux taux d'emprunt de la Société sur les fonds avancés par le gouvernement du Canada. De façon indirecte, en garantissant

les prêts effectués par des tiers.

(b) En qualité de mandataire du Ministre d'État chargé des Affaires urbaines, la Société effectue les déboursés requis pour implanter les politiques gouvernementales sur le logement. Ces déboursés représentent des octrois, des pertes d'exploitation des immeubles administrés, des pertes encourues en vertu d'ententes fédérales-provinciales, la renonciation au remboursement de prêts, les frais de recherche et de développement ainsi que certains frais d'administration. Ces argents sont remboursés par le Ministre lorsque le déboursé est effectué.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

(a) Comptabilisation des revenus
Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la
méthode d'exercice. Les recouvrements du Ministre
sont inscrits lorsque les déboursés sont effectués.

(b) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mesure que les fonds sont déboursés et les coûts relatifs à l'octroi de prêts sont compris dans les frais d'administration. Aucune provision pour pertes est comptabilisée sur les prêts puisque les pertes sur les prêts assurés sont récupérées du Fonds d'assurance hypothécaire tandis que les pertes sur les prêts non assurés sont débitées au compte du Ministre.

Les immeubles, acquis pour réaliser des prêts assurés, sont virés, au coût, au Fonds d'assurance

hypothécaire.

(c) Immeubles

i) Les immobilisations sont inscrites au coût. Les propriétés, saisies lors d'un défaut de paiement, sont comptabilisées au montant du solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date du défaut de paiement. Les déboursés effectués lors de la prise de possession, ainsi que les frais de modernisation et d'amélioration, sont capitalisés au coût des propriétés.

d) Business Premises

Depreciation on business premises, office furniture dequipment is recorded on a diminishing lance basis at the following fixed annual rates:

Masonry buildings 5%
Frame buildings 10%
Furniture, fixtures and equipment 20%
Automotive equipment 30%

e) Federal-Provincial Agreements
The investments recorded under Federalovincial Agreements include only costs to the
rporation and do not reflect amounts contributed
other parties. The Corporation's share of
ses under these agreements is charged to the

- f) Income Taxes and Reserve Balance
 The Corporation is required to pay taxes on its
 ome and these are recorded on a payable basis
 come or loss after taxes is transferred to the
 serve Fund which is limited by statute to
 000,000. Any excess over this amount is paid
 the Receiver General.
- g) Insurance and Guarantee Funds
 Real estate acquired on claims against the
 ortgage Insurance Fund is carried in the accounts
 he amount of the claim or the estimated
 lizable value whichever is lower. Real estate
 quired by the Rental Guarantee Fund is carried
 cost. No depreciation is recorded on real estate
 ned by either fund.

3orrowings from the Government of Canada

 ○ Corporation borrows from the Government of □ ada to finance investments in loans, Federal- vincial Agreements, real estate and agreements sale and mortgages arising from sale of real ■

A comparison of total borrowings approved by liament and actual borrowings outstanding s follows:

December 31, 1975 December 31, 1974 (in thousands of dollars)

proved level of

rowings \$8,184,050 \$7,242,344 rowings \$8,178,494 \$7,227,756

.oan and Investment Commitments
Jutstanding

vear end the Corporation had outstanding comments to make loans and investments approxiing \$1,650,000,000 (1974 - \$1,653,000,000). ii) L'amortissement est inscrit selon la méthode d'amortissement linéaire. Les taux sont établis en fonction des modalités originales de remboursement du prêt, soit généralement sur 40 ou 50 années.

(d) Immobilisations à l'usage de la Société La Société amortit ses immobilisations en utilisant les taux annuels suivants sur le solde résiduel.

Immeubles de béton 5%
Immeubles de bois 10%
Mobilier, équipement et agencement 20%
Matériel roulant 30%

(e) Ententes fédérales-provinciales

La Société comptabilise seulement ses coûts dans les placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales; les montants contribués par les autres participants ne sont pas comptabilisés. Les pertes encourues par la Société en vertu de ces ententes sont imputées au compte du Ministre.

(f) Impôts sur le revenu et fonds de réserve La Société doit verser des impôts sur son revenu et ceux-ci sont comptabilisés sur la base d'exercice. Le bénéfice net ou la perte nette est viré au fonds de réserve dont la limite statutaire est de \$5,000,000. L'excédent sur ce montant est remis au Receveur général.

(g) Fonds d'assurance et de garantie
Les immeubles acquis à la suite de réclamations
contre le fonds d'assurance hypothécaire sont
évalués au moindre du montant de la réclamation et
de la valeur nette de réalisation. Les immeubles
acquis par le fonds de garantie de loyer sont inscrits
au coût. La Société ne comptabilise aucun amortissement sur les immeubles détenus par ces deux fonds.

2 Emprunts du gouvernement du Canada La Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement de ses placements de prêts, d'ententes fédérales-provinciales, d'immeubles, et de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles.

Le montant des emprunts approuvés par le Parlement et les emprunts en circulation sont comme suit:

> 31 décembre 1975 31 décembre 1974 (en milliers de dollars)

Montant d'emprunts approuvés \$8,184,050 \$7,242 344 Emprunts \$8,178,494 \$7,227,756

3 Engagements pour prêts et placements À la fin de l'exercice, la Société était engagée à effectuer des prêts et placements au montant approximatif de \$1,650,000,000 (1974 - \$1,653,000,000).

4 Possible future losses chargeable to the Minister

The estimated amount of possible losses from the future disposal of real estate acquired as a result of default on loans is \$5 million (1974 - \$7 million).

This amount represents the difference between the book value of properties held and their estimated market value at December 31, 1975.

Should any losses be incurred they would be recoverable from the Minister under authority of the National Housing Act.

5 Depreciation and Remuneration of Directors and Officers

| | | 1975 nousand | | 974 ollars) |
|--|-----|-----------------|------|----------------|
| Expenses include: Depreciation Remuneration of | \$3 | ,896 | \$3, | 226 |
| 9 Directors Remuneration of A Officers | \$ | 4 | \$ | 4 |
| (Two Officers are Directors) | \$ | 176 | \$ | 138 |

6 New Presentation

The 1975 financial statements are presented to reflect more clearly the two principal activities of the Corporation - direct and indirect lending activities and programmes carried out on behalf of the Minister of State for Urban Affairs. The 1974 comparative figures have been restated to conform with the presentation adopted in 1975. These changes have no effect on the determination of net income in either year.

4 Pertes éventuelles imputables au Ministre Les pertes possibles résultant de la vente éventuelle des propriétés acquises par défaut de paiement s'élèvent à \$5 millions (1974 - \$7 millions).

Ce montant représente la différence entre la valeur nette de ces propriétés et leur valeur de marché au 31 décembre 1975. Ces pertes éventuelles sont recouvrables du Ministre conformément à la Loi nationale sur l'habitation.

5 Amortissement et rémunération aux administrateurs et officiers

| | (| en m | nilliers de de | olla | rs) |
|--|-----|-------|----------------|------|------|
| Les dépenses incluent: Amortissement | \$3 | 3,896 | | \$3 | ,226 |
| Rémunération de 9 administrateurs Rémunération de 4 fonctionnaires (Deux fonction- | \$ | 4 | | \$ | 4 |
| naires sont administrateurs) | \$ | 176 | , | \$ | 138 |

1975

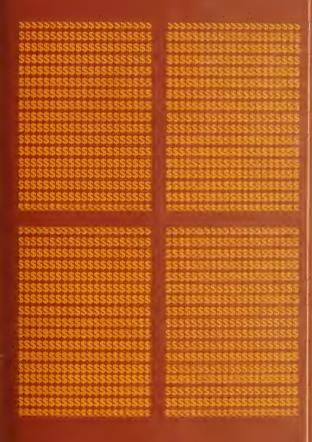
1974

6 Nouvelle présentation

Les états financiers ont été modifiés en 1975 pour présenter plus distinctement les deux principales activités de la Société, à savoir les activités de financement direct et indirect et l'exécution de programmes pour les quels la Société est mandatée par le Ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Les postes des états financiers de l'exercice 1974 ont été reclassés selon la nouvelle présentation. Les changements mentionnés précédemment n'ont aucun effet sur le bénéfice net des deux exercices.

Supplementary Schedules

Tableaux supplémentaires



Loans

In thousands of dollars

Prêts

en milliers de dollars

| Uninsured Loans Homeowners (NHA 1944) — Corporation's sl made jointly with Lending Institutions | Prêts non assurés Propriétaires-occupants (LNH 1944) — Participation de la Société aux prêts consentis conjointement avec des institutions prêteuses |
|---|--|
| Homeowners (NHA 1944) | Propriétaires-occupants (LNH 1944) |
| Low rental housing | Logements à loyer modique |
| Rental guarantee contracts | Contrats de garantie de loyer |
| Student housing | Logements d'étudiants |
| Municipal Sewage Treatment Projects | Projets municipaux d'épuration des eaux-vannes |
| Land assembly | Aménagement de terrain |
| Public housing | Logement public |
| Rehabilitation Assistance Program | Programme de remise en état des logements |
| Neighbourhood Improvement Program | Programme d'amélioration des quartiers |
| Urban renewal | Rénovation urbaine |
| Indians on reserves | Indiens dans les réserves |
| | |
| Insured Loans Made directly by the Corporation Homeowners | Prêts assurés Consentis directement par la Société Propriétaires-occupants |
| Assisted Home Ownership Program | Programme d'aide pour l'accession à la propriété |
| Made by agents | Consentis par des agents |
| Purchased from approved lenders | Acquis de prêteurs agréés |
| | |
| | |
| Accrued interest | Intérêt couru |
| | |

| | | | Schedule I/Tableau I |
|------------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Balance December 31 | Balance December 31 | Advances | Advances |
| Solde au | Solde au | during the year | during the year |
| 31 décembre | 31 décembre | Avances au cours de l'exercice | Avances |
| 1975 | 1974 | 1975 | au cours de l'exercice 1974 |
| | | | 1974 |
| \$ 1,602 | \$ 2,843 | | |
| 2,259 | 3 ,152 | | |
| 1,444,547 | 1 ,244 ,434 | \$ 226,682 | \$157,365 |
| 3,827 | 6,736 | | |
| 406,849 | 406,973 | 7,077 | 7,043 |
| 515,884 | 432,967 | 124,158 | 101,928 |
| 87,633 | 35,533 | 57,519 | 15,758 |
| 1,499,553 | 1 ,277 ,545 | 233,839 | 179,149 |
| 1,871 | 159 | 10,560 | 696 |
| 830 | 62 | 782 | 61 |
| 38,436 | 38,335 | 2,122 | 4,632 |
| 3,719 | 3,263 | 593 | 482 |
| 4,007,010 | 3,452,002 | 663,332 | 467,114 |
| 2,541,812 | 2 ,729 ,026 | 10,749 | 6.2 , 1 60 |
| 813,482 | 395,365 | 432,622 | 375,626 |
| 62,877 | 72,467 | | |
| 3,838 | 4,312 | | |
| 3,422,009 | 3,201,170 | 443,371 | 438,425 |
| 7,429,019 | 6,653,172 | \$1,106,703 | \$905,539 |
| 129,107 | 105,418 | | |
| \$7,558,126 | \$6,758,590 | | |
| | | | |

Investments under Federal-Provincial Agreements

in thousands of dollars

Placements en vertu d'ententes fédéralesprovinciales

en milliers de dollars

Total Federal-Provincial Investment

Rental Housing Projects Land Assembly Projects Total des placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrain

Investment by the Corporation

Rental Housing Projects Land Assembly Projects Placements de la Société

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrain

Advances to Municipalities repayable by instalments

Current accounts with Provincial Governments

Advances and current accounts with Municipalities and Housing Authorities

Rental Housing Projects—Interim Financing

Other

Accrued interest

Avances aux municipalités, remboursables par versement

Comptes courants; gouvernements provinciaux

Avances et comptes courants; municipalités et commissions de logement

Projets de logements à loyer-emprunts temporaires

Autres

Intérêt couru

Real Estate

in thousands of dollars

Placements immobiliers

en milliers de dollars

Constructed by the Corporation or acquired from the

Government of Canada Single houses Row housing Multiple dwellings

Acquired as a result of default

Row housing Multiple dwellings

Demonstration projects

Vacant land

Other

Total, at cost

Accumulated depreciation

Construits par la Société ou acquis du gouvernement du Canada Maisons unifamiliales Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Propriétés acquises par défaut de paiement

Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Projets de démonstration

Terrain vacant

Autres

Total, au coût

Amortissement accumulé

| Balance | Delen | | | Sc | chedule II Tableau II |
|---|---|---|---|--|--|
| December 31 Solde au 31 décembre 1975 | Balance December 31 Solde au 31 décembre 1974 | Additions during the year Avances au cours de l'exercice 1975 | Additions during the year Avances au cours de l'exercice 1974 | Recoveries during the year Recouvrements au cours de l'exercice 1975 | Recoveries during the year Recouvrements au cours de l'exercice 1974 |
| \$462,504 140,133 | \$370,141 111,220 | \$ 94,484 37,436 | \$49,639 14,721 | \$ 2,121 8,523 | 82 201 2 pm |
| \$602,637 | \$481,361 | \$131,920 | \$64,360 | \$10,644 | · · · · · · |
| \$346,878 105,100 | \$277,606 83,415 | \$ 70,863 28,077 | \$37,229 11,041 | \$ 1,591 6,392 | *2 s: 2 s: |
| 451 ,978 | 361,021 | \$ 98,940 | \$48,270 | \$ 7,983 | 18 000 |
| 3,280 | 2,711 | | | | |
| 7,657 | 4,947 | | | | |
| 13,736 | 10,079 | | | | |
| 3,905 | 10.602 | | | | |
| 1,862 | 10,602 750 | | | | |
| \$492,453 | \$390,110 | | | | |
| Balance December 31 Solde au 31 décembre 1975 | Additions during 1975 Additions en 1975 | Disposals during 1975 Ventes en 1975 | Balance December 31 Solde au 31 décembre 1974 | Additions during 1974 Additions + # 1974 | edule III/Tableau III Disposals during 1974 Ventes |
| \$ 3,871 5,639 4,375 | \$ 61 188 19 | \$ 621 503 | \$ 4,431 5,954 4,356 | \$ 29 210 37 | \$ 92 1,268 |
| 25,351 100,306 | 3,546 30,219 | 213 | 21,805 70,300 | 6,804 12,095 | |
| 192 | 176 | | 16 | 16 | |
| 9,357 | 7,453 | 43 | 1,947 | 314 | - |
| 8,518 157,609 | 1,501 | 14 | 7,031 | 3,063 | 1.441 |
| | \$43,163 | \$1,394 | 115,840 | \$22,300 | ' |
| 31,824 | | | 29.372 | | |

\$ 86,468

\$125,785

Borrowings from the Government of Canada

in thousands of dollars

Emprunts du gouvernement du Canada en milliers de dollars

| Bearing varied rates of interest and repayable over periods not in excess of 50 years | Portant divers taux d'intérêt et dont les échéances n'excèdent pas 50 ans |
|---|--|
| Loans | Prêts |
| Investment under Federal-Provincial agreements | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales |
| Real Estate | Immeubles |
| Accrued interest | Intérêt couru |

Total paid on behalf of the Minister

| | Grants, Contributions and Subsidies charged to the Minister in thousands of dollars | et subventions imputés au Ministre en milliers de dollars |
|--------|--|--|
| | Payments to Municipalities to assist in urban renewal schemes | Paiements aux municipalités pour aider à des programmes de rénovation urbaine |
| . ~~ ~ | Forgiveness portion of payments due by Municipalities on loans for sewage treatment projects | Remises sur les paiements dus par les municipalités à l'égard des prêts pour programmes d'épuration des eaux-vannes |
| | Payments to public housing agencies for losses on operations | Paiements à des organismes de logement public pour compense les pertes d'exploitation |
| | Corporation's share of net losses arising from Federal- Provincial agreements | Participation de la Société dans les pertes nettes encourues en vertu d'ententes fédérales-provinciales |
| | Grants for housing research and community planning | Subventions pour la recherche sur l'habitation et l'urbanisme |
| | Real estate operating loss | Pertes sur exploitation d'immeubles |
| | Rental subsidies | Subventions pour loyers |
| _ | Interest loss from lending at negative margin | Pertes d'intérêts attribuables à des prêts consentis à des taux inférieurs au coût d'emprunt |
| | Operation of Granville Island, B.C. | Coût d'exploitation de Granville Island, CB. |
| | Cité du Havre operating costs for 1969 | Coût d'exploitation de Cité du Havre pour l'année 1969 |
| , | Grants for assisted home-ownership—CMHC funded | Octrois pour faciliter l'accession à la propriété—SCHL |
| | Grants for assisted home-ownership—Privately funded | Octrois pour faciliter l'accession à la propriété—privé |
| | Forgiveness on non-profit corporations | Renonciation de paiements dus par les sociétés sans but lucrati |
| | Forgiveness on co-operative housing | Renonciation de paiements dus par les coopératives de logeme |
| | Grants for neighbourhood improvement program | Octrois pour programmes d'amélioration des quartiers |
| | Forgiveness on residential rehabilitation assistance program | Renonciation de paiements pour programme de remise en état des logements |
| | Grants to first time homeowners | Octrois à l'achat d'une première résidence |
| | Administrative expenses recoverable by statute | Frais d'administration remboursables selon la loi |
| | Other | Autres |
| | | |

Total payé au nom du Ministre

| Balance | | | | Sch | edule IV/Tableau IV |
|--|---|---|---|--|--|
| December 31 Solde au 31 décembre 1975 | Balance December 31 Solde au 31 décembre 1974 | Borrowed during the year Emprunté au cours de l'exercice 1975 | Borrowed during the year Emprunté au cours de l'exercice 1974 | Repaid during the year Remboursé au cours de l'exercice 1975 | Repaid during the year Remboursé au cours de l'exercice 1974 |
| | | | | | |
| \$7,588,059 | \$6,765,927 | \$1,071,000 | \$936,000 | \$248,868 | \$287,677 |
| 456,523 | 360,118 | 106,000 | 45,500 | 9,595 | 7,013 |
| 72,672 | 48,513 | 26,000 | 2,000 | 1,841 | 1,836 |
| 8,117,254 | 7,174,558 | \$1,203,000 | \$983,500 | \$260,304 | \$296,526 |
| 61,240 | 53,198 | | | | \$290,520 |
| \$8,178,494 | \$7,227,756 | | | | |

| | Schedule V/Tableau V |
|--|--|
| Year ended December 31, 1975 Exercice terminé le 31 décembre 1975 | Year ended December 31, 1974 Exercice terminé le 31 décembre 1974 |
| \$ 8,120 | \$ 14,666 |
| 31,327 | 25,679 |
| 64,626 | 15,110 |
| 19,352 | 17,249 |
| 11,481 | 11,665 |
| 8,668 | 6,433 |
| 326 | |
| 8,449 | 4.134 |
| 2,626 | 76.1 |
| | 12 |
| 5,320 | 1_206 |
| 452 | |
| 11,437 | 6.474 |
| 1,533 | |
| 5,661 | 2 366 |
| 8,741 | 756 |
| 38,069 | 1 |
| 14,924 | 7 -159 |
| 118 | 30.5 |
| \$241,230 | \$114,752 |
| | 75 |

Five Year Financial Summary in thousands of dollars

Sommaire des activités financières pour cinq exercices en milliers de dollars

| | and the same of th |
|--|--|
| Main assets and liabilities Loans outstanding at year end | Principaux éléments d'actif et de passif Prêts à la fin de l'exercice |
| Loan advances | Avances sur prêts |
| Investments under Federal-Provincial agreements | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales |
| New investments (net) | Nouveaux placements (net) |
| Borrowings from the Government of Canada | Emprunts du gouvernement du Canada |
| New borrowings | Nouveaux emprunts |
| Repayments | Remboursements |
| Revenues and expenses Total interest earnings | Revenus et dépenses Total du revenu d'intérêt |
| Total interest paid | Total des intérêts versés |
| Charged to the Minister | Imputation au Ministre |
| Other revenues and gains | Autres revenus et gains |
| Loss on real estate operations | Pertes d'exploitation d'immeubles |
| Administrative expenses | Frais d'administration |
| Charged to the Minister | Imputation au Ministre |
| | |
| Net income transferred to Reserve Fund | Bénéfice net, viré au fonds de réserve |
| Grants, contributions and subsidies paid on behalf of the Minister | Octrois, contributions et subventions payés au nom du Ministre |
| Insurance and Guarantee Funds | Fonds d'assurance et de garantie |
| Loan and investment commitments made during the year | Engagements pour prêts et placements effectués au cours de l'exercice |

| 1975 | 1974 | 1973 | 1972 | 1971 |
|-------------|--|-------------|-------------|-------------|
| \$7,558,126 | \$6,758,590 | \$6,121,366 | \$5,805,388 | \$5,279,280 |
| 1,106,703 | 905,539 | 625,587 | 720,953 | 842,770 |
| 492,453 | 390,110 | 342,288 | 292,985 | 259,424 |
| 90,957 | 42,923 | 43,481 | 30,811 | 25,342 |
| 8,178,494 | 7,227,756 | 6.535,937 | 6,166,984 | 5,609,124 |
| 1,203,000 | 983,500 | 677,500 | 742,045 | 900,793 |
| 260,304 | 296,526 | 310,847 | 188,930 | 197,009 |
| \$ 543,217 | \$ 473,235 | \$ 432,947 | \$ 396,734 | \$ 345,418 |
| 496,539 | 429,445 | 392,020 | 356,601 | 3 4 44 |
| 46,678 | 43,790 | 40,927 | 40,133 | 111 116 |
| 8,449 | 4,139 | | | |
| 55,127 | 47,929 | 40,927 | 40,133 | 1 476 |
| 10,653 | 7,694 | 9,608 | 9,316 | 3,604 |
| (8,994) | (6,433) | (6,076) | (4,167) | |
| 64,825 | 48,673 | 39,630 | 34,513 | S. C. etc. |
| 14,924 | 7,989 | 2,177 | | |
| 49,901 | 40,684 | 37,453 | 34,513 | 31 (%) |
| \$ 7,700 | \$ 7,810 | \$ 2,863 | \$ 3,182 | \$ 7,432 |
| \$ 241,230 | \$ 114,752 ==================================== | \$ 130,041 | \$ 83,920 | s the state |
| \$ 472,214 | \$ 427,962 | \$ 389,568 | \$ 353,193 | \$ 321,661 |
| \$1,618,400 | \$1,225,200 | \$ 932,600 | \$ 742,000 | \$1,009,100 |

List of Offices and Representatives Bureaux et représentants de la Société

National Office/Bureau national Ottawa

Regional Offices/Bureaux régionaux St. John's, Nfld., Fredericton, Charlottetown, Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton, Vancouver.

Local Offices/Bureaux locaux Corner Brook, Gander, Goose Bay, Grand Falls, Marvstown, St. John's. Bathurst, Edmundston, Fredericton, Moncton, Saint John, N.B. Charlottetown. Halifax, New Glasgow, Sydney, Yarmouth. Chicoutimi, Hauterive, Hull, Laval-Laurentides, Rive-Sud (Longueuil), Montréal, Québec, Rimouski, Sept-Îles, Sherbrooke, Trois-Rivières, Val d'Or. Barrie, Belleville, Cornwall, Elliot Lake, Hamilton, Kingston, Kitchener, London, North Bay, Oshawa, Ottawa, Owen Sound, Pembroke, Peterborough, St. Catharines, Sarnia, Sault Ste. Marie, Sudbury, Thunder Bay, Timmins, Toronto, Windsor. Brandon, The Pas, Thompson, Winnipeg. Prince Albert, Regina, Saskatoon. Calgary, Edmonton, Grande Prairie, Lethbridge, Medicine Hat, Red Deer, Yellowknife. Courtenay, Cranbrook, Kamloops, Kelowna, Prince George, Terrace, Trail, Vancouver, Victoria, Whitehorse, New Westminster.

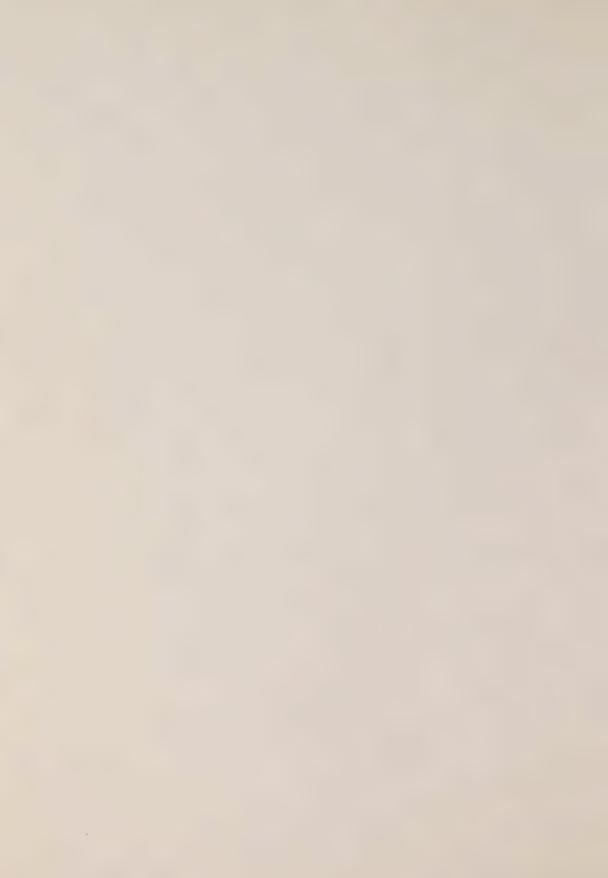


Printing: Ronalds Federated Graphics Printed in Canada Impression: Ronalds Federated Graphics Imprimé au Canada





1976 Annual Report Available as Sessional paper 303-1/108, 30th Parliament, 3rd Session, 1977-78, on Microfilm.



Central Mortgage and Housing Corporation
Annual Report Société centrale d'hypothèques et de logement Rapport annuel

1977

















ISSN 0700-1894

Société centrale d'hypothèques et de logement Rapport annuel

Central Mortgage and Housing Corporation Annual Report

1977

Board of Directors

Conseil d'administration

William Teron

Chairman/Président
Chairman of the Executive Committee
Président du Conseil de direction

Raymond V. Hession

President/Président de la Société
Member of the Executive Committee
Member of the Audit Committee
Membre du Conseil de direction
Membre du Comité de vérification

Jean-Guy Carrier

Montréal, Québec

Member of the Executive Committee Alternate Member of the Audit Committee Membre du Conseil de direction Membre du Comité de vérification

Frank A. G. Carter

Ottawa, Ontario

Member of the Executive Committee

Membre du Conseil de direction

Guy P. French

Rexdale, Ontario

Alternate Member of the Executive Committee Member of the Audit Committee Membre substitut du Conseil de direction Membre du Comité de vérification

William C. Hood

Ottawa, Ontario

Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction

Frank Laird

Penticton, British Columbia

Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction

Laurent Marcoux

Winnipeg, Manitoba

Alternate Member of the Executive Committee Alternate Member of the Audit Committee Membre substitut du Conseil de direction Membre substitut du Comité de vérification

Thomas L. McGloan

Saint John, New Brunswick

Alternate Member of the Executive Committee Chairman of the Audit Committee Membre substitut du Conseil de direction Président du Comité de vérification he Board of Directors com left to right:

rank Laird,
aurent Marcoux,
an-Guy Carrier,
jilliam C. Hood,
aymond V. Hession (President),
ay P. French,
jilliam Teron
hairman),
nomas L. McGloan,
bsent, Frank A. G. Carter.

Le Conseil d'administration De gauche à droite;

Frank Laird,
Laurent Marcoux,
Jean-Guy Carrier,
William C. Hood,
Raymond V. Hession
(président de la Société),
Guy P. French,
William Teron (président du Conseil),
Thomas L. McGloan.
Frank A. G. Carter était absent.



Officers of the Corporation

Cadres supérieurs de la Société

William Teron

Chairman of the Board of Directors Président du Conseil d'administration

Raymond V. Hession

President/Président

Robert T. Adamson

Vice-President, Program Policy and Research Vice-président du secteur de la recherche et des politiques

Raymond J. Boivin

Vice-President, Administration Vice-président à l'Administration

Norman E. Hallendy

Chairman, Information and Communications Centre
Président du Centre de communication
et d'information

Derek W. Knight

Chief Financial Officer and Corporate Secretary Administrateur principal des Finances et Secrétaire de la Société

Benoît Morin

Corporate General Counsel Avocat-conseil de la Société

Arnold D. Wilson

Vice-President, Programs Vice-président aux Programmes

Table of Contents

Table des matières

etter of Transmittal

eport on Lending and Related Operations

ocial Housing

Rural and Native Housing

Program

larket Housing

Assisted Home-Ownership

Program

Assisted Rental Program

and and Municipal Infrastructure

eighbourhood and Residential Improvement

sulation Programs

eport on Research and Developmental ctivities

olicy Development and Research

evelopment

emonstration

eport on Financial Operations

oans and Investments

rants, Contributions and Subsidies

perating Income

nancial Statements

atistics

9 Lettre d'accompagnement

16 Rapport sur les prêts et activités connexes

20 Logements sociaux

- 24 Programme de logement pour les ruraux et les autochtones
- 26 Habitations pour la vente ou la location
- 29 Programme d'aide pour l'accession à la propriété
- Programme d'aide au logement locatif
- 34 Terrains et infrastructure municipale
- 37 Amélioration des quartiers et des résidences
- 40 Programmes d'isolation thermique

42 Rapport sur la recherche et l'élaboration de nouveaux concepts

- 42 La politique de développement et de recherche
- 44 L'élaboration de nouveaux concepts
- 47 L'application de nouveaux concepts

51 Rapport des opérations financières

- 51 Prêts et placements
- 53 Octrois, contributions et subventions
- 55 Revenu d'exploitation

57 États financiers

81 Statistiques

The provisions of the NHA have made condominium home-ownership possible for many Canadians.

Les dispositions de la LNH ont permis à un grand nombre de Canadiens de devenir copropriétaires.





Central Mortgage and Housing Corporation

March 1978

he Honourable André Ouellet, P.C., M.P. ttawa, Ontario

ear Mr. Quellet

on behalf of the Board of Directors, we have the conour to submit to you the thirty-second annual export of Central Mortgage and Housing Corporation and a statement of accounts for the year ended 1 December 1977.

In contrast to the preceding year, which saw the troduction of the Federal Housing Action Program and marked changes in earlier trends in the volume activity and the rate of house price increases, 977 was a period of consolidation of those achievents. Housing starts declined from 1976's record vel of 273 203 units to 245 724 units, a total acceded only twice prior to 1976. Housing cometions increased to 251 789 units from 236 249 hits the previous year.

The decline in starts was in conventionally nanced activity. Starts of dwellings assisted in me way under the National Housing Act increased om 117 970 in 1976 to 120 281 in 1977. Although wellings financed with NHA direct loans were down om the year before, those financed by private

Société centrale d'hypothèque et de logement

Le 10 mars 1978

L'honorable André Ouellet, C.P., député Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

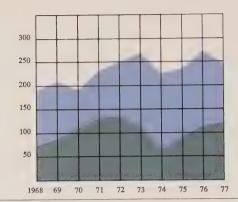
Au nom du Conseil d'administration.
I'honneur de vous soumettre le trente de la Société centrale de la Société centrale de la Société centrale de logement ainsi qu'un état des comptes de cet organisme pour l'année financière qui a pri 31 décembre 1977.

Contrairement à l'année précédente, au cour laquelle le Programme Action Logement Canada avait été institué et qui avait été marquée par des changements dans les tendances relatives au volume d'activité et l'accroissement des prix des maisons, l'année 1977 a été une période d'affermissement de ces situations. Le nombre des mises en chantier a diminué, du nombre record de 273 203 logements en 1976 à 245 724, total qui n'a été dépassé que deux fois avant 1976. Le nombre de logements achevés est passé à 251 789 unités, de 236 249 qu'il était l'année précédente.

La baisse des mises en chantier a été constatée dans les logements financés par des prêts conventionnels, tandis que le nombre d'habitations ayant bénéficié d'une forme d'aide en vertu de la Loi nationale sur l'habitation est passé de 117 970 en 1976 à 120 281 en 1977. Les logements financés par des prêts consentis directement aux termes de la LNH ont été moins nombreux par rapport à l'année précédente, mais les habitations financées par des prêteurs du secteur privé, aux termes des dispositions relatives à l'assurance hypothécaire LNH, et

Housing starts - actual 1968-1977 (dwelling units in thousands)

Mises en chantier – nombre réel 1968-1977 (nombre de logements en milliers)





lenders under NHA mortgage insurance arrangements, together with additional financial assistance under the Assisted Home-Ownership and Assisted Rental Programs, more than doubled in 1977. There was a corresponding decline in dwelling starts financed with NHA insured loans without supplementary assistance.

Dwelling Starts by Financing

| | 1976 | 1977 | |
|-------------------------------------|---------|---------|--|
| | Uı | nits | |
| NHA Assistance: | | | |
| Direct Loans for Social Housing | 20 579 | 15 616 | |
| Direct Loans for Market Housing | 3 508 | 2 203 | |
| Insurance plus other NHA Assistance | 29 915 | 62 619 | |
| Insurance only | 63 968 | 39 843 | |
| Sub-Total | 117 970 | 120 281 | |
| Conventional and other | 155 233 | 125 443 | |
| Total | 273 203 | 245 724 | |

This activity was achieved without using all the funding made available for NHA assistance: the Corporation's 1977 capital budget authorized loan and investment commitments of \$1 819 million

celles qui ont bénéficié d'une aide financière prévue par les programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif ont plus que doublé en 1977. Il s'est produit en même temps une baisse des mises en chantier d'habitations financées à l'aide de prêts LNH assurés ne comportant pas une forme d'aide supplémentaire.

Mises en chantier par mode de financement

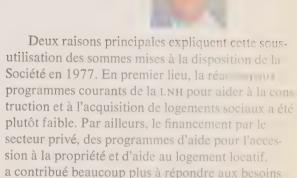
| | 1976 | 19 |
|--|-----------------|-----|
| _ | Nombre d'unités | |
| Avec une aide aux termes de la LNH: | | |
| Prêts directs pour logements sociaux | 20 579 | 15 |
| Prêts directs pour logements à vendre ou à louer | 3 508 | 2: |
| Assurance et autres formes d'aide aux termes de la LNH | 29 915 | 62 |
| Assurance seulement | 63 968 | 39 |
| Total partiel | 117 970 | 120 |
| Prêts conventionnels et autres | 155 233 | 125 |
| Total | 273 203 | 245 |

Toute cette activité a été réalisée sans qu'il soit nécessaire d'utiliser la totalité des capitaux disponibles pour les diverses formes d'aide prévues par la LNH. Alors que le budget de placements de la Société pour 1977 autorisait l'engagement de 1 819 millions de dollars en prêts et en placements, le montant réel des sommes engagées au cours de l'année s'est élevé à 1 355 millions.

at actual commitments in the year totalled \$1 355 illion.

There were two main reasons for this underilization of the financial authority granted to MHC in 1977. First was the limited response to e current NHA programs for assisting in the conruction and acquisition of social housing. At the me time private financing under the NHA Assisted ome-Ownership and Rental Programs contributed to eeting housing needs on an expanded scale during e year. The second reason was the deliberate tion by the Corporation to ensure that commitents were approved only for projects ready to oceed. This was to avoid a further build-up the volume of commitments on which funds had ot been advanced, a situation believed to be particarly inappropriate at a time of significant fiscal straint.

These two considerations were also related to ajor concerns of the Corporation's policy development activities during the year: to find more fective means of obtaining social housing and, increasing reliance on private funding for the chievement of housing and related objectives, to duce the projected growth of public funding for



en logements au cours de l'année. En second lieu,

la Société a bien pris soin de s'assurer que les enga-

gements à prêter n'étaient pris que pour des projets

sur le point d'être mis à exécution. Ceci afin d'éviter

de grossir davantage le volume d'engagements pour

lesquels aucune somme n'avait été avancée, situation

qui semblait tout à fait inappropriée au moment où

les dépenses gouvernementales étaient restreintes.

Ces deux considérations s'ajoutaient aux préoccupations majeures qui, au cours de l'année, ont
inspiré la Société dans la détermination de ses politiques: la découverte de moyens plus effectifs d'obtenir
des logements sociaux et, en comptant davantage
sur les capitaux du secteur privé pour la construction
d'habitations et d'autres objectifs connexes, la
réduction du financement par des fonds publics,
pour arriver à ces mêmes fins. On s'attend à ce que
deviennent plus évidents en 1978 les résultats de ces
politiques, qui ont été établies à la suite de plusieurs

these purposes. The results of these activities, which had the benefit of several studies undertaken by the Corporation's Program Evaluation Unit, are expected to become apparent in 1978.

In financial terms, the Corporation showed an after-tax surplus on its 1977 operations of \$10.8 million, up from \$7.1 million in the preceding year—an increase due to short-term factors. However, the need for changes in the financial arrangements under which the Corporation operates, noted in the 1976 annual report, remains unchanged although progress was made in the development of recommendations to this end during the year. This was assisted by the publication in August of the government's proposals for the direction, control and accountability of crown corporations.

The Corporation continued its efforts to ensure a high level of efficiency not only in its current operations but for the future also. During 1977 work was initiated on the development of mortgage administration and financial information systems designed to serve the Corporation's needs during

études entreprises par le nouveau Groupe chargé de l'évaluation des programmes de la Société.

En ce qui concerne la situation financière, la Société, après avoir payé l'impôt sur le revenu, accu un bénéfice net de 10.8 millions de dollars, comparativement à 7.1 milions l'année précédente. Cette augmentation est attribuable à certains facteurs à court terme; cependant, le besoin de modifier certaines dispositions financières relatives aux opérations de la Société, dont il est fait mention dans le rapport annuel de 1976, reste le même bien que certains progrès aient été réalisés pour élaborer des recommandations dans ce sens au cours de l'année. Un autre élément efficace a été la publication, au mois d'août, de propositions du gouvernement fédéral concernant la direction, le contrôle et l'imputabilité des compagnies de la Couronne.

La Société continue de s'efforcer de maintenir un degré élevé d'efficacité, non seulement pour ses activités courantes mais aussi en vue de ses opérations futures. En 1977, on a entrepris d'élaborer de systèmes de gestion des créances hypothécaires et d'information sur la situation financière en vue de répondre aux besoins de la Société au cours des années 1980. Étant donné que la Société doit gérer plus de 260 000 comptes hypothécaires, que son actif s'élève à plus de 9.8 milliards de dollars et qu'elle administre des mouvements de fonds annuel de plus de 2 milliards, ces initiatives ont une très



e 1980s. With over 260 000 mortgage accounts ader administration, assets of over \$9.8 billion ad annual cash flows of over \$2 billion, these e major initiatives.

The coordination of CMHC and the Ministry State for Urban Affairs was extended in 1977 th the combination in one organizational unit of MHC's Demonstration Group and MSUA's Research roup. This arrangement is expected to yield creased effectiveness and efficiency in the activities dertaken. At the same time it requires particular arity with regard to accountability for this aspect the Corporation's work. Action is being taken this.

During 1977, the Corporation was called upon government to administer two new programs med at the conservation of energy. The first of ese was the Home Insulation Program operative Prince Edward Island and Nova Scotia, initiated February 1977. The second was the Canadian ome Insulation Program started in September 1977 d operative elsewhere in Canada. The administive arrangements for both these programs, rticularly substantial in the second case, were excessfully mounted in a very brief period.

grande importance.

La coordination des activités de la Département d'État chargé des Affaires s'est accentuée en 1977 par la fusion du gentrargé de l'application des nouveaux conscent et du groupe chargé de la reches de

Au cours de 1977, le gouvernement a dem à la Société d'appliquer deux nouveaux programs concernant les économies d'énergie, le premier éta le Programme d'isolation thermique des résidences dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écc à partir de février 1977 et le second, le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, lancé en septembre 1977 pour le reste du Canada. Les dispositions administratives pour ces deux programmes, particulièrement considérables dans le deuxième cas, ont été prises et mises en œuvre de façon très heureuse et très rapidement.

La Société a continué en 1977 à dispenser des services et de l'information dans les deux langues officielles; à observer les mesures pour la lutte contre l'inflation, appliquées aux ministères gouvernementaux; et à assurer l'égalité d'accès à l'emploi pour la femme. Elle a aussi joué un rôle important dans

During the year the Corporation continued its activities with respect to the provision of services and direction in the two official languages; adherence to the anti-inflation measures applied to government departments; and seeking to ensure equal opportunity for women. It also played an active role in the preparations, in 1977, for the adoption of the metric system by the construction industry at the beginning of 1978.

The Board of Directors pays tribute to the high quality, motivation, and effort of the Corporation's staff in its 78 Local Offices, 10 Regional Offices and in the National Office.

les préparatifs, en 1977, en vue de l'adoption du système métrique par l'industrie de la construction au début de 1978.

Le Conseil d'administration rend hommage à l'excellence des efforts fournis par les employés de Société et à leur motivation, dans ses 78 bureaux locaux, 10 bureaux régionaux ainsi qu'au Bureau national.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

le président du Conseil d'administration,

William Teron Chairman of the Board

> le président de la Société,

Raymond V. Hession President wer the years many individuals the become home-owners through a insured lending facilities of the HA.

Au cours des années, les avantages des prêts assurés aux termes de la LNH ont permis à un grand nombre de personnes de devenir propriétaires.



Report on Lending and Related Operations

Introduction

Central Mortgage and Housing Corporation is the agent of the federal government in pursuing the objective of ensuring that all Canadians have access to good housing at prices which they can afford and within a satisfactory community environment. To this end it administers the National Housing Act which provides financial assistance: to encourage the production of new housing and the development of the required land and services; to enable lower-income people to attain housing which they could not otherwise afford; and to assist in the improvement of dwellings and neighbourhoods, where required.

The provision of this financial assistance under the National Housing Act involves CMHC in a number of different functions: it acts as a lender of public funds to private home-owners, rental entrepreneurs, non-profit corporations, cooperatives and provincial and municipal governments; it insures mortgage loans made by private mortgage lenders; and it engages jointly, with provincial governments, in housing investment and land development projects. In these functions the Corporation

Rapport sur les prêts et activités connexes

Introduction

La Société centrale d'hypothèques et de logement, tant qu'agent du gouvernement fédéral, a pour objectif de s'assurer que tous les citoyens canadien aient accès à un logement convenable, de prix abordable, dans un cadre de vie satisfaisant. À cette fin elle applique la Loi nationale sur l'habitation laque prévoit une aide financière: pour encourager la préduction de nouvelles habitations et l'aménagement des terrains requis, ainsi que la pose des services essentiels; pour permettre aux personnes à revenu modique de se procurer un logement qui leur serai autrement inaccessible; et pour aider à l'amélioration des résidences et des quartiers.

Pour s'acquitter du rôle qui lui est dévolu en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, la Société doit s'adonner à des fonctions très différentes: elle agit comme prêteur des fonds publics à l'égard des propriétaires-occupants, des entrepreneurs, constructeurs de logements locatifs, des coopératives et organismes sans but lucratif, des gouvernements provinciaux et des administrations municipales; el assure des prêts hypothécaires consentis par des prêteurs du secteur privé; et elle engage des fonds, conjointement avec les gouvernements provinciaus dans des projets d'habitation et d'aménagement des

e first phase of the St. Lawrence ject in Toronto, planned to redize 45 acres downtown, will usist of five housing developments prising 700 dwellings for fams of low and moderate-income. mmunal, commercial and recreatal facilities will also be provided. La première phase du projet St. Lawrence, à Toronto, qui a pour objet de restaurer 45 acres du centreville, consistera en cinq ensembles d'habitations, 700 logements au total, destinés à des familles à revenu faible ou moyen. L'ensemble sera aussi doté de services communs, d'établissements commerciaux et d'équipements récréatifs.





operates similarly to other financial institutions although within legislative and regulatory constraints established by Parliament and government. In addition, however, the Corporation acts as the agent of the federal government in a very direct way in administering the subsidy, grant, and contribution provisions of the National Housing Act. The National Housing Act provides for this type of assistance linked, for the most part, to the lending, insuring, and investing activities of CMHC in its financial institution role.

The Corporation's 1977 capital budget provided for the commitment of \$1 819 million in loans and investments. The largest component of this, \$1 240 million, was for housing; \$408 million was allocated to finance land assembly and the provision of water and sewage facilities. A further \$134 million was for community revitalization including residential rehabilitation. The remaining \$37 million was for a variety of purposes, including the acquisition of land by the Corporation and improvements to the real estate owned by the Corporation.

Total commitments for loans and investments in 1977, at \$1 355 million, were \$464 million below the amount approved in the capital budget for the year.

terrains. La Société agit de façon semblable à d'autres institutions financières, tout en observant les dispositions législatives et les règlements établis pa le Parlement et par le Gouvernement. La Société e aussi l'agent du gouvernement fédéral, pour l'application des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation, concernant les subventions, les octroi et les contributions. La Loi prévoit ce genre d'aide supplémentaire, qui se rattache la plupart du temp aux prêts, à l'assurance et aux placements de la Société dans son rôle d'institution financière.

Le budget de placements de la Société pour 19 prévoyait des engagements de 1 819 millions de dollars en prêts et en placements. La plus grande partie de ce montant, soit 1 240 millions, était des tinée à l'habitation et 408 millions à l'aménagement de terrains et aux installations d'égouts et d'approvisionnement en eau potable. La restauration des collectivités, y compris la remise en état des réside ces, devait absorber 134 millions. Le reste, soit 37 millions, était affecté à une variété de fins, y compris l'acquisition de terrains et l'amélioration des propriétés immobilières lui appartenant.

La valeur totale des engagements de prêts et d placements de la Société en 1977 s'est élevée à 1 3 millions, soit 464 millions de moins que le montan du budget de placements approuvé pour l'année.



mmitments under 1977 Capital Budget

| | Budget Cor | nmitments | |
|------------------------|---------------------|-----------|--|
| | Millions of Dollars | | |
| using | 1 240 | 932 | |
| d and Infrastructure | 408 | 292 | |
| mmunity Revitalization | 134 | 117 | |
| er | 37 | 14 | |
| Total | 1 819 | 1 355 | |

This shortfall in commitments was for several sons but of particular concern was the reduction the construction of social housing, either public using, non-profit, or cooperative housing.

Another major factor was the decision by the reporation to ensure that loan commitments were de only for projects ready to proceed and for ich necessary documentation was provided to the reporation by 30 November 1977, to permit proper

This decision reflected the Corporation's inasing concern about the build-up of outstanding a commitments on which advances had not yet a completed. This situation was regarded as a ppropriate at a time of significant fiscal straint. Engagements en vertu du budget de placement

| | Bu | | |
|--------------------------------|-------------------|----|--|
| | an inches | de | |
| Habitation | | | |
| Terrains et infrastructure | 100 | | |
| Restauration des collectivités | LH | | |
| Autres | | | |
| Total | 1 8 10 | | |
| | A to Prawating to | | |

On peut attribuer à plusieurs facteurs cui utilisation du budget. Il y a eu en particuli — uréduction dans la construction de logements sociau qu'il s'agisse de logements publics ou de logements construits ou acquis par les organismes sans but lucratif ou selon le régime coopératif

Un autre facteur important a été la décision prise par la Société de s'assurer qu'on ne s'enga gerait à consentir des prêts que pour des projets sur le point d'être mis à exécution et au sujet desquels la documentation nécessaire était fournie à la Société avant le 30 novembre 1977, afin de permettre l'acheminement aussi complet que possible de ces demandes au cours de l'année civile.

La Société s'est préoccupée de plus en plus de ne pas grossir le volume des engagements de prêts en cours pour lesquels toutes les avances n'avaient pas encore été versées. Une telle situation semblait inappropriée au moment où le gouvernement fédéral préconisait une restriction sérieuse des dépenses.

Social Housing

Les logements sociaux

The largest shortfall in loan commitments under CMHC's 1977 capital budget was for the construction and acquisition of housing for low and moderate income people. This was particularly marked for public housing to be rented to tenants according to an approved rent-to-income scale. Commitments for this type of housing financed with loans by CMHC to the provinces, and by joint investment undertakings by CMHC and the provinces, totalled only \$199 million in 1977 compared to a budget allocation for the year of \$353 million. In 1976, some \$403 million had been committed for these purposes under the National Housing Act.

Commitments of NHA loans, accompanied by 10 per cent capital grants to non-profit corporations and cooperatives to help moderate-income people to finance and manage community or cooperative housing developments, totalled \$220 million in 1977 compared to an original budget allocation of \$338 million and actual commitments in the previous year of \$328 million.

Le domaine où l'on a constaté la plus forte réduction des engagements de prêts, en vertu du budget de placements de la Société en 1977, a été la construc tion et l'acquisition d'habitations destinées aux personnes à revenu faible ou moyen, surtout dans le cas des logements publics, habituellement loués d'après une échelle appropriée de loyers proportion nés au revenu des locataires. Les engagements pou ce genre de logements financés à l'aide de prêts que la Société a consentis aux provinces, ajoutés aux placements conjoints de la Société et des provinces se sont élevés à 199 millions seulement en 1977, alors que l'allocation budgétaire pour l'année était de 353 millions et qu'en 1976, environ 403 million avaient été engagés à cette fin en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

Les engagements de prêts aux termes de la Loi auxquels s'ajoutent des subventions de capital de 10 pour cent aux coopératives et aux organismes sans but lucratif pour aider des personnes à revent moyen à financer et gérer des habitations communautaires ou coopératives, ont atteint le chiffre de 220 millions de dollars en 1977, comparativement à une allocation budgétaire de 338 millions et à de engagements de 328 millions l'année précédente.

ocial housing through the NHA ay take the form of public housing, on-profit or cooperative. Many age oups, including the elderly, benefit om this kind of housing.

Les logements sociaux, aux termes de la LNH, peuvent prendre la forme de logements publics ou de logements réalisés par des coopératives et des organismes sans but lucratif. Des personnes de tous les âges, y compris les personnes âgées, bénéficient de logements de ce genre.



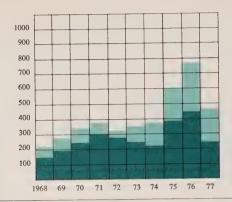








Direct CMHC lending for social housing commitments 1968-1977 (in millions of dollars) Prêts directs de la SCHL pour des logements sociaux – engagements 1968-1977 (en millions de dollars)



Commitments for Social Housing 1977

| | *Budget | Commitments | |
|-------------------------|-------------|-------------|--|
| | \$ Millions | | |
| Public Housing | 353 | 199 | |
| Non-Profit Corporations | 286 | 157 | |
| Cooperatives | 52 | 63 | |
| Total | 691 | 419 | |

^{*}Budget reallocated during the year.

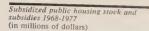
This decline is partly the result of reductions in certain provincial assistance which has provided supplementary support for this activity in the past. It is also the result of difficulties experienced by non-profit corporations in developing new housing projects within the prevailing cost and rental constraints. The present maximum level of NHA start-up funding provided for such groups is \$10 000 per project. Additional assistance is provided under the NHA to community resource organizations to help non-profit groups, on a fee basis, in obtaining access to technical assistance in project planning and management.

Engagements de 1977 pour les logements sociaux

| | *Allocations budgétaires | Engageme |
|------------------------------|-----------------------------|--------------|
| | en million | s de dollars |
| Logement public | 353 | 1 |
| Organismes sans but lucratif | 286 | 1 |
| Coopératives | 52 | |
| Total | 691 | 4 |

*Nouvelles allocations budgétaires approuvées au cours de l'annu

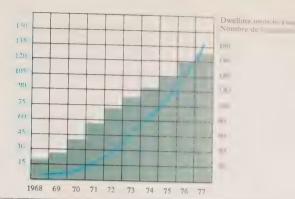
La baisse constatée pour ce genre d'activités résulte en partie des réductions de l'aide accordée p les provinces, laquelle a constitué un appui supplémentaire dans le passé. Elle résulte aussi de difficultés éprouvées par les organismes sans but lucrati à entreprendre de nouveaux projets d'habitations, étant donné les coûts qui prévalaient et les restrictions concernant les loyers. Le montant maximal actuel du fonds de démarrage prévu par la LNH pour les groupes de ce genre est de \$10 000 par projet. Une aide supplémentaire est prévue en vertu de la Loi, aux organismes communautaires de soutien, et vue de fournir, moyennant des honoraires, l'aide technique nécessaire aux groupes à but non lucratif pour l'élaboration et la gestion de leurs projets.





Parc de logements (échelle de droite) Subventions (échelle de gauche)

Parc de logements publics subventionnés et subventions 1968-1977 (en millions de dollars)





In total, the 1977 commitments for the financing social housing related to 7 547 dwelling units in ablic housing projects together with 6 174 dwelling hits and 1 188 hostel beds in non-profit and operative projects. A number of dwellings in these after projects would be made available to low-come tenants on the same rent scale (graduated cording to income) utilized in public housing ojects. Commitments were also made in 1977 to at 2 776 dwellings from private landlords to be add available on the same rent-to-income basis.

At the end of 1977, there were 172 220 cometed and occupied dwelling units subsidized under deral-provincial arrangements, with rents on a aduated scale related to incomes. The federal are of the subsidy paid on these dwellings in 1977 as \$141 million, up from \$117 million in 1976.

Au total, les engagements de la cement de logements sociaux avaien par 7 547 logements publics, 6 174 unités à places dans des foyers, dans des ensembles tions sans but lucratif et entrepris par de tives. Un certain nombre d'habitation derniers ensembles, étaient destinées à faible revenu, selon la même échelle proportionnés au revenu, qui s'applique ensembles de logements publics. Des engagement de logement de propriétaires-loueurs du secteur privé, en vue de les rendre disponibles à des loyers proportionnés au revenu des locataires.

À la fin de 1977, on comptait 172 220 habitations achevées, occupées et subventionnées en vertu d'ententes fédérales-provinciales, dont les loyers étaient établis d'après le revenu des locataires. La part des subventions payées par le gouvernement fédéral pour ces logements, en 1977, s'évaluait à 141 millions de dollars par rapport à 117 millions en 1976.

Rural and Native Housing Program

The social housing activities mentioned do not include rural localities. The Rural and Native Housing Program is directed to these areas. This program has two objectives: first, to ensure adequate housing for low-income families and individuals in rural communities with a population of 2 500 people or less; second, to motivate and assist people in these communities to participate in solving their housing problems through their own organization and efforts.

Since the program began, effectively in 1975, over 15 000 units have been started or rehabilitated with a five-year target of 50 000 units. The 1977 achievement was 7 563 units with 70 per cent representing rehabilitation activities. The rising trend in annual activity suggests that the quantitative target set for this program will be achieved by the early 1980s. The attainment of the objective of having people help themselves continues to be more difficult, though considerable effort is directed to involving residents in the actual production of housing. Some \$3 million was made available under the National Housing Act in 1977, in the form of sustaining grants, for associations formed to organize or assist community and native groups in these activities, and in the form of training activities and the secondment of technical specialists.

Logements pour les ruraux et les autochtones

Les activités visant les logements sociaux dont il es question ci-dessus ne comprennent pas l'habitation dans les secteurs ruraux, qui font l'objet du Program me de logements pour les ruraux et les autochtones Ce programme a un double objectif: en premier lieu, d'assurer une disponibilité suffisante d'habitations convenables pour les familles et les personnes à faible revenu dans les locatités rurales comptant 2 500 âmes ou moins; en second lieu, d'inciter et d'aider la population de ces localités à participer à la solution de leurs problèmes de logement en les aidant à s'organiser et à fournir les efforts nécessair

Depuis le lancement de ce programme, en 1975 plus de 15 000 unités ont été mises en chantier ou restaurées au regard du but à atteindre de 50 000 unités. En 1977, le chiffre total était de 7 563 unite dont 70 pour cent ont été restaurées. Il est permis de prévoir que, du point de vue quantitatif, le but fixé pour ce programme sera atteint au début de la décennie de 1980. La poursuite du second objectif continue de présenter de plus en plus de difficultés. La somme d'environ 3 millions de dollars a été allouée à cet égard, en 1977, en subventions de soutien aux associations créées pour aider des grou pes communautaires et autochtones engagés dans ce genre d'activités, pour organiser des séances d'information ou pour appuyer des spécialistes des questions techniques.

ne Rural and Native Housing Prom provides assistance for lowcome groups and individuals in ral communities. It encourages the groups to build and manage peir own projects. Le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones prévoit une aide financière aux groupes et aux personnes à faible revenu, qui habitent des communautés rurales. Il a aussi pour objet d'encourager ces groupes à construire et gérer leurs propres habitations.









Market Housing

Under the National Housing Act, three main forms of assistance are available in the construction of housing for sale or rent. Direct NHA mortgage loans from CMHC, acting as lender of last resort, are available for both home-ownership and for rental dwellings, on terms similar to those available from private lenders. In addition, NHA mortgage insurance is provided on mortgage loans made for these same purposes by approved lenders. Additional financial help is available under the NHA to facilitate the ownership and rental of moderately priced dwellings, whether the construction of these dwellings has been financed primarily by direct loans from CMHC or by private lenders through insured mortgage loans.

Direct lending for market housing by CMHC declined further in 1977 from its already low level of 1976 and, at \$40.0 million for 1 127 units, was below the provision made for this activity in CMHC's 1977 capital budget. This reduction reflected the ready availability of private mortgage lending with NHA mortgage insurance.

Habitations pour la vente ou la location

La Loi prévoit trois formes principales d'aide en v de la construction d'habitations pour la vente ou l location. À titre de prêteur de dernier recours, la Société peut consentir directement des prêts hypothécaires aux termes de la LNH, à des conditions semblables à celles imposées par les prêteurs du secteur privé, pour l'accession à la propriété et po la location. De plus, l'assurance des prêts hypothé caires de la LNH s'applique aux prêts hypothécaire que les prêteurs agréés consentent à ces mêmes fin Enfin, une aide financière est offerte en vertu de la Loi pour faciliter l'accession à la propriété et la location de logements à des prix moyens, que la construction de ces logements ait été financée ou non par des prêts directs de la Société ou des prêts hypothécaires assurés consentis par les prêteurs privés.

Le volume des prêts directs consentis par la Société pour l'habitation destinée à la vente ou à le location a diminué encore en 1977, à la suite de la baisse déjà enregistrée en 1976, et le chiffre de 40 millions pour 1 127 unités de logement était inférieur à la provision faite pour cette activité dans le budget de placements de la Société pour 1977. La réduction de l'activité concernant ce genre de prêtest une indication de la grande disponibilité des fonds hypothécaires dans le secteur privé en vue de consentement de prêts dotés de l'assurance hypothécaires dans le secteur privé en vue de consentement de prêts dotés de l'assurance hypothécaires dans le secteur privé en vue de consentement de prêts dotés de l'assurance hypothécaires de l'assurance hypothécaires dotés de l'assurance hypothécaires dotés de l'assurance hypothécaires de l'assurance hypothécair

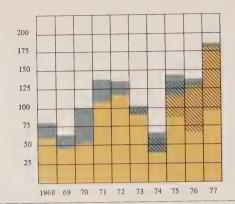
arough the NHA, Municipal Incene Grants are available to municilities who approve the construction medium-density housing. Selon la LNH, des subventions sont offertes à titre d'encouragement aux municipalités qui approuvent la construction de logements à densité moyenne.



PAAP et PALL

NHA assistance for market housing (dwelling units in thousands)

Aide de la LNH à l'habitation pour la vente ou la location 1968-1977 (nombre de logements en milliers)





NHA-insured mortgage Ioans made by private lenders were valued at \$6.0 billion in 1977, up by 38 per cent from the previous year. These loans helped to finance 114 414 new dwelling units, up from 1976, and 62 014 existing dwelling units, nearly double the previous year.

| | 1976 | | 1977 | | |
|----------------------|---------|-------------|---------|-------------|--|
| | Units | \$ Millions | Units | \$ Millions | |
| Loan Insurance | | | | | |
| New Housing | 93 677 | 3 109 | 114 414 | 3 769 | |
| Existing Housing | 35 275 | 1 212 | 62 014 | 2 185 | |
| Sub-Total | 128 952 | 4 321 | 176 428 | 5 954 | |
| Direct CMHC Loans | 3 157 | 103 | 1 127 | 40 | |
| Total | 132 109 | 4 424 | 177 555 | 5 994 | |

A substantial part of the insured NHA mortgage lending activity on new housing, financed by private lenders, was accompanied by assistance from the Assisted Home-Ownership and Assisted Rental Housing Programs of the National Housing Act.

La valeur des prêts hypothécaires assurés consentis par les prêteurs privés aux termes de la LNH était de 6.0 milliards de dollars en 1977, soit 38 pc cent de plus que l'année précédente. Ces prêts ont permis de financer 114 414 nouveaux logements, soit plus qu'en 1976, et 62 014 logements existants, près du double du chiffre de l'année précédente.

Cabitations nour la vanta au la location en vertu de la LNH

| | 1976 | | 1977 | |
|-----------------------------|---------|------------------------|---------|---------------|
| | Unités | Millions de dollars | Unités | Mill de do |
| Prêts assurés | | | | |
| Nouvelles habitations | 93 677 | 3 109 | 114 414 | 3 |
| Habitations existantes | 35 275 | 1 212 | 62 014 | 2 |
| Total partiel | 128 952 | 4 321 | 176 428 | 5 |
| Prêts directs de la SCHL | 3 157 | 103 | 1 127 | |
| Total | 132 109 | 4 424 | 177 555 | 5 |

À une grande partie de tous les prêts hypothécaires assurés aux termes de la LNH pour la construction d'habitations financées par les prêteurs privés, s'est ajoutée l'activité en vertu du Programa d'aide pour l'accession à la propriété et du Progran me d'aide au logement locatif de la Loi nationale sur l'habitation.

ssisted Home-Ownership Program

he Assisted Home-Ownership Program (AHOP) acourages the production of moderately priced busing for sale by providing financial assistance purchasers. This assistance takes the form of an terest-free second mortgage and, depending on the relationship between a home-owner's income and the mortgage and tax payments he is required to take, may also include an outright grant. Additional bisidies are provided by most provincial governments.

At the time of loan approval, in the case of a rect CMHC loan, or the issue of an undertaking-to-sure under NHA, a dwelling unit is designated as gible for this kind of assistance provided its sales ice is moderate. The commitment to the provision the assistance takes place only when the dwelling it is sold.

In 1977, some 32 090 dwellings were designated AHOP assistance, down by 20 per cent from 1976,

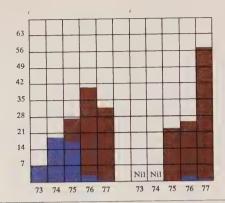
L'aide pour l'accession à la propriété

Le Programme d'aide pour l'accession à la propriété (PAAP) a pour but d'encourager la production d'habitations à prix moyen pour la vente en prévoyant une aide financière aux acheteurs de ces maisons. Cette aide prend la forme d'un prêt sans intérêt deuxième hypothèque et d'une subvention directe, suivant le rapport entre le revenu du futur propriétaire et le montant du paiement hypothécaire et des taxes qu'il doit verser. La plupart des gouvernements provinciaux y ajoutent aussi une autre subvention.

Au moment où le prêt est approuvé, dans le cas d'un prêt direct de la Société, ou lorsqu'une promesse d'assurer est donnée en vertu de la LNH, un logement est reconnu admissible à ce genre d'aide si son prix de vente répond aux exigences du programme. L'engagement de fournir l'aide nécessaire n'est pris que lorsque le logement en question est vendu.

En 1977, quelque 32 090 logements ont été reconnus admissibles à une aide du PAAP; ce chiffre est inférieur de 20 pour cent à celui de 1976; en réalité, 31 743 logements ont bénéficié d'une subvention de ce genre, ce qui est bien inférieur aux

Assisted Home-Ownership Program¹ and Assisted Rental Program² - loan approvals 1973-1977 (dwelling units in thousands) Programme d'aide pour l'accession à la propriété et Programme d'aide au logement locatifé – prêts approuvés 1973-1977 (nombre de logements en milliers)



while actual commitments for such assistance totalled 31 743, significantly below the budgeted provision of 43 390 units. With a year-end inventory of 28 426 dwelling units designated for AHOP assistance but as yet unsold, the shortfall in commitments for this assistance in 1977 is likely to be made up in 1978.

Assisted Home-Ownership and Rental Housing Programs

| | 1976 | | 19 | 77 |
|-------------------|--------|-------------|--------|-------------|
| | Units | \$ Millions | Units | \$ Millions |
| Direct CMHC Loans | | | | |
| AHOP | 1 915 | 6.7 | 1 064 | 3.1 |
| ARP | 239 | 0.7 | 139 | 0.5 |
| Loan Insurance | | | | |
| АНОР | 20 793 | 73.7 | 30 679 | 82.0 |
| ARP | 22 863 | 136.8 | 59 986 | 320.3 |
| Total AHOP | 22 708 | 80.4 | 31 743 | 85.1 |
| ARP | 23 102 | 137.5 | 60 125 | 320.8 |

43 390 unités qui faisaient l'objet des prévisions budgétaires. L'inventaire de fin d'année consistait en 28 426 logements désignés en vue de l'aide du PAAP mais encore invendus, de sorte qu'il est probable que la réduction du nombre d'engagements relatifs à cette forme d'aide en 1977 sera compens en 1978.

Programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif

| | 1976 | | 1977 | |
|--------------------------------|--------|------------------------|--------|--------------|
| | Unités | Millions de dollars | Unités | Mil de de |
| Prêts directs de la schl | | | | |
| PAAP | 1 915 | 6.7 | 1 064 | |
| PALL | 239 | 0.7 | 139 | |
| Prêts assurés du secteur privé | | | | |
| PAAP | 20 793 | 73.7 | 30 679 | |
| PALL | 22 863 | 136.8 | 59 986 | |
| Total PAAP | 22 708 | 80.4 | 31 743 | |
| PALL | 23 102 | 137.5 | 60 125 | |

fordable home-ownership in the v and medium price range is sught within the reach of many rough the AHOP program and feature of grants and interest lucing loans.

Le programme PAAP, qui comporte un prêt en réduction de l'intérêt et une subvention, permet à un grand nombre de personnes d'accéder à la propriété d'une habitation à prix abordable.



Assisted Rental Program

The Assisted Rental Program (ARP) provides for interest-free second mortgage loans on moderately priced rental housing, in order to reduce rents in the early years of the life of the property.

In 1977, commitments for ARP assistance were made for 60 125 dwelling units, substantially higher than the corresponding total of 23 102 dwelling units in 1976. The original allocation for this program in CMHC's 1977 capital budget made provision for ARP assistance on 30 000 dwelling units. In view of the many applications for this assistance. prompted in part by the then expected cessation of the capital cost allowance tax provisions at the end of 1977 (subsequently extended for one year), and because of the need for new rental housing construction, an additional budgetary allocation of \$140 million was made available to this program in August 1977. This reallocation was made possible by the substantial shortfalls in other activities under the National Housing Act for which funding had been approved.

The easing of rental vacancy rates in 1977 may have been influenced by this activity. The easing should be further stimulated as more new rental housing production is completed in 1978.

L'aide au logement locatif

Le Programme d'aide au logement locatif (PALL) a pour objet de consentir des prêts sans intérêt en deuxième hypothèque, pour la construction de logements à loyer à coût modéré, en vue de réduire les taux de loyer durant la première année d'existence des propriétés.

En 1977, des engagements à une aide financièr en vertu du PALL ont été pris à l'égard de 60 125 unités de logement, chiffre bien supérieur au total correspondant de 23 102 unités en 1976. La première affectation de fonds pour ce programme, dar le budget de placements de la Société en 1977, prévoyait une aide financière pour 30 000 unités de logement. Étant donné la forte demande de cette forme d'aide, résultant en partie du fait que l'on prévoyait alors l'abolition des dispositions d'impôt relatives à l'allocation pour gains en capital, à la fir de 1977, (dispositions ultérieurement maintenues pendant une autre année) et vu le besoin de construire de nouvelles habitations à loyer, une somme additionnelle de 140 millions de dollars fut ajoutée au budget de ce programme, au mois d'août de 197

Il est possible que l'activité réalisée en vertu de programme ait influé sur la baisse des taux d'inoccupation des logements locatifs en 1977 et cette baisse sera sans doute accentuée alors qu'un plus grand nombre de logements locatifs seront achevés en 1978.

e Assisted Rental Program stimtes the construction of rental using in the private sector.

Le Programme d'aide au logement locatif encourage la construction de logements à loyer par des entrepreneurs du secteur privé.







Land and Municipal Infrastructure

In 1977, under the land assembly provisions of the NHA, CMHC made direct loan commitments or approved joint investments with provincial governments of \$44 million. This was substantially below the \$86.4 million committed for these purposes in 1976 and the allocation of \$110 million provided in CMHC's 1977 capital budget.

This lower level of commitments in 1977 reflected the emphasis being placed on the development and servicing of existing land holdings rather than on the acquisition of additional land.

By contrast, NHA municipal infrastructure programs continued to be as active as in 1976 and took up the budgets allocated to them. The value of direct NHA sewage and water treatment loans to municipalities in 1977 was \$247 million, compared to a budget allocation of \$281 million and the previous year's total of \$302 million. Offsetting this decline, however, was a 50 per cent increase in NHA grants, designed to supplement increased private financing raised by municipalities for the same purposes.

Grants provided under the National Housing Act for the development of regional sewage and water plans increased from \$489 000 for 12 projects in

Terrains et infrastructure municipale

En 1977, la Société a consenti des prêts directs ou a pris des engagements, conjointement avec les gouvernements provinciaux, de l'ordre de 44 millio de dollars, en vertu des dispositions de la Loi relatives à l'aménagement de terrains. Ce chiffre est bien inférieur aux 86.4 millions engagés aux même fins en 1976 et aux 110 millions prévus au budget de placements de la Société pour 1977.

Cette baisse des engagements à l'égard de ce genre d'activité indique une plus grande préoccupa tion pour l'aménagement et la viabilisation de terrains existants plutôt que pour l'acquisition de terrains supplémentaires.

Par ailleurs, les programmes municipaux d'infrastructure aux termes de la LNH ont continué de susciter autant d'activités que l'année précédente e les allocations budgétaires ont été totalement utilisées. En effet, la valeur des prêts directs consentis a termes de la LNH pour des travaux d'égouts et d'approvisionnement en eau potable en 1977 s'est élever

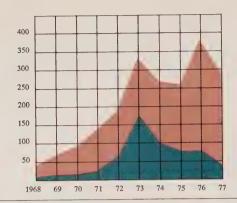
o reduce water and soil pollution, ans to municipalities and provinces r sewage treatment facilities are ailable through the National busing Act. La Loi nationale sur l'habitation prévoit des prêts aux provinces et aux municipalités pour des équipements de traitement des eaux usées, en vue d'aider à enrayer la pollution de l'eau et du sol.







Land and municipal infrastructure – commitments 1968-1977 (in millions of dollars) Terrains et infrastructure municipale – engagements 1968-1977 (en millions de dollars)





1976 to \$950 000 for 25 projects in 1977. Even so, this fell short of the \$2 million allocated for 1977.

Under the Municipal Incentive Grants program, designed to be in effect for the three-year period 1976-1978, municipalities receive a grant of \$1 000 for each eligible new dwelling unit. The eligibility requirements are designed to encourage the development of modest cost dwelling units and more economical urban land use. The total value of such grants paid in 1977 was \$35.5 million, for 35 500 dwelling units. The volume of activity under this program corresponds with expectations for the three-year period.

à 247 millions de dollars, comparativement à une allocation budgétaire de 281 millions et à 302 millions, l'année précédente. Cependant, pour compenser cette diminution, on a enregistré une hausse de 50 pour cent des subventions LNH destinées à compléter le volume accru du financement privé obtenu par les municipalités aux mêmes fins.

La valeur des subventions accordées en vertu de la Loi pour la préparation de plans régionaux d'aqueduc et d'égout est passée de \$489 000 pour 12 projets en 1976 à \$950 000 pour 25 projets en 1977. Là encore, ces chiffres sont bien inférieurs aux deux millions de dollars alloués à cette fin au budget de 1977.

En vertu du Programme de subventions incitatives aux municipalités, destiné à rester en vigueur pendant trois ans, soit de 1976 à 1978, les municipalités en question ont reçu une subvention de \$1 000 pour chaque nouveau logement jugé admissible. Le exigences établissant l'admissibilité ont pour objet d'encourager la construction d'habitations à coût modeste et une utilisation plus économique du terrain en milieu urbain. La valeur totale des subventions de ce genre, accordées en 1977, s'est élevée à 35.5 millions de dollars, correspondant à 35 500 logements et le volume de l'activité réalisée en vert de ce programme correspond à ce qui avait été pré pour la période de trois ans.

leighbourhood and Residential mprovement

uring the year applications for NHA assistance for rojects administered by the Neighbourhood Impovement Program (NIP) and the Residential Rehalitation Assistance Program (RRAP) continued grow.

In 1977, some 148 new areas were designated r NIP assistance. These designations were made by unicipalities which themselves had been selected provincial governments in accordance with agreents between them and the federal government.

There are now 478 such areas, all designated are the inception of the program in 1973. NIP loan mmitments during the year totalled \$15.4 million, the changed from the year before, while grants creased from \$49.4 million to \$54.3 million.

Up to now these grants have been used to ovide social and recreational amenities such as mmunity and day care centres, parks and playounds, and to improve water and sewer services, e up-grading of sidewalks and street lighting, d so on.

Since the Neighbourhood Improvement Program aphasizes a comprehensive approach to consertion and rehabilitation, the assistance available to me-owners and landlords under the Residential habilitation Assistance Program plays a major role

L'amélioration des quartiers et des résidences

L'année 1977 a été marquée par une importante augmentation des demandes d'aide financière en vertu du Programme d'amélioration des un company (PAQ) et du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL).

Au cours de l'année, on a désigné environ 148 nouveaux secteurs à rénover, grâce aux avantages du PAQ. Conformément aux accords conclus entre les provinces et le gouvernement fédéral, ce sont les municipalités, elles-mêmes choisies par les gouvernements provinciaux, qui ont désigné ces secteurs.

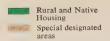
Le nombre total des secteurs ainsi désignés depuis le début du Programme en 1973, est passé à 478. La valeur des engagements pris au sujet du PAQ au cours de l'année s'élevait à 15.4 millions de dollars, soit à peu près le même chiffre que l'an dernier, tandis que la valeur des subventions est passée de 49.4 millions à 54.3 millions.

Jusqu'à maintenant, les subventions de ce genre ont servi à procurer des équipements sociaux et récréatifs comme des centres communautaires et des garderies de jour, des parcs et des terrains de jeux et à financer l'amélioration des services d'aqueduc et d'égout, des trottoirs, de l'éclairage des rues et autres services municipaux.

Vu que le Programme d'amélioration des quartiers met l'accent sur la conservation et la restauration, l'aide financière offerte aux propriétairesoccupants et aux propriétaires-loueurs en vertu du

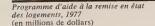


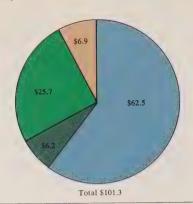
Programme d'amélioration de quartiers



Logement pour les ruraux et les autochtones Secteurs spécialement désignés

Residential Rehabilitation Assistance Program 1977 (in millions of dollars)





within NIP areas. This assistance takes the form of NHA loans, of which part may be forgiven. In NIP areas, RRAP loans were approved for \$69.4 million in 1977, almost all of the amount allocated for the year. When account is taken of RRAP loans outside NIP areas, under the Rural and Native Housing and non-profit programs, the total amount lent in 1977 was \$102 million, of which approximately \$70 million will be forgiven. The corresponding totals in 1976 were \$61 million in loans and a prospective \$42 million in loan forgiveness.

The existing legislation governing the Neighbourhood Improvement Program expires on 31 March 1978. Assistance under the Residential Rehabilitation Assistance Program will continue in NIP areas beyond that date and indeed until all eligible dwellings have been dealt with.

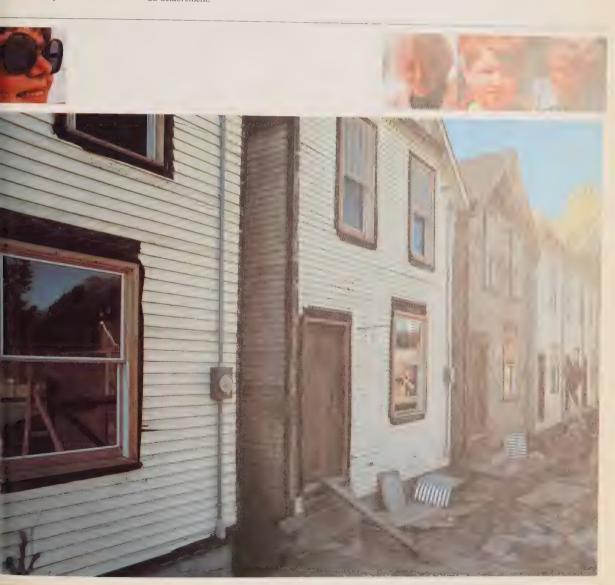
The Home Improvement Loan program of the NHA continued at the low level of the past few years. Partial guarantees on loans for home improvement purposes, mainly by the chartered banks, were approved for \$8.1 million relating to 2 474 loans in 1977.

Programme d'aide à la remise en état des logement joue un rôle important dans les secteurs désignés pour bénéficier du PAQ. Cette aide prend la forme de prêts, consentis aux termes de la Loi, dont une partie peut faire l'objet d'une remise gracieuse. Dans les secteurs du PAO, en 1977, la valeur des pr approuvés aux termes du PAREL s'est élevée à 69.4 millions de dollars, ce qui est à peu près la totalité de la somme affectée à ce programme pour l'année Si l'on tient compte des prêts du PAREL approuvés en dehors du secteur du PAQ, en vertu des program mes de logements pour les ruraux et les autochtone et d'aide aux organismes sans but lucratif, la valeu globale de tous les prêts consentis pour ce genre d'activité en 1977 a été de 102 millions, dont envir 70 millions ne seront pas remboursés. Les chiffres correspondants en 1976 étaient de 61 millions en prêts et de 42 millions en remises gracieuses.

Les mesures législatives régissant le Programm d'amélioration des quartiers doivent prendre fin le 31 mars 1978. Toutefois, l'aide prévue aux termes du PAREL sera maintenue au delà de cette date dar les secteurs du PAQ et jusqu'à ce que toutes les habitations admissibles en aient bénéficié.

Les prêts faisant l'objet du Programme d'amélioration des maisons, de la LNH, et consentis surto par les banques à charte, n'ont pas dépassé le chiff de 2 474 en 1977, ce qui représente 8.1 millions d dollars.

e Neighbourhood Improvement ogram, through municipalities and winces, helps restore and improve er areas which would otherwise cline and decay. Le Programme d'amélioration de quartiers, par l'entremise des municipalités et des provinces, aide à restaurer et améliorer les quartiers vétustes qui seraient autrement voués au délabrement.



Insulation Programs

Programmes d'isolation thermiqu

During the year, the federal government directed the Corporation to establish and operate two new programs to conserve energy in residential dwellings. Financial assistance to purchase insulation materials is provided for both programs. In February 1977, the Home Insulation Program (HIP) was instituted in Prince Edward Island and Nova Scotia, two provinces particularly affected by rising energy costs. In September 1977, the Canadian Home Insulation Program (CHIP) took effect; this program is applicable to all areas of Canada other than Prince Edward Island and Nova Scotia, although it was not until December that arrangements were agreed for the participation of Quebec and Alberta. It was directed initially at the older dwelling stock but is being extended to new dwellings as funds permit.

The Home Insulation Program was funded by a special fund of \$40.3 million established for the purpose, which is administered by the Corporation. In 1977, some 109 800 applications for grants were approved and \$14.4 million advanced.

Under the Canadian Home Insulation Program, 74 600 requests for information kits on CHIP were received during the year. Because of the lead-time required before insulation work is undertaken and claims are submitted, payments of only \$1.3 million were made under the program by the end of the year.

En 1977, le gouvernement fédéral a chargé la Soci de mettre sur pied deux nouveaux programmes en vue de faire réaliser des économies d'énergie dans les bâtiments résidentiels et d'aider à l'achat de matériaux isolants. Au mois de février 1977, le Programme d'isolation des résidences (PIR) a été institué dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvel Écosse, deux provinces particulièrement affectées par la hausse du coût des réserves énergétiques. Le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (PITRC) est entré en vigueur en septembre 1977 pour toutes les régions du Canada sa l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, bie que des accords n'aient été conclus qu'au mois de décembre pour que le Québec et l'Alberta y participent.

Le Programme d'isolation thermique des résid ces a été financé par un fonds spécial de 40.3 millie de dollars, dont la gestion est confiée à la Société. En 1977, 109 800 demandes de subvention ont éta approuvées et 14.4 millions de dollars ont été vers

En vertu du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, le nombre de demand de dossiers d'information reçues à la fin de l'année s'élevait à 74 600. Vu la période de temps qui doit s'écouler avant l'exécution des travaux et la soumi sion des réclamations, la valeur des paiements effe tués aux termes de ce programme, à la fin de l'ann ne s'élevait qu'à 1.3 million de dollars.

Residential Rehabilitation Astance Program operates in contance Program operates in contanction with NIP and helps extend e useful life of existing homes by oviding loans and grants so they can restored to acceptable standards safety and health. Le Programme d'aide à la remise en état des logements se rattache au PAQ pour aider à prolonger la durée utile des habitations existantes, en offrant des prêts et des subventions qui permettent de les restaurer conformément à des normes acceptables de sécurité et de salubrité.



Report on Research and Developmental Activities

Policy Development and Research

The policy development work of the Corporation in 1977 reflected the federal government's specific concern with several areas of housing policy, as well as its desire for a general review of current federal housing policies and programs. The present social housing programs under the National Housing Act received particular attention, as did the Federal Housing Action Program, introduced at the end of 1975, and the Neighbourhood Improvement Program. The Corporation's Program Evaluation Unit, as well as program divisions, played a part in this policy development work. Also involved, particularly with regard to programs affecting urban services, was the Urban Analysis Group of the Ministry of State for Urban Affairs.

The Corporation's research program, funded under Part V of the National Housing Act, continued to be particularly concerned with technological innovations in the housing field, but support was also given to investigations into land market problems, new ways of meeting housing needs in rural and northern areas, the special requirements of handicapped people, and the problems of the mobile housing industry. Efforts to compile and distribute data on housing needs and market conditions continued during the year.

Rapport sur la recherche et l'élaboration de nouveaux concept

La politique de développement et de recherche

L'activité de la Société, dans l'élaboration de ses politiques, a reflété le souci du gouvernement fédéra à l'égard de plusieurs aspects du secteur du logement et son désir de réévaluer globalement les politiques et programmes en cours. Les programmes actuels dogements sociaux, ont été plus spécialement examinés ainsi que le Programme Action Logement Canada, qui date de la fin de 1975, et le Programme d'amélioration des quartiers.

Le nouveau Groupe d'évaluation des programmes, constitué récemment à la Société, et les divisions chargées d'appliquer les programmes ont contribué à l'élaboration des politiques. Il faut auss mentionner la participation du groupe de l'Analyse urbaine du DÉCAU, surtout en ce qui concerne les programmes touchant les services urbains.

Le programme de recherche de la Société, financé aux termes de la Partie V de la Loi, a continué à porter un intérêt particulier aux innovations technologiques dans le domaine du logement. Ce programme a par ailleurs encouragé la recherche solutions aux problèmes du marché des terrains, cherché de nouvelles méthodes pour produire des logements dans les régions rurales et septentrionale et répondant aux besoins particuliers des personne handicapées, et s'est penché sur les difficultés éprotyées par l'industrie de la maison mobile.

Canadian Water Energy Loop NWEL) is a project funded by Ic to determine the feasibility sonverting domestic sewage into ole water, and turning solid te to energy.

Le projet Canadian Water Energy Loop a été financé par la SCHL pour déterminer la possibilité de recycler les eaux usées et de transformer les déchets solides en énergie.





Development

The responsibilities of the former Development Group of the Corporation to develop technological innovations related to housing matters were taken over by the newly established Professional Standards and Technology Sector in 1977. This group analyses the problem of standards relating to community development and housing design and means, to ensure their consistent and effective application under the National Housing Act.

L'élaboration de nouveaux concepts

La responsabilité de l'ancien groupe chargé de l'élaboration de nouveaux concepts dans le domain des innovations technologiques ayant trait à l'habi tation a été confiée à un nouveau secteur de la Société, celui dit des Normes professionnelles et de la technologie, au cours de 1977. Ce dernier analyse les problèmes ayant trait aux normes de développement des collectivités et aux plans de maisons ainsi que les moyens de s'assurer qu'elles soient observées en tout temps et au maximum dan les activités entreprises en vertu de la Loi. Ce grou a pris des décisions majeures dans la préparation des normes relatives au chauffage solaire et l'élabo ration d'une politique pour la recherche et le déve loppement de l'utilisation de l'énergie solaire com moyen de chauffer l'espace habitable et de fournir l'eau chaude domestique.

e special housing needs of the idicapped and disadvantaged are quently met by funds available ough the National Housing Act. La Loi nationale sur l'habitation prévoit que des capitaux soient affectés pour répondre aux besoins particuliers en logements des personnes handicapées.





The group took major initiatives in the development of solar heating equipment standards and in working out a strategy for the research and development of the solar utility concept of providing space and domestic hot water heating. Work relating to waste disposal and treatment continued on a demonstration plant, in a Toronto apartment building, known as the Canadian Water Energy Loop (CANWEL) system. The sewage treatment component of this plant was completed in 1977 while the garbage treatment component was near completion at year-end. A municipal experimental CANWEL plant at Vaudreuil was also completed and operated on an experimental basis in the last few months of the year.



Dans le domaine du recyclage des eaux usées et du traitement des déchets domestiques en vue de production d'énergie, le système CANWEL (Canadi Water Energy Loop) a continué d'être utilisé dans un complexe expérimental d'habitation de Toront où les expériences de ce genre se poursuivent deput 1977. Un projet expérimental analogue a été entre pris, au niveau municipal, à Vaudreuil, et les expériences ont été poursuivies au cours des derni mois de l'année.

Demonstration

which plays a major role in developing and demonrating innovative solutions to housing and comunity problems. The objective of its Demonstration rogram is to plan and to have built, by the private ctor including non-profit and cooperative groups, tractive communities and affordable homes that fer new choices of environment and accommodaon in a variety of urban settings. Such projects test ternative designs and plans, and explore alternative proaches to financing, tenure, service and her aspects of development. The Corporation orks in close cooperation with the provincial and cal authorities in whose jurisdiction projects are

At the Maryfield Demonstration Community in Charlottetown, plans for the 36 ha (hectare) site were completed in 1977, and roads and infrastructure in the first phase were begun. Five model homes were built and sold, and units in the main phase of the development were under construction at year-end. The project is bringing to the Prince Edward Island market a medium-density development of affordable housing that conserves land and energy as an alternative to the existing sprawl of bungalows on large lots. It is a model which both the industry and the public sector are now beginning to adapt to other locations.

L'application de nouveaux concepts

La schl joue un rôle déterminai et la mise en œuvre de solution problèmes de logement et d'aménas tivités. Le but du Programme d'app nouveaux concepts est de planific par des entrepreneurs du secteur pi coopératives et des groupes sans ments de prix abordables et des comm agréables, avec l'ambition ullumination ul un éventail aussi vaste que possible aussi formes neuves de design et de plant de la company de la co examine aussi bien les méthodes de fir les modes d'occupation des lieux, les services. que tous les autres aspects du développement. Société travaille en étroite collaboration avec le provinces et les municipalités sur le territoire desquelles sont situés les projets en question.

 À Charlottetown, le projet communautaire de démonstration Maryfield a pris forme en 1977, alors que les plans du complexe de 36 hectares ont été terminés et les routes et infrastructures entreprises. Cinq maisons modèles furent construites et vendues et les unités de la phase majeure de

- Basic planning work was completed at the Woodroffe Demonstration Community in suburban Ottawa. By combining land uses and providing a mix of housing types, it will preserve the traditional advantages of suburban living for its 14 000 residents while increasing land use efficiency and improving access to shopping and other services. All types of housing are included in the first phase of construction, which is due to begin in the spring of 1978.
- LeBreton Flats, also in Ottawa, is a major new community in the inner city which will house families of mixed incomes in different kinds of accommodation on more costly land. All eight pilot units incorporate a solar heating system for hot water and supplementary space heating, and technological and social testing will be undertaken before the construction of the first main phase of 425 units, expected in 1978.

développement étaient en voie de construction à la fin de l'année. Ce projet apporte au marché de l'Île-du-Prince-Édouard un ensemble de logemer à densité moyenne et de prix abordables, constituant pour l'usager un second choix qui, tout en contribuant à économiser terrain et énergie, permet d'éviter l'actuel tendance vers des bungalow construits sur de grandes étendues de terrain. Ce projet constitue donc un modèle que l'industrie, tout comme le secteur public, adapte à d'autres endroits.

- La planification de base du projet communautai de démonstration Woodroffe, dans la banlieue de la capitale nationale, est terminée. En combinant l'utilisation des terrains et la variété des modèles de logements, le projet sauvegardera les avantage traditionnels de la vie suburbaine pour ses quele 14 000 résidants tout en augmentant l'efficacité de l'utilisation du sol et l'accessibilité aux service de toute nature. Tous les genres de logements so représentés à Woodroffe dans cette première phe de la construction qui doit débuter au printempse de 1978.
- Le projet des Plaines LeBreton, toujours à
 Ottawa, est une importante communauté nouve
 du centre-ville qui constituera un harmonieux
 mélange de différents types d'habitations logear
 des familles à revenus divers, sur un terrain rela
 tivement cher. Chacune des huit unités pilotes et

emonstration projects offer new oices of environment and accomdation in a variety of urban tings. Des projets sont entrepris à titre de démonstration dans diverses parties du Canada pour offrir un éventail de choix d'habitations et de plans d'aménagement en milieu urbain.







- At the Fournier Demonstration community in Hull, the community animation program was well underway at the end of 1977. The development aims to revitalize an existing neighbourhood, as well as building some 850 new housing units, a community shopping and recreation area, and a park and open space system on the shore line around the development. The community design is expected to be implemented as soon as the housing market improves.
- The infrastructure and roadways were completed at the Demonstration Community in Revelstoke and the construction began of some 200 units on the 36 ha (hectare) site. Both home-ownership and rental accommodation will be available, a choice not always found in smaller towns. Other innovations include a road system that minimizes snow clearance for the municipality and a technique for reducing heating requirements.



dotée d'un système de chauffage solaire (qui fou nit l'eau chaude domestique et sert de chauffage supplémentaire) et des tests socio-technologique seront entrepris avant la construction de la première tranche des 425 logements, prévue pour 1978.

- En ce qui concerne le projet de démonstration Fournier, à Hull, le programme d'animation con munautaire était fermement implanté à la fin de 1977. Ce projet a pour objet la restauration d'un quartier existant, la construction d'environ 850 unités, d'un centre commercial et récréatif, l'am nagement d'un parc et de diverses zones vertes le long de la rivière qui contourne ce lotisseme La mise en marche de ces divers travaux devrait commencer dès que l'état du marché de l'habitation s'améliorera.
- Les infrastructures et voies de communication du projet communautaire de Revelstoke ont été terminées et la construction d'environ 200 unité sur une superficie de 36 hectares a commencé. Deux formules de logement la propriété et la location seront disponibles, une alternative qui ne se rencontre pas toujours dans des villes de taille restreinte. Parmi les innovations à soulign un réseau routier qui minimise les travaux de déblaiement de la neige par la municipalité et diverses mesures prises en vue de réduire la consommation d'énergie.

Report on Financial Operations

Loans and Investments

The Corporation's 1977 capital budget was approved by government in the amount of \$1 819 million for committing loans and investments under the ational Housing Act. Actual commitments during he year amounted to \$1 355 million, reflecting in art a lack of response to some NHA programs, parcularly for social housing and, in part, deliberate ection by the Corporation prompted by a decision to estrain the growth in undisbursed commitments. The espite this, there were \$2.4 billion undisbursed commitments at the end of 1977.

Funds advanced in 1977 against loan and investment commitments totalled \$1 076 million, the geater part relating to commitments of previous gars. Net of repayments, this investment in loans and joint federal-provincial projects accounted for the major part of the increase of \$644 million in the forporation's assets in 1977, to \$9.8 billion at gar-end.

The Corporation's investments are funded priarily through borrowings from the government of anada. These borrowings reached \$9.7 billion in 1977, an increase of 6.6 per cent from the year afore, in line with the increase in assets.

The Corporation's assets include 17 355 dwelling bits with a net book value of \$197 million. These coperties were acquired in part from federal evernment departments and agencies and in part tough mortgage default, particularly under the

Rapport des opérations financières

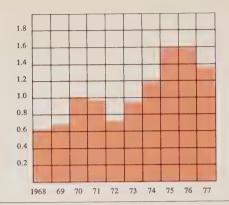
Prêts et placements

Le budget de placements de la qu'approuvé par le Gouverne 1819 millions de dollars et et des placements en vertu de la l'habitation. Le montant réel des au cours de l'année n'a pas dépa d'une part, à cause d'un manque à certains programmes de la en ce qui concerne les logemen part, parce que la Socient de restreindre l'accroissemen déboursés. En dépit de cett gagements non déboursés s'éle de dollars à la fin de 1977

La valeur des capitaux avancé des engagements de prêts et de plan de la 1 076 millions, dont la plus grande partie se rapportait à des engagements pris au cours de années antérieures. Compte tenu des rembourments, ces avances au compte des prêts et les placements dans des projets fédéraux-provinciaux expliquent la plus grande partie de l'augmentation de 644 millions de l'actif de la Société en 1977. lequel a atteint 9.8 milliards à la fin de l'année.

Les placements de la Société sont financés surtout grâce à des emprunts du gouvernement du

Capital budget commitments 1968-1977 (in billions of dollars) Engagements du budget de placements 1968-1977 (en milliards de dollars)





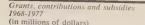
former program for NHA loans to limited-dividend corporations. In 1977, some 1 500 dwelling units were sold under the sales program launched late in 1976, with provincial governments and non-profit corporations having priority in purchases. In the same period, a further 2 200 dwelling units were acquired, resulting in a net increase in real estate holdings in the year.

In addition to corporate assets, the Corporation also administers the Mortgage Insurance Fund, the Home Improvement Loan Insurance Fund, the Rental Guarantee Fund and the newly established Home Insulation Contribution Fund. When account is taken of these, the assets under the Corporation's administration totalled \$10.5 billion at the end of 1977.

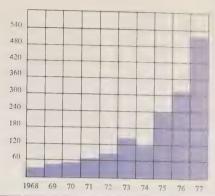
Canada. La valeur de ces emprunts a atteint, en 1977, le chiffre de 9.7 milliards, soit une augmentation de 6.6 pour cent sur l'année précédente, ce qui correspond à l'augmentation de l'actif.

L'actif de la Société comprend 17 355 logemen dont la valeur comptable est de 197 millions de dollars. Une partie de ces propriétés proviennent de certains ministères et organismes du gouvernement fédéral et les autres ont été acquises à la suite du défaut de paiement des obligations hypothécaire surtout aux termes de l'ancien programme de prêts LNH consentis aux sociétés à dividendes limités. En 1977, la Société a vendu environ 1 500 unités de logement en vertu du programme de vente lancé à la fin de 1976 et qui accordait la priorité aux gouvernements provinciaux et aux sociétés sans bu lucratif. Au cours de la même période, la Société a fait l'acquisition de 2 200 autres logements, ce qui a résulté en une augmentation nette de ses placements immobiliers pour l'année.

En plus de ses actifs propres, la Société administre aussi le Fonds d'assurance hypothécaire, le Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons, le Fonds de garantie de loyer et le nouveau Fonds de contribution à l'isolation des résidences. Compte tenu de tous ces fonds, la valeu de tous les éléments d'actif confiés à la gestion de la Société s'élevait à 10.5 milliards de dollars à la fin de 1977.



Octrois, contributions et subventions 1968-1977 (en millions de dollars)



Frants, Contributions and Subsidies

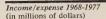
Octrois, contributions et subventions

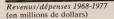
administering the subsidy, grant and contribution ovisions of the National Housing Act, as distinct om its financial institution role, the Corporation vanced \$524 million in 1977, 62 per cent more an the \$323 million of 1976.

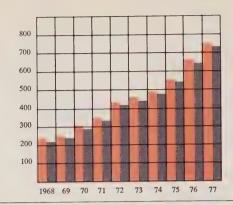
These funds were appropriated by Parliament d recovered by the Corporation through the inister. They are used for public housing subsidies, ants to non-profit corporations, cooperatives and me-owners, and for the forgiveness of interest

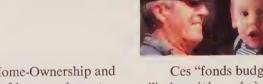
À titre d'organisme dont le gouvernement! se sert pour accorder des octrois, des contribut et des subventions aux termes de la Loi na sur l'habitation et en plus de s'acquitter de son d'institution financière, la Société a avancé la som de 524 millions de dollars en 1977, ce qui rep sente 62 pour cent de plus par rapport à 323 millions en 1976.

Ces sommes ont été votées par le Parlement et recouvrées du Ministre par la Société. Elles servent au versement de subventions pour les logements publics, d'octrois aux sociétés sans but lucratif, aux coopératives et aux propriétaires-occupants et à la renonciation aux paiements d'intérêt en vertu des programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif. Il faut mentionner aussi la remise d'une partie des prêts et les subventions accordées à l'égard des projets de traitement des eaux-vannes et d'approvisionnement en eau potable. En 1977, il faut ajouter les fonds affectés au Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (PITRC), que la Société est chargée d'appliquer.





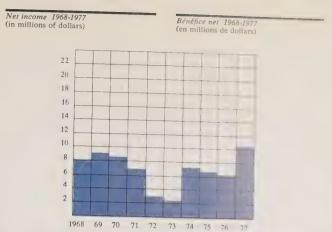




payments under the Assisted Home-Ownership and Rental Programs. Forgiveness of loans and grants for the development of sewage treatment and water facilities is also provided for by these appropriations. Newly added in 1977 were funds for the Canadian Home Insulation Program (CHIP) administered by the Corporation.

Also included in these "budgetary funds" is compensation to the Corporation for activities undertaken at government direction in past years. This includes the recovery of losses where lending rates did not cover borrowing rates and required interest margins; operating losses on real estate where rents are charged which are below market levels; and the administrative costs of certain programs for which no other income will be earned by the Corporation.

Ces "fonds budgétaires" comprennent aussi l'indemnité versée à la Société pour des activités entreprises selon les directives du Gouvernement au cours des années antérieures. Il s'agit du recouvrement des pertes dans les cas où les taux des prêt ne suffisaient pas à couvrir les taux d'emprunt et le marges d'intérêt requises; les pertes d'exploitation des propriétés immobilières pour lesquelles on exig des loyers inférieurs à ceux du marché; et les coûts d'administration de certains programmes pour lesquels la Société n'obtiendra aucun autre revenu.



)perating Income

Revenu d'exploitation

ne Corporation's net income for 1977, after tax, as \$10.8 million, up from \$7.1 million in the eceding year. This increase was the result of short-m factors, including a revised basis for reimburse-ent to the Corporation for interest rate losses. Here has been no change in the longer-term expect-on of a continuing decline, under present finan-ul arrangements, in the Corporation's net income. It can be considered to develop, would make it possible for the Corporation to meet its administive costs from its own revenues. This would ply reliance on government financing.

The amount transferred to the Receiver-General, a result of the Corporation's operations in 1977, \$11.2 million. This brings the total of such insfers since the establishment of the Corporan to \$250 million. These payments are in addition taxes paid or payable which, in 1977, amounted \$10.6 million.

Le bénéfice net de la Société en a été de 10.8 millions de dollar millions l'année précédente. Cett le résultat de facteurs à court terme nouvelle base de remboursemen pertes sur les taux d'intérêt. En financières actuelles, aucun chang situation ne permet de prévoir qu'à plu le bénéfice net de la Société cessera de din on permettait que cette tendance persi drait impossible pour la Société de produir revenu qui suffirait à couvrir ses frais d'infinite et elle devrait alors compter sur l'aide de gouvernement pour financer ces frais

À la suite des opérations de la Société en 197 la somme de 11.2 millions de dollars a été virée au crédit du Receveur général, ce qui porte à 250 millions le total des virements de ce genre effectués depuis l'établissement de la Société. Ces virements s'ajoutent aux impôts payés ou à payer qui, en 1977, s'élevaient à 10.6 millions de dollars.

National office Bureau national

- Ottawa

Regional offices

- = St. John's, Nflo = Fredericton = Charlottetown St. John's, Nfld.

- Charlotteto
 Halifax
 Montréal
 Toronto
 Winnipeg
 Regina
 Edmonton
 Vancouver

- Bureaux régionaux
 - Corner Brook

Local offices and representatives

- Gander • Goose Bay
- Grand Falls Marystown St. John's
- Bathurst • Edmundston • Fredericton
- Moncton
 Saint John, N.B.
 Charlottetown
- CharlottetownHalifaxNew GlasgowSydneyYarmouth

- Chicoutimi • Hauterive

- Bureaux locaux et représentants

 - Laval-Laurentides Rive-Sud (Longueuil) Montréal (4)

 - Québec Rimouski Sept-Iles
 - Sherbrooke
 - Trois-RivièresVal d'Or
 - Barrie
 - Cornwall Elliot Lake

 - Hamilton
 - Kenora

 - Kingston
 Kitchener
 London

 - Mississauga
 - North Bay
 Oshawa

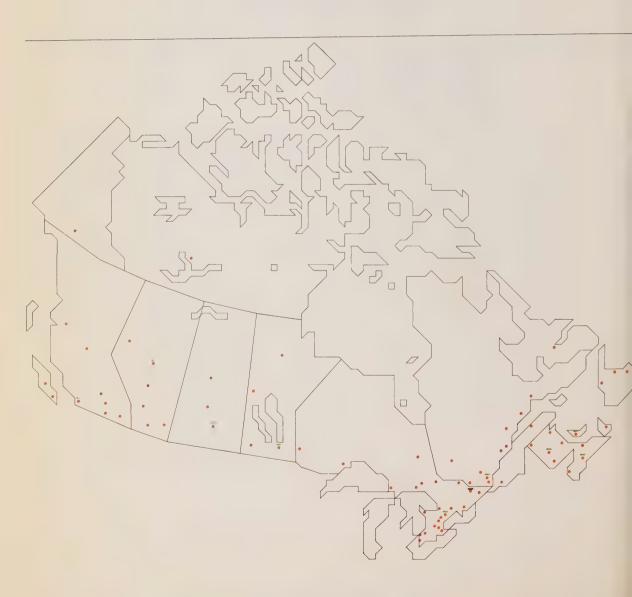
 - OsnawaOttawaOwen SoundPembrokePeterborough

 - St. Catharines

- Sarnia
 Sault Ste. Marie
- Sudbury
- Thunder Bay

- Timmins Toronto • Windsor Brandon
 The Pas
 Thompson Thompson
 Winnipeg
 Prince Albert
 Regina
 Saskatoon
 Calgary
 Edmonton • Grande Prairie Lethbridge
 Medicine Hat
 Red Deer • Yellowknife Courtenay
- Cranbrook Kamloops Kelowna
 Prince George • Terrace TrailVancouverVictoria

Whitehorse



nancial Statements

uditors' Report

The Honourable the Minister State for Urban Affairs

have examined the balance sheet of ntral Mortgage and Housing Corporation as December 31, 1977 and the statements of serve fund, operations, financial activities d insurance, guarantee and contribution nds for the year then ended. Our examinan was made in accordance with generally cepted auditing standards and accordingly luded such tests and other procedures as considered necessary in the circumstances. In our opinion, the accompanying statents are in agreement with the books of ount of the Corporation and present a true I fair view of the state of affairs of the poration as at December 31, 1977 and results of its operations for the year then led in accordance with generally accepted ounting principles applied on a basis sistent with that of the preceding year. In our opinion, proper books of account e been kept and the transactions of the poration that have come under our notice e been within the powers of the Corporation.

rick A. Ryan, C.A. ne firm rne Riddell & Co.

ide D. Henry, C.A. ne firm neu, Noiseux & Associés

États financiers

Rapport des vérificateurs

À l'honorable Ministre d'État chargé des Affaires urbaines

Nous avons vérifié le bilan de la Société centrale d'hypothèques et de logement au 31 décembre 1977, ainsi que les états du fonds de réserve, d'exploitation, d'activités financières et fonds d'assurance, de garantie et de contribution pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers sont conformes aux livres de comptes de la Société et présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1977, et le résultat de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, des livres de comptes adéquats ont été tenus et les opérations de la Société venues à notre connaissance étaient de la compétence de la Société.

Patrick A. Ryan, C.A. de la firme Thorne Riddell & Cie.

Claude D. Henry, C.A. de la firme Maheu, Noiseux & Associés

wa, February 16, 1978

Ottawa, le 16 février 1978

Balance Sheet

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Bilan

en milliers de dollars

| Assets | Actif | | December 31, 31 décembre |
|---|---|---------------------------|-----------------------------|
| Investments Loans – Schedule I | Placements Prêts — Tableau I | \$ 8,834,104 | \$ 8,35 |
| Investments under Federal-Provincial Agreements – Schedule II | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales – Tableau II | 685,575 | 57 |
| Real Estate (Note 2) at cost, less accumulated depreciation (1977 – \$36,487; 1976 – \$34,410) Schedule III | Placements immobiliers (Note 2) au coût, moins amortissement accumulé (1977 – \$36,487; 1976 – \$34,410) Tableau III | 197,337 | 16 |
| Agreements for Sale and Mortgages arising from sales of real estate, including accrued interest | Conventions de vente et prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles, y compris les intérêts courus | 39,655 | 3 |
| | | 9,756,671 | 9,13 |
| Accounts Receivable Due from the Minister Due under Federal-Provincial Agreements Other | Comptes à recevoir Dû par le Ministre Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Autres | 19,234 34,790 1,873 | 1 2 |
| Other Assets | Autres éléments d'actif | 14,230 | 1 |
| Business Premises, Office Furniture and Equipment at cost, less accumulated depreciation (1977 – \$9,897; 1976 – \$8,727) | Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement au coût, moins amortissement accumulé (1977 – \$9,897; 1976 – \$8,727) | 8,393 | |
| , | | \$ 9,835,191 | \$ 9,19 |
| Assets of the Insurance, Guarantee and Contribution Funds | Actif des fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ 647,931 | \$ 50 |

Raymond V. Hession President/Président

| bilities | Passif | December 31, 1977 31 décembre 1977 | December 31, 1976 31 décembre 1976 | |
|--|--|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| rrowings from the Government of nada (Note 3) — Schedule IV | Emprunts du gouvernement du Canada (Note 3) – Tableau IV | \$ 9,708,815 | 2. 333311313 1370 | |
| eques issued in excess of funds deposit | Chèques en circulation diminués des montants en dépôt | 21,420 | 0,100,202 | |
| counts Payable and Accrued Liabilities to the Receiver General under Federal-Provincial Agreements er | Comptes à payer et frais courus Dû au Receveur général Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Autres | 11,840 27,042 19,716 | 1,037 | |
| osits, Contractors' Holdbacks and erred Income | Dépôts, retenues d'entrepreneurs et revenu reporté | 6,294 | 6,109 | |
| erred Profits lales of real estate | Profits reportés sur ventes d'immeubles | 10,064 | 10,874 | |
| | | 9,805,191 | 9,161,502 | |
| ital Provided and fully paid by the Pernment of Canada | Capital autorisé et payé par le gouvernement du Canada | 25,000 | 25,000 | |
| erve Fund | Fonds de réserve | 5,000 | 5,000 | |
| | | 30,000 | 30,000 | |
| | | \$ 9,835,191 | \$ 9,191,502 | |
| rance, Guarantee and Contribution is | Fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ 647,931 | \$ 535,498 | |

Scott Crombie, C.A.
Accountant/Comptable en chef

Statement of Reserve Fund

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

État du fonds de réserve

en milliers de dollars

Balance, beginning of year Solde au début de l'exercice

Add: Net Income for the year Ajouter: Bénéfice net de l'exercice

Profits realized on sales of assets acquired Profits sur ventes d'actifs acquis à titre without cost from the Government of Canada gratuit du gouvernement du Canada

Deduct: Employees' termination benefits attributable to prior years service

Excess over statutory limitation transferred to the credit of the Receiver General

Déduire: Primes de cessation d'emploi se rapp

tant aux exercices antérieurs

Excédent sur la limite statutaire, viré au crédit du Receveur général

Balance, end of year

Solde à la fin de l'exercice

| Year ended ember 31, 1977 xercice terminé décembre 1977 | Year ended December 31, 1976 Exercice terminé le 31 décembre 1976 |
|--|--|
| 5,000 | \$ 5,000 |
| 10,767 | 7,098 |
| 432 | 615 |
| 11,199 | 7,713 |
| _ | 6,705 |
| 11,199 | 4.000 |
| 11,199 | 1,008 7,713 |
| , | 7,713 |
| 5,000 | \$ 5,000 |
| | |

Statement of Operations

in thousands of dollars

État de l'exploitation

en milliers de dollars

| Loans | Prêts |
|---|--|
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts attribuabl |
| | à des prêts à taux inférieurs au coût d'emprun Droits de demande sur les prêts hypothécaires |
| Application fees on mortgage loans | Droits de demande sur les prets hypothecanes |
| | |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Canad |
| Forgiveness of loans | Renonciation de prêts |
| Federal-Provincial Agreements | Ententes fédérales-provinciales |
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts attribuabl à des prêts à taux inférieurs au coût d'emprun |
| | |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Cana |
| Character at leases prining from | Participation dans les pertes nettes encourues |
| Share of net losses arising from agreements | en vertu des ententes |
| Agreements for Sale and Mortgages | Conventions de vente et prêts |
| Agreements for bare and mortgages | hypothécaires |
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Cana |
| Real Estate | Placements immobiliers |
| Operating loss | Perte d'exploitation |
| Gain on disposal of real estate | Profit sur vente d'immeubles |
| Loss on disposal of uninsured properties | Perte sur vente de propriétés non assurées |
| Other Income | Autres revenus |
| Grants, Direct Subsidies and Research | Octrois, subventions directes et recherche |
| Margin on Financing Operations | Bénéfice sur activités de financement |
| At the district | Frais d'administration |
| Administrative Expenses Recoveries – Fees earned for services | Recouvrements - Honoraires pour services |
| - Charged to the Minister | - Imputés au Ministre |
| T. 10 | Total des imputations au Ministre |
| Total Charged to the Minister Schedule V | Tableau V |
| | |
| Income before Income Taxes | Bénéfice avant impôt sur le revenu |
| Income Taxes | Impôt sur le revenu |
| | |
| Net income transferred to Reserve Fund | Bénéfice net, viré au fonds de réserve |
| 110t modifie transferred to meserve t und | |

| | Year er Exercice term | nded December 31, 1977 iné le 31 décembre 1977 | | Year Exercice terr | ended December 31, 1976 niné le 31 décembre 1976 |
|--------------------|--------------------------|---|---------------------|-----------------------------|--|
| Dire | Operations Activités de | Grants, contributions and subsidies on behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions | | t Financing Operations | Grants, contributions and subsidies on behalf of the Minister Octrois, contributions |
| financ | ement direct | imputés au Ministre | | Activités de ment direct | et subventions imputés au Ministre |
| 65 8,652 | 2 | | \$ 588,670 | | |
| 28,004 | | \$ 28,004 | 11,403 | | A 44 400 |
| 6,319 692,975 | | | 5,173 605,246 | | \$ 11,403 |
| 624,045 | \$ 68,930 | | 548,740 | AEC 500 | |
| | | 120,871 | 346,740 | \$56,506 | |
| | | 120,071 | | | 99,846 |
| 46,919 | | | 37,108 | | |
| 373 47,292 | | 373 | 201 | | 201 |
| | 0.000 | | 37,309 | | |
| 43,989 | 3,303 | | 35,322 | 1,987 | |
| | | 30,487 | | | 20,762 |
| | | | | | |
| 2,824 | | | 2,866 | | |
| 567 | 2,257 | | 610 | 2,256 | |
| | 2 220 | 11,291 | | | 11,944 |
| | 2,328 | 1,211 | | 1,539 | 268 |
| | 5,419 | | | 3,191 | |
| | | 307,302 | | | 159,238 |
| | 82,237 | | | 65,479 | |
| 89,999 | | | 74,381 | | |
| (4,971) 24,167) | | 24,167 | (3,470) (19,635) | 51,276 | 19,635 |
| | | | | | * ************************************ |
| | | \$ 523,706 | | | \$ 323,297 |
| | 21,376 | | | 14,203 | |
| | 10,609 | | | 7,105 | |
| | | | | | |
| | \$ 10,767 | | | \$ 7,098 | |
| | | | | | |

Statement of Financial Activities

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

État des activités financières

en milliers de dollars

Financial resources provided Operations:

Interest earned

Cash recovered from the Minister

Other revenues

Increase in accrued interest on borrowings
Increase (decrease) in operating liabilities and
deferred income
Borrowings from the Government of Canada
Loan repayments
Increase (decrease) in agreements for sale and
mortgages
Profits realized on sales of assets acquired without
cost from the Government of Canada
Received from the Minister on prior year's
disbursements

Provenance des ressources financières Exploitation:

Revenu d'intérêts Fonds récupérés du Ministre Autres revenus

Augmentation des intérêts courus sur emprunt Augmentation (diminution) du passif d'exploitation et du revenu reporté Emprunts du gouvernement du Canada Remboursements de prêts Augmentation (diminution) des conventions de vente et prêts hypothécaires Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit du gouvernement du Canada Déboursés relatifs aux exercices antérieurs perçus du Ministre

Financial resources applied Operations:

Interest expense
Expenditures made on behalf of the Minister
excluding depreciation
Administrative expenses excluding

depreciation

Income taxes

Utilisation des ressources financières

Exploitation:

Dépense d'intérêts
Déboursés effectués au nom du Ministre
excluant l'amortissement
Frais d'administration excluant
l'amortissement
Impôt sur le revenu

Increase in accrued interest on loans
Increase in operating assets
Excess reserve fund transferred to the credit of
the Receiver General
Repayment of borrowings from the Government
of Canada
Loan advances
Real estate additions (net)
Investments under Federal-Provincial agreements

Business premises, office furniture and equipment additions

Augmentation des intérêts courus sur prêts
Augmentation de l'actif d'exploitation
Excédent du fonds de réserve viré au crédit
du Receveur général
Remboursements d'emprunts du
gouvernement du Canada
Avances sur nouveaux prêts
Placements immobiliers (net)
Placements en vertu d'ententes
fédérales-provinciales
Immeubles à l'usage de la Société, mobilier
de bureau et équipement

| Year I Exercice terr | Ended December 31, 1977 miné le 31 décembre 1977 | Year Exercice te | Ended | 1 December 31, 1976 le 31 décembre 1976 |
|--|--|--|-------|--|
| Direct Financing Operations Activités de financement direct | Grants, contributions and subsidies on behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | Direct Financing Operations Activités de financement direct | Ŀ | Grants, contributions and subsidies on behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre |
| 713,282 14,150 | \$ 520,664 | \$ 631,393 | \$ | 328,222 |
| 727,432 7,744 44,156 | | 642,017 10,131 (4,974) | | |
| 912,500 511,746 (243) | | 1,235,500 382,698 4,269 | | |
| 432 873 | (873) | 615 8 ,784 | | (8,784) |
| 2,204,640 | \$ 519,791 | \$ 2,279,040 | \$ | 319,438 |
| 640,224 | \$ 519,791 | \$ 573,068 | \$ | 319,438 |
| 64,503 10,609 | | 60,419 7 ,105 | Ť | 310,430 |
| 715,336 44,489 | | 640,592 | | |
| 37,875 | | 35,417 19,631 | | |
| 11,199 | | 1,008 | | |
| 320,711 947,536 39,325 | | 314,843 1,142,980 40,001 | | |
| 86,886 | | 82,563 | | |
| 1,283 | | 2,005 | | |
| 2,204,640 | \$ 519,791 | \$ 2,279,040 | \$ | 319,438 |

Statement of Insurance, Guarantee and Contribution Funds

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

État des fonds d'assurance, de garantie et de contribution

en milliers de dollars

| ssets | Actif | December 31, 1977 31 décembre 1977 | December 31, 31 décembre | |
|---|--|---|--------------------------|--|
| Mortgage Insurance Fund Cash Due from (to) Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Mortgages Real estate | Fonds d'assurance hypothécaire Encaisse Comptes à recevoir de (à payer à) la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Hypothèques Placements immobiliers | \$ 2 (583) 434,315 101,226 70,965 | \$ 37 9 4 | |
| | | \$ 605,925 | \$ 52 | |
| Home Improvement Loan Insurance Fund Cash Due to Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Mortgages | Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons Encaisse Comptes à payer à la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Hypothèques | \$. 1 (71) 4,982 98 | \$ | |
| | | \$ 5,010 | \$ | |
| Rental Guarantee Fund Cash Due from Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Real estate | Fonds de garantie de loyer Encaisse Comptes à recevoir de la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Placements immobiliers | \$ 1 15 6,420 3,002 | * | |
| | | \$ 9,438 | \$ | |
| Home Insulation Contribution Fund Cash Due from Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost | Fonds de contribution à l'isolation des résidences Encaisse Compte à recevoir de la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti | \$ 8 93 27,457 | | |
| | | \$ 27,558 | | |
| Total Assets | Total de l'actif | \$ 647,931 | \$ | |

| ontinuity of Funds | December 3 Exercice | | Year Ended mber 31, 1977 tercice terminé écembre 1977 | 231, 1977 December 31 December 31 Exercice to | |
|--|--|----|--|---|----------------|
| | | | | 16 3 1 06 | scembre 1976 |
| es | D 1 | | | | |
| come from securities | Droits | \$ | 52,123 | Ś | 35,376 |
| come from mortgages | Revenu d'intérêts sur placements Revenu d'intérêts sur hypothèques | | 32,063 | | 25,991 |
| al estate acquired on claims | Immeubles acquis lors du règlement | | 8,292 | | 8 097 |
| | de réclamations | | 46,802 | | 40.000 |
| ovision for revaluation of real estate | Provision pour réévaluation des immeubles | | (4,294) | | 12,89 9 |
| s: Net loss on operation and disposal | A4.5. | | 134,986 | | 80,386 |
| of real estate | Moins: Pertes nettes sur exploitation et | | | | 00,000 |
| Administrative expenses | vente d'immeubles Frais d'administration | | 754 | | 2,005 |
| | Trais a administration | | 3,249 | | 2,749 |
| ims paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | | 130,983 | | 75,632 |
| | The state of the s | | 46,906 | | 13,070 |
| rease in fund | Augmentation du fonds | | 84,077 | | 62,562 |
| ance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | | 521,848 | | 459.286 |
| ance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | Ś | 605,925 | \$ | 521,848 |
| | | | | | |
| ome from securities | Droits | \$ | 80 | \$ | 101 |
| ome from securities ome from mortgages | Revenu d'intérêts sur placements | | 356 | | 326 |
| overies on claims paid | Revenu d'intérêts sur hypothèques Recouvrements sur les réclamations | | 8 | | 9 |
| | necodifications sur les reclamations | | 162 | | 192 |
| s: Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | | 606 175 | | 628 173 |
| | The state of the s | | 431 | | 455 |
| ims paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | | 239 | | 222 |
| ease in fund | Augmentation du fonds | | 192 | | 233 |
| ance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | | 4,818 | | 4,585 |
| ance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 5,010 | \$ | 4,818 |
| | | | | | |
| ome from securities | Payant d'intégête sur le servet | | | | |
| profit on operation of real estate | Revenu d'intérêts sur placements Bénéfice net d'exploitation d'immeubles | \$ | 394 300 | \$ | 333 223 |
| | Donotto for a exploitation a minieuples | | 694 | | 556 |
| : Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | | 88 | | 67 |
| ease in fund | Augmentation du fonda | | 000 | | 400 |
| nce, beginning of year | Augmentation du fonds Solde au début de l'exercice | | 606 8,832 | | 489 8,343 |
| nce, end of year | | | | | |
| , ond of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 9,438 | \$ | 8,832 |
| | | | | | |
| ial funding from | A4: 1 / 1 / 1/1/1 | | | | |
| ial funding from Minister (Note 5) | Mise de fonds initiale | ś | 40,350 | | |
| ome from securities | du Ministre (Note 5) Revenu d'intérêts sur placements | * | 2,151 | | |
| | The state of the s | - | 42,501 | | |
| s: Contributions | Moins: Contributions | | 14,231 | | |
| Administrative expenses | Frais d'administration | - | 712 | | |
| ance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 27,558 | | |
| | | | | | |
| al Insurance, Guarantee and | Total des fonds d'assurance, de garantie | | 0.47 | | 505.00 |
| THING TUNGS | et de contribution | | 647,931 | \$ | 535,498 |

1 Significant Accounting Policies

Central Mortgage and Housing Corporation was constituted as a Crown Corporation by an Act of Parliament on January 1, 1946. Its activities are regulated by the National Housing Act, and the Central Mortgage and Housing Corporation Act.

The principal accounting policies followed are:

a) Revenue Recognition

Interest income is accounted for on the accrual basis. Recoveries from the Minister are recorded when expenditures are made on his behalf.

b) Loans

Loans are capitalized as the cash is advanced. Costs incurred in connection with making loans are included in administrative expenses. No provisions are made for possible losses on loans since losses on insured loans are recoverable from the Mortgage Insurance Fund, while property acquired upon default on uninsured loans is transferred to Real Estate for subsequent disposal.

c) Real Estate

Real Estate is recorded at cost. Property acquired upon default of loans is recorded at the unpaid loan balance plus interest accrued to the date of default, together with any acquisition expenditures incurred and modernization and improvement costs. Both the net operating costs prior to disposal and net losses resulting from the disposal of properties acquired upon default of loans are recoverable from the Minister.

Profits on the sale of Corporation funded real estate or real estate acquired without cost, to the extent that financing is provided for the transaction, are deferred and income recognized as repayments are received.

1 Principales conventions comptables

La Société centrale d'hypothèques et de logement a été constituée en compagnie de la Couronne le 1er janvier 1946 par une loi du Parlement. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation et la Loi de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

a) Comptabilisation des revenus

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode d'exercice. Les recouvrements du Ministre sont comptabilisés lorsque les déboursés sont effectués.

b) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mesure que les fonds sont déboursés et les coûts relatifs à l'octroi de prêts sont compris dans les frais d'administration. Aucune provision pour pertes n'est comptabilisée sur les prêts puisque les pertes sur les prêts assurés sont récupérées du Fonds d'assurance hypothécaire tandis que les propriétés saisies lors d'un défaut de paiement de prêts non assurés sont virées au compte Placements immobiliers pour fins d'aliénation éventuelle.

c) Placements immobiliers

Les immobilisations sont inscrites au coût. Les propriétés, saisies lors d'un défaut de paiement, sont comptabilisées au montant du solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date du défaut de paiement. Les déboursés effectués lors de la prise de possession, ainsi que les frais de modernisation et d'amélioration, sont capitalisés au coût de ces propriétés. Les pertes nettes d'exploitation avant l'aliénation de même que les pertes nettes résultant de la disposition de propriétés saisies lors d'un défaut de paiement sont imputées au compte du Ministre.

d) Depreciation

epreciation on Real Estate is recorded on a traight line basis. Rates are set in terms of the loan repayment originally negotiated, sually 40 or 50 years.

Depreciation on business premises, office irniture and equipment, is recorded on a iminishing balance basis at the following ked annual rates:

| asonry buildings | 5% | |
|---------------------------------|-----|--|
| ame buildings | 10% | |
| rniture, fixtures and equipment | 20% | |
| utomotive equipment | 30% | |

e) Federal-Provincial Agreements
ne investments recorded under Federalrovincial Agreements include only costs to
the Corporation and do not reflect amounts
contributed by other parties. The Corporation's
that of losses under these agreements is
that agreed to the Minister.

f) Income Taxes and Reserve Balance to Corporation is required to pay taxes on a income. These taxes are recorded on a taxes payable basis which is not significantly fferent from the tax allocation basis. Income loss after taxes is transferred to the Reserve and which is limited by statute to 5,000,000. Any excess over this amount is taxeferred to the credit of the Receiver eneral.

g) Insurance and Guarantee Funds
all Estate acquired on claims against the
ortgage Insurance Fund is carried in the acunts at the amount of the claim or the
timated realizable value whichever is lower.
all Estate acquired by the Rental Guarantee
and is carried at cost. No depreciation is
corded on real estate owned by these funds.

Les profits réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations achetées par la Société ou acquises à titre gratuit, sont reportés et crédités aux revenus sur une base d'encaissements, à la condition que la Société pourvoie au financement de la transaction.

d) Amortissement

L'amortissement est inscrit selon la méthode d'amortissement linéaire. Les taux sont établis en fonction des modalités originales de remboursement du prêt, soit généralement sur 40 ou 50 années.

La Société amortit ses immobilisations en utilisant les taux annuels suivants sur le solde résiduel:

| Immeubles de béton | 5% | |
|------------------------------------|-----|--|
| Immeubles de bois | 10% | |
| Mobilier, équipement et agencement | 20% | |
| Matériel roulant | 30% | |

La Société comptabilise seulement ses coûts dans les placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales; les montants versés par les autres participants ne sont pas comptabilisés

e) Ententes fédérales-provinciales

autres participants ne sont pas comptabilisés. Les pertes encourues par la Société en vertu de ces ententes sont imputées au compte du Ministre.

f) Impôts sur le revenu et Fonds de réserve La Société doit verser des impôts sur son revenu; ces impôts, comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible, ne diffèrent pas sensiblement de ceux obtenus selon la méthode du report d'impôt. Le bénéfice net (ou la perte nette) est viré au Fonds de réserve dont la limite statutaire est de \$5,000,000. L'excédent de ce montant est viré au crédit du Receveur général.

PReal Estate

The estimated amount of possible losses from the future disposal of real estate acquired as a result of default on loans is \$10 millions. This amount represents the difference between the book value of all properties held and their market value at December 31, 1977 as estimated by the Corporation.

3 Borrowings from the Government of Canada
The Corporation borrows from the Government
of Canada to finance investments in loans,
Federal-Provincial Agreements, real estate and
agreements for sale, and mortgages arising
from sale of real estate. These loans bear
interest of varying rates and are repayable
over periods not in excess of 50 years.

4 Loan and Investment Commitments Outstanding

At year end the Corporation had outstanding commitments to make loans and investments under Federal-Provincial Agreements approximating \$2,392 millions.

5 Home Insulation Contribution Fund

The Home Insulation Contribution Fund was created in the first quarter of 1977 by Parliament through an appropriation of \$40.3 millions. The Corporation is authorized to make contributions from this fund to persons insulating existing housing units or hostel buildings in Nova Scotia and Prince Edward Island. The Corporation's related administrative costs are recoverable from the Fund.

g) Fonds d'assurance et de garantie
Les immeubles acquis à la suite de réclamations contre le Fonds d'assurance hypothécaire
sont évalués au moindre du montant de la
réclamation ou de la valeur nette de réalisation. Les immeubles acquis par le Fonds de
garantie de loyer sont inscrits au coût. La
Société ne comptabilise aucun amortissement
sur les immeubles détenus par ces deux fonds.

2 Placements immobiliers

Les pertes possibles, résultant de la vente éventuelle des propriétés acquises par défaut de paiement s'élèvent à environ \$10 millions. Ce montant représente la différence entre la valeur aux livres de toutes les propriétés détenues et leur valeur marchande telle qu'estimée par la Société au 31 décembre 1977.

3 Emprunts du gouvernement du Canada
La Société emprunte du gouvernement du
Canada les fonds nécessaires au financement
de ses placements de prêts, d'ententes fédérales-provinciales, d'immeubles, de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles. Ces prêts portent
divers taux d'intérêt et les échéances n'excédent pas 50 ans.

4 Engagements pour prêts et placements À la fin de l'exercice, la Société était engagée à effectuer des prêts et placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales pour un montant approximatif de \$2,392 millions.

5 Fonds de contribution à l'isolation des résidences

Le programme d'isolation des résidences a été créé durant le premier trimestre de 1977, suite à une appropriation parlementaire de \$40.3 millions. La Société est autorisée à accorder des subventions aux particuliers

nti-Inflation Legislation

he Corporation is subject to and has comied with the provisions of the Anti-Inflation of as it applies to restraint on compensation.

omparative Figures

ertain of the 1976 comparative figures have sen reclassified to conform with the presention adopted in 1977.

ther Information (Unaudited)

| | | 13// | | 1970 |
|---|------|----------------|--------|----------------|
| | (1 | in thousands | of dol | lars) |
| ortgage surance Fund surance in force | \$17 | 7,874,000 | \$15 | 5,130,000 |
| aims in process payment | \$ | 26,315 | \$ | 8,728 |
| provement Loan surance Fund | | | | |
| surance in force aims in process | \$ | 25,600 | \$ | 25 ,500 |
| payment | \$ | 18 | \$ | 22 |
| me Insulation Intribution Fund Immitments | | 24.070 | | |
| tstanding | \$ | 2 1,972 | | |

habitant la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard et désireux d'isoler une habitation ou un foyer d'hébergement. Les frais d'administration de la Société seront remboursés à même ces fonds.

6 Législation anti-inflation

La Société est assujettie et s'est conformée aux dispositions de la Loi anti-inflation en ce qui concerne le contrôle des salaires.

7 Chiffres comparatifs

Certains postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1976 ont été reclassés afin de les rendre comparables à ceux de l'exercice 1977.

8 Autres renseignements (non vérifiés)

| | | 1977 | | 1976 |
|---|-----|-------------|------|------------|
| | | (en millier | s de | dollars) |
| Fonds d'assurance hypothécaire | | | | |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie | \$1 | 7,874,000 | \$ ' | 15,130,000 |
| de règlement | \$ | 26,315 | \$ | 8,728 |
| Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons | | | | |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie | \$ | 25,600 | \$ | 25,500 |
| de règlement | \$ | 18 | \$ | 22 |
| Fonds de contribution à l'isolation des résidences Engagements | า | | | |
| en cours | Ś | 21,972 | | |

Loans

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Prêts

en milliers de dollars

Schedule I

Tableau I

Uninsured Loans

Homeowners (NHA 1944) — Corporation's share of loans made jointly with lending institutions Homeowners (NHA 1944)

Low rental housing Student housing

Municipal sewage treatment projects

Land assembly
Public housing
Rehabilitation assistance program
Neighbourhood improvement program
Urban renewal
Indians on reserves
Interest reduction

Prêts non assurés

Propriétaires-occupants (LNH 1944) —
Participation de la Société aux prêts consent conjointement avec des institutions prêteuse Propriétaires-occupants (LNH 1944)
Logements à loyer modique Logements d'étudiants
Projets municipaux d'épuration

des eaux-vannes
Aménagement de terrains

Logement public

Programme de remise en état des logements Programme d'amélioration des quartiers

Rénovation urbaine Indiens dans les réserves Diminution des intérêts

Insured Loans

Made directly by the Corporation: Homeowners

Assisted home ownership program

Made by agents

Purchased from approved lenders

Prêts assurés

Consentis directement par la Société:
Propriétaires-occupants
Programme d'aide pour l'accession
à la propriété
Consentis par des agents
Acquis de prêteurs agréés

Accrued interest

Intérêts courus

| Balance cember 31, 1977 Solde au 1 décembre 1977 | Balance December 31, 1976 Solde au 31 décembre 1976 | Advances during the year 1977 Avances au cours de l'exercice 1977 | Advances during the year 1976 Avances au cours de l'exercice 1976 |
|---|---|---|---|
| 542 671 2,053,798 396,052 739,504 147,301 2,011,171 37,403 4,376 38,341 6,532 | \$ 929 1,429 1,803,287 398,701 638,901 121,667 1,760,753 10,642 1,696 39,522 | \$ 313,828 420 165,860 34,832 243,145 84,100 2,246 1,143 | \$ 406,927 2,887 184,962 40,686 257,700 37,380 966 3,155 |
| 5,467,258 | 4,908 2,267 4,784,702 | 1,759 29,704 877,037 | 1,355 2,269 938,287 |
| 2,121,591 988,893 44,477 2,872 | 2,363,628 983,760 53,838 3,372 | 11,284 59,215 — | 12,435 192,258 — |
| 3,157,833 | 3,404,598 | 70,499 | 204,693 |
| 209,013 | 8,189,300 | \$ 947,536 | \$ 1,142,980 |
| 8,834,104 | \$ 8,353,824 | | |

Investments under Federal-Provincial Agreements

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Placements en vertu d'entente fédérales-provinciales

en milliers de dollars

Schedule II

Tableau II

Total Federal-Provincial Investment

Rental Housing Projects Land Assembly Projects Total des placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains

Investment by the Corporation Rental Housing Projects Land Assembly Projects Placements de la Société
Projets de logements à loyer
Projets d'aménagement de terrains

Advances to Municipalities repayable by instalments Rental Housing Projects – Interim Financing Construction in progress

Avances aux municipalités, remboursables par versements
Projets de logements à loyer – emprunts temporaires
Construction en cours

| coveries during the year 1976 Recouvrements au cours 'exercice 1976 | Re | veries during he year 1977 couvrements au cours xercice 1977 | th Red | ditions during the year 1976 ances au cours exercice 1976 | 77 urs | Additions during the year 1977 Avances au cours de l'exercice 1977 | Balance December 31, 1976 Solde au 31 décembre 1976 | Balance mber 31, 1977 Solde au écembre 1977 |
|---|----|--|-----------|--|-----------|---|--|--|
| 9,120 13,189 | \$ | 8,290 11,952 | \$ | 139,312 21,986 | | \$ 138,407 18,121 | \$ 592,696 148,930 | 722,813 155,099 |
| 22,309 | \$ | 20,242 | \$ | 161,298 | 28 | \$ 156,528 | \$ 741,626 | 877,912 |
| 6,840 9,892 | \$ | 6,217 8,965 | \$ | 104,484 16,490 | | \$ 103,805 13,591 | \$ 444,522 111,698 | 542,110 116,324 |
| 16,732 | \$ | 15,182 | \$ | 120,974 | 96 | \$ 117,396 | 556,220 | 658,434 |
| | | | | | | | 2,832 | 2,618 |
| | | | | | | | 3,739 12,224 | 3,065 21,458 |
| | | | | | | | \$ 575,015 | 685,575 |

Real Estate

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Placements immobiliers

en milliers de dollars

Schedule III

Tableau III

Constructed by the Corporation or acquired from the Government of Canada

Single houses Row housing Multiple dwellings

Acquired as a result of default

Row housing Multiple dwellings

Demonstration projects Vacant land Leased land Other

Total, at cost

Accumulated depreciation

Construits par la Société ou acquis du gouvernement du Canada

Maisons unifamiliales Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Propriétés acquises par défaut de paiement

Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Projets de démonstration Terrains vacants Terrains loués Autres

Total, au coût

Amortissement accumulé

Borrowings from the Government of Canada

in thousands of dollars

Emprunts du gouvernement du Canada

en milliers de dollars

Schedule IV

Tableau IV

Loans

Investments under Federal-Provincial agreements

Real estate

Prêts

Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Immeubles

Accrued interest

Intérêts courus

| Balance er 31, 1977 Solde au embre 1977 | Balance December 31, 1976 Solde au 31 décembre 1976 | Additions during the year 1977 Additions au cours de l'exercice 1977 | Additions during the year 1976 Additions au cours de l'exercice 1976 | Disposals during the year 1977 Ventes au cours de l'exercice 1977 | Disposals during the year 1976 Ventes au cours de l'exercice 1976 |
|--|--|---|---|--|--|
| 2,820 4,161 4,409 | \$ 2,466 4,635 4,387 | \$ 708 50 22 | \$ 122 74 12 | \$ 354 524 | \$ 1,527 1,078 |
| 36,542 160,991 | 35,052 128,774 | 2,526 41,572 | 9,701 28,618 | 1,036 9,355 | 150 |
| 1,388 10,386 2,973 10,154 | 209 9,811 2,083 8,920 | 1,757 1,115 890 1,300 | 17 767 2 ,083 829 | 578 540 — 66 | 313 — 427 |
| 233,824 | 196,337 | \$ 49,940 | \$ 42,223 | \$ 12,453 | \$ 3,495 |
| 36,487 197,337 | \$ 161,927 | | | | |

| Balance er 31, 1977 Solde au embre 1977 | Balance ember 31, 1976 Solde au décembre 1976 | Empr | rrowed during the year 1977 untés au cours exercice 1977 | Em | Borrowed during the year 1976 pruntés au cours l'exercice 1976 | Rembou | Repaid during the year 1977 ursés au cours exercice 1977 | Rembo | Repaid during the year 1976 oursés au cours 'exercice 1976 |
|--|--|------|---|----|---|--------|---|-------|---|
| 8,896,572 | \$ 8,406,809 | \$ | 798,500 | \$ | 1,113,500 | \$ | 308,737 | \$ | 294,750 |
| 650,231 82,897 | 556,313 74,789 | | 104,000 10,000 | | 118,000 4,000 | | 10,082 1,892 | | 18,210 1,883 |
| 9,629,700 79,115 | 9,037,911 71,371 | \$ | 912,500 | \$ | 1,235,500 | \$ | 320,711 | \$ | 314,843 |
| 9,708,815 | \$ 9,109,282 | | | | | | | | |

Grants, Contributions and Subsidies on behalf of the Minister

in thousands of dollars

Schedule V

Société centrale d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre

en milliers de dollars

Tableau V

Housing Research and Community Planning

Research and demonstration
Community planning and development

Housing Programs

Low income non-profit assistance

Cooperative housing assistance Assisted rental programs Assisted home ownership programs

Public housing subsidies

Land acquisition and leasing

Infrastructure Programs

Municipal water and sewage assistance

Municipal incentive contributions

New communities

Community Revitalization

Residential rehabilitation assistance Neighbourhood improvement program Urban renewal

Granville Island

Other Recoveries

Rural and Native Housing

Real estate operating loss Interest rate losses Home insulation programs

Miscellaneous

Recherche sur l'habitation et l'urbanisme

Recherche et démonstration Urbanisme et développement

Programmes d'habitation

Subventions sans but lucratif pour revenu modique
Subventions pour coopératives de logement Programmes d'aide au logement locatif Programmes d'aide pour l'accession à la propriété
Subventions au logement public

Programmes d'infrastructure

Subventions d'alimentation en eau et de traitement des eaux d'égout Contributions au programme d'encouragement aux municipalités Collectivités nouvelles

Acquisition et location de terrain

Restauration de collectivités

Programme de remise en état des logemen Programme d'amélioration des quartiers Rénovation urbaine Granville Island

Autres recouvrements

Programme de logement pour les ruraux et les autochtones Perte sur exploitation d'immeubles Pertes sur taux d'intérêt Programme d'isolation thermique des résidences Divers

| Year Ended ember 31, 1977 rcice terminé le décembre 1977 | Year Ender December 31, 1976 Exercice terminé le 31 décembre 1976 |
|---|--|
| | |
| 3,360 11,494 | \$ 3,813 10,992 |
| 14,854 | 14,805 |
| 24,555 5,356 | 19,365 4,358 |
| 9,913 | 2,797 |
| 29,258 141,076 137 | 22,314 106,724 33 |
| 210,295 | 155,591 |
| 78,604 | 52,692 |
| 36,316 86 | 2 ,59 7 |
| 115,006 | 55,354 |
| 62,588 21,744 7,499 2,716 | 30,463 17,302 8,010 2,396 |
| 94,547 | 58,171 |
| 4,344 11,291 | 6,525 11,944 |
| 27,184 43,430 2,755 | 11,604 9,303 |
| 89,004 | 39,376 |
| 523,706 \$ | 323,297 |
| | |



tatistics

Statistiques

itional statistics relating to aces under the National Housing are available in Canadian sing Statistics 1977, (approx. pages), published by Central (gage and Housing Corporation, available from any of its offices. On peut trouver des données statistiques supplémentaires sur les activités de la Société en vertu de la Loi nationale sur l'habitation dans Statistique du logement au Canada, brochure d'environ 110 pages publiée par la SCHL et disponible à tous ses bureaux.

Loans and Investments

in millions of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Prêts et placements

en millions de dollars

| | | | 1968 | 19 |
|--|--|----|--------------|---------|
| | | - | | _ |
| Social Housing | Logements sociaux | | | |
| Public Housing: | Logements publics: | \$ | 128.5 | \$ 1 |
| Loans | Prêts Placements fédéraux-provinciaux | | 20.9 | |
| Federal-Provincial Investments | Sociétés sans but lucratif | | 59.2 | 4 |
| Non-Profit Corporations | Coopératives | | | - |
| Cooperatives | Logement rural et autochtone | | _ | - |
| Rural & Native Housing | Sous-total | | 208.6 | 22 |
| Sub-Total | Sous-total | | | |
| | Habitations pour la vente ou la location | | | |
| Market Housing | Prêts directs | | 279.1 | 30 |
| Direct Loans | Aide supplémentaire | | | |
| Supplementary Assistance: | Programme d'aide pour l'accession | | | |
| Assisted Home-Ownership Program | à la propriété | | | - |
| 1 Dental Browns | Programme d'aide au logement locatif | | | - |
| Assisted Rental Program | Logement pour étudiants | | 73.8 | |
| Student Housing | Sous-total | | 352.9 | 31 |
| Sub-Total Sub-Total | 0000 10101 | | | |
| Land Assembly & Municipal Infrastructure | Aménagement de terrains et | | | |
| Latiu Assembly & Manistra | infrastructure municipale | | | |
| Land Assembly: | Aménagement de terrains: | | | |
| Loans | Prêts | | 20.1 | |
| Federal-Provincial Investments | Placements fédéraux-provinciaux | | 39.5 | |
| Sewage and Water Treatment | Traitement des eaux d'égout | | 59.5 59.6 | |
| Sub-Total | Sous-total | | 59.0 | |
| | Restauration de collectivités | | | |
| Community Revitalization | Amélioration des quartiers | | _ | - |
| Neighbourhood Improvement | Remise en état des logements | | - | - |
| Residential Rehabilitation | Rénovation urbaine | | 6.6 | |
| Urban Renewal | Sous-total | | 6.6 | |
| Sub-Total | 3003 (3.01) | | | |
| Real Estate Sales | Ventes des propriétés immobilières | | | |
| Direct Acquisition | Acquisition directe | | 0.4 | |
| Total | Total | | 628.1 | (|

| 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|-------------------------------------|--|---------------------------------------|---|---|--|--|--|
| | | | | | | | |
| 235.4 29.0 72.9 — 337.3 | \$ 277.0 31.5 79.3 — 387.8 | \$ 238.2 39.1 42.9 320.2 | \$ 199.7 51.8 95.1 7.6 — 354.2 | \$ 177.4 58.1 124.7 19.8 — 380.0 | \$ 296.2 64.6 159.0 44.4 31.6 595.8 | \$ 350.4 53.0 288.0 40.3 46.5 778.2 | \$ 153.4 45.5 157.4 62.8 59.3 478.4 |
| 602.7 | 434.4 | 204.7 | 230.8 | 549.3 | 707.0 | 103.0 | 40.1 |
| 41.0 643.7 | 36.7 471.1 | 14.4 219.1 | 3.8 234.6 | 4.0 553.3 | 0.4 707.4 | 80.4 137.5 — 320.9 | 85.1 320.8 7.7 453.7 |
| 15.1 9.4 77.7 102.2 | 11.0 10.3 113.7 135.0 | 6.5 67.9 114.8 189.2 | 161.8 23.4 153.8 339.0 | 80.6 20.8 171.9 273.3 | 61.3 18.9 183.3 263.5 | 64.2 24.2 302.6 391.0 | 33.0 12.1 247.0 292.1 |
| 4.0 4.0 | 15.0 15.0 | 13.4 13.4 | 0.8 | 3.0 4.2 — 7.2 | 10.6 14.9 0.7 26.2 | 17.5 61.0 0.1 78.6 | 15.4 101.3 — 116.7 |
| 1.9 | 0.2 | 0.1 | 4.0 | 11.4 | 11.9 | 15.9 | 11.2 |
| 1,089.1 | 1,009.1 | 742.0 | 932.6 | 1,225.2 | 1,604.8 | 1,584.6 | 1,366.1 |

Grants, Contributions and Subsidies

in millions of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions

en millions de dollars

| | | 1968 | 1 |
|---|---|---------------------------------|---------|
| Social Housing Public Housing Subsidies Non-Profit Housing Assistance Cooperative Housing Assistance Rural & Native Housing Sub-Total | Logements sociaux Aide subventionnelle au logement public Aide pour les logements sans but lucratif Aide pour les logements de forme coopérative Logement rural et autochtone Sous-total | \$ 4.4 — — — 4.4 | \$ - |
| Market Housing Assisted Home-Ownership Program Assisted Rental Program Forgiveness of Interest Sub-Total | Habitations pour la vente ou la location Programme d'aide pour l'accession à la propriété Programme d'aide au logement locatif Renonciation de paiement d'intérêt Sous-total | _ | - |
| Land Assembly & Municipal Infrastructure Land Assembly & Leasing Sewage & Water Loan Forgiveness Municipal Incentive Grants New Communities Sub-Total | Aménagement de terrains et infrastructure municipale Aménagement de terrains et location à bail Remises gracieuses — prêts pour les projets d'aqueduc et d'égout Subventions d'encouragement aux municipalités Collectivités nouvelles Sous-total | 6.1 — — 6.1 | |
| Community Revitalization Neighbourhood Improvement Grants Residential Rehabilitation Grants Urban Renewal Grants Sub-Total | Restauration de collectivités Subventions pour l'amélioration des quartiers Subventions pour la remise en état des logements Subventions pour la rénovation urbaine Sous-total | 13.0 13.0 | |
| Home Insulation Grants Real Estate Operating Losses Interest Rate Losses Other | Subventions pour l'isolation thermique des résidences Pertes d'exploitation de placements immobiliers Pertes sur les taux d'intérêts Autres | | |
| Total | Total | 27.3 | |

| 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|------|---------|--------------|--------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|
| 9.4 | \$ 17.1 | \$ 30.0 | \$ 46.2 | \$ 63.4 | \$ 87.0 | \$ 117.2 | \$ 141.1 |
| _ | | - | _ | 6.4 | 11.4 1.8 | 17.1 3.9 | 24.6 5.4 |
| 9.4 | 17.1 | 30.0 | 46.2 | 5.7 7 5.5 | 5.9 106.1 | 6.6 144.8 | 4.3 175.4 |
| | | | | | | | |
| - | _ | _ | 0.7 | 5.0 | 10.1 | 21.7 | 29.3 |
| | _ | _ | — 0.7 | | 0.2 | 2.6 | 9.9 |
| | | | 0.7 | 5.0 | 10.3 | 24.3 | 39.2 |
| _ | | | | | | | |
| 6.9 | 14.3 | 23.1 | 27.0 | | | - | 0.1 |
| 0.0 | 14.5 | 23.1 | 37.8 | 25.7 | 31.3 | 51.2 | 78.6 |
| _ | _ | | | 0.1 | — 0.1 | 2.1 | 36.3 |
| 6.9 | 14.3 | 23.1 | 37.8 | 25.8 | 31.4 | 0.1 53.4 | 0.1 115.1 |
| | | | 0.4 | | | | |
| | | | 0.1 | 2.7 | 6.3 | 12.5 | 21.7 |
| 23.4 | 22.3 | | | 1.2 | 10.2 | 28.7 | 62.6 |
| 23.4 | 22.3 | 20.7 20.7 | 13.9 14.0 | 13.5 17.4 | 10.1 26.6 | 6.7 47.9 | 7.5 |
| | | | 17.0 | 17.7 | 20.0 | 47.9 | 91.8 |
| | _ | _ | _ | *** | - | _ | 43.4 |
| _ | - | - | - | 5.8 | 9.6 | 10.3 | 11.3 |
| 4.3 | 8.7 | 8.0 | 12.2 | 4.1 16.0 | 8.5 53.7 | 11.6 20.2 | 27.2 |
| 44.0 | 62.4 | 81.8 | 110.9 | 149.6 | 246.2 | 312.5 | 523.8 |
| | | | | | | | 020.0 |

Housing Starts by Principal Source of Financing

(dwelling units)

Société centrale d'hypothèques et de logement

Mises en chantier d'habitations, selon les principales sources de financement

(nombre)

| | | 1968 | 19 |
|--|--|----------------------------|------------------|
| Public Funds under Federal Legislation National Housing Act Social Housing Market Housing | Deniers publics en vertu de lois fédérales Loi nationale sur l'habitation Logements sociaux Habitations pour la vente ou la location | 11,422 | 14, |
| with supplementary NHA assistance | avec aide supplémentaire aux termes de la LNH | 971 | 1, |
| without supplementary NHA assistance Other Federal Legislation | sans aide supplémentaire aux termes de la LNH Autre législation fédérale | 11,307 3,001 | 9, |
| Sub-Total | Sous-total | 26,701 | 29, |
| Private Funds Lending Institutions NHA Insurance with supplementary NHA assistance without supplementary NHA assistance Conventional Other Lenders | Fonds privés Institutions prêteuses Assurance LNH avec aide supplémentaire aux termes de la LNH sans aide supplémentaire aux termes de la LNH Prêts ordinaires Autres prêteurs | 48,542 80,926 40,709 | 55, 85, 39 |
| Sub-Total | Sous-total | 170,177 | 180 |
| Total | Total | 196,878 | 210 |

| 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|--|----------------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | | | | | | | |
| 39,739 | 29,611 | 25,105 | 23,795 | 17,930 | 24,721 | 20,579 | 15.616 |
| 7,280 | 6,923 | 8,409 | 4,444 | 11,680 | 16,952 | 3,241 | 2,111 |
| 9,922 2,710 | 4,908 2,924 | 3,425 3,271 | 788 3,243 | 753 3,325 | 127 3,084 | 267 3,176 | 92 2 ,986 |
| 59,651 | 44,366 | 40,210 | 32,270 | 33,688 | 44,884 | 27,263 | 20,805 |
| | | | | | | | |
| Pilderes | _ | | | | American | 29,915 | 62,619 |
| 49 ,612 40 ,255 41 ,010 | 87,802 55,625 45,860 | 96,033 64,250 49,42 1 | 75,469 93,641 67,149 | 31,046 75,000 82,389 | 47,132 66,905 72,535 | 63,968 71,776 80,281 | 39.843 71,700 50,757 |
| 30,877 | 189,287 | 209,704 | 236,259 | 188,435 | 186,572 | 245,940 | 224,919 |
| 90,528 | 233,653 | 249,914 | 268,529 | 222,123 | 231.456 | 273 203 | 245 724 |



Design/Présentation: Gottschalk+Ash Printing/Impression: Ronalds Photographs/Photographies: CMHC/SCHL





entral Mortgage and Housing Corporation ociété centrale d'hypothèques et de logement

CAI MH - A55

Rapport annuel

1978







Société centrale d'hypothèques et de logement Central Mortgage and Housing Corporation

Rapport annuel Annual Report

1978



WILLIAM TERON
Chairman/Président
Chairman of the Executive
Committee
Président du Conseil de direction





RAYMOND V. HESSION
President/Président de la Société
Member of the Executive
Committee
Member of the Audit Committee
Membre du Conseil de direction
Membre du Comité de vérification



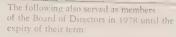
FRANK A. G. CARTER
Ottawa, Ontario
Member of the Executive
Committee
Membre du Conseil de directi



WILLIAM C. HOOD
Ottawa, Ontario
Alternate Member of the Exe
Committee
Membre substitut du Conseil
de direction



CHRISTINE D. Mc KEE
Winnipeg, Manitoba
Alternate Member of the Executive
Committee
Membre substitut du Conseil
de direction



Les personnes suivantes ont aussi été membres du Conseil d'administration en 1978 jusqu'à l'expiration de leur mandat.

JEAN-GUY CARRIER Montréal, Québec

GUY P. FRENCH Thornhill, Ontario

FRANK LAIRD Penticton, British Columbia

LAURENT MARCOUX Winnipeg, Manitoba



ohn, New Brunswick
or of the Executive
ttee
an of the Audit Committee
e du Conseil de direction
nt du Comité de vérification



R. JACQUES PLANTE

Québec, Québec

Alternate Member of the Executive
Committee
Member of the Audit Committee
Membre substitut du Conseil
de direction
Membre du Comité de vérification



SYLVIA J. SUTHERLAND
Peterborough, Ontario
Alternate Member of the Executive
Committee
Membre substitut du Conseil
de direction

WILLIAM TERON

Chairman of the Board of Directors Président du Conseil d'administration

RAYMOND V. HESSION

President/Président

ROBERT T. ADAMSON

Vice-President, Program Policy and Research Vice-président chargé des politiques et des recherches concernant les programmes

RAYMOND J. BOIVIN

Vice-President, Program Operations Vice-président chargé de l'exécution des programmes

NORMAN E. HALLENDY

Vice-President, Organization Development Vice-président chargé du développement de l'organisation

DEREK W. KNIGHT

Vice-President, Finance Vice-président chargé des finances

BENOÎT MORIN

Vice-President, General Counsel Vice-président et avocat-conseil

KATHERINE A. MALCOLM

Acting Corporate Secretary Secrétaire intérimaire de la Société

| | 0 | Letter of Transmittal | Lettre d'accompagnement |
|----|----|--|--|
| | 11 | Program Operations | L'activité relative aux programmes |
| 11 | | Social Housing | Les logements sociaux |
| 16 | | Rural and Native Housing | Les logements pour les ruraux et les autochtones |
| 18 | | Market Housing | Les habitations pour la vente ou la location |
| 22 | | Land Assembly | L'aménagement de terrains |
| 23 | | Municipal Incentive Grants | Les subventions aux municipalités |
| 24 | | Municipal Infrastructure | L'infrastructure municipale |
| 26 | | Neighbourhood and Residential Improvement | L'amélioration des quartiers et des résidences |
| 29 | | Insulation | L'isolation thermique |
| | | and Demonstration | la recherche et l'application de nouveaux concepts |
| 30 | | Policy Development | Le développement de la politique |
| 35 | | Research | La recherche |
| 37 | | Demonstration | L'application de nouveaux concepts |
| | 40 | Financial Operations | Les opérations financières |
| (0 | | Loans and Investments | Les prêts et placements |
| 5 | | Grants, Contributions and Subsidies | Les octrois, contributions et subventione |
| 47 | | Operating Income | Le revenu d'exploitation |
| | 49 | Financial Statements | Les états financiers |
| | 73 | Statistics | Les statistiques |

Central Mortgage and Housing Corporation

Société centrale d'hypothèques et de logement 9 March 1979

The Honourable André Ouellet, P.C., M.P. Ottawa, Canada

Dear Mr. Ouellet,

On behalf of the Board of Directors, we have the honour to submit to you the thirty-third annual report of Central Mortgage and Housing Corporation and a statement of accounts for the year ended 31 December 1978.

We are pleased to report that, because of the consistently high level of production during the past decade, housing conditions in Canada during 1978 were generally good. The year just ended saw the continuation of price stability in both newly constructed and existing singlefamily houses. These prices increased substantially less than did the Consumer Price Index. Rents, too, continued to increase by less than construction costs. These conditions can be largely attributed to the fact that, between 1969 and 1978, the average annual number of housing starts in Canada exceeded 235 000. To put these numbers in perspective, it should be noted that production in Canada in recent years has been at the rate of about eleven new units per 1 000 of population compared to less than eight per 1 000 in the United States.

Total housing starts in Canada in 1978 were 227 667. There were 185 599 dwellings under construction at the beginning of 1978 and 164 702 at year-end.

The Corporation was concerned in 1978, not only with maintaining an adequate level of housing production, but

le 9 mars 1979

L'honorable André Ouellet, C.P., député Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, ravons l'honneur de vous soumettre le trente-troisième Rapport annuel de la Société centrale d'hypothèques et de lo ment ainsi qu'un état des comptes de corganisme pour l'année financière qui pris fin le 31 décembre 1978.

Nous avons le plaisir de souligner qu'en raison du haut degré de product enregistré de façon permanente durant la dernière décennie, la situation du lo ment au Canada s'est révélée généralement bonne en 1978.

L'année écoulée a été marquée par stabilité des prix des maisons unifamil nouvellement construites ou existantes Ces prix ont augmenté nettement mois rapidement que l'indice des prix à la consommation. Les loyers, pour leur p ont augmenté moins rapidement que le coûts de construction. Ces conditions p tives peuvent être largement attribuées au fait que, de 1969 à 1978, le nombre annuel moven de mises en chantier au Canada a dépassé 235 000. Pour place ces chiffres sous leur vrai jour, il suffit se rappeler que la production national ces dernières années s'est maintenue au taux d'environ onze nouvelles unités p mille personnes, alors qu'aux États-Ur ce taux n'atteint pas huit unités pour un nombre égal d'habitants.

Le nombre des mises en chantier es passé à 227 667 en 1978. On comptait 185 599 logements en voie de construc au début de l'année. Ce chiffre est pass à 164 702 à la fin de la même année.

La Société s'est préoccupée, au cou de 1978, de maintenir la production de logements à un niveau adéquat, tout et restant financièrement dans le cadre de limitations découlant de l'actuelle conjoncture économique. with doing so within the financial constraints imposed by the current economic situation. As a means of restraining public expenditures, government policies have increased private investment in residential construction to replace funds provided by direct government financing. Largely as a consequence of these policies, housing activity assisted under the National Housing Act was reduced to 87 014 units in 1978, from 120 281 units in 1977.

Conventionally financed starts increased over the same period from 125 443 units to 140 653 units.

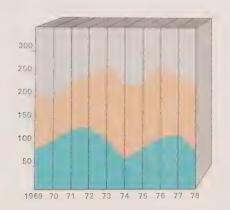
Dans le but de réduire les dépenses publiques, la politique gouvernementale a été de stimuler l'investissement privé dans la construction résidentielle et ce, en vue de remplacer les sommes traditionnellement fournies par le financement direct du gouvernement. Conséquence majeure de cette initiative, la construction bénéficiant directement des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation tomba à 87 014 unités en 1978, par rapport à 120 281 l'année précédente. Les mises en chantier financées de façon conventionnelle durant la même période passèrent de 125 443 à 140 653 unités.

Housing starts - actual 1969-1978 (dwelling units in thousands)

Mises en chantier – nombre réel de 1969 à 1978 (nombre de logements en milliers)

Non-NHA starts

Sans l'aide de la LNH Avec l'aide de la LNH



We are encouraged by this response from the private sector and we foresee even greater private investment in 1979.

MISES EN CHANTIER PAR MODE DE FINANCEMENT

Nous nous sentons encouragés par la

réaction du secteur privé et nous prévoyons

DWELLING STARTS BY FINANCING

| | 1977 | 1978 |
|--------------------------|---------|---------|
| | Units | |
| NHA Assistance | | |
| Direct Loans for Social | | |
| Housing | 15 616 | 14 206 |
| Direct Loans for Market | | |
| Housing | 2 203 | 554 |
| Insurance plus Other NHA | | |
| Assistance | 62 619 | 44 250 |
| Insurance only | 39 843 | 28 004 |
| Sub-total | 120 281 | 87 014 |
| Conventional and Other | 125 443 | 140 653 |
| Total | 245 724 | 227 667 |

The Corporation committed less public funds in 1978 than in any of the last three years. Commitments under the 1978 Capital Budget totalled \$1 185 million, compared to an allocation of \$1 273 million.

Of particular note was the acceleration in commitments under the Rural and Native Housing Program, with over 15 000 units financed in 1978. This rate of commitment virtually assured that the government's objective of building, acquiring, or rehabilitating 50 000 units for low-income rural and native people will be met by 1980.

In transmitting last year's report to you, we noted the major concerns of the Corporation's policy development activities in 1977. These were to find better ways of obtaining social housing and to use private funding to secure these objectives. A series of new initiatives dealing with both these matters was started by the government in 1978. These included the alteration of NHA program terms, the negotiation of comprehensive agreements with provincial governments, and the introduction of legislation to amend the National Housing Act.

The combined effect of these initiatives should be to provide an increased number of dwellings for lower-income households, greater effectiveness and efficiency of intergovernmental program arrangements, and large-scale movement of private capital into the creation of social, assisted, and renovated housing.

Government policies which provided assistance for privately funded low-cost housing, rather than relying on public housing to meet the needs of people with limited income, resulted in an increase in mortgage defaults. These defaults

La Société a moins engagé de fonds publics en 1978 qu'au cours des trois dernières années. Elle a engagé, en réal 1 185 millions de dollars des 1 273 mill qui lui avaient été alloués.

Il convient de souligner en particuli l'accélération des engagements de prêts en vertu du Programme de logements ples ruraux et les autochtones, alors que plus de 15 000 unités ont été financées 1978. Cette reprise de l'activité assure d'objectif du gouvernement, qui est d'acconstruit, acquis ou restauré 50 000 unitée logement pour la population rurale autochtone à revenu modique, en 1980, sera atteint.

Dans le rapport de l'an dernier, not avons souligné les principaux points qu préoccupaient la Société en 1977 relativ ment à l'élaboration de ses politiques. I s'agissait de trouver des moyens plus efficaces de construire des logements à caractère social et de pouvoir compter s des capitaux provenant des entreprises privées pour y arriver. En 1978, le gouvernement fédéral a pris de nouvelles initiatives en réponse à ces deux question La teneur des programmes de la LNH a modifiée, des ententes globales ont été négociées avec les provinces et des ame dements à la Loi nationale sur l'habitat ont été proposés.

L'effet combiné de ces initiatives de vrait avoir pour résultat une augmenta du nombre de logements destinés aux foyers à revenu modique, une plus gratefficacité des ententes intergouverneme tales relatives aux programmes et un troit investissement de capitaux privés pour la construction de logements à ca tère social, subventionnés et rénovés.

La politique gouvernementale, en accordant son aide au logement à prix modique financé par le secteur privé, a pour conséquence une hausse des défau de paiements. Les défauts de paiement représentés en partie par les réclamatic faites au Fonds d'assurance hypothécai au cours de l'année, sont passés en vale de 46.9 millions de dollars l'année présentée.

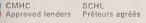
were partly reflected in claims against the Mortgage Insurance Fund which increased to \$181.8 million from \$46.9 million in the previous year. The Corporation is giving careful attention to this matter.

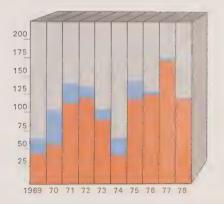
Real estate, acquired by the Fund as a result of these and earlier claims, was appraised at the end of the year and, as a result, provision made in the Fund's accounts for a decrease in value of \$57.6 million. This was largely due to multipleunit projects having low income-generating potential because of prevailing market conditions. The ultimate value of the properties will be determined by the market when they are sold.

cédente à 181.8 millions en 1978. La Société accorde une attention particulière à cette question. Les immeubles acquis par le Fonds, à la suite de ces réclamations et d'autres antérieures ont été évalués à la fin de l'année et une provision a alors été faite dans les comptes du Fonds pour une réduction de 57.6 millions de leur valeur, surtout du fait que les bâtiments à logements multiples ne rapportent qu'un revenu peu élevé, compte tenu de l'état du marché. La valeur ultime de ces propriétés sera déterminée par l'état du marché au moment de leur vente.

NHA assistance for market housing 1969-1978 (dwelling units in thousands)

Aide de la LNH à l'habitation pour la vente ou la location de 1969 à 1978 (nombre de logements en milliers)





Throughout 1978 the Corporation continued to pursue official government policies in its internal operations:

- Early in 1978, the Commissioner of Official Languages, in his annual report, commended the Corporation for its language training courses and noted it had taken the initiative in developing course content designed to give its employees an immediate introduction to the language current in their work environment.
- In addition to its ongoing activities to provide equal opportunities for

Au cours de 1978, la Société a continué de donner suite aux politiques officielles du gouvernement:

- Dès le début de 1978, le Commissaire aux langues officielles, dans son rapport annuel, louait la Société pour les cours de formation linguistique qu'elle dispensait et soulignait qu'elle avait pris une heureuse initiative en adoptant une formule de cours qui permettait à ses employés de se familiariser rapidement avec le langage utilisé couramment dans l'accomplissement de leurs fonctions.
- En plus de ses activités courantes pour assurer l'égalité d'accès à l'emploi

women, the Corporation conducted a series of seminars for all employees, designed to create greater recognition of the potential role of women in the Corporation.

Having played an active role in 1977
in promoting the use of the metric
system by the construction industry,
the Corporation announced in 1978
that from the beginning of May 1979
it would require all applications for
commitments under NHA programs to
comply with metric (sr) terminology.

In its internal operations, as well as externally, the Corporation actively supported the need for restraint in public expenditure. This was reflected by major efforts within the Corporation to increase productivity while decreasing staff resources and expenditures. The development of the mortgage portfolio management and financial information systems, begun in 1977 and designed to serve the Corporation's present and future needs, continued in 1978; that development facilitated measures taken during the year to reduce the rate of growth in administrative expenses. Also, during 1978, the Corporation's organizational structure, at National Office and in the Regions, was modified to recognize the need for clearer lines of accountability and to pave the way for further decentralization of authority and continuing improvement to the responsiveness of our services to clients at the local level.

The Board of Directors gratefully acknowledges the work of the Corporation's staff during 1978.

- pour la femme, la Société a organis une série de séminaires pour tous l employés, en vue de faire reconnaî davantage le rôle que la femme pe jouer au sein de la Société.
- Ayant joué un rôle important en 19 pour encourager l'utilisation du sy tème métrique par l'industrie de la construction, la Société a annoncé, 1978, qu'à compter du début de ma 1979, elle exigerait que toutes les demandes de financement en vertu programmes de la LNH soient rédigées conformément au système int national d'unités (SI).

Dans ses propres opérations, internes externes, la Société a continué d'applie vigoureusement les mesures adoptées diminuer les dépenses publiques. Des efforts soutenus ont été faits pour accroître la productivité de ses services, en réduisant les ressources humaines e les frais divers. Le perfectionnement ométhodes de gestion du portefeuille h thécaire et de l'information sur les finces, entrepris en 1977 en vue de mieux répondre aux besoins actuels et futurs la Société, a été poursuivi en 1978 et a permis de réduire l'accroissement des administratifs.

De plus, au cours de 1978, la Socia a modifié l'organisation de ses cadres, Bureau national et dans les diverses régions, afin d'établir clairement le patage des responsabilités, de préparer la voie à une plus grande décentralisa de l'autorité et d'améliorer constamm la qualité du service qu'elle offre à ses divers groupes de clients au niveau lo

Le Conseil d'administration rend mage à la haute qualité des efforts for par son personnel au cours de l'année

le président du Conseil d'administration,

Jon.

William Teron Chairman of the Board le président de la Société,

Raymond V. Hession President

gram Operations

ctivité relative programmes

Introduction

As the federal government's housing agency, CMHC's objective is to ensure that good houses at affordable prices are available to as many Canadians as possible. It does this through its administration of the National Housing Act and the various kinds of financial assistance it provides.

Current surveys of Canadian housing conditions have demonstrated that Canadians on the whole are well housed. This condition can largely be attributed to federal government policy initiatives and an altered pattern of housing production.

Social Housing

Direct CMHC lending for social housing — commitments 1969-1978 (in millions of dollars)

Introduction

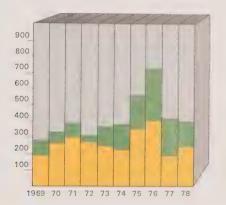
En tant qu'organisme fédéral du logement, la Société doit assurer que des habitations à prix abordables soient mises à la disposition du plus grand nombre possible de citoyens canadiens. Elle atteint son objectif par l'application de la Loi nationale sur l'habitation et les différentes formes d'aide financière prévues par cette Loi

Dans l'ensemble, les Canadiens sont bien logés, ce qui est attribuable en grande partie aux initiatives du gouvernement fédéral portant sur les politiques de logement et à la modification du mode de production des logements

Les logements sociaux

Prêts directs de la SCHL pour des logements sociaux — engagements de 1969 à 1978 (en millions de dollars)

Non-profit and cooperatives Public housing Coopératives et groupes sans but lucratif Logements publics



NHA assistance in the provision of housing for people with low and moderate incomes takes two main forms: public housing, and non-profit and cooperative housing. Public housing for lower-income groups is principally funded by the federal government through CMHC, either by loans to provincial housing agencies, or as joint federal-provincial endeavours. Operating losses are shared by the federal, provincial and, in some cases, municipal governments.

NHA loans and contributions provided to private, non-profit corporations and cooperatives are a means of helping mod-

L'aide prévue aux termes de la Loi pour fournir des habitations aux personnes à revenu modique ou moyen prend deux formes principales: les logements dits publics, les logements sans but lucratif et les logements coopératifs. Les logements dits publics destinés aux personnes à faible revenu sont financés en grande partie par des capitaux du gouvernement fédéral, offerts par l'entremise de la Société, sous forme de prêts à des organismes provinciaux d'habitation ou d'entreprises réalisées conjointement par le gouvernement fédéral et les provinces. Les pertes d'exploitation sont réparties entre le gouvernement fédéral, les provinces en

erate-income people to finance and manage their own housing developments.

Recent policy changes have shifted the emphasis away from the public housing programs, which have acquired some negative social implications, and have strengthened those programs such as non-profit and cooperative housing which are privately financed and which help people to help themselves. These and other federal housing programs have also successfully stimulated a shift in production, away from the high end of the price scale, towards moderately priced housing affordable to people with limited incomes.

question et, dans certains cas, les admitrations municipales.

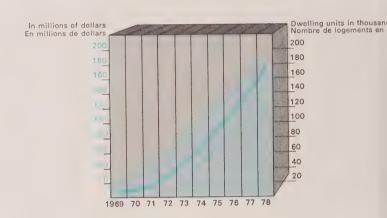
Les prêts et subventions prévus au termes de la Loi à l'intention des socié sans but lucratif et des coopératives d'secteur privé, constituent un moyen d'des personnes à revenu modeste à fina et gérer leurs propres ensembles de logements.

Les modifications apportées récent aux politiques avaient pour but de me moins d'emphase sur les programmes d'aide aux logements sociaux dont cer aspects ont suscité des résultats négati et de renforcer certains programmes, comme les programmes d'aide au log

Subsidized public housing stock and subsidies

Parc de logements publics subventionnés et subventions de 1969 à 1978

Housing stock (right scale) Subsidies (left scale) Parc de logements (échelle de droite) Subventions (échelle de gauche)



The new non-profit housing scheme was announced in May 1978 and was implemented at the beginning of August. Under this program, the federal government provides substantial contributions to both public and private non-profit housing projects to reduce rents. Provincial subsidies are no longer mandatory to receive this assistance.

Some 2 053 units were committed under the new non-profit terms, compared with 1 400 units for the old program.

This accomplishment makes possible the phasing out of the old public housing program, which tended to isolate lowincome people, in favour of the privately ment sans but lucratif et au logement coopératif, qui sont financés par des enismes privés et aident les gens à s'ai eux-mêmes. Ces derniers, en même te que d'autres programmes fédéraux d logement, ont amené un fléchissement dans la construction de logements phendieux en faveur de la construction d'habitations à prix modéré destinées familles à revenu moyen.

Les nouvelles dispositions relative logements sans but lucratif ont été an cées au mois de mai 1978 et mises en vigueur au début du mois d'août. En de ce programme, le gouvernement fe verse des subventions appréciables po financed non-profit and cooperative programs which allow a more acceptable blending of population groups and are more responsive to the plans and priorities of local governments.

The program of loans to provinces for public housing projects expired at the end of 1978, although the subsidy provisions of the NHA, designed to share operating losses, will still be available for provincially sponsored public housing projects built with capital obtained elsewhere.

All projects under the new non-profit arrangements are required to meet NHA regulations, standards and guidelines. In 1979, CMHC will withdraw from the

des ensembles d'habitations sans but lucratif réalisés tant par les organismes publics que par l'entreprise privée, en vue de réduire les coûts des loyers. Pour bénéficier de cette aide, il n'est plus obligatoire que ces projets soient subventionnés par une province.

Environ 2 053 unités de logement ont fait l'objet d'un engagement en ce sens en vertu des nouvelles dispositions, comparativement à 1 400 unités dans le cadre de l'ancien programme.

Toute cette entreprise a permis de faire disparaître peu à peu l'ancien programme de logements publics qui avait tendance à s'adresser uniquement aux personnes à





igh the National Housing Act, I housing can take the form n-profit, cooperative and c housing.

aux dispositions de la Loi, le nent social peut revêtir divers ts, par exemple les coopéis d'habitation, le logement aut lucratif et le logement selection, review and inspection of provincial and municipal non-profit projects, pursuant to agreements with the provinces. Instead, the Corporation will accept provincial certification that program criteria have been met, as a basis for determining eligibility for federal contributions, loans and insurance. Non-profit and cooperative housing corporations and public housing agencies have been encouraged to focus on the potential for purchase and renovation of existing dwellings as well as the construction of new housing projects.

Following the announcement of program changes in May 1978, a series of meetings was held with representatives of

revenu modique, alors que maintenant les programmes de logements coopératifs et sans but lucratif financés par le secteur privé, permettent de regrouper plus adéquatement différentes couches de la population et sont en même temps plus conformes aux plans et aux priorités des gouvernements municipaux.

Le programme de prêts aux provinces pour des logements publics a été aboli à la fin de 1978; toutefois, les subventions prévues par la Loi en vue du partage des frais seront encore offertes pour les logements publics parrainés par une province et construits avec l'aide de capitaux provenant d'ailleurs.

CMHC employees help the public in many different ways...

Les employés de la SCHL servent le public de diverses façons...



...in discussing problems with community groups...

...en discutant des problèmes à résoudre avec des groupes de personnes... the cooperative housing movement who were concerned about the effect of certain aspects of the proposed new program criteria on cooperative project organization and operation. By the end of the year, these discussions had been concluded satisfactorily. Guidelines for a unique cooperative housing program will be implemented in 1979.

In addition to qualifying for mortgage loans at below-market interest rates, under the previous program arrangements, non-profit and cooperative groups also benefited from capital contributions for 10 per cent of project costs. Approvals for such contributions amounted to \$17.1 million in 1978. These groups received further assistance in the form of start-up funds and indirect support through the funding of community resource organizations.

Start-up funds help non-profit and cooperative groups to defray costs in the development of loan applications. These funds have been increased to a maximum of \$75 000 per project, up from the \$10 000 previously allowed. The funding of community resource organizations allows technical, administrative and professional services to be provided to non-profit and cooperative groups in the planning, development and management of their projects.

In 1978, some \$1.5 million was approved for start-up funding and \$201 000 for financial assistance to the community resource organizations in operation at year-end.

By the end of 1978, the total stock of subsidized public housing units, including 22 027 rent supplement units, was 185 177. The federal share of the subsidies paid during the year amounted to \$179.0 million, up from \$141.1 million the year before.

Tous les projets réalisés en vertu de nouvelles dispositions relatives aux log ments sans but lucratif doivent satisfa aux règlements, normes et lignes directrices adoptées en vertu de la Loi. En 1 la Société ne s'occupera plus de la sélec tion, de la révision et de l'inspection de projets mis de l'avant par les provinces les municipalités. Elle acceptera plutôt certification que lui fournira une provi comme moyen de déterminer l'admissi bilité d'un projet aux subventions fédé rales, aux prêts et à l'assurance. Les so tés et les coopératives d'habitation san but lucratif ainsi que les organismes de logements publics ont été encouragés à mettre l'accent sur les possibilités d'a ter et de rénover des propriétés existar autant qu'à construire de nouveaux en sembles d'habitations.

À la suite de l'annonce des changments aux programmes, au mois de m 1978, il y a eu une série de réunions av des représentants des coopératives d'h bitation, préoccupés par certains aspec des nouveaux critères proposés et leur répercussion sur l'organisation et l'extation des ensembles coopératifs. À la de l'année, on en était arrivé à une cor clusion satisfaisante. Des lignes directen vue de la mise en œuvre d'un programme unique de logements coopéra seront en vigueur en 1979.

Les organismes sans but lucratif et coopératives ont aussi bénéficié de subtions de capital équivalant à 10 pour des coûts des projets, selon les disposiantérieures de ce programme. La vale des subventions ainsi approuvées s'est élevée à 17.1 millions de dollars en 19. Ces mêmes groupes ont aussi bénéficie des fonds de démarrage et, de façon indirecte, du financement des organist communautaires de soutien.

Les fonds de démarrage aident à payer le coût de préparation des dema de prêt. La valeur de ces fonds a été augmentée à un maximum de \$75 000 projet, de \$10 000 qu'elle était aupara Le financement des organismes comm

al housing provides accomation for different age groups ncome levels.

ogements sociaux répondent esoins de divers groupes et de revenus.



For rent supplement units, \$17.5 million in subsidies were provided for in 1978 to bridge the gap between market rents and affordable rents for the occupants.

These social housing activities are primarily designed to meet the needs of urban families and individuals. The special needs of lower-income families living in rural areas led to the creation of the Rural and Native Housing Program, announced in 1974.

nautaires de soutien permet de fournir une aide technique, administrative et professionnelle aux coopératives et aux sociétés sans but lucratif pour la planification, l'élaboration et la gestion de leurs projets.

En 1978, environ 1.5 million de dollars ont été approuvés en fonds de démarrage et \$201 000 pour le financement des organismes communautaires de soutien qui fonctionnaient à la fin de l'année.

À la fin de 1978, on comptait au total 185 177 logements publics subventionnés, 22 027 unités de logement à loyer subventionné y compris. La part des subventions payées par le gouvernement fédéral s'évaluait à 179 millions de dollars par rapport à 141.1 millions l'année précédente.

En ce qui concerne les logements à loyer subventionné, une provision de 17.5 millions a été faite en 1978 pour combler l'écart entre le coût des loyers du marché et celui que les locataires pouvaient payer mensuellement.

Les besoins particuliers des familles à faible revenu qui habitent les régions rurales ont donné naissance au Programme de logements pour les ruraux et les autochtones, adopté en 1974.

Rural and Native Housing

Les logements pour les ruraux et les autochtones



...in meeting the public in remote communities...

...en rencontrant les membres de collectivités éloignées... The Rural and Native Housing Program has two main objectives. First, to provide adequate housing for low-income families and individuals in rural communities with a population of 2 500 people or less. Second, to motivate and assist rural and native people in solving their housing problems through their own organization and efforts.

Since 1974 commitments amounting to \$313 million have been made for the construction, acquisition and rehabilitation of 30 975 dwelling units under the program. The rate of activity almost doubled in 1978, with 7 563 units committed in 1977 and 15 085 in 1978. At this rate, the target of 50 000 units to be constructed or rehabilitated by 1981 will likely be met by 1980.

Under the umbrella of the federalprovincial partnership arrangement, assistance was provided for home-ownership, with monthly payments geared to the owners' incomes.

Efforts in 1978 to involve rural and native people in meeting their housing needs were supported by some \$6.5 million from the Corporation in the form of sustaining grants for the associations, as well as by training activities and by the secondment of technical specialists to the various groups.

Starting in 1978, the Residential Rehabilitation Assistance Program (RRAP) was made available to residents on Indian reserves.

Le Programme de logements pour les ruraux et les autochtones a un double objectif: en premier lieu, de fournir de logements convenables aux familles et aux personnes à faible revenu dans les localités rurales comptant 2 500 âmes moins; en second lieu, d'inciter et d'ai la population de ces localités à résoud elle-même ses problèmes de logement s'organisant et en fournissant les effornécessaires.

La somme de 313 millions de doll été engagée depuis 1974, pour la cons truction, l'acquisition et la rénovation 30 975 logements en vertu de ce programme.

L'activité dans le cadre de ce prog me a presque doublé de 1977 à 1978 e le nombre d'unités ainsi engagées est de 7 563 en 1977 à 15 085 en 1978. À rythme, l'objectif initial de 50 000 log ments à construire ou à rénover sera p blement atteint d'ici 1980.

En vertu des ententes conclues en le gouvernement fédéral et les provir une aide financière a été accordée por faciliter l'accession à la propriété de que les mensualités soient proportion au revenu des propriétaires.

En 1978, la Société a accordé que 6.5 millions de dollars en subvention pour des cours de formation et pour recrutement de techniciens en vue d'i la population rurale et autochtone à répondre elle-même à ses besoins er logements.

À compter de 1978, le Programm d'aide à la remise en état des logement été offert aux résidents des réserves indiennes.





Under the Rural and Native Housing Program, groups and individuals in rural communities receive NHA assistance. The program encourages self-help and self-administration among these groups.

Certaines formes d'aide sont offertes aux termes du Programme de logements pour les populations autochtones et rurales, qui sont par ailleurs incitées à former des groupes afin de s'administrer elles-mêmes. NHA assistance for the production of housing for sale or rent on the private market takes three main forms. First, NHA mortgage insurance is provided on mortgage loans made by approved lenders. Second, limited direct loans for both home-ownership and rental dwellings are available from CMHC as a lender of last resort, on terms similar to those from private lenders. Third, additional help has been available under the National Housing Act for ownership or rental of moderately priced dwellings, either financed by approved lenders or directly by CMHC.

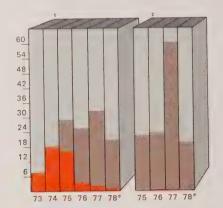
In 1978, NHA-insured loans by approved lenders amounted to \$4.4 billion.

L'aide prévue par la Loi pour la constru tion d'habitations destinées à la vente ou à la location revêt trois formes princ pales: en premier lieu, il y a l'assurance des prêts hypothécaires de la LNH conse tis par les prêteurs agréés. En second lie la Société peut consentir directement un nombre restreint de prêts hypothécaires aux termes de la LNH, à des conditions semblables à celles imposées par les pre teurs du secteur privé, pour l'accession propriété et pour la location. De plus, aide financière a été offerte en vertu de la Loi pour faciliter l'accession à la pro priété et la construction de logements l tifs à prix moyen, que ces logements ai

Assisted Home-Ownership Program¹ and Assisted Rental Program² – Ioan approvals 1973-1978 (dwelling units in thousands) Programme d'aide pour l'accession à la proprié Programme d'aide au logement locatif² – préts approuvés de 1973 à 1978 (nombre de logements en milliers)



Financement privé Financement public



* Program terminated in mid-year

^{*} Programme aboli au milieu de l'année

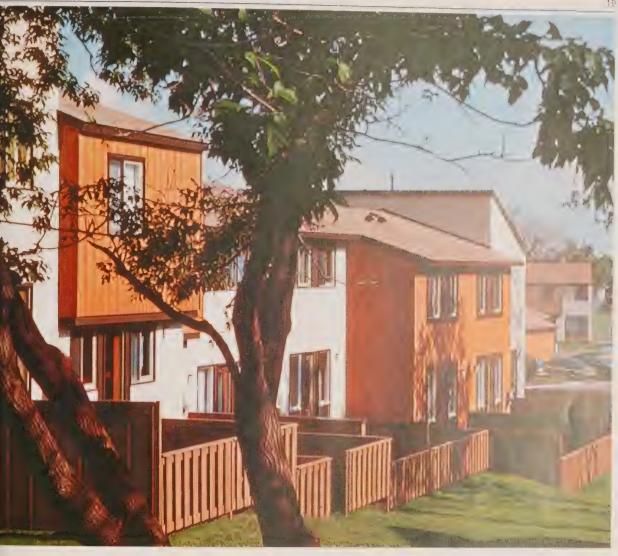
| STITE TRICTIDED | TENDING DV TVD | FOFIENDER |
|-----------------|----------------|-----------|

| | 1977 | 1978 |
|--------------------------|-------------|-----------|
| | \$ Millions | |
| Chartered Banks | 2 278 | 1 929 |
| Trust Companies | 1 796 | 1 132 |
| Loan Companies | 1 220 | 889 |
| Life Insurance Companies | 632 | 291 |
| Other | 303 | 198 |
| Total | 6 229 | 4 439 |
| | Dwell | ing Units |
| New Housing | 118 734 | 58 201 |
| Existing Housing | 64 709 | 65 636 |
| Total | 183 443 | 123 837 |

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ASSURÉS PAR GENRE

| | 1977 |
|----------------------------|---------------|
| | Millions de d |
| Banques à charte | 2 278 |
| Compagnies de fiducie | 1 796 |
| Compagnies de prêts | 1 220 |
| Compagnies d'assurance-vie | 632 |
| Autres | 303 |
| Total | 6 229 |
| | Nombre d'u |
| 27 | 118 734 |

| Total | 0 229 | |
|---------------------|-----------|--|
| | Nombre d' | |
| Nouveaux logements | 118 734 | |
| Logements existants | 64 709 | |
| Total | 183 443 | |
| | | |



families have been able to home-ownership through ndominium form of tenure. nerous instances the proviof the NHA have made age financing possible.

nbreuses familles ont pu ar à la propriété par le truchele la copropriété. Dans bien s, les dispositions de la nt permis le financement récaire indispensable.

In order to reinforce its encouragement of private mortgage lending, CMHC curtailed its own direct lending in 1978 to \$12.9 million, compared to \$33.7 million in 1977.

été financés par des prêteurs agréés ou directement par la Société.

La valeur des prêts assurés aux termes de la LNH et consentis par les prêteurs agréés en 1978 s'est élevée à 4.4 milliards de dollars.

En vue d'encourager de façon plus soutenue les prêts hypothécaires privés, la Société a réduit considérablement ses prêts directs aux acheteurs de maisons: leur valeur se situait à 12.9 millions de dollars en 1978, comparativement à 33.7 millions en 1977.

Graduated Payment Mortgage

Progress made in 1978 with the new GPM was slow but steady. At year-end, 3 743 units had been approved under GPM arrangements. Of these, 2 124 were rental units. This total exceeded the 1 920 units approved during the year under the 1978 Assisted Rental Program.

The number of lenders who indicated a willingness to provide the GPM increased over the year.

While total NHA approvals for new housing were reduced, NHA approvals for existing dwellings increased from 66 629 units in 1977 to 67 032 units in 1978. As a result, NHA approvals for existing dwellings represented a substantially higher proportion of total NHA lending than last year, up from 33 per cent to 49 per cent.

Prêts hypothécaires à paiements progressifs

Le progrès réalisé en 1978, après l'ado tion du concept des prêts hypothécaire paiements progressifs a été lent mais régulier. Jusqu'à la fin de l'année, 3 74 logements ont été approuvés en vertu ces dispositions. De ce nombre, 2 124 des logements locatifs. Ce total est sup rieur aux 1 920 logements approuvés a cours de l'année en vertu du Programa d'aide au logement locatif de 1978.

Le nombre de prêteurs qui ont inde leur intention d'appliquer ce concept ce PHPP a aussi augmenté au cours de l'a

Bien que le nombre total de nouve logements approuvés en vertu de la L diminué, le nombre d'approbations de logements existants a au contraire accune hausse réelle, soit de 66 629 unité 1977 à plus de 67 032 unités en 1978 Ainsi, le volume des prêts approuvés a termes de la Loi pour des logements existants représente une proportion se blement plus élevée de tous les prêts a prouvés aux termes de la Loi l'an dern soit de 33 pour cent en 1977 à 49 pour cent en 1978.

Under the Graduated Payment Mortgage concept, introduced by CMHC in 1978, monthly mortgage payments start at a relatively low level, and are increased each year over the first ten years of the amortization period. The subsequent payments remain constant for the remainder of the mortgage term. On a conventional mortgage, the whole amount of the debt is repaid by equal monthly payments.

The Graduated Payment Mortgage can be used on new and existing dwellings, for home-ownership and rental alike.

En vertu du concept du prêt hypothécaire à paiements progressifs, adopté par la Société en 1978, les mensualités hypothécaires, d'abord fixées à un niveau inférieur, augmentent graduellement chaque année au cours des dix premières années de la période d'amortissement et se stabilisent au cours des années suivantes jusqu'à l'échéance. Dans le cas du prêt hypothécaire conventionnel, tout le montant de la dette est remboursé par mensualités égales.

Le concept du prêt hypothécaire à paiements progressifs peut s'appliquer à des logements nouveaux et existants ainsi que pour l'accession à la propriété et la location

de logements.





The Assisted Home-Ownership Program, with its technique of maximum house prices linked with interest-reducing loans and subsidies, put home-ownership in the medium-price range within the reach of many families.

Le Programme d'aide pour l'accession à la propriété, dont la technique est basée sur la coexistence de prix maximaux et de prêts en réduction de l'intérêt, a rendu possible l'achat d'un logement à prix moyen à de nombreuses familles. NHA-insured lending has made affordable housing available to a wide range of Canadians. In the project above, prices have been held down by the municipal bylaws allowing the construction on a zero lot-line.

Les prêts assurés LNH ont permis à nombre de Canadiens d'accéder à la propriété. Dans cet ensemble d'habitations, les prix sont demeurés peu élevés, grâce aux décrets municipaux permettant la construction sur des terrains à utilisation maximale. The provision of an adequate supply of serviced land for residential development has been one of the main objectives of the land assembly sections of the National Housing Act.

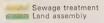
During the year, the Federal-Provincial Task Force enquiring into the supply and price of serviced residential land, published its report.* One of its findings was that the effectiveness of land banking by governments in stabilizing and reducing serviced land prices had not been demonstrated. Subsequently, in view of the large inventory which had been built up, the government decided to stop funding new land assembly projects and

La constitution d'une quantité suffisant terrains viabilisés en vue de la construc tion résidentielle est un des objectifs de Loi nationale sur l'habitation relativen à l'aménagement de terrains.

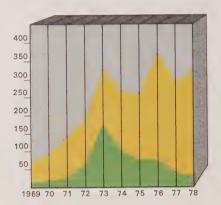
Au cours de l'année, le groupe de travail fédéral-provincial chargé d'étue la disponibilité et le prix du terrain via bilisé a publié son rapport*. Ce rappor permis de constater que l'accumulation réserves de terrains par les gouvernem en vue de stabiliser et même de réduire prix du terrain viabilisé n'avait pas eu toute l'efficacité prévue. Par la suite, ét donné l'important inventaire de terrais qui avait été accumulé, le gouverneme

Land and municipal infrastructure – commitments 1969-1978 (in millions of dollars)

Terrains et infrastructure municipale - engage de 1969 à 1978 (en millions de dollars)



Épuration des eaux-vannes Aménagement de terrains



to limit future funding to the continued development of the lands already held in partnership with the provinces.

Up to the end of 1978, the government had provided a total of \$525.3 million to provinces and municipalities for the acquisition, planning and development of land for residential purposes.

a décidé de cesser de financer les nouv projets et de restreindre ses investissements à l'aménagement des terrains a tenant déjà conjointement aux provin et au gouvernement fédéral.

À la fin de 1978, le gouvernement avait versé la somme totale de 525.31 lions de dollars aux provinces et aux cipalités en vue de l'acquisition, de la fication et de l'aménagement de terra à des fins de construction résidentielle

Toronto, 1978.

The Federal-Provincial Task Force On The Supply And Price Of Serviced Residential Land. Down to Earth. Volume 1: Chairman's Report. Volume II: Synthesis and Summary of Technical Research. Toronto, 1978.

^{*}Le groupe de travail fédéral-provincial sur la disponibili et le prix du terrain résidentiel viabilisé. *Down to* Volume I: *Chairman's Report*, Volume II: Synthesis and Summary of Technical Research

Municipal Incentive Grants



tressing public meetings CMHC is involved ...

...en prenant la parole au nom de la SCHL...

Under the Municipal Incentive Grants program, in order to encourage moderatesize accommodation, only housing of limited size and price for which a building permit had been issued on or before 31 December 1978 was eligible to be considered for the \$1 000 per unit grant. The third year of operation of this program, 1978, was also the last during which proposals would be accepted.

The value of grants paid in 1978 was \$45.8 million, bringing the total for the three-year period of the program's operation to \$84.2 million. For units not yet completed, but eligible in other respects, and for which a building permit was issued before 31 December 1978, grants will continue to be made well into 1980.

Les subventions aux municipalités

En vue d'encourager la construction d'habitations de dimensions modestes, seuls les logements de dimensions et de prix restreints pour lesquels des permis de construction avaient été émis le ou avant le 31 décembre 1978, étaient admissibles, aux termes du programme, à une subvention de \$1 000 par unité de logement. Le programme était en vigueur depuis trois ans mais l'année 1978 aura été la dernière année au cours de laquelle les acceptées.

Au total, 45.8 millions de dollars ont. en 1978, été accordés sous forme de subventions pour donner un investissement de mise en œuvre du programme. Des subventions seront versées jusqu'en 1980 pour avait été émis avant le 31 décembre 1978.



...in dealing with public enquiries by telephone...

...en informant le public par téléphone...

The Municipal Infrastructure Program, terminated at the end of 1978, had been administered by CMHC for 18 years during which more than \$2.0 billion were provided to assist some 6 000 projects in the abatement of pollution and the promotion of residential development. This program will be replaced in future by the Community Services Contribution Program.

The program has provided financial aid for trunk, sanitary and storm sewers, for treatment plants and for trunk water mains.

Demand for assistance under the Municipal Infrastructure Program increased during 1978 as municipalities sought to take advantage of the program before its termination. Commitments for sewage treatment and water supply projects totalled \$290.3 million, compared to \$247.0 million in 1977. In addition, grants made available under the program amounted to \$69.9 million, compared to \$55.3 million in 1977.

La Société a administré le Programme d'infrastructure municipale pendant 18 ans et, au cours de ces années, plus de deux milliards de dollars ont été versés pour aider à réaliser environ 6 000 projen vue de réduire le degré de pollution tout en favorisant la construction réside tielle. Ce programme a été aboli à la fir de 1978. Il sera remplacé à l'avenir par Programme de subventions aux service communautaires.

Le programme a permis d'offrir un aide financière pour l'aménagement de conduites principales d'égouts sanitaire pluviaux, d'usines d'épuration des eaux vannes et pour la construction de condiprincipales d'approvisionnement en ea potable.

La demande d'aide en rapport avec programme a augmenté en 1978 alors les municipalités se sont efforcées de bénéficier de ce programme avant son lition. Les engagements à l'égard des prêts pour l'épuration des eaux-vannes l'approvisionnement en eau potable se élevés à 290.3 millions de dollars comparativement à 247 millions en 1977. I plus, des subventions dont la valeur a atteint 69.9 millions ont été offertes comparativement à 55.3 millions en 19



g the last 18 years more than communities have had water vill pollution problems atted by sewage treatment ies financed under the hall Housing Act.

irs des 18 dernières années, a 6 000 collectivités ont cié, dans leur lutte contre la on du sol et de l'eau, des itions de la LNH qui prénotamment le traitement ux-vannes.

Neighbourhood and Residential Improvement

The National Housing Act has reflected recognition that the upgrading of neighbourhoods requires municipal and community action, as well as action by individual property owners. The Neighbourhood Improvement Program (NIP) and the Residential Rehabilitation Assistance Program were approved by Parliament in 1973 to stimulate this combined effort on infrastructure facilities and dwellings.

Under the Neighbourhood Improvement Program, federal contributions and loans were available to municipalities from 1973 until the legislation expired on 31 March 1978. During this time, \$202.0 million of federal contributions and \$64.4 million of federal loan commitments were disbursed.

This program resulted in the provision to 319 municipalities of such social and recreational amenities as community centres, sports facilities, day-care centres, parks and playgrounds. In addition, deficient public services such as sewers, sidewalks, roadways and street lighting were improved or replaced.

While no new NIP areas are being designated, communities already in the program will continue to receive the federal assistance already committed, in some cases until 1982. By then, it is expected that all NIP projects will have been completed. Federal assistance for improvements to neighbourhoods will very likely continue, however, under NIP's replacement, the Community Services Contribution Program.

Since 1974, urban housing renovation under the Residential Rehabilitation Assistance Program has been primarily concentrated in NIP areas. Rehabilitation of existing housing stock continues to be one of the key elements of the federal housing strategy.



...in discussing requirements to meet health and safety standards...

...en discutant des normes de salubrité et de sécurité...

L'amélioration des quartie et des résidences

Les dispositions de la Loi à l'égard de c genre d'activité font ressortir le fait qu l'entretien des quartiers exige la partici tion des municipalités et de la collectiv comme telle ainsi que celle des proprié taires particuliers. Le Programme d'am lioration des quartiers et le Programme d'aide à la remise en état des logement été institués en 1973 en vue de stimules efforts combinés pour améliorer les ser vices d'infrastructure et l'état des bâtiments résidentiels.

Dans le cadre du Programme d'am ration des quartiers, le gouvernement fédéral a offert des subventions et des prêts aux municipalités depuis 1973 jusqu'au 31 mars 1978. La valeur de ce subventions s'est élevée à 202 millions la somme de 64.4 millions a été versée prêts.

Ce programme a permis à 319 mur palités de se procurer des services et équipements tels que des centres communautaires, des installations sportive des garderies de jour, des parcs et des terrains de jeu. De plus, des services publics défectueux tels que des égouts, trottoirs, des rues et l'éclairage des rue ont pu être améliorés ou remplacés.

Bien qu'on ne désigne plus de nouveaux secteurs aux fins du PAQ, les sect bénéficiant déjà de ce programme continueront de recevoir de l'aide du gouvernement fédéral et, dans certains cas jusqu'en 1982, date à laquelle on prévique tous les projets du PAQ auront été achevés. Cependant, le gouvernement fédéral continuera vraisemblablement à l'amélioration des quartiers en vertu Programme de subventions aux service communautaires, qui remplace le PAQ.

Depuis 1974, le Programme d'aide remise en état des logements, appliqué milieu urbain, était surtout réservé aux secteurs du PAQ. La restauration du pa actuel de logements continue d'être un éléments clés du plan d'action du gouvernement fédéral en matière d'habita

De 1974 jusqu'en 1978, la somme 233 millions de dollars a été engagée



The Neighbourhood Improvement Program offered contributions and loans to assist communities improve social and physical amenities in their neighbourhoods.

Le Programme d'aide à la remise en état des logements, grâce à des subventions et des prêts, a permis la remise en état de maisons dont les normes relatives à l'hygiène et à la sécurité n'étaient pas respectées. The Residential Rehabilitation
Assistance Program, through loans
and grants, helps restore houses
to acceptable standards of health

and safety.

Le Programme d'amélioration des quartiers qui a pris fin au cours de l'année, offrait des subventions et des prêts pour aider les collectivités à améliorer les services et équipements sociaux et matériels dans leurs quartiers. For the years 1974 through 1978, some \$233 million were committed for the rehabilitation of 55 634 urban units. In 1978, some \$90 million were committed for the rehabilitation of 20 552 dwelling units.

Two important program policy decisions were implemented in 1978. The first was the geographic expansion of the program by the designation of new "rehabilitation areas." This policy will allow continued operation of the RRAP program despite the termination of the Neighbourhood Improvement Program.

The second decision was to require owners of private rental property to match,

rénover 55 634 logements urbains. En 1978, environ 90 millions ont été engpour la rénovation de 20 552 logemen

En 1978, deux importantes décisicont été prises en rapport avec les ligne directrices relatives à ce programme. I première avait pour objet son expansigéographique par la désignation de ne veaux secteurs à rénover, ce qui perme de continuer à appliquer le PAREL ma l'abandon du PAQ.

La seconde décision consistait à ex que les propriétaires de logements lo versent un montant égal à la subvention fédérale. Il leur est aussi possible de f cer la différence entre le coût réel des

Residential Rehabilitation Assistance Program 1978

(in millions of dollars)

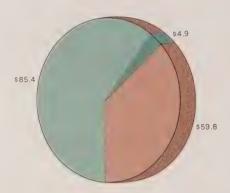
Programme d'aide à la remise en état des loge 1978 (en millions de dollars)

Non-profit

Rural and Native Housing

Neighbourhood Improvement Program Sans but lucratif

Logement pour les ruraux et les autochtones Programme d'amélioration des quartiers



Total \$150.1

dollar for dollar, the federal subsidy. Under this program the owner could obtain a loan for eligible rehabilitation work of up to \$10 000 per unit, of which a maximum of \$2 500 may be provided as a federal subsidy.

This change was made because the rental entrepreneur generally has tax advantages not open to the individual homeowner. For both rental and home-owner properties, the rate of interest on loans was moved to the market rate. Otherwise, the home-owner portion of the program remained unaltered.

travaux admissibles et le montant des subventions à l'aide d'un prêt maxim de \$10 000 par logement, dont \$2 500 peuvent faire l'objet d'une subvention fédérale.

Ce changement a été apporté parc que, de façon générale, un propriétais logements locatifs bénéficie d'avantag fiscaux qui ne sont pas offerts au prop taire particulier. Pour les logements l tifs comme pour les autres, le taux d'i rêt de ces prêts a été ramené au taux c marché. Toutes les autres dispositions programme relatives aux propriétaire occupants sont demeurées inchangées Since 1977 the federal government has financially assisted individuals wishing to improve the insulation of their homes.

Two programs are in operation: the Home Insulation Program, in Prince Edward Island and Nova Scotia; and the Canadian Home Insulation Program, in the rest of the country. These two programs are different in the extent of the subsidy provided, reflecting the relative energy-cost burdens in the respective provinces.

To date, some 190 768 grants have been made under the two programs for a total of \$60.4 million expenditure in federal subsidies.

Depuis 1977, le gouvernement fédéral offre une aide financière aux citoyens canadiens désireux d'améliorer l'isolation thermique de leurs maisons.

Il existe en fait deux programmes, à savoir le Programme d'isolation des résidences, dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse; et le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes dans le reste du pays. Ces deux programmes sont différents en ce qui concerne le montant de la subvention offerte, ce qui fait ressortir la différence du coût de l'énergie dans les régions où ils s'appliquent.

Jusqu'à ce jour, environ 190 768 subventions ont été accordées dans le cadre de



ome Insulation Program, operates in Prince Edward and Nova Scotia, and the ian Home Insulation Prowhich operates in the rest of a, make financial assistance ble to those who wish to de the insulation of their and who satisfy the necestaguirements.

gramme d'isolation des nces, dans l'Île-du-Prince-rd et en Nouvelle-Écosse, et gramme d'isolation therdes résidences canadiennes, e reste du pays, offrent une nancière aux citoyens ens désireux d'améliorer tion thermique de leurs

Considerable improvement was achieved across Canada during 1978 in the supply of materials and the competence of the industry to do thermal upgrade work.

Further efforts were made to protect the public against fraudulent practices, to monitor prices and to implement the Ener\$ave program of Energy, Mines and Resources Canada. ces programmes, ce qui représente la somme totale de 60.4 millions de dollars versés en subventions par le gouvernement fédéral.

Il s'est produit par ailleurs une amélioration considérable dans tout le Canada en 1978 en ce qui concerne la disponibilité des matériaux et la compétence de l'industrie pour exécuter des travaux d'isolation thermique.

On s'est aussi efforcé de protéger le public contre toute pratique frauduleuse, de contrôler la hausse des prix et de mettre en pratique le programme Ener\$age du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada.

Policy Development, Research and Demonstration

Le développement de la politique, la recherche et l'application de nouveaux concepts

Policy Development

Since its creation in 1946, Central Mortgage and Housing Corporation has been directed by the federal government to pursue specific physical, economic, and social housing objectives simultaneously. Some of its roles have been carried on over a number of years, unaffected by short-term priorities. These long-term activities have included the provision of mortgage insurance, the establishment of NHA residential standards, and the carrying out of research and statistical work relating to the housing market.

Other CMHC activities have been more subject to change as federal policies have shifted. These include, in particular, the provision of direct market-rate loan funds, of capital and subsidies to support social housing, and of subsidies and loans for land and local infrastructure.

Several times in the past, there have been major changes of policy. For example:

- the decision in 1957 to use direct CMHC loans on a large scale to stimulate house construction;
- the decision in 1964 to embark on a broad program of urban renewal;
- the decision in 1969 to promote a much larger program of social housing than had hitherto been contemplated;
- the decision in 1973 to alter fundamentally the nature of some programs by supporting rehabilitation rather than redevelopment;
- the decision in 1975 to bring private capital into use for activity previously funded solely with direct federal funds, especially subsidized homeownership.

Le développement de la politique

Depuis son établissement en 1946, la Société centrale d'hypothèques et de la ment a reçu pour mandat du gouverne ment du Canada de viser simultanéme des objectifs à caractère matériel, éconque et social. Elle a pu jouer certains à ces rôles pendant quelques années, sar être pour autant distraite par des priorimmédiates. Ainsi, l'assurance des prê hypothécaires a été offerte, des norme résidentielles ont été établies aux term de la LNH et une étude a été entreprissur le marché de l'habitation et en vue d'établir des données statistiques.

Certains autres éléments de l'activ de la SCHL ont été beaucoup plus suje changement à mesure que les politiquéconomiques et sociales du gouvernen fédéral ont été modifiées. Il s'agit, en particulier, de la provision de capitau prêter directement aux taux du march capitaux et de subventions au logemes social ainsi que de subventions et de pour l'aménagement ou l'acquisition et terrains et les travaux d'infrastructures de la province de l

Plusieurs étapes ont été marquées un changement important de politiqu Par exemple:

- en 1957, la décision d'utiliser un f volume de prêts directs de la SCHI pour stimuler la construction de maisons;
- en 1964, la décision d'adopter un programme de rénovation urbaine
- en 1969, la décision de promouvo programme beaucoup plus vaste d logements sociaux;
- en 1973, la décision de modifier formentalement la nature des programes de réaménagement urbain en de la restauration des habitations;
- en 1975, la décision de faire appel d'importants capitaux privés pour aborder des activités jusque-là fina cées uniquement par le gouvernen fédéral, en particulier l'habitation subventionnée pour propriétaireoccupant.

L'année 1978 a été marquée par des c gements de politique qui ont conduit



ring select CMHC

...en sélectionnant des publications produites par la Société... In 1978 there were further important changes in federal housing policy, culminating in proposed amendments to the National Housing Act which received first reading in Parliament on 12 December. The 1978 initiatives were directed to:

- increasing private investment in residential construction, allowing a corresponding decrease in federal expenditures;
- reducing the amount of duplication between federal and provincial governments, especially staff and functions;
- improving federal-provincial relations and planning to stimulate the economy;
- maintaining fundamental objectives regarding social policies and the generation of employment.

In addition to these concerns, there were also difficulties inherent in the existing programs. In particular:

- the declining rate of conventional public housing production;
- the decreasing effectiveness of existing non-profit and cooperative housing subsidies to meet low-income housing needs;
- the distortions to new housing production caused by home-ownership aids.

These challenges were met by:

- providing for social housing to be financed by the private sector;
- developing a subsidy structure for social housing which would be an incentive for efficient management practices;
- eliminating federal loans and grants for municipal water and sewer facilities, in favour of an annual subsidy for a wider range of capital projects;
- eliminating duplication of detailed work by federal and provincial officials,

la présentation en première lecture au Parlement, d'une proposition d'amendements à la Loi, le 12 décembre. Les nouvelles modifications de 1978 visaient particulièrement:

- l'augmentation de l'investissement privé dans la construction résidentielle amenant ainsi une baisse simultanée des dépenses fédérales;
- la réduction du personnel de fonctionnaires dont les fonctions et les efforts font double emploi aux paliers fédéral et provinciaux;
- l'amélioration des relations fédéralesprovinciales et un mode de planification en vue de stimuler l'économie;
- le maintien des objectifs fondamentaux de la politique sociale et de l'activité susceptible de produire des emplois.

En plus de ces préoccupations, il y a eu à surmonter des difficultés occasionnées par les programmes eux-mêmes. En particulier,

- le taux réduit de production de logements sociaux conventionnels:
- l'efficacité décroissante des subventions accordées à l'habitation coopérative et sans but lucratif pour répondre aux besoins en logements des personnes à revenu modique;
- les déviations à la production de nouveaux logements résultant de l'aide pour l'accession à la propriété.

La Société a fait face à cet ensemble de difficultés:

- en proposant que le logement social soit financé par le secteur privé;
- en proposant un programme de subventions au logement social qui constituerait un stimulant pour l'adoption de méthodes d'administration efficaces;
- en éliminant les prêts et les subventions du gouvernement fédéral pour l'aménagement de services d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux-vannes, pour les remplacer par une subvention annuelle en vue de permettre la réalisation d'un plus vaste éventail de projets;
- en éliminant la vérification détaillée des mêmes projets par les autorités

- and assigning clear responsibilities for program management to one level or the other;
- increasing the target for social housing production or acquisition and also the diversity of measures and strategies which would be used to achieve this target;
- in particular, expanding the use of the Rent Supplement technique, by which privately owned dwellings are leased to lower-income households on a rentto-income basis, with subsidies shared equally by the province and the federal government;
- substantially increasing the subsidy potential which can be offered for non-profit and cooperative housing projects;
- extending the concept of graduated payments used in the Assisted Home-Ownership Program (AHOP), to existing housing, but substituting private for public capital in the process.

The overall structure of federal housing programs which emerged from these changes can be broken into four major groupings: market aids, social housing assistance, rehabilitation assistance, and community services assistance.

The first consists of the previous NHAloan insurance program and applying the new Graduated Payment Mortgage technique to both ownership and rental housing.

The second consists of public housing, including public non-profit housing; private non-profit housing; cooperative housing; the Rent Supplement Program; and the Rural and Native Housing Program.



...in talking over housing problems with the handicapped...

...en discutant des problèmes de logement avec les handicapés...

- fédérales et provinciales et en attribuant des responsabilités très précis en ce qui concerne l'application des programmes à l'un ou l'autre palier gouvernement;
- en visant à intensifier la production l'acquisition de logements sociaux e en augmentant la diversité des mess et des plans d'action à adopter pour atteindre ce but;
 - en particulier, en proposant une uti sation plus répandue de la techniqu de supplément de loyer, suivant laquelle des maisons appartenant à d particuliers sont louées aux famille faible revenu à des loyers proportionnés à leur revenu et le versemer des subventions est réparti égaleme entre les provinces et le gouvernem fédéral;
- en augmentant considérablement le montant d'aide qui peut être accord sous forme de subvention dans le des habitations coopératives et sans but lucratif;
- en appliquant le concept des paiem progressifs déjà utilisé pour le Programme d'aide pour l'accession à l propriété aux logements existants en substituant dans ce cas les capita privés aux fonds publics.

La structure globale des programmes de gouvernement fédéral qui a résulté de changements peut être envisagée sous quatre en-têtes principaux: les formes d'aide au marché, l'aide au logement social, l'aide à la restauration et l'aide services communautaires.

Le premier en-tête comporte l'ancie programme d'assurance des prêts aux termes de la LNH et consiste à applique nouvelle technique de prêts hypothéca à paiements progressifs aux logements destinés aux propriétaires-occupants et logements locatifs.

Le deuxième englobe les logements sa but lucratif du secteur public et du ser privé; les logements coopératifs; le programme de supplément de loyer et le



tional Housing Act assists ting the varied housing of the handicapped and antaged.

blèmes de nombreux Canaandicapés ou peu fortunés uvent résolus par l'utilisalicieuse des dispositions lH prévues à cet effet. The third consists of the Residential Rehabilitation Assistance Program, which is to apply across Canada as funds and delivery capacity permit.

The fourth consists of the Community Services Contribution Program (for which provision is made in Bill C-29 before Parliament at year-end) and continued financing for public lands held in partnership with the provinces.

The Community Services Contribution Program, to be operated within a proposed budget of \$250 million annually, replaces the Neighbourhood Improvement, the Municipal Infrastructure and the Municipal Incentive Grants programs.

programme de logements pour les ruraux et les autochtones.

Le troisième représente le Programme d'aide à la remise en état des logements, qui s'appliquera de façon plus universelle dans tout le Canada dès que les fonds seront disponibles et que le programme pourra être mis en œuvre.

Le quatrième en-tête représente le Programme de subventions aux services communautaires (qui fait l'objet d'une disposition du Bill C-29 proposé au Parlement à la fin de l'année) et le maintien du financement des terrains publics que le gouvernement fédéral détient conjointement avec les provinces.



...in meeting the public at exhibitions...

..en accueillant le public lors d'expositions...

It is envisaged that the federal government will allocate the funds annually by province. Following this, a formula, to be chosen by each province, will be used to set the annual entitlements to municipalities.

From these entitlements, municipalities will be able to incur expenditures on a range of uses including sewage treatment and trunk lines; community water supply and trunk storm sewer systems; social and cultural facilities; community recreational facilities; neighbourhood improvement and conservation; non-profit housing; upgrading the insulation of municipal buildings and community facilities; and the provision of facilities which convert municipal waste to energy production.

These municipalities may also use their funds either for immediate capital outlays or the servicing of debt associated with eligible community services. They will no longer borrow funds from the federal government even on a residual basis.

Under this arrangement, federal administrative participation would be reduced to a minimum since program compliance and accountability would be a provincial responsibility.

Le Programme de subventions aux vices communautaires, qui doit s'appli dans le cadre de prévisions budgétaires annuelles de 250 millions de dollars, replace les programmes d'amélioration o quartiers, de travaux municipaux d'infestructure et de subventions aux municipalités.

Il est prévu que le gouvernement a buera ces fonds annuellement à chaque province et que celles-ci adopteront en une formule pour répartir ces fonds annuellement entre les municipalités q devront en bénéficier.

Les municipalités à leur tour seron mesure de dépenser ces sommes pour l traitement des eaux-vannes et l'installa de conduites principales; des systèmes communautaires d'adduction d'eau po ble et d'égouts pluviaux; des services à caractère social et culturel et des serv à caractère récréatif ainsi que pour la préservation et l'amélioration de quar ces sommes pourront être employées a pour le logement à but non lucratif; l' lioration de l'isolation dans les bâtime municipaux et les installations commu nautaires; pour la mise en place d'équi ments qui transformeront les ordures ménagères des municipalités en énerg

Les municipalités bénéficiaires pour ront aussi utiliser leurs fonds pour d'a déboursés immédiats de capitaux ou a de payer les frais de gestion de la dette contractée pour financer des services or munautaires admissibles. Elles n'empt teront plus des fonds du gouvernemer fédéral même en dernier recours.

La participation administrative du gouvernement fédéral sera donc rédui un minimum, les provinces étant resp bles de la conformité aux exigences ét blies et de la comptabilité de chaque p entrepris.



ning about production

...en s'informant des détails de production... The Corporation provides funds to support policy and other housing research projects under Part V of the National Housing Act. In 1978, there was a 45 per cent increase in the volume of financial support committed to these projects, from \$757 000 in 1977 to \$1 102 981 in 1978.

Among the projects funded were a housing design competition to secure plans for more energy-efficient houses; an updating of a survey of the thermal efficiency of Canadian housing; and a study of housing conversions, demolitions and abandonments in Canada.

An examination was also made of the way in which the future age-structure of Canada's population would affect housing requirements and the existing stock of dwellings.

Other work included research on district heating; a review of the Canadian Water Energy Loop (CANWEL); preliminary studies on the feasibility of controlled air ventilation and heat recovery systems; and the development of a Residential Construction Cost Information System.

The Corporation's involvement with different aspects of solar heating included assisting in the review of aid to solar energy manufacturers for the development of solar heating equipment; assessing the potential for passive solar heating in Canada; and commissioning a major study of solar utilities. This study indicates that solar utilities can become viable in Canada by 1995 provided a start is made now on the research and development work that is required.

In July, the Minister of State for Urban Affairs, in an announcement to the Institute of Urban Studies, listed the La Société fournit des fonds pour financer des projets expérimentaux entrepris en vertu de la Partie V de la Loi. En 1978. on a enregistré un accroissement de 45 pour cent de l'aide financière consentie qui est, de fait, passée de \$757 000 en 1977 à \$1 102 981.

Parmi les projets financés au cours de l'année, il convient de mentionner un concours de modèles de maisons conçues en fonction d'une consommation réduite de l'énergie, une remise à jour des études relatives à l'efficacité thermique des maisons canadiennes et une étude comparative sur les logements transformés, démolis et abandonnés, au Canada.

On a aussi procédé à l'examen des répercussions futures des groupes d'âge de la population canadienne sur leurs besoins en logements en fonction du parc existant.

La Société a également effectué des recherches dans le chauffage à l'échelon du district, l'examen du projet CANWELL (Canadian Water Energy Loop), et des études préliminaires sur la possibilité de systèmes de ventilation contrôlée et de récupération de la chaleur ainsi que l'élaboration d'un système d'informations sur les coûts de construction résidentielle.

L'intérêt manifesté par la SCHL envers les différents aspects du chauffage solaire s'est traduit notamment par un examen de l'aide apportée aux experts dans ce domaine en vue de développer leurs équipements solaires, par l'évaluation du potentiel offert par le chauffage solaire «passif» au Canada et par l'étude de la viabilité des services pouvant être fournis par cette forme nouvelle d'énergie. Cette étude indique que des services alimentés par l'énergie solaire pourraient être viables dès 1995, pourvu que les recherches et travaux nécessaires débutent immédiatement.

Au mois de juillet, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines donnait son opinion sur le logement en général et les priorités dans le domaine de la recherche communautaire et ce afin que les chercheurs, universitaires et autres, puissent être mis au fait des points saillants des Through its Demonstration Program, CMHC is helping to redevelop the Vieux Port area in Montreal. This particular project will return part of the waterfront area to the citizens of Montreal and encourage the ongoing revitalization of the Old City. This photo shows the cleared area — below the yellow lighthouse. The grain elevator has now been demolished (see opposite page).

Par la mise en application de son Programme de démonstration, la SCHL aide à remodeler le Vieux-Port de Montréal. Ce projet particulier permettra aux citoyens de Montréal de bénéficier davantage du secteur du Vieux-Port et favorisera le rajeunissement de la Vieille-Ville.

Nous apercevons ici le site déblayé, à gauche de l'emplacement du phare jaune. À noter que le silo à grains a disparu du paysage (voir page ci-contre).

The Revelstoke Demonstration Community is a project which brings energy-saving forms of housing and efficient use of land to a small municipality in the interior of British Columbia.

Le projet de Revelstoke permet la construction d'habitations efficaces du point de vue de la consommation judicieuse de l'énergie et de l'utilisation du terrain dans une petite municipalité de l'intérieur de la Colombie-Britannique.





housing and community research priorities of special interest to the Corporation so that university researchers and others would be aware of them. They included:

- the "second order" effects of housing policies and programs on the Canadian housing stock;
- the long-term impact of demographic changes on the use of housing;
- the need for the rehabilitation and conversion of existing housing units;
- the merits of housing programs directed to target groups in the Canadian population;
- the wider use of renewable sources of energy to provide residential space and water heating.

priorités de la Société. Parmi ces prio on relevait notamment:

- les effets «secondaires» des politi et programmes d'habitation sur le de logements au Canada;
- les répercussions à long terme de changements démographiques su lisation du logement;
- le besoin de restaurer et transforr certains des logements existants;
- les mérites des programmes de lo ment destinés à certaines «couche cibles» de la population canadier
- l'utilisation intensifiée des ressou énergétiques renouvelables en vu chauffage de l'eau et des zones ré dentielles.

Demonstration



During 1978, CMHC continued to play a role in developing and demonstrating concepts that improve the housing and community environment.

The scope of this activity expanded during the year as a result of the Corporation's work with related activities of the Ministry of State for Urban Affairs. The purpose of the Demonstration Program is to test new designs and concepts of accommodation and communities, and to encourage the application of those that prove successful. The Corporation relies on the participation of the development industry as a partner in the advancement and marketing of the projects in which the new concepts are incorporated. The Corporation also works in close cooperation with the provincial and local authorities in whose jurisdiction projects are located.

During 1978, three projects were at the construction stage: Maryfield, in Charlottetown, Prince Edward Island; Revelstoke, in British Columbia; and LeBreton Flats, in Ottawa. Planning and site preparation progressed at Woodroffe, in Ottawa; Vieux Port, in Montreal; Vieux Port, in Quebec City; and Market Square, in Saint John.

Suburban construction around Charlottetown typically consists of single-family bungalows. The Maryfield Demonstration Community brings to the Island a new form of housing and community design that will conserve energy and land while retaining traditional Island values such as a sense of spaciousness. These ideas have been translated into practical concepts like comprehensive land-use planning and zero lot-line development. The servicing of the site was completed during the summer, and 56 housing units were finished by year-end with another 21 underway. There are already indications that some of these ideas are being more widely accepted: other developments on the Island now include cluster and attached housing.

Au cours de 1978, la SCHL a continué d'élaborer et d'appliquer des concepts ayant pour but d'améliorer le milieu communautaire et de l'habitation.

Cette activité a pris de l'envergure au cours de l'année à la suite d'une collaboration étroite entre le département d'État chargé des Affaires urbaines et la Société. L'intention du programme d'application de nouveaux concepts est de mettre à l'épreuve les concepts et modèles nouveaux de logements et de collectivités et d'encourager la réalisation de ceux qui se sont avérés un succès. La Société compte sur la participation de l'industrie de l'aménagement pour l'élaboration et la mise en marché des projets qui comprennent ces nouvelles conceptions. Cette activité se pratique aussi en étroite collaboration avec les provinces et les municipalités sur le territoire desquelles sont situés les projets en question.

Au cours de 1978, trois projets avaient atteint le stade de la construction: Maryfield à Charlottetown dans l'Île-du-Prince-Édouard; Revelstoke en Colombie-Britannique et les Plaines LeBreton à Ottawa. La planification et les travaux préparatoires se poursuivaient à Woodroffe à Ottawa, au Vieux-Port de Montréal et dans celui de Québec et à Market Square à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick.

À Charlottetown, la construction en banlieue consiste typiquement en maisons unifamiliales. Le projet de Maryfield apporte à l'Île une conception nouvelle d'habitation et d'aménagement communautaire qui, tout en respectant les valeurs traditionnelles comme le sens des grands espaces, aideront à conserver énergie et terrain. Ceci se traduit par une planification complète de l'usage du terrain et une utilisation maximale du terrain pour la construction. Les services utilitaires ont été installés au cours de l'été et 56 logements étaient terminés à la fin de l'année, alors que 21 unités étaient en cours de construction.

Le projet de Revelstoke qui est situé sur un emplacement de 36 hectares dans la ville même, propose différents choix The Revelstoke Demonstration Community, located on a 36 hectare site in the town itself, offers housing and community options not normally available to people in a small town. The Revelstoke project creates a community which broadens traditional choices by providing a variety of housing forms and tenures within an environment which is energy and service efficient. During the year, 160 housing units were completed in the development. Construction of a further 40 housing units will complete this site.

LeBreton Flats is an inner city Demonstration Community located about one kilometre from Parliament Hill in Ottawa. Eight experimental townhouses were opened in the Spring of 1978 and a sodturning ceremony in the Fall marked the inauguration of Phase I of the project which comprises some 425 units. Four other phases of development are planned, with the aim of making LeBreton a balanced community of mixed land uses and residents, with a maximum of ground-oriented housing at medium densities.

The Woodroffe project, in Ottawa, is a demonstration of alternative development patterns in a suburban setting. With a mix of land uses, sensitivity to the natural ecology of the area, a wide range of energy-efficient dwellings and its own community core, Woodroffe will provide affordable living options to a broad cross-section of residents. In 1978, the Secondary Plan and zoning for the new community were approved, and the draft plan of the subdivision was agreed to by the regional government.

The Vieux Port, in Montreal, comprises some 200 hectares of land stretching from the historic area adjacent to Old Montreal, west beyond the Autostade, including the entrance to the Lachine Canal, Pointe-à-Callière and McKay Pier. The purpose of the Vieux Port project is to show how underused federal land and buildings can be creatively recycled and

d'habitations et d'aménagements commautaires que l'on ne trouve pas habitument dans une petite ville. Il est conçu en fonction d'une collectivité qui offre beaucoup plus de variété que d'habitue en procurant un grand éventail de form de construction et d'occupation des lieu dans un milieu bien pourvu de services et où l'énergie est consommée judicieument. Au cours de l'année, 160 logeme ont été terminés et la construction de 4 nouvelles unités de logement mettra un terme à cette expérience.

Au cœur de la capitale nationale, le projet des Plaines LeBreton comprend déjà, à un kilomètre de la Colline parle mentaire, huit «townhouses» expérime tales qui ont été ouvertes au printemps l'année écoulée et un premier coup de pelle marquait, à l'automne, l'inaugur de la Phase I du projet qui comprend environ 425 unités de logement. Quatr autres phases sont prévues en vue de fa des Plaines LeBreton une communauté où différentes utilisations du terrain et différents groupes de résidents formen tout équilibré et où une population de densité moyenne est surtout étalée dan des bâtiments peu élevés.

Le projet de Woodroffe à Ottawa montre différents exemples de dévelopment dans un secteur de banlieue. Ce projet procurera une variété d'habitatie abordables pour une large tranche de la population et ce grâce à l'utilisation m des terrains, à son intégration harmonia u milieu, à un vaste choix de logeme conçus en fonction d'une consommatic réduite de l'énergie et à de bons servicommunautaires. En 1978, le plan sect daire et le zonage ont été approuvés et l'ébauche du plan de quartier a été acc tée par le gouvernement régional.

Le Vieux-Port de Montréal compre quelque 200 hectares de terrain s'étend de la zone historique adjacente au vieu quartier à l'ouest de l'Autostade, y con l'entrée du canal Lachine, la Pointe-à-Callière et la jetée McKay. L'objet prin pal du projet est de démontrer comme



...in being on hand at opening ceremonies...

...en participant à des ouvertures officielles...



wering questions about age accounts...

...en fournissant des précisions sur les comptes hypothécaires... revitalized to open a new window on the river for Montrealers. During 1978, major site preparation work was underway. An unused grain silo was demolished and the Autostade was dismantled for reuse elsewhere. In the summer, a public participation program was launched to illustrate various examples of waterfront redevelopment and to invite public comment on possible changes for the Vieux Port area. Some 18 000 people passed through the exhibit.

The Vieux Port redevelopment project, in Quebec City, covers land around the Bassin Louise at the foot of the old city. As in Montreal, the intent is to replan this federal land so that the urban environment is improved and imaginative redevelopment and conservation are encouraged in the surrounding area. During 1978, part of the site was opened for recreational use and preliminary plans were displayed for public comment and evaluation.

The Market Square City Centre Development project, in Saint John, aims to revitalize the city centre through a public/ private partnership approach that will create a major new mixed-use development on historic Market Square. In the main development itself are a hotel, trade and industry centre, offices, retail mall, housing and parking. From this main structure, downtown improvements will reach out into the core area. By year-end, plans and cost sharing arrangements had been agreed to by the three levels of government and the private sector, and detailed implementation planning was well underway.

des terrains et immeubles fédéraux sousutilisés peuvent être «remodelés» de façon à ouvrir une nouvelle perspective sur le port et à rajeunir l'ensemble du quartier. Les travaux préparatoires étaient entrepris dès 1978, année qui a vu la démolition d'un silo à grains, effectuée parallèlement à celle de l'Autostade dont les éléments seront utilisés ailleurs. Au cours de l'été, un programme a été lancé grâce auquel le public a pu prendre connaissance des diverses formules proposées en vue de la restructuration de ce secteur. On a demandé des suggestions en vue de changements possibles du site et quelque 18 000 personnes ont visité une exposition itinérante organisée sur ce sujet.

Le projet de réaménagement du Vieux-Port de Québec inclut des terrains situés autour du Bassin Louise, au pied de la Vieille-Ville. Tout comme à Montréal. l'intention est de restructurer ce terrain fédéral de façon à améliorer la qualité urbaine de l'environnement, à favoriser les initiatives tout en encourageant la conservation historique des sites. En 1978, une partie de ce secteur a été ouverte au public à des fins récréatives et des plans préliminaires ont été soumis aux visiteurs afin qu'ils puissent formuler leurs commentaires.

Le projet d'aménagement de Market Square à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, s'est donné pour but de revitaliser le centre-ville par l'entremise d'accords entre divers secteurs publics et privés. Cette tentative vise à créer une zone d'activités multiples au sein de ce quartier historique où l'on trouve un hôtel, un centre de l'industrie et du commerce, des bureaux, une promenade commerciale, des logements et des aires de stationnement. À partir de cet ensemble, les améliorations teurs du centre-ville. Vers la fin de l'année, les plans étaient prêts et les arrangements financiers avaient abouti entre les trois paliers de gouvernement et le secteur privé, pendant que la planification détailFinancial Operations

Les opérations financières

The Corporation borrows capital funds from the federal government and lends them to borrowers under various programs of the National Housing Act. Under some of these programs, it enters into joint investment undertakings with the provinces. The Corporation's authority for making commitments for such loans and investments is provided in its annual Capital Budget approved by the Governor-in-Council.

In 1978, out of an approved budget of \$1 273 million for loans and commitments, the Corporation made actual commitments of \$1 185 million. This compared to commitments of \$1 366 million in 1977 and \$1 585 million in 1976. The decline in 1978 was accompanied by an increase in cash advances to \$1 117.4 million compared to \$1 083.2 million in the preceding year. The contrast between this increase and the decline in new loan and investment commitments reflects the substantial volume of undisbursed commitments.

Total Assets and Liabilities

The net growth in the assets of the Corporation was 2.7 per cent in 1978, bringing them over the \$10 billion mark for the first time, to \$10.1 billion. The increase was largely the result of two

La Société emprunte des fonds du gouvernement fédéral en vue de consentir prêts aux emprunteurs intéressés à bén ficier des divers programmes de la Loi nationale sur l'habitation. Certains de programmes exigent que la Société effe des placements conjointement avec les provinces. C'est l'approbation du budg annuel de placements de la Société par gouverneur-en-conseil qui constitue so autorisation d'effectuer ces prêts et pla ments.

En 1978, la Société avait été autori à engager la somme de 1 273 millions dollars et la valeur de ses prêts et place ments s'est élevée à 1 185 millions. La valeur des engagements pris en 1977 é de 1 366 millions et, en 1976, de 1 585 millions. Cette baisse du montant des gagements en prêts et placements en 1 a été accompagnée d'une augmentatio des avances comptant dont la valeur a atteint 1 117.4 millions comparativem à 1 083.2 millions, l'année précédente Le contraste entre cette augmentation la baisse du montant des nouveaux pro placements est une indication du voluconsidérable d'engagements pris mais encore déboursés.

Total de l'actif et du passif

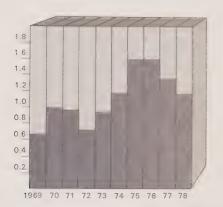
L'accroissement net de l'actif de la So n'a été que de 2.7 pour cent en 1978; fois, pour la première fois, l'actif a dépassé 10 milliards de dollars, pour atteindre 10.1 milliards. Cette augme tion résulte surtout de deux facteurs c se compensent l'un l'autre. Le premie été l'accroissement résultant des avan comptant versées en 1978 à l'égard de nouveaux engagements de prêts et de placements des deux ou trois dernière années. Pour compenser ce mode «no mal» d'accroissement en 1978, il y a e comme second facteur, les ventes d'un de créances hypothécaires faisant par du portefeuille de la Société, dont le duit a servi à réduire la dette de la So envers le gouvernement du Canada, c ajouté à d'autres changements, a rédu offsetting factors. The first of these was the growth resulting from cash advances made in 1978 against the new loan and investment commitments of the past two or three years. The second factor, and offsetting this "normal" kind of growth in 1978 were the sales of mortgages from the Corporation's portfolio, with the proceeds used to reduce CMHC's indebtedness to the federal government and, thereby, with other changes, reducing its net new borrowings from \$599.6 million in 1977 to \$189.2 million in 1978. This brought CMHC's total borrowings from government to \$9.9 billion,

montant net de ses nouveaux emprunts de 599.6 millions en 1977 à 189.2 millions en 1978. Ainsi, la valeur totale des sommes que la Société a empruntées du gouvernement du Canada a atteint le chiffre de 9.9 milliards.

Ventes de créances hypothécaires Pour la première fois depuis 1965, la Société a vendu en 1978 des créances hypothécaires faisant partie de son portefeuille de prêts hypothécaires qu'elle avait consentis à des propriétaires d'habitations et qui étaient assurés aux termes de la LNH. À la fin de 1978, ces valeurs atteignaient le chiffre de 1.6 milliard de dollars, sur un

Capital Budget commitments 1969-1978 (in billions of dollars)

Engagements du budget de placements de 1969 à 1978 (en milliards de dollars)



Mortgage Sales

The mortgage sales of 1978, the first since 1965, were from the Corporation's portfolio of mortgages made to home-owners carrying NHA mortgage insurance. At the end of 1978, these holdings amounted to \$1.6 billion out of a total asset portfolio of \$10.1 billion. The sales were made by a series of auctions in which approved lenders and members of the Investment Dealers Association of Canada were invited to participate. Of \$507 million offered, mortgages valued at \$476 million were sold at the four auctions held in 1978 with the December sales being for settlement after the year-end. Since these mort-

actif total de 10.1 milliards. Ces ventes ont été faites par une série d'enchères auxquelles les prêteurs agréés et les membres de l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada ont été invités à participer. Des 507 millions de dollars de créances hypothécaires mises en vente, le montant des ventes effectuées aux quatre enchères de 1978 s'est élevé à 476 millions, compte tenu du fait que les ventes ne devaient être réglées qu'après la fin de l'année. Vu que ces prêts hypothécaires avaient été consentis à des taux d'intérêt inférieurs à ceux en cours en 1978, les ventes ont été faites à un



...by seeing that NHA standards are adhered to...

...en s'assurant que les normes de la LNH sont respectées... gages had been made at interest rates below those prevailing in 1978, the sales were at a discount which averaged 15 per cent. Thus, for the mortgages sold in 1978, the Corporation realized, or will realize on settlement, \$404 million from the successful bidders. In addition, it recovered, or will recover, from the Minister, \$72 million for the discount incurred in the sales. Upon full settlement, CMHC will have been able to redeem \$476 million of its debt to the federal government.

Real Estate Sales

The Corporation continued, in 1978, to sell dwelling units from its real estate portfolio under the sales program initiated in 1976. This portfolio, at the end of 1978, included 16 600 dwelling units with a book value of \$211 million. This was in addition to 9 400 dwelling units held by the Mortgage Insurance Fund. These properties were acquired, in part, from departments and agencies of the federal government and, in part, through mortgage default. In 1978, some 4 000 dwelling units owned by the Corporation were sold, with provincial governments, non-profit corporations and cooperatives having priority in purchases. These sales involved a book loss to the Corporation of \$1.2 million in 1978 but had the effect of reducing the projected operating deficit for the next five-year period by more than three times this amount. Such book losses are recovered by the Corporation, through the Minister, from funds appropriated by Parliament, as are the annual real estate operating deficits.

While the Corporation's sales of real estate units in 1978 were up substantially from the dwelling units sold in 1977,

escompte qui a été de 15 pour cent en moyenne pour l'ensemble de l'année. Ainsi, en ce qui concerne les créances hypothécaires vendues en 1978, la Socia a réalisé ou réalisera au règlement la somme de 404 millions, provenant des acheteurs dont les soumissions ont été acceptées. De plus, elle a recouvré ou recouvrera du Ministre, la somme de 7 millions pour l'escompte appliqué à ce ventes. Au règlement intégral, la Socié aura été en mesure de rembourser 476 millions au gouvernement fédéral.

Ventes d'immeubles

La Société a continué, en 1978, de vene des logements faisant partie de son pofeuille immobilier, dans le cadre du pr gramme institué en 1976. À la fin de 1 ce portefeuille comprenait 16 600 loge ments ayant une valeur comptable de 2 millions de dollars. Il faut ajouter à ce les 9 400 logements détenus par le For d'assurance hypothécaire. Une partie d ces propriétés proviennent de certains ministères et organismes du gouverner fédéral et les autres ont été acquises à suite du défaut de paiement des obliga tions hypothécaires. En 1978, la Sociét vendu environ 4 000 logements et elle a accordé aux gouvernements provinci aux sociétés et coopératives sans but l tif la priorité de les acheter. Ces ventes ont fait subir à la Société une perte cor table de 1.2 million de dollars en 1978 mais elles ont eu pour effet de réduire montant plus élevé le déficit d'exploit prévu pour les cinq prochaines années. La Société récupère les pertes comptab de ce genre, par l'entremise du Ministr à même les fonds votés par le Parlem comme c'est le cas aussi pour les défici annuels résultant de l'exploitation des immeubles.

Bien que la vente d'immeubles de l'Société, en 1978, ait été beaucoup plus élevée que celle de l'année précédente, nombre accru de propriétés acquises pale Fonds a entraîné un accroissement n

higher acquisitions by the Mortgage Insurance Fund resulted in a net increase in the total portfolio during the year.

New acquisitions of real estate by the Corporation, because of mortgage defaults on its own direct loans, as distinct from that of the Mortgage Insurance Fund which it administers, totalled 2 900 units in 1978 compared to 2 700 units in the preceding year. This higher rate of real estate acquisitions is likely to be maintained in 1979 in light of the current levels of arrears on mortgages held by the Corporation.

Mortgage Insurance Fund

The Corporation administers the Mortgage Insurance Fund, the Home Improvement Loan Insurance Fund, the Rental Guarantee Fund and the Home Insulation Contribution Fund. By far the largest of these is the Mortgage Insurance Fund which had assets of \$632 million at the end of 1978. This Fund was established to provide for claims made under the NHA mortgage insurance program and is the depository for the mortgage insurance premiums paid by borrowers.

du portefeuille total de la Société, pour l'année.

Les nouveaux immeubles acquis par la Société à la suite de défauts de paiement au compte des prêts hypothécaires consentis directement, en dehors de ceux qu'elle administre pour le compte du Fonds d'assurance hypothécaire, se sont chiffrés par 2 900 en 1978 comparativement à 2 700 l'année précédente. Il est probable qu'en 1979, cette augmentation du nombre de propriétés acquises par la Société se répétera, à cause du niveau actuel des arrérages qui lui sont dus. La valeur de ces arrérages varie suivant les programmes mais, de façon générale, elle est plus élevée qu'en tout autre temps depuis 1970.

Fonds d'assurance hypothécaire
La Société administre le Fonds d'assurance
hypothécaire, le Fonds d'assurance des
prêts pour l'amélioration de maisons, le
Fonds de garantie de loyer et le Fonds de
contribution à l'isolation des résidences.
Le plus important est sans contredit le
Fonds d'assurance hypothécaire dont
l'actif s'élevait à 632 millions à la fin de
1978. Ce fonds a été établi en vue de
payer les réclamations faites en vertu du
programme d'assurance des prêts hypothécaires de la Loi nationale sur l'habitation
et il est constitué des primes d'assurance
hypothécaire que les emprunteurs doivent
payer.

L'augmentation rapide du nombre de réclamations à ce Fonds, constatée en 1977, a continué en 1978. Au cours des 22 années prenant fin en 1976, les prêteurs sur hypothèque avaient présenté des réclamations d'une valeur globale de 212 millions au Fonds d'assurance hypothécaire; il s'agissait de cas où, les emprunteurs ne s'étant pas acquitté de leurs obligations hypothécaires, le titre de leur propriété avait été cédé au Fonds. En 1977, la valeur des réclamations s'élevait à 47

The rapid increase in claims against the Fund experienced in 1977 continued in 1978. In the 22 years ending 1976, claims amounting to \$212 million were made against the Fund by mortgage lenders because of borrower default, with title to the property being transferred to the Fund. In 1977 claims amounted to \$47 million, and in 1978 to \$182 million. Settlement of this increased level of claims has not prevented the continued growth of the Fund. Claims paid are accompanied by an equivalent acquisition of real estate which, when disposed of, regenerates Fund liquidity.

As in prior years, real estate holdings of the Mortgage Insurance Fund are subjected to detailed appraisal in accordance with generally accepted appraisal methods, applied for the most part by accredited appraisers. As a result of this appraisal, real estate holdings are adjusted to reflect the lower of acquisition cost and appraised value. In 1977 the provision for re-evaluation of real estate was \$4.3 million, while in 1978 this provision was \$57.6 million. This increased adjustment is consistent with the acquisition of a higher volume of multiple-unit projects with low income-generating potential. The ultimate value realized on disposition of these properties will be determined at the time of sale when actual losses, if any, will be reflected in the Fund.

The proportion of the Fund's assets in real estate and mortgages increased in 1978 to 42 per cent, compared with 28 per cent at the end of 1977. It is anticipated that claims on the Fund will increase in 1979 because of the "Quick Settlement" * feature of NHA-insured Graduated Payment Mortgages and, for that reason, the Fund will seek to increase its liquidity by selling off real estate.

millions et en 1978, à 182 millions. To fois, le règlement de ce nombre accru réclamations n'a pas nui à l'accroissem rapide du Fonds. La valeur des réclamations payées est compensée par des immeubles acquis d'une valeur égale qui fois vendus, reconstituent la liquid du Fonds.

Comme au cours des années antérieures, les immeubles constituant le p feuille immobilier du Fonds d'assuran hypothécaire sont assujettis à une éval tion détaillée, effectuée selon les méth généralement acceptées, par des évalu teurs accrédités. À la suite de cette éva tion, les valeurs immobilières sont redressées pour refléter le moindre du d'acquisition et de la valeur prisée. En 1977, la provision établie pour la réév. tion des immeubles était de 4.3 million dollars et, en 1978, elle s'élevait à 57.0 millions. Ce redressement important e compatible avec l'acquisition d'un plu fort volume de bâtiments à logements multiples et à revenu peu élevé. La val ultime réalisée à la disposition de ces propriétés sera déterminée au moment la vente alors que les pertes réelles, s'i a lieu, seront reflétées dans le Fonds lui-même.

L'actif du Fonds, constitué d'imme bles et de créances hypothécaires, a augmenté de façon à constituer jusqu'à 42 pour cent de l'actif total, à la fin de 1978, comparativement à 28 pour cent fin de 1977. En prévision d'une hausse nombre de réclamations à ce Fonds en 1979, en raison du «règlement rapides qui caractérise les prês hypothécaires à paiements progressifs assurés aux term de la LNH, la Société maintiendra son programme de vente d'immeubles apprenant au Fonds pour tenter d'accroître liquidités.

^{*}The "Quick Settlement" feature provides for the settlement of claims against the Mortgage Insurance Fund, without the requirement for an immediate transfer of title or vacant possession.

^{*}Le «règlement rapide» prévoit le règlement des réclamations au Fonds d'assurance hypothécaire, sans qu'il soit exigé qu'il y ait cession immédiate du titre au Fonds et que la propriété soit vacante.

Grants, Contributions and **Subsidies**

\$694.1 million in grants, contributions and

These disbursements are recovered by

subsidies, an increase of 33 per cent over

the Corporation, through the Minister,

They are used for public housing subsi-

dies, grants and interest-reduction con-

from funds appropriated by Parliament.

The Corporation provides on behalf of the federal government, grants, contributions and subsidies in fulfilment of the government's housing and community development objectives. The NHA policy and program changes approved in 1978 add to the importance of this role.

In 1978, the Corporation disbursed

ing tenants who live in apartment units.

...en aidant les locataires d'un logement appartenant à la Société. Les octrois, contributions et subventions

La Société accorde au nom du gouvernement fédéral des octrois, des contributions et des subventions destinés à faciliter la construction ou la rénovation d'habitations et l'aménagement des collectivités. Les changements à la politique et aux programmes de la LNH, qui ont été approuvés en 1978, ajoutent à l'importance de ce dernier rôle.

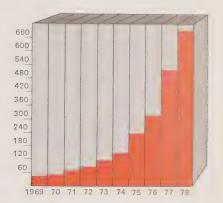
En 1978, la Société a déboursé la somme de 694.1 millions de dollars en octrois, contributions et subventions, ce qui représente une augmentation de 33 pour cent par rapport à l'année précédente.

La Société récupère les sommes ainsi déboursées, par l'entremise du Ministre, à

Grants, contributions and subsidies 1969-1978 (in millions of dollars)

the previous year.

Octrois, contributions et subventions de 1969 à 1978 (en millions de dollars)



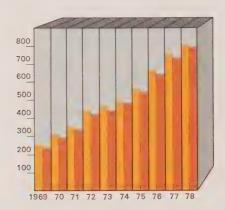
tributions to non-profit corporations and cooperatives. They are also used for the forgiveness of interest payments under the Assisted Home-Ownership and Rental Programs (now being replaced by interest-bearing loans) and grants for home insulation purposes. Forgiveness of loans and grants for the development of sewage treatment facilities and water supply have also been provided in this way, though these are now to be replaced by the Community Services Contribution Program.

These "budgetary" funds recovered by the Corporation also include compensation to the Corporation for past activities undertaken at the government's direction. même des fonds votés par le Parlemen Ces fonds lui permettent de verser de subventions aux logements dits public d'accorder des octrois et d'offrir des co tributions en réduction de l'intérêt au sociétés et aux coopératives sans but l tif. Elle fait remise des paiements d'ir en vertu des Programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif (maintenant rempla par des prêts portant intérêt) et elle accorde des octrois pour aider à isoler habitations. La remise gracieuse d'une partie des prêts et les subventions pou l'aménagement des services d'épurations des eaux-vannes et d'approvisionneme

Income/expense 1969-1978 (in millions of dollars)

Revenus/dépenses de 1969 à 1978 (en millions de dollars)





These include mortgage-lending at interest-rates below the Corporation's borrowing rates, and operating losses on the Corporation's real estate portfolio where rents are below market levels.

en eau potable proviennent de la mêm source, bien que ces activités soient ma tenant sur le point d'être remplacées le Programme de subventions aux ser communautaires.

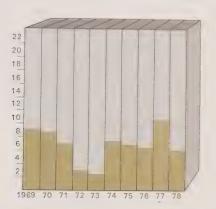
Ces fonds «budgétaires» que la So récupère comprennent aussi une comp sation qui lui est versée pour des actientreprises dans le passé à la demande du gouvernement fédéral. Il s'agit de hypothécaires consentis à des taux d'in rêt inférieurs aux taux d'emprunt de l'Société et de pertes d'exploitation à l'égard du portefeuille immobilier de Société lorsque les loyers exigés sont in rieurs aux loyers du marché.

The Corporation's net income for 1978, after tax, was \$6.4 million compared to \$10.8 million in the previous year. This is consistent with earlier forecasts of a continuing decline in the Corporation's net income under its present financial arrangements. The decline would have been more marked but for lower than expected administrative expenses and higher interest earnings arising from quicker recoveries from the Minister. There was also a minor impact resulting from the government's decision early in the year to deal with housing subsidies and contribu-

Le bénéfice net de la Société en 1978, après impôt, a été de 6.4 millions de dollars comparativement à 10.8 millions l'année précédente. Ce résultat est compatible avec les prévisions antérieures d'une baisse constante du bénéfice net de la Société en vertu des dispositions financières actuelles. Cette baisse aurait été plus marquée, n'eût été une réduction plus forte que prévue des frais d'administration et un montant accru du revenu d'intérêts du fait que les sommes à recouvrer du Ministre ont été récupérées rapidement. La décision prise par le gouvernement au début de l'année de verser des subventions et des contributions à l'habitation plutôt que

Net income 1969-1978 (in millions of dollars)

Bénéfice net de 1969 à 1978 (en millions de dollars)



tions in a more direct way than that of charging preferred NHA interest rates. This entailed charging market interest rates on the Corporation's direct lending activities.

d'exiger des taux d'intérêt préférentiels aux termes de la LNH a aussi produit un certain effet. La Société a ainsi exigé les taux d'intérêt courants pour ses prêts directs

National office Bureau national

Ottawa

Regional offices Bureaux régionaux

Atlantic Saint John, N.B

Québec Montréal Ontario Toronto

Prairies Saskatoon

British Columbia Vancouver

Provincial offices Bureaux provinciaux

St. John's Fredericton Charlottetown Halifax Winnipeg Regina Edmonton

Local offices and representatives Bureaux locaux et représentants

Corner Brook
Gander
Goose Bay
Grand Falls
Marystown
St. John's
Bathurst
Edmundston
Fredericton
Moncton
Saint John, N.B.
Charlottetown
Halifax
New Glasgow
Sydney
Yarmouth
Chicoutimi
Hauterive
Hull
Laval-Laurentides
Rive-Sud (Longueuil)
Montréal (4)

Rimouski
Sept-Îles
Sherbrooke
Trois-Rivières
Val d'O'r
Barrie
Cornwall
Elliot Lake
Hamilton
Kenora
Kingston
Kitchener
London
Mississauga
North Bay
Oshawa
Ottawa
Owen Sound
Pembroke

Peterborough

Sarnia
Sault Ste. Marie
Sudbury
Thunder Bay
Timmins
Toronto
Windsor
Brandon
The Pas
Thompson
Winnipeg
Prince Albert
Regina
Saskatoon
Calgary
Edmonton
Grande Prairie
Lethbridge
Medicine Hat

Red Deer Yellowknife Courtenay Cranbrook Kamloops Kelowna Prince Geo Terrace Trail Vancouver Victoria Whitehorse



ancial tements

états nciers To The Honourable the Minister of State for Urban Affairs

We have examined the balance sheet of Central Mortgage and Housing Corporation as at December 31, 1978 and the statements of reserve fund, operations, financial activities and insurance, guarantee and contribution funds for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these statements are in agreement with the books of account of the Corporation and present a true and fair view of the state of affairs of the Corporation as at December 31, 1978 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

In our opinion, proper books of account have been kept and the transactions of the Corporation that have come under our notice have been within the powers of the Corporation.

Claude D. Henry, C.A. of the firm Maheu, Noiseux & associés

Charles Rondeau, C.A. of the firm Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés A l'honorable Ministre d'Etat chargé des Affaires urbaines

Nous avons vérifié le bilan de la Société centrale d'hypothèques et de logement au 31 décembre 1978, ainsi que les états du fonds de réserve, d'exploitation, d'activités financières et fonds d'assurance, de garantie et de contribution pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers sont conformes aux livres de comptes de la Société et présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1978, et le résultat de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, des livres de comptes adéquats ont été tenus et les opérations de la Société venues à notre connaissance étaient de la compétence de la Société.

Claude D. Henry, C.A. de la firme Maheu, Noiseux & associés

Charles Rondeau, C.A. de la firme Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés

Société centrale d'hypothèques et de logement

Balance Sheet

in thousands of dollars

Bilan

en milliers de dollars

| Assets | Actif | | mber 31, 1978 décembre 1978 | 31 c | mber 31, 197 décembre 197 |
|--|--|----|--------------------------------|------|------------------------------|
| nvestments Loans – Schedule I | Placements Prêts — Tableau I | \$ | 8,950,387 | \$ | 8,834,1 |
| Investments under Federal-Provincial Agreements – Schedule II | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales – Tableau II | | 803,703 | | 685,5 |
| Real Estate (Note 2) at cost, less accumulated depreciation (1978 – \$32,875; 1977 – \$36,487) Schedule III | Placements immobiliers (Note 2) au coût, moins amortissement accumulé (1978 – \$32,875; 1977 – \$36,487) Tableau III | | 211,456 | | 197,3 |
| Agreements for Sale and Mortgages arising from sales of real estate, including accrued interest | Conventions de vente et prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles, y compris les intérêts courus | | 55,333 | | 39,6 |
| | | | 10,020,879 | | 9,756,6 |
| Short Term Investments | Titres négociables à court terme | | 19,354 | | |
| Accounts Receivable Due from the Minister Due under Federal-Provincial Agreements Other | Comptes à recevoir Dû par le Ministre Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Autres | | 10,039 33,213 2,543 | | 19,2 34,7 1,8 |
| Other Assets | Autres éléments d'actif | | 7,414 | | 14,2 |
| Business Premises, Office Furniture and Equipment at cost, less accumulated depreciation (1978 – \$10,889; 1977 – \$9,897) | Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement au coût, moins amortissement accumulé (1978 – \$10,889; 1977 – \$9,897) | | 8,443 | | 8,3 |
| | | 4 | 10,101,885 | \$ | 9,835,1 |
| | | Ť | 10,101,000 | | 9,035,1 |

| lities | Passif | December 31, 1978 | December 31, 1977 |
|---|--|---------------------------|----------------------------|
| | | 31 décembre 1978 | 31 décembre 1977 |
| wings from the Government of da (Note 3) - Schedule IV | Emprunts du gouvernement du Canada (Note 3) – Tableau IV | \$ 9,898,072 | \$ 9,708,815 |
| ues issued in excess of funds posit | Chèques en circulation diminués des montants en dépôt | 89,816 | 21,420 |
| unts Payable and Accrued Liabilities of the Receiver General nder Federal-Provincial Agreements | Comptes à payer et frais courus Dû au Receveur général Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Autres | 7,175 25,978 34,265 | 11,840 27,042 19,716 |
| sits, Contractors' Holdbacks and red Income | Dépôts, retenues d'entrepreneurs et revenu reporté | 5,778 | 6,294 |
| red Profits es of real estate | Profits reportés sur ventes d'immeubles | 10,801 | 10,064 |
| | | 10,071,885 | 9,805,191 |
| al rized and fully paid by the | Capital autorisé et payé par le | | |
| nment of Canada | gouvernement du Canada | 25,000 | 25,000 |
| ve Fund | Fonds de réserve | 5,000 | 5,000 |
| | | 30,000 | 30,000 |
| | | \$ 10,101,885 | \$ 9,835,191 |
| nce, Guarantee and Contribution | Fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ 672,862 | \$ 647,931 |

Société centrale d'hypothèques et de logement

Statement of Reserve Fund

in thousands of dollars

État du fonds de réserve

en milliers de dollars

Balance, beginning of year

Solde au début de l'exercice

Add: Net Income for the year

Ajouter: Bénéfice net de l'exercice

Profits realized on sales of assets acquired without cost from the Government of Canada Profits sur ventes d'actifs acquis à t gratuit du gouvernement du Canada

Deduct: Excess over statutory limitation transferred Déduire: Excédent sur la limite statutaire, to the credit of the Receiver General

viré au crédit du Receveur général

Balance, end of year

Solde à la fin de l'exercice

| mber 31, 1978 xercice terminé décembre 1978 | December 31, 197 Exercice termin le 31 décembre 197 |
|---|---|
| 5,000 | \$ 5,000 |
| 6,402 | 10,76 |
| 286 | 433 |
| 6,688 | 11,199 |
| 6,688 | 11,199 |
| | |
| 5,000 | \$ 5,000 |
| | |

Year Ended

Year Ended

Société centrale d'hypothèques et de logement

Statement of Operations

in thousands of dollars

État de l'exploitation en milliers de dollars

| Loans | Prêts |
|---|--|
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts attribual à des prêts à taux inférieurs au coût d'empru |
| Application fees on mortgage loans | Droits de demande sur les prêts hypothécair |
| | Lack Acceptation of the Comment of t |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Can |
| Forgiveness of loans | Renonciation de prêts |
| Federal-Provincial Agreements Interest earned | Ententes fédérales-provinciales Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts attribua à des prêts à taux inférieurs au coût d'empru |
| | Lucia de de la companya de Con |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Can |
| Share of net losses arising from agreements | Participation dans les pertes nettes encourue en vertu des ententes |
| Agreements for Sale and Mortgages | Conventions de vente et prêts hypothécaires |
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Can |
| Real Estate | Placements immobiliers |
| Operating loss | Perte d'exploitation |
| Gain on disposal of real estate | Profit sur vente d'immeubles |
| Loss on disposal of uninsured properties | Perte sur vente de propriétés non assurées |
| Other Income | Autres revenus |
| Grants, Direct Subsidies and Research | Octrois, subventions directes et recherche |
| Margin on Financing Operations | Bénéfice sur activités de financement |
| Administrative Expenses | Frais d'administration |
| Recoveries – Fees earned for services – Charged to the Minister | Recouvrements – Honoraires pour services – Imputés au Ministre |
| Total Charged to the Minister Schedule V | Total des imputations au Ministre Tableau V |
| Income before Income Taxes | Bénéfice avant impôt sur le revenu |
| Income Taxes | Impôt sur le revenu |
| Net income transferred to Reserve Fund | Bénéfice net, viré au fonds de réserve |
| | |

| nded December 31, 1977 iné le 31 décembre 1977 | Year Exercice term | | ded December 31, 1978 né le 31 décembre 1978 | Exercice termi |
|---|--|---------------------------------|--|---|
| Grants, Contributions and Subsidies or Behalf of the Ministe Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | ot Financing Operations Activités de ement direct | | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | Operations Activités de ncement direct |
| | | \$ 658,652 | | 35 |
| \$ 28,004 | | 28 ,004 6 ,319 | \$ 31,411 | 11 60 |
| | \$ 68,930 | 692,975 624,045 | | 06 92 \$ 59,114 |
| 120,871 | | | 159,783 | |
| | | 46,919 | | 56 |
| 3 73 | | 373 | 400 | 00 |
| | 3,303 | 47,292 43,989 | | 56 21 3,835 |
| 30,487 | | | 37,025 | |
| | 2,257 | 2,824 567 | | 33 34 2,749 |
| 11,291 | 2,328 | | 13,740 1,208 | 1,469 |
| 1,211 | 5,419 | | | 10,305 |
| 307,302 | 0,110 | | 420,457 | |
| | 82,237 | | | 77,472 |
| 24,167 | 60,861 | 89,999 (4,971) (24,167) | 30,051 | 82 23) 51) 65,208 |
| \$ 523,706 | | | \$ 694,075 | |
| | 21,376 | | | 12,264 |
| | 10,609 | | | 5,862 |
| | \$ 10,767 | | | \$ 6,402 |

Statement of Financial **Activities**

in thousands of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

État des activités financières

en milliers de dollars

Financial Resources Provided

Operations:

Interest earned

Cash recovered from the Minister

Other revenues

Provenance des ressources financières

Exploitation:

Revenu d'intérêts

Fonds récupérés du Ministre

Autres revenus

Increase in accrued interest on borrowings Increase in operating liabilities and deferred income Borrowings from the Government of Canada Loan repayments Profits realized on sales of assets acquired without cost from the Government of Canada Sale of mortgages

Received from the Minister on prior year's

Emprunts du gouvernement du Canada Remboursements de prêts Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratu du gouvernement du Canada

Vente de créances hypothécaires Déboursés relatifs aux exercices antérieurs

Augmentation des intérêts courus sur empru

Augmentation du passif d'exploitation et

percus du Ministre

du revenu reporté

Financial Resources Applied

Interest expense

Operations:

disbursements

Expenditures made on behalf of the Minister excluding depreciation

Administrative expenses excluding

depreciation

Income taxes

Utilisation des ressources financières Exploitation:

Dépenses d'intérêts

Déboursés effectués au nom du Ministre excluant l'amortissement

Frais d'administration excluant

l'amortissement

Impôt sur le revenu

Increase in accrued interest on loans Increase in operating assets Increase in agreements for sale and

Excess reserve fund transferred to the credit of the Receiver General

Repayment of borrowings from the Government of Canada

Loan advances

mortgages

Real estate additions (net)

investments under federal-provincial agreements

Business premises, office furniture and equipment additions

Augmentation des intérêts courus sur prêts Augmentation de l'actif d'exploitation Augmentation des conventions de vente et prêts hypothécaires Excédent du fonds de réserve viré au crédit du Receveur général Remboursements d'emprunts du gouvernement du Canada Avances sur nouveaux prêts Placements immobiliers (net) Placements en vertu d'ententes

fédérales-provinciales Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement

| ed December 31, 197 é le 31 décembre 197 | Ende | Year Exercice te | ed December 31, 1978 de le 31 décembre 1978 | r En rmi | Year Exercice term | |
|--|------|--|---|-------------|---------------------------------------|-----|
| Grants, Contribution and Subsidies of Behalf of the Ministr Octrois, contribution | | Direct Financing Operations Activités de | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions | J | ect Financing Operations Activités de | Dir |
| et subventior imputés au Ministr | _ | financement direct | imputés au Ministre | | cement direct | an |
| | | | | | | |
| 520,66 | \$ | 713,282 | \$ 703,271 | | 764,796 | |
| | | 14,150 | | - | 14,385 | |
| | | 727,432 7,744 | | | 779,181 4,045 | |
| | | 44,156 912,500 511,746 | | | 77,437 1,223,500 600,768 | |
| | | 432 | | | 286 243,242 | |
| (87) | | 873 | (13,751) | | 13,751 | |
| 519,79 | \$ | 2,204,883 | \$ 689,520 | | 2,942,210 | |
| 519,791 | \$ | 640,224 | \$ 689,520 | | 694 ,786 | |
| 010,70 | | 64,503 | | | 71,140 | |
| | | 10,609 | | | 5,862 | |
| | | 715,336 | | | 771,788 | |
| | | 44 ,489 37 ,875 | | | 27,775 11,631 | |
| | | 243 | | | 15,678 | |
| | | 11,199 | | | 6,688 | |
| | | 320,711 947,536 39,325 | | | 1,038,288 932,518 18,674 | |
| | | 86,886 | | | 118,128 | |
| | | 1,283 | | | 1,042 | |
| 519,791 | \$ | 2,204,883 | \$ 689,520 | \$ | 2,942,210 | |

Statement of Insurance, **Guarantee and Contribution** Funds

Total Assets

Société centrale d'hypothèques et de logement

État des fonds d'assurance, de garantie et de contribution

| n thousands of dollars | en milliers de dollars | | |
|---|--|---|--|
| Assets | Actif | December 31, 1978 31 décembre 1978 | December 31, 19 31 décembre 19 |
| Mortgage Insurance Fund Cash Due from (to) Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Mortgages Real estate | Fonds d'assurance hypothécaire Encaisse Comptes à recevoir de (à payer à) la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Hypothèques Placements immobiliers | \$ 2,449 362,690 114,008 152,444 | \$ (58 434,31 101,22 70,96 |
| Home Improvement Loan Insurance Fund Cash Due to Central Mortgage and Housing Corporation | Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons Encaisse Comptes à payer à la Société centrale d'hypothèques et de | \$ 631,591 | \$ 605,92 |
| Securities, at amortized cost Mortgages | logement Placements, au coût amorti Hypothèques | (10) 4,869 83 | 4,9 |
| | | \$ 4,947 | \$ 5,0 |
| Rental Guarantee Fund Cash Due from Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Real estate | Fonds de garantie de loyer Encaisse Comptes à recevoir de la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Placements immobiliers | \$ 4 53 7,025 3,002 | 6,4 |
| U | Founds do contribution à l'isolation | \$ 10,084 | \$ 9,4 |
| Home Insulation Contribution Fund Cash Due from (to) Central Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost | Fonds de contribution à l'isolation des résidences Encaisse Compte à recevoir de la Société centrale d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti | \$ (361) 26,601 | \$ 27,4 |
| | | \$ 26,240 | \$ 27,5 |

Total de l'actif

647,93

672,862

| nuity of Funds | Évolution des fonds | Year Ended | |
|---|---|------------------------|---------------------------------|
| | | December 31, 1978 | Year Ended December 31, 1977 |
| | | Exercice terminé | Exercice terminé |
| | | le 31 décembre 1978 | le 31 décembre 1977 |
| | Droits | A | |
| from securities | Revenu d'intérêts sur placements | \$ 55,013 | |
| from mortgages | Revenu d'intérêts sur hypothèques | 34,320 | |
| state acquired on claims | Immeubles acquis lors du règlement | 9,226 | 8,292 |
| | de réclamations | 181,756 | 40.000 |
| | | | 10,002 |
| Provision for revaluation of | Moins: Provision pour réévaluation | 280,315 | 139,280 |
| eal estate | des immeubles | 57,632 | 4.20.4 |
| let loss on operation and | Pertes nettes sur exploitation et | 37,032 | 4,294 |
| lisposal of real estate let loss on sales of securities | vente d'immeubles | 8,756 | 754 |
| ter loss off sales of securities | Perte nette sur disposition de | | 754 |
| dministrative expenses | placements | 1,371 | |
| anning attive expenses | Frais d'administration | 5,065 | 3,249 |
| paid and legal expenses | Béalana (' | 207.491 | 2.00 |
| - Para and regal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 131,825 | 46 300 |
| e in fund | Augmentation du fonds | | |
| e, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 25,666 | 84.077 |
| | a side an appart de l'exercice | 605.925 | 82 1 34 1 |
| e, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 631,591 | A |
| | | V 031,331 | 6121 (12) |
| from consisten | Droits | \$ 43 | \$ 80 |
| from securities from mortgages | Revenu d'intérêts sur placements | 380 | 356 |
| ries on claims paid | Revenu d'intérêts sur hypothèques | 7 | 8 |
| rico dii cianna paid | Recouvrements sur les réclamations | 103 | 162 |
| dministrative expenses | | 533 | 606 |
| difficultive expenses | Moins: Frais d'administration | 145 | 175 |
| naid and local avnances | Pr/ 1 | 388 | 431 |
| paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 451 | 174 |
| e (decrease) in fund | Augmentation (diminution) du fonds | (62) | |
| b, beginning of year | Solde au début de l'exercice | (63) 5,010 | 192 |
| and of | | 3,010 | 3 018 |
| end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 4,947 | \$ 3,7110 |
| from securities | Revenu d'intérêts sur placements | \$ 490 | \$ 394 |
| fit on operation of real estate | Bénéfice net d'exploitation d'immeubles | 284 | 300 |
| dministrative expenses | | 774 | 694 |
| annistrative expenses | Moins: Frais d'administration | 128 | 88 |
| in fund | Augmentation du fonds | 646 | 606 |
| , beginning of year | Solde au début de l'exercice | 9,438 | 606 8,832 |
| | | 3,430 | 0,032 |
| , end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 10,084 | \$ 9,438 |
| | | | |
| from the Minister | Min de foud 1 agrico | | |
| from securities | Mise de fonds du Ministre | \$ 28,850 | \$ 40,350 |
| | Revenu d'intérêts sur placements | 2,586 | 2,151 |
| intributions | Moins: Contributions | 31,436 | 42,501 |
| iministrative expenses | Frais d'administration | 32,002 752 | 14,231 712 |
| (decrease) in fund | Augmentation (diminution) du fonds | | |
| beginning of year | Solde au début de l'exercice | (1,318) 27,558 | 27,558 |
| end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 26,240 | \$ 27,558 |
| surance, Guarantee and | Total des fonds d'assurance, de garantie | | |
| Ition Funds | et de contribution | \$ 672,862 | \$ 647,931 |

Notes to the Financial Statements December 31, 1978

Notes aux états financiers 31 décembre 1978

1 Significant Accounting Policies

Central Mortgage and Housing Corporation was constituted as a Crown Corporation by an Act of Parliament on January 1, 1946. Its activities are regulated by the National Housing Act, and the Central Mortgage and Housing Corporation Act.

The principal accounting policies followed are:

a) Revenue Recognition

Interest income is accounted for on the accrual basis. Recoveries from the Minister are recorded when expenditures are made on his behalf.

b) Loans

Loans are capitalized as the cash is advanced. Costs incurred in connection with making loans are included in administrative expenses. No provisions are made for possible losses on loans since losses on insured loans are recoverable from the Mortgage Insurance Fund, while property acquired upon default on uninsured loans is transferred to real estate for subsequent disposal.

1 Principales conventions comptables

La Société centrale d'hypothèques et de los ment a été constituée en compagnie de la Couronne le 1° janvier 1946 par une loi du Parlement. Ses activités sont régies par la l nationale sur l'habitation et la Loi de la Soccentrale d'hypothèques et de logement.

Les principales conventions comptables solles suivantes:

a) Comptabilisation des revenus

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon méthode d'exercice. Les recouvrements du Ministre sont comptabilisés lorsque les déboursés sont effectués en son nom.

b) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mes que les fonds sont déboursés et les coûts relatifs à l'octroi de prêts sont compris dan les frais d'administration. Aucune provisior pour pertes sur les prêts n'est comptabilisée puisque les pertes sur les prêts assurés son récupérées du Fonds d'assurance hypothéc tandis que les propriétés saisies lors d'un défaut de paiement de prêts non assurés so virées à Placements immobiliers pour fins d'aliénation éventuelle.

c) Placements immobiliers

Les immobilisations sont inscrites au coût.
Les propriétés, saisies lors d'un défaut de penent, sont comptabilisées au montant du solde du prêt plus les intérêts courus jusqu' la date du défaut de paiement. Les débours effectués lors de la prise de possession, ain que les frais de modernisation et d'amélioration, sont capitalisés au coût de ces propriétés. Les pertes nettes d'exploitation ava

c) Real Estate

Real estate is recorded at cost. Property acquired upon default of loans is recorded at the unpaid loan balance plus interest accrued to the date of default, together with any acquisition expenditures incurred and modernization and improvement costs. Both the net operating costs prior to disposal and net losses resulting from the disposal of properties acquired upon default of loans are recoverable from the Minister.

Profits on the sale of Corporation funded real estate or real estate acquired without cost, to the extent that financing is provided for the transaction, are deferred and income recognized as repayments are received.

d) Depreciation

Depreciation on real estate is recorded on a straight line basis. Rates are set in terms of the loan repayment originally negotiated, usually 40 or 50 years.

Depreciation on business premises, office furniture and equipment is recorded on a diminishing balance basis at the following fixed annual rates:

| Masonry buildings | 5% | |
|-----------------------------------|-----|---|
| Frame buildings | 10% | |
| Furniture, fixtures and equipment | 20% | - |
| Automotive equipment | 30% | |

l'aliénation de même que les pertes nettes résultant de la disposition de propriétés saisies lors d'un défaut de paiement sont imputées au Ministre.

Les profits réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations achetées par la Société ou acquises à titre gratuit, sont reportés et crédités aux revenus sur une base d'encaissements, à la condition que la Société pourvoie au financement de la transaction.

d) Amortissement

L'amortissement sur les Placements immobiliers est inscrit selon la méthode linéaire. Les taux sont établis en fonction des modalités originales de remboursement du prêt, soit généralement sur 40 ou 50 années.

La Société amortit ses immobilisations en utilisant la méthode de l'amortissement décroissant aux taux annuels suivants:

| Immeubles de béton | |
|------------------------------------|-----|
| | 5% |
| Immeubles de bois | 10% |
| Mobilier, équipement et agencement | 20% |
| Matériel roulant | 30% |

e) Ententes fédérales-provinciales

La Société comptabilise seulement ses coûts dans les placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales; les montants versés par les autres participants ne sont pas comptabilisés. Les pertes encourues par la Société en vertu de ces ententes sont imputées au Ministre.

e) Federal-Provincial Agreements

The investments recorded under federal-provincial agreements include only costs to the Corporation and do not reflect amounts contributed by other parties. The Corporation's share of losses under these agreements is charged to the Minister.

- f) Income Taxes and Reserve Balance
 The Corporation is required to pay taxes on its
 income. These taxes are recorded on a taxes
 payable basis which is not significantly different from the tax allocation basis. Income or
 loss after taxes is transferred to the Reserve
 Fund which is limited by statute to \$5,000,000.
 Any excess over this amount is transferred
 to the credit of the Receiver General.
- g) Insurance and Guarantee Funds
 Real estate acquired on claims against the
 Mortgage Insurance Fund is carried in the
 accounts at the amount of the claim or the
 estimated realizable value whichever is lower.
 Real estate acquired by the Rental Guarantee
 Fund is carried at cost. No depreciation is
 recorded on real estate owned by these funds.

- f) Impôts sur le revenu et Fonds de ré La Société doit verser des impôts sur son revenu; ces impôts, comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible, ne diffèrent pa sensiblement de ceux obtenus selon la méthode du report d'impôt. Le bénéfice net (ou la perte nette) est viré au Fonds de rési dont la limite statutaire est de \$5,000,000. L'excédent de ce montant est viré au crédit du Receveur général.
- g) Fonds d'assurance et de garantie Les immeubles acquis à la suite de réclama tions contre le Fonds d'assurance hypothée sont évalués au moindre du montant de la réclamation ou de la valeur nette estimée d réalisation. Les immeubles acquis par le Fo de garantie de loyer sont inscrits au coût. L Société ne comptabilise aucun amortissem sur les immeubles détenus par ces deux for

2 Placements immobiliers

Les pertes possibles, résultant de la vente éventuelle des propriétés acquises par défa de paiement s'élèvent à environ \$20 millior Ce montant représente la différence entre la valeur aux livres de toutes les propriétés de nues et leur valeur marchande telle qu'estin par la Société au 31 décembre 1978.

3 Emprunts du gouvernement du Canada La Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financeme de ses placements de prêts, d'ententes féd rales-provinciales, d'immeubles, de convertions de vente et de prêts hypothécaires rétant de ventes d'immeubles. Ces prêts port divers taux d'intérêt et les échéances n'except dent pas 50 ans.

2 Real Estate

The estimated amount of possible losses from the future disposal of real estate acquired as a result of default on loans is \$20 millions. This amount represents the difference between the book value of all properties held and their market value at December 31, 1978 as estimated by the Corporation.

3 Borrowings from the Government of Canada
The Corporation borrows from the Government
of Canada to finance investments in loans,
federal-provincial agreements, real estate, and
agreements for sale and mortgages arising
from sale of real estate. These loans bear
interest of varying rates and are repayable over
periods not in excess of 50 years.

4 Anti-Inflation Legislation

The Corporation was subject to and complied with the provisions of the Anti-Inflation Act as it applied to the restraint on compensation.

5 Other Information (Unaudited)

| | | 1978 | | 1977 |
|--|-----------|----------------------|------------|----------------|
| | | in thousands | of do | llars |
| Loans and Investments under Federal-Provincial Agreements Commitments outstanding | \$ | 2,200,000 | \$: | 2,392,000 |
| Mortgage Insurance Fund Insurance in force Claims in process for payment | \$2 \$ | 1,318,000 135,624 | \$17 \$ | 7,874,000 |
| Home Improvement Loan Insurance Fund | | | | 20,010 |
| Insurance in force Claims in process | \$ | 25,300 | \$ | 2 5,600 |
| for payment | \$ | 24 | \$ | 18 |
| Home Insulation Contribution Fund Commitments | | | | |
| outstanding | \$ | 7,300 | \$ | 21,972 |

4 Législation anti-inflation

La Société était assujettie et s'était conformée aux dispositions de la Loi anti-inflation en ce qui concernait le contrôle des salaires.

5 Autres renseignements (non vérifiés)

| | 1978 | | 1977 |
|---|-----------------|-------|-----------------------------|
| | (en milliers | de do | llars) |
| Prêts et placements en vertu d'ententes fédérales- provinciales Engagements en cours | \$ 2,200,000 | \$ | 2,392,000 |
| Fonds d'assurance hypothécaire Assurance en vigueur | 24 240 000 | | 7.074.00 |
| Réclamations en voie de règlement | \$ 135,624 | \$1 | 7,874,000 2 6,315 |
| Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons | | | 20,010 |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie | \$ 25,300 | ¢. | 21 600 |
| de règlement | \$ 24 | 9 | 1.5 |
| Fonds de contribution à l'isolation des résidences Engagements | | | |
| en cours | \$ 7,300 | \$ | 21,972 |

Loans

in thousands of dollars

Schedule 1

Société centrale d'hypothèques et de logement

Prêts

en milliers de dollars

Tableau I

Uninsured Loans

Homeowners (NHA 1944) —
Corporation's share of loans made jointly
with lending institutions
Homeowners (NHA 1944)
Low rental housing
Student housing
Municipal sewage treatment projects

Land assembly
Public housing
Rehabilitation Assistance Program
Neighbourhood Improvement Program
Urban renewal
Indians on reserves
Interest reduction
Assisted Rental Program

Prêts non assurés

Propriétaires-occupants (LNH 1944) —
Participation de la Société aux prêts cons conjointement avec des institutions prête Propriétaires-occupants (LNH 1944) Logements à loyer modique Logements d'étudiants Projets municipaux d'épuration des eaux-vannes Aménagement de terrains Logement public Programme de remise en état des logeme Programme d'amélioration des quartiers Rénovation urbaine Indiens dans les réserves Diminution des intérêts

Insured Loans

Made directly by the Corporation:
Homeowners
Assisted Home Ownership Program

Made by agents
Purchased from approved lenders

Prêts assurés

Consentis directement par la Société:
Propriétaires-occupants
Programme d'aide pour l'accession
à la propriété
Consentis par des agents
Acquis de prêteurs agréés

Programme d'aide au logement locatif

Accrued interest

Intérêts courus

| | | _ | | | | | |
|--|---|--|----|--|----|---|--|
| Balance ember 31, 1978 Solde au décembre 1978 | | Balance December 31, 1977 Solde au 31 décembre 1977 | | Advances during the year 1978 Avances au cours de l'exercice 1978 | | Advances during the year 1977 Avances au cours de l'exercice 1977 | |
| | 278 193 2,256,795 399,256 854,525 154,843 2,216,506 75,057 9,179 37,137 7,390 58,715 | \$ 542 671 2,053,798 396,052 739,504 147,301 2,011,171 37,403 4,376 38,341 6,532 24,147 | \$ | 254,248 6,215 240,298 19,452 194,971 107,242 4,144 1,395 1,159 37,549 | \$ | 313,828 420 165,860 34,832 243,145 84,100 2,246 1,143 1,759 22,284 | |
| _ | 6,114,546 | 7,420 | | 37,786 | | 7,420 | |
| | 1,636,830 | 5,467,258 | | 904,459 | | 877,037 | |
| | | 2 ,121,591 | | 8,855 | | 11,284 | |
| | 925,021 34,830 2,372 | 988,893 44,477 2,872 | | 19,204 | | 59,215 — — | |
| _ | 2,599,053 | 3,157,833 | | 28,059 | | 70,499 | |
| | 8,713,599 | 8,625,091 | \$ | 932,518 | \$ | 947,536 | |
| | 236,788 | 209,013 | | | | | |
| - | 8,950,387 | \$ 8,834,104 | | | | | |

Investments under Federal-Provincial Agreements

in thousands of dollars

Schedule II

Société centrale d'hypothèques et de logement

Placements en vertu d'enten fédérales-provinciales

en milliers de dollars

Tableau II

Total Federal-Provincial Investment

Rental housing projects Land assembly projects Total des placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains

Investment by the Corporation

Rental housing projects Land assembly projects Placements de la Société

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains

Advances to municipalities repayable by instalments Rental housing projects – interim financing Construction in progress

Avances aux municipalités, remboursables par versements Projets de logements à loyer – emprunts temporaires Construction en cours

| Balance ember 31,1978 Solde au décembre 1978 | Balance December 31, 1977 Solde au 31 décembre 1977 | Additions during the year 1978 Avances au cours de l'exercice 1978 | Additions during the year 1977 Avances au cours de l'exercice 1977 | Recoveries during the year 1978 Recouvrements au cours de l'exercice 1978 | Recoveries during the year 1977 Recouvrements au cours de l'exercice 1977 |
|---|--|---|---|---|---|
| 877,073 157,635 | \$ 722,813 155,099 | \$ 161,845 25,252 | \$ 138,407 18,121 | \$ 7,585 22,716 | \$ 8,290 11,952 |
| 1,034,708 | \$ 877,912 | \$ 187,097 | \$ 156,528 | \$ 30,301 | \$ 20,242 |
| 645,624 118,226 | \$ 542,110 116,324 | \$ 121,384 18,939 | \$ 103,805 13,591 | \$ 17,870 17,037 | \$ 6,217 8, 965 |
| 763,850 | 658,434 | \$ 140,323 | \$ 117,396 | \$ 34,907 | \$ 15,182 |
| 2,372 | 2,618 | | | | |
| 2,969 34,512 | 3,065 2 1,458 | | | | |
| 803,703 | \$ 685,575 | | | | |

Real Estate

in thousands of dollars

Schedule III

Société centrale d'hypothèques et de logement

Placements immobiliers

en milliers de dollars

Tableau III

Constructed by the Corporation or Acquired from the Government of Canada

Single houses Row housing Multiple dwellings

Acquired as a Result of Default

Row housing Multiple dwellings

Demonstration Projects

Vacant land Leased land Other

Total, at cost

Accumulated depreciation

Construits par la Société ou acquis du gouvernement du Canada

Maisons unifamiliales Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Propriétés acquises par défaut de paieme Maisons en bandes

Maisons multifamiliales

Projets de démonstration Terrains vacants Terrains Ioués Autres

Total, au coût

Amortissement accumulé

Borrowings from the Government of Canada

in thousands of dollars

Schedule IV

Emprunts du gouvernement du Canada

en milliers de dollars

Tableau IV

oans

Investments under federal-provincial agreements

Real estate

Prêts

Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Immeubles

Accrued interest

Intérêts courus

| Balance ocember 31, 1978 Solde au 1 décembre 1978 | | Balance December 31, 1977 Solde au 31 décembre 1977 | Additions during the year 1978 Additions au cours de l'exercice 1978 | Additions during the year 1977 Additions au cours de l'exercice 1977 | | sposals during the year 1978 entes au cours exercice 1978 | Disposals during the year 1977 Ventes au cours de l'exercice 1977 | |
|--|--|--|---|---|----|--|--|-----------------------|
| | 2,685 4,069 4,551 | \$ 2,820 4,161 4,409 | \$ 207 212 142 | \$ 708 50 2 2 | \$ | 342 304 — | \$ | 354 524 |
| | 36,729 166,896 | 36,542 160,991 | 2,025 37 ,322 | 2 ,526 4 1,572 | | 1,838 31,417 | | 1,036 9,355 |
| | 3,508 11,434 2,905 11,554 | 1,388 10,386 2,973 10,154 | 2,135 1,096 73 1,406 | 1,757 1,115 890 1,300 | | 15 48 141 6 | | 578 540 — 66 |
| | 244,331 | 233,824 | \$ 44,618 | \$ 49,940 | \$ | 34,111 | \$ | 12,453 |
| | 32,875 | 36,487 | | | | | | |
| | 211,456 | \$ 197,337 | | | | | | |

| Balance cember 31, 1978 Solde au décembre 1978 | Dece | Balance ember 31, 1977 Solde au décembre 1977 | Empr | orrowed during the year 1978 untés au cours exercice 1978 | Empr | rrowed during the year 1977 untés au cours exercice 1977 | Rembo | Repaid during the year 1978 oursés au cours 'exercice 1978 | Rembo | Repaid during the year 1977 ursés au cours exercice 1977 |
|---|------|--|------|--|------|---|-------|---|-------|---|
| 8,959,024 | \$ | 8,896,572 | \$ | 1,041,500 | \$ | 798,500 | \$ | 979,048 | \$ | 308,737 |
| 771,595 84,293 | | 650,231 82,897 | | 170,500 11,500 | | 104,000 | | 49,136 10,104 | | 10,082 1,892 |
| 9,814,912 83,160 | | 9,629,700 79,115 | \$ | 1,223,500 | \$ | 912,500 | \$ | 1,038,288 | \$ | 320,711 |
| 9,898,072 | \$ | 9,708,815 | | | | | | | | |

Central Mortgage and Housing Corporation

Grants, Contributions and Subsidies on behalf of the Minister

in thousands of dollars

Schedule V

Société centrale d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions imputés au **Ministre**

en milliers de dollars

Tableau V

Housing Research and Community Planning

Research and demonstration Community planning and development

Recherche sur l'habitation et l'urbanisme

Recherche et démonstration Urbanisme et développement

Housing Programs

Low income non-profit assistance

Cooperative housing assistance **Assisted Rental Programs** Assisted Home Ownership Programs

Public housing subsidies Land acquisition and leasing Programmes d'habitation

Subventions sans but lucratif pour revenu modique

Subventions pour coopératives de logeme Programmes d'aide au logement locatif Programmes d'aide pour l'accession à la propriété

Subventions au logement public Acquisition et location de terrain

Infrastructure Programs

Municipal water and sewage assistance

Municipal incentive contributions

New communities

Programmes d'infrastructure

Subventions d'alimentation en eau et de traitement des eaux-vannes Contributions au programme d'encouragement aux municipalités

Collectivités nouvelles

Community Revitalization

Residential Rehabilitation Assistance Neighbourhood Improvement Program Urban renewal Granville Island

Restauration de collectivités

Programme de remise en état des logeme Programme d'amélioration des quartiers Rénovation urbaine Granville Island

Other Recoveries

Rural and Native Housing Program

Real estate operating loss Interest rate losses Home Insulation Programs

Discount on sale of mortgages

Miscellaneous

Autres recouvrements

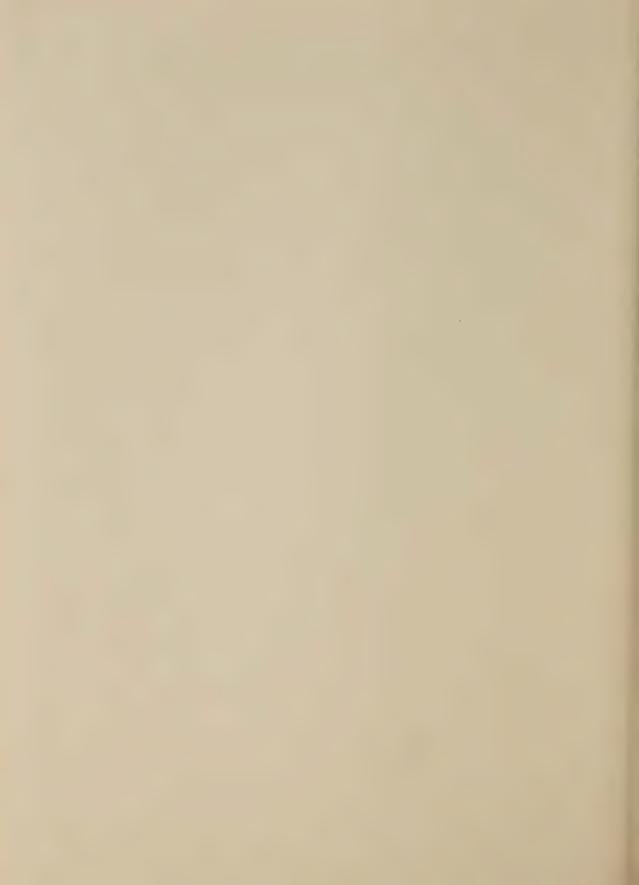
Programme de logement pour les ruraux les autochtones Perte sur exploitation d'immeubles

Pertes sur taux d'intérêt Programme d'isolation thermique des

résidences Escomptes sur disposition de prêts hypothécaires

Divers

| Year Ended | Year Ended |
|---------------------|---------------------|
| ecember 31, 1978 | December 31, 1977 |
| Exercice terminé le | Exercice terminé le |
| 31 décembre 1978 | 31 décembre 1977 |
| | |
| | |
| 3,212 | \$ 3,360 |
| 10,965 | 11,494 |
| 14,177 | 14,854 |
| | |
| | |
| 20.077 | |
| 20,677 | 24,555 |
| 6,177 | 5 ,356 |
| 17,715 | 9,913 |
| 34,818 | 29 ,258 |
| 178,957 | 141,076 |
| 513 | 137 |
| 258,857 | 210,295 |
| 200,007 | 210,295 |
| | |
| | |
| 105,169 | 78,604 |
| 45,826 | 00.040 |
| 45,826 | 36,316 |
| | 86 |
| 151,054 | 115,006 |
| | |
| 88,252 | 62,588 |
| 32,265 | 21,744 |
| 8,303 | 7,499 |
| 2,656 | 2. 716 |
| 131,476 | 94,547 |
| | |
| | |
| 6 100 | |
| 6,162 13,740 | 4,344 |
| | 11,291 |
| 25,944 | 27,184 |
| 47,293 | 43,430 |
| | 40,430 |
| 38,095 | |
| 7,277 | 2,75 5 |
| 138,511 | 89,004 |
| 604.6== | |
| 694,075 | \$ 523,706 |
| | |
| | |



Additional statistics relating to activities under the National Housing Act are available in Canadian Housing Statistics (approx. 110 pages), published by Central Mortgage and Housing Corporation, and available from any of its offices.

On peut trouver des données statistiques supplémentaires sur les activités de la Société en vertu de la Loi nationale sur l'habitation dans Statistique du logement au Canada, brochure d'environ 110 pages publiée par la SCHL et disponible à tous ses bureaux.

Central Mortgage and Housing Corporation

Commitments for Loans and Investments

in millions of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Engagements à l'égard des prêts et placements

en milions de dollars

| | | | 1969 | | 19 |
|---------------------------------|--|---|-------|---|------|
| Social Housing | Logements sociaux | _ | | | |
| Public Housing: | Logements publics: | Ś | 170.5 | ŝ | 23 |
| Loans | Prêts | Þ | 27.9 | 9 | 23 |
| Federal-Provincial Investments | Placements fédéraux-provinciaux | | 31.0 | | 7 |
| Non-Profit Corporations | Sociétés sans but lucratif | | 31.0 | | / |
| Cooperatives | Coopératives | | | | |
| Rural & Native Housing | Logement rural et autochtone | | 229.4 | | 33 |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | | 223.4 | | 33 |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | | | |
| Direct Loans | Prêts directs | | 309.1 | | 60 |
| Supplementary Assistance: | Aide supplémentaire | | | | |
| Assisted Home-Ownership Program | Programme d'aide pour l'accession | | | | |
| | à la propriété | | | | - |
| Assisted Rental Program | Programme d'aide au logement locatif | | _ | | |
| Student Housing | Logement pour étudiants | | 55.5 | | 4 |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | | 364.6 | | 64 |
| Land Assembly & Municipal | Aménagement de terrains et | | | | |
| Infrastructure | infrastructure municipale | | | | |
| Land Assembly: | Aménagement de terrains: | | | | |
| Loans | Prêts | | 8.2 | | 1 |
| Federal-Provincial Investments | Placements fédéraux-provinciaux | | 9.0 | | 1 |
| Sewage and Water Treatment | Traitement des eaux d'égout | | 50.2 | | 7 |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | | 67.4 | | 10 |
| Community Revitalization | Restauration de collectivités | | | | |
| Neighbourhood Improvement | Amélioration des quartiers | | | | |
| Residential Rehabilitation | Remise en état des logements | | | | - |
| Urban Renewal | Rénovation urbaine | | 14.5 | | |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | | 14.5 | | |
| Real Estate Sales | Ventes des propriétés immobilières | | _ | | _ |
| Direct Acquisition | Acquisition directe | | 0.6 | | |
| Total | Total | | 676.5 | | 1,08 |

| | | | | | | | | | | , , , |
|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|---|---------|---|---------|---|---------------|
| | | | | | | | | | | var a |
| 277.0 | \$ 238.2 | \$ 199.7 | \$ 177.4 | \$ 296.2 | ŝ | 350.4 | Ś | 153.4 | Ś | 470 |
| 31.5 | 39.1 | 51.8 | 58.1 | 64.6 | Ť | 53.0 | ~ | 45.5 | 9 | 176.1 68.4 |
| 79.3 | 42.9 | 95.1 | 124.7 | 159.0 | | 288.0 | | 157.4 | | 120.6 |
| - | | 7.6 | 19.8 | 44.4 | | 40.3 | | 62.8 | | 36.9 |
| | | | | 31.6 | | 46.5 | | 59.3 | | 57.3 |
| 387.8 | 320.2 | 354.2 | 380.0 | 595.8 | | 778.2 | | 478.4 | | 459.3 |
| | | | | | | | | | | |
| 434.4 | 204.7 | 230.8 | 549.3 | 707.0 | | 103.0 | | 40.1 | | 14.7 |
| | | | | | | | | | | |
| - | _ | _ | | | | 80.4 | | 85.1 | | 55.0 |
| 36.7 | | | | | | 137.5 | | 320.8 | | 96.2 |
| 471.1 | 14.4 | 3.8 | 4.0 | 0.4 | | | | 7.7 | | 6.4 |
| 4771.1 | 219.1 | 234.6 | 553.3 | 707.4 | | 320.9 | | 453.7 | | 172.3 |
| | | | | | | | | | | |
| 11.0 | 6.5 | 161.8 | 80.6 | 61.3 | | 64.2 | | 33.0 | | 31.0 |
| 10.3 | 67.9 | 23.4 | 20.8 | 18.9 | | 24.2 | | 12.1 | | 1.2 |
| 113.7 | 114.8 | 153.8 | 171.9 | 183.3 | | 302.6 | | 247.0 | | 290.3 |
| 135.0 | 189.2 | 339.0 | 273.3 | 263.5 | | 391.0 | | 292.1 | | 322.5 |
| | | | | | | | | | | |
| _ | | _ | 3.0 | 10.6 | | 17.5 | | 15.4 | | 16.2 |
| 45.0 | | | 4.2 | 14.9 | | 61.0 | | 101.3 | | 150.1 |
| 15.0 | 13.4 | 0.8 | | 0.7 | | 0.1 | | _ | | 4.1 |
| 15.0 | 13.4 | 0.8 | 7.2 | 26.2 | | 78.6 | | 116.7 | | 170.4 |
| | - | | 11.4 | | | | | 11.2 | | 45.4 |
| 0.2 | 0.1 | 4.0 | | 11.9 | | 15.9 | | 14.0 | | 15.4 |
| ,009.1 | 742.0 | 932.6 | 1,225.2 | 1,604.8 | | 1,584.6 | | 1,366.1 | 1 | ,185.3 |

Central Mortgage and Housing Corporation

Grants, Contributions and Subsidies

in millions of dollars

Société centrale d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions

en millions de dollars

| | | 1969 | |
|---|---|------------------------------|----|
| Social Housing Public Housing Subsidies Non-Profit Housing Assistance Cooperative Housing Assistance Rural & Native Housing Sub-Total | Logements sociaux Aide subventionnelle au logement public Aide pour les logements sans but lucratif Aide pour les logements de forme coopérative Logement rural et autochtone Sous-total | \$ 5.4 — — — 5.4 | \$ |
| Market Housing Assisted Home-Ownership Program Assisted Rental Program Forgiveness of Interest Sub-Total | Habitations pour la vente ou la location Programme d'aide pour l'accession à la propriété Programme d'aide au logement locatif Renonciation de paiement d'intérêt Sous-total | | |
| Land Assembly & Municipal Infrastructure Land Assembly & Leasing Sewage & Water Loan Forgiveness Municipal Incentive Grants New Communities Sub-Total | Aménagement de terrains et infrastructure municipale Aménagement de terrains et location à bail Remises gracieuses — prêts pour les projets d'aqueduc et d'égout Subventions d'encouragement aux municipalités Collectivités nouvelles Sous-total | 6.2 6.2 | |
| Community Revitalization Neighbourhood Improvement Grants Residential Rehabilitation Grants Urban Renewal Grants Sub-Total | Restauration de collectivités Subventions pour l'amélioration des quartiers Subventions pour la remise en état des logements Subventions pour la rénovation urbaine Sous-total | | |
| Discount on Sale of NHA Mortgages Home Insulation Grants Real Estate Operating Losses Interest Rate Losses Other | Escomptes sur disposition de prêts hypothécaires LNH Subventions pour l'isolation thermique des résidences Pertes d'exploitation de placements immobiliers Pertes sur les taux d'intérêts Autres | | |
| Total | Total | 41.0 | |

| 1071 | | | | | | | | |
|------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----|------------------------------------|---|--|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 1971 | 1972 | 197 | 73 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 |
| 17.1 — — 17.1 | \$ 30.0 30.0 | \$ 46 — — 46 | | \$ 63.4 6.4 — 5.7 75.5 | \$ 87.0 11.4 1.8 5.9 106.1 | \$ 117.2 17.1 3.9 6.6 144.8 | \$ 141.1 24.6 5.4 4.3 | \$ 179.0 20.7 6.2 6.2 |
| | | , , , , , , , , , , , , , , , , , , , | | | 100.1 | 144.0 | 175.4 | 212.1 |
| - | _ | 0 | .7 | 5.0 | 10.1 | 21.7 | 29.3 | 34.8 |
| | | 0. | .7 | 5.0 | 0.2 10.3 | 2.6 24.3 | 9.9 39.2 | 17.7 52.5 |
| | | | | | | | | |
| | _ | _ | | _ | _ | | 0.1 | 0.5 |
| 14.3 | 23.1 | 37. | 8 | 25.7 | 31.3 | 51.2 | 78.6 | 105.2 |
| 14.3 | 23.1 | 37. | 8 | 0.1 25.8 | 0.1 31.4 | 2.1 0.1 53.4 | 36.3 0.1 115.1 | 45.8 0.1 151.6 |
| ***** | _ | 0. | 1 | 2.7 | 6.3 | 12.5 | 21.7 | 32.3 |
| 22.3 22.3 | | 13.9 | | 1.2 13.5 17.4 | 10.2 10.1 26.6 | 28.7 6.7 47.9 | 62.6 7.5 91.8 | 88.3 8.3 128.9 |
| | _ | _ | | | - | | Material | 38.1 |
| - | - | | | | | _ | 43.4 | 47.3 |
| 8.7 | 8.0 | 12. | 2 | 5.8 4.1 16.0 | 9.6 8.5 53.7 | 10.3 11.6 20.2 | 11.3 27.2 20.4 | 13.7 25.9 24.0 |
| 62.4 | 81.8 | 110.9 | 9 | 149.6 | 246.2 | 312.5 | 523.8 | 694.1 |

Central Mortgage and Housing Corporation

Housing Starts by Principal Source of Financing dwelling units

Société centrale d'hypothèques et de logement

Mises en chantier d'habitations, selon les principales sources de financement

nombre d'unités

| | | 1969 | |
|--|--|---------|----|
| Public Funds under Federal Legislation | Deniers publics en vertu de lois fédérales | | |
| National Housing Act | Loi nationale sur l'habitation | 44.707 | |
| Social Housing | Logements sociaux | 14,767 | |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| with supplementary NHA assistance | avec aide supplémentaire aux termes de la LNH | 4.000 | |
| | | 1,926 | |
| without supplementary NHA assistance | sans aide supplémentaire aux termes de la LNH | 0 700 | |
| Other Federal Legislation | Autre législation fédérale | 9,723 | |
| Other Federal Legislation | Autre legislation rederate | 3,461 | |
| Sub-Total | Sous-total | 29,877 | |
| Private Funds | Fonds privés | | |
| Lending Institutions | Institutions prêteuses | | |
| NHA Insurance | Assurance LNH | | |
| with supplementary NHA | avec aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | _ | |
| without supplementary NHA | sans aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | 55,645 | |
| Conventional | Prêts ordinaires | 85,680 | |
| Other Lenders | Autres prêteurs | 39,213 | |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | 180,538 | 1; |
| Total | Total | 210,415 | 1 |

| 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 |
|---|------------------|------------------|----------------------|--------------|--------------|-------------|----------------|
| | | | | | | | |
| 29,611 | 25,105 | 23,795 | 17,930 | 24,721 | 20,579 | 15,616 | 14,206 |
| 6,923 | 8,409 | 4,444 | 11,680 | 16,952 | 3,241 | 2,111 | 395 |
| 4,908 2,924 | 3,425 3,271 | 788 3,243 | 7 53 3,325 | 127 3,084 | 267 3,176 | 92 2,986 | 159 2,562 |
| 44,366 | 40,210 | 32,270 | 33,688 | 44,884 | 27,263 | 20,805 | 17.322 |
| *************************************** | _ | | | | 20.045 | | |
| 87,802 | 06.022 | 75.400 | | - | 29,915 | 62,619 | 44,250 |
| 55,625 | 96,033 64,250 | 75,469 | 31,046 | 47,132 | 63,968 | 39,843 | 28,004 |
| 45,860 | 49,421 | 93,641 67,149 | 75,000 | 66,905 | 71,776 | 71,700 | 7 3,600 |
| | | | 82,389 | 72,535 | 80,281 | 50.757 | 64,491 |
| 189,287 | 209,704 | 236,259 | 188,435 | 186,572 | 245,940 | 224,919 | 210,345 |
| 233,653 | 249,914 | 268,529 | 222,123 | 231,456 | 273,203 | 245,724 | 227,667 |
| | | 200,020 | 442,120 | 231,430 | 2/3,203 | 245,724 | 221,00 |

ISSN 070

Design/Présentation: Gottschalk + Ash Printing/Impression: Ronalds Photographs/Photographies: CMHC/SCHL Cover photograph/Photographie de la couverture: Peter Baumgartner Typesetting/Composition: Service Typographique









Publications.

Rapport Annual annuel Report

1979



Construction and the construction of the const

The second secon

Raymond V. Hession

President

Acting Chairman

Acting Chairman of the Executive Committee

Member of the Audit Committee

Président de la Société

Président suppléant du Conseil d'administration Président suppléant du Conseil de direction

Membre du Comité de vérification

Frank A. G. Carter

Ottawa, Ontario

Member of the Executive Committee

Ottawa, Ontario

Membre du Conseil de direction

Thomas L. McGloan

Saint John, New Brunswick

Member of the Executive Committee Chairman of the Audit Committee

Saint-Jean, Nouveau-Brunswick Membre du Conseil de direction Président du Comité de vérification

Christine D. McKee

Winnipeg, Manitoba

Alternate Member of the Executive Committee

Winnipeg, Manitoba

Membre substitut du Conseil de direction

Edward P. Neufeld

Ottawa, Ontario

Alternate Member of the Executive Committee

Ottawa, Ontario

Membre substitut du Conseil de direction

Conrad A. Pinette

Williams Lake, British Columbia

Alternate Member of the Executive Committee

Williams Lake, Colombie-Britannique Membre substitut du Conseil de direction

R. Jacques Plante

Québec, Québec

Alternate Member of the Executive Committee

Member of the Audit Committee

Québec, Québec

Membre substitut du Conseil de direction

Membre du Comité de vérification

Sylvia J. Sutherland

Peterborough, Ontario

Alternate Member of the Executive Committee

Peterborough, Ontario

Membre substitut du Conseil de direction

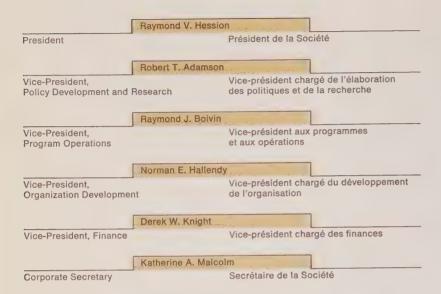
The following also served as members of the Board for part of 1979:

Les personnes suivantes ont aussi été membres du Conseil d'administration pendant une partie de 1979:

William Teron (Chairman/Président) William C. Hood

Officers of the Corporation

Cadres supérieurs de la Société



General Managers

Directeurs généraux



| Letter of Transmittal | Lettre d'accompagnement | 6 |
|--|--|----------------------------------|
| Operations in 1979 | Les activités en 1979 | 10 |
| Mortgage Lending and Direct Investment Commitments Authorized Commitments Approved | Les prêts hypothécaires et placements directs Les engagements autorisés Les engagements approuvés | 1° 11 |
| Mortgage Insurance Undertakings Insurance Claims | L'assurance hypothécaire Les promesses d'assurance Les réclamations d'assurance | 14 14 |
| Grants, Contributions and Subsidies Subsidized Housing Residential Rehabilitation Community Services Insulation Research and Demonstration | Les octrois, contributions et subventions Les logements subventionnés La remise en état des logements Les services communautaires L'isolation thermique La recherche et l'application de nouveaux concepts | 16 23 22 23 24 |
| CMHC's Financing and Asset Administration Cash Requirements Corporation-Owned Assets Mortgage Insurance Fund Operating Income | Les opérations financières et l'administration de l'actif de la SCHL Les exigences de caisse L'actif de la Société Le Fonds d'assurance hypothécaire Le revenu d'exploitation | 26 26 27 26 27 28 |
| Financial Statements | Les états financiers | 29 |
| Statistics | Les données statistiques | 53 |

Letter of Transmittal

10 March 1980

The Honourable Paul Cosgrove, P.C., M.P. Ottawa, Canada

Lettre d'accompagnement

Le 10 mars 1980

L'honorable Paul Cosgrove, C.P., député, Ottawa, Canada

Dear Mr. Cosgrove:

n behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit to you the thirty-fourth Annual Report of Canada Mortgage and Housing Corporation, together with the financial statements for the year ended 31 December 1979.

The activities of the Corporation in 1979 were significantly affected by prevailing economic conditions and by changes in housing policies and programs. The combination of a reduced rate of economic growth, continuing inflationary pressures, and rising interest rates, contributed to a decline in new house-building activity for the third successive year. At the beginning of the year, inventories of unsold or unoccupied new dwellings in several centres also influenced the decline in housing starts which was entirely in multiple dwellings. Total starts of 197 049, compared to 227 667 units in 1978, were at their lowest level since 1970. Under these circumstances, the average increase in house prices remained at below four per cent, while average rents rose by less than five per cent. reflecting acceptable vacancy rates in most centres.

The primary objective of amendments to the National Housing Act in March was an increased reliance on private rather than public mortgage lending for housing. This was reflected in the reduced provision for direct mortgage lending in the Corporation's Capital Budget in 1979. The substitution of private for public funding was to be achieved without reducing the number of subsidized dwelling units approved for those in need. These new arrangements also facilitated the efforts already underway to disentangle the program delivery responsibilities of the federal and provincial governments and, in the process, cut down the duplication of activities.

The reduction in housing starts was in those financed under the National Housing Act. These were down from 59 010 units to 33 467 units, representing declines in both new dwelling starts financed with direct first mortgage loans from CMHC, and in starts using other forms of NHA financial assistance. This assistance was either in the form of subsidy commitments or supplementary loans such as those made under the Assisted Home-Ownership Program (AHOP) and the Assisted Rental Program (ARP).

Monsieur le Ministre,

u nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous soumettre le trente-quatrième Rapport annuel de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ainsi qu'un état des comptes de cet organisme pour l'année financière ayant pris fin le 31 décembre 1979.

L'activité de la Société en 1979 a été manifestement affectée par les conditions économiques prédominantes et par les changements intervenus dans les politiques et programmes de logement. La combinaison d'un taux réduit de croissance économique, de pressions inflationnistes constantes et de taux d'intérêt croissants, a contribué au déclin de l'activité dans la construction résidentielle pour la troisième année consécutive. Les listes de logements nouveaux invendus ou inoccupés dans plusieurs centres, au commencement de l'année, ont contribué aussi au déclin des mises en chantier dans le domaine exclusif des logements multiples. Les mises en chantier ont atteint le nombre de 197 049 par rapport à 227 667 en 1978, soit leur niveau le plus bas depuis 1970. Dans ces circonstances, l'augmentation du prix des maisons n'a pas atteint quatre pour cent, alors que les loyers augmentaient en moyenne de moins de cinq pour cent.

Les amendements à la Loi nationale sur l'habitation, au mois de mars, ont eu pour objectifs principaux d'orienter vers le secteur privé plutôt que public le marché des prêts hypothécaires destinés au logement. Cette situation s'est reflétée par une réduction des capitaux alloués pour les prêts hypothécaires directs dans le budget des immobilisations de la Société en 1979. Cette substitution du financement public au secteur privé devait s'effectuer sans que soit réduit le nombre des logements subventionnés approuvés pour les personnes dans le besoin. Ces nouvelles dispositions ont également facilité les efforts déjà entrepris en vue de simplifier les responsabilités fédérales et provinciales dans le domaine du logement et, par la même occasion, de réduire la duplication des activités.

La réduction des mises en chantier s'est manifestée à l'égard des logements financés aux termes de la LNH, dont le nombre a diminué de 59 010 à 33 467 unités, ce qui correspond à une baisse à la fois dans les nouveaux logements directement financés par des prêts hypothécaires de la Société et dans les mises en chantier utilisant d'autres formes d'assistance financière aux termes de la LNH.

There was a decline in starts for which NHA financing other than direct first mortgages was provided, from 44 250 units in 1978 to 23 444 units in 1979. This decline obscures the fact that commitments to subsidize dwelling units increased over the same period, from 25 516 to 27 750 units. More than half these commitments were made in the last two months of 1979 and will not appear as new dwelling

Cette aide a pris la forme de subventions ou de prêts supplémentaires tels que ceux consentis aux termes du Programme d'aide pour l'accession à la propriété (PAAP) et du Programme d'aide au logement locatif (PALL).

Il y a eu une baisse dans les mises en chantier pour lesquelles un financement LNH autre que sous forme de premières hypothèques a été consenti, le

Dwelling Starts by Type of Financing

| 1977 | 1978 | 1979 |
|---------|--|---------------------|
| (| Dwelling U | nits) |
| | | |
| 17 819 | 14 760 | 10 023 |
| 62 619 | 44 250 | 23 444 |
| 80 438 | 59 010 | 33 467 |
| | | |
| 165 286 | 168 657 | 163 582 |
| 245 724 | 227 667 | 197 049 |
| 120 281 | 87 014 | 48 703 |
| 125 443 | 140 653 | 148 346 |
| 245 724 | 227 667 | 197 049 |
| | 17 819 62 619 80 438 165 286 245 724 120 281 125 443 | (Dwelling U 17 819 |

¹Excluding NHA mortgage insurance unaccompanied by NHA loans or subsidies.

starts until 1980. This pattern of commitments reflected the reaction of non-profit corporations and cooperative housing groups to the March NHA amendments and the regulations established in May.

The response to the Canadian Home Insulation Program (CHIP), which is administered by the Corporation, increased significantly during the year. This was due in part to the impact of rising energy costs and, in addition, to changes made in April when the value of the grant was increased and eligibility was extended from dwellings built before 1946 to those built prior to 1961. The resulting demand was met

Mises en chantier par mode de financement

| 1977 | 1978 | 1979 |
|---------|--|--|
| (N | lombre d'ui | nités) |
| LNH1 | | |
| 17 819 | 14 760 | 10 023 |
| 62 619 | 44 250 | 23 444 |
| 80 438 | 59 010 | 33 467 |
| 165 286 | 168 657 | 163 582 |
| 245 724 | 227 667 | 197 049 |
| 120 281 | 87 014 | 48 703 |
| 125 443 | 140 653 | 148 346 |
| 245 724 | 227 667 | 197 049 |
| | (N LNH' 17 819 62 619 80 438 165 286 245 724 120 281 125 443 | (Nombre d'un LNH' 17 819 14 760 62 619 44 250 80 438 59 010 165 286 168 657 245 724 227 667 120 281 87 014 125 443 140 653 |

¹À l'exclusion de l'assurance hypothécaire LNH non accompagnée par des prêts ou subventions LNH.

nombre d'unités passant de 44 250 en 1978 à 23 444 en 1979. Cette baisse masque le fait que les engagements à subventionner des logements ont augmenté durant cette même période, de 25 516 à 27 750 unités. Plus de la moitié de ces engagements ont été décidés au cours des deux derniers mois de 1979 et ne figureront pas comme des nouveaux logements avant 1980. Cette situation résulte de la réaction des organismes sans but lucratif et des coopératives d'habitation aux amendements apportés à la LNH en mars et aux règlements adoptés en mai.

La réaction du public au Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (PITRC), programme administré par la Société, a augmenté de façon significative au cours de l'année. Cette réaction est due en partie à l'augmentation du coût de l'énergie, mais aussi aux changements faits en avril, alors que le montant de la subvention a été augmenté et que l'admissibilité aux subventions a commencé d'inclure les propriétaires de maisons

by a fourfold increase in the funds allocated by Government for CHIP. This program benefited existing dwellings only. Action relating to new dwellings had already been taken in 1978 when the Corporation set higher energy standards for new dwellings financed or insured under the National Housing Act.

The year saw a further increase in claims on the Mortgage Insurance Fund. Claims had started to increase in 1977, accelerated in 1978 and then more than doubled in 1979. All these claims resulted in the Fund acquiring real estate that could not readily be sold because of long-standing constraints on the Corporation's real estate practices. These were removed by Government in the fall of 1979 to allow a major, and continuing, real estate sales program to be mounted. Pending the results of these sales, the liquidity of the Fund is provided for by borrowings from Government.

The unprecedented level of claims on the Fund in 1979 was influenced by a reduced rate of economic growth and overbuilding in some urban centres. In addition, claims on condominium units, especially in high-rise buildings in the Toronto-Hamilton area, reflected a weakness in market interest in this kind of housing.

In each Annual Report from 1976 onwards. reference has been made to the diminishing viability of the Corporation under present financial and legislative arrangements. Developments in 1979 reinforce the need either for change in these arrangements or the explicit recognition of CMHC's financial problems. The concern is not simply to re-establish the Corporation's financial viability but also to clarify the accountability for the policies and activities the Corporation is required to pursue and their financial implications. This latter concern is consistent with the Government proposals of 1977 (Crown Corporations: Direction, Control, Accountability) and 1979 (Bill C-27) as well as the Report of the Royal Commission on Financial Management and Accountability.

construites avant 1961. La demande qui a suivi ces initiatives s'est traduite, de la part du gouvernement, par l'attribution de fonds quatre fois plus élevés pour la poursuite du PITRC. Ce programme ne concernait en fait que les logements existants mais les nouveaux logements avaient été pris en considération en 1978, lorsque la Société avait défini de nouvelles normes plus élevées relatives à l'énergie, dans le cas de logements neufs financés ou assurés aux termes de la LNH.

On a enregistré, au cours de l'année écoulée, une augmentation accentuée de réclamations faites au Fonds d'assurance hypothécaire. Les réclamations, qui avaient commencé à augmenter en 1977, ont marqué une progression en 1978 et plus que doublé leur niveau de 1977 à 1979. Toutes ces revendications ont eu comme conséquence l'acquisition, par le Fonds, d'immeubles qui ne pouvaient facilement être vendus en raison d'anciennes contraintes imposées à la Société pour ce genre de transactions. Ces contraintes ont été éliminées par le gouvernement à l'automne de 1979 afin de permettre de lancer un programme permanent de ventes immobilières. En attendant le résultat de ces ventes, la liquidité du Fonds provient d'emprunts consentis par le gouvernement.

Le niveau jamais atteint de réclamations faites au Fonds en 1979 a été influencé par un taux réduit de croissance économique auquel s'ajoutait un rythme de construction trop élevé dans certains centres urbains. Par-dessus tout, les réclamations sur les logements en copropriété, surtout dans les immeubles en hauteur de Toronto et de Montréal, témoignaient du peu d'intérêt que ce genre de logements suscitait sur le marché.

Dans chaque Rapport annuel depuis 1976, mention a été faite de la viabilité en perte de vitesse de la Société, sous la pression des arrangements financiers et législatifs actuels. Les événements survenus en 1979 accentuent le besoin soit d'un changement dans lesdits arrangements, soit la reconnaissance explicite des problèmes financiers de la SCHL. L'objet de cette mesure n'est pas simplement de restaurer la viabilité financière de la Société, mais aussi de clarifier sa responsabilité envers les politiques et les activités qu'on lui demande d'assumer, ainsi que leurs implications financières. Les propositions gouvernementales de 1977 («Les Sociétés de la Couronne, direction, contrôle, imputabilité») et de 1979 (Bill C-27), aussi

Certain special studies concerning the Corporation's financial situation were either underway or in preparation at year-end, reflecting the joint concerns of Government, the Board of Directors, and the Management of the Corporation. In addition, the Corporation accepted an invitation from the Auditor General to participate in the development, by his office, of comprehensive audit systems and procedures for Crown corporations.

In 1979, the Corporation continued its efforts to improve efficiency. In the two preceding years there had been a further significant decentralization of program delivery functions to field offices. This was reinforced in 1979 when five general managers, with extensive responsibility and accountability for the Corporation's operations in their respective regions, were fully operational. Restraints were achieved despite the cumulative effect of: policy changes that added to the complexity of program administration, such as AHOP and ARP; the addition of new programs such as CHIP; the absorption of certain activities and staff of the former Ministry of State for Urban Affairs; and significant growth in the real estate portfolio. In 1979, a reduction of 206 authorized staff years was achieved with minimal impact on the Corporation's service to its clients. This service remains an important consideration in the development of the Corporation's business systems which continued during the year.

The Board of Directors gratefully acknowledges the work of the Corporation's staff and the manner in which it responded to the special challenges of 1979.

bien que le rapport de la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité, indiquent bien que l'on est conscient de la situation et du besoin d'y remédier.

Certaines études spéciales étaient déjà entreprises ou en préparation à la fin de l'année, ayant pour objet la situation financière de la Société et reflétant l'attention qu'apportent à ce sujet le Gouvernement, le Conseil d'administration et la Direction de la SCHL. De plus, la Société a accepté l'invitation du Vérificateur général à participer au développement de systèmes et de méthodes de vérification propres aux Sociétés de la Couronne.

En 1979, la Société a poursuivi ses efforts en vue de décentraliser encore davantage divers secteurs d'activités vers les bureaux régionaux. Cinq directeurs généraux ont été investis de responsabilités accrues dans les diverses opérations régionales qu'ils menaient pour le compte de la Société. Des restrictions ont été effectuées en 1978 et 1979, en dépit de l'effet cumulatif de changements de politiques qui ajoutèrent à la complexité de l'administration de programmes tels le PAAP et le PALL, sans mentionner de nouveaux programmes, le PITRC étant le plus important. À ce sujet, il convient de souligner l'absorption de certains membres et de certaines activités de l'ancien Département d'État aux Affaires urbaines et la croissance marquante du portefeuille immobilier. Toujours en 1979, l'équivalent de 206 annéeshommes a été éliminé officiellement, sans que les services à la clientèle se trouvent affectés par cette réduction. Ces services demeurent un point important dans le développement que la Société a poursuivi au cours de l'année en vue d'accroître le volume de ses affaires.

Le Conseil d'administration rend hommage à la haute qualité des efforts fournis par le personnel de la Société au cours de l'année 1979.

Le président,

Raymond V. Hession President

anada Mortgage and Housing Corporation is the principal agent of the federal government in its pursuit of housing objectives, and in this role the Corporation administers the National Housing Act. It has two main types of operations, both directed to the attainment of the government's housing policy objectives. First are the Corporation's direct mortgage lending and mortgage insurance programs, in the administration of which the Corporation acts primarily as a financial institution. Second are operations of a departmental nature. These include the management of social housing and related programs; the administration of grants, contributions and subsidies; policy advice to government; and activities related to research, demonstration and housing standards, as well as negotiations with provincial housing agencies.

a Société canadienne d'hypothèques et de logement est le principal agent dont se sert le gouvernement fédéral pour atteindre ses objectifs en matière d'habitation; à cette fin, la Société est chargée d'appliquer la Loi nationale sur l'habitation. Ses activités sont d'une double nature: en premier lieu, la Société joue le rôle d'une institution financière et administre ses programmes de prêts directs sur hypothèque et d'assurance des prêts hypothécaires. Elle a aussi pour mandat, en tant qu'organisme gouvernemental, d'administrer les programmes de logement social et d'autres programmes connexes tels que les programmes comportant octrois, contributions et subventions, de conseiller le gouvernement en matière d'habitation et de poursuivre des activités relatives à la recherche, à l'application de nouveaux concepts et aux normes d'habitation ainsi qu'aux relations avec les organismes provinciaux de l'habitation.

The National Housing Act, through its provisions, helps meet the varied housing needs of Canadians.

La Loi nationale sur l'habitation, par ses dispositions, aide à répondre aux besoins en logements des Canadiens.



Mortgage Lending and Direct Investment

Les prêts hypothécaires et placements directs

n 1979, CMHC's direct lending and investment commitments declined sharply. This reflected policy and legislative changes completed early in the year which were aimed at increasing reliance on private rather than public funds for mortgage lending under the terms of the National Housing Act. This change in emphasis is being accompanied by a growth in subsidization and an increased assumption of risk by CMHC through NHA mortgage insurance.

Commitments Authorized

The Corporation is empowered to make new loan and investment commitments under its annual Capital Budget approved by Government. In 1979, the Capital Budget for these commitments was dramatically below the levels authorized up to 1977. In that year the approved budget totalled \$1 862 million; for 1978 it was reduced to \$1 273 million, and then it was cut to \$495 million in 1979. The reductions affected most types of lending by CMHC but were particularly marked in social housing, market housing, municipal infrastructure and land assembly.

Direct Mortgage Lending and Investment Commitments Authorized

| | 1977 | 1978 | 1979 | |
|-------------------------|-----------------------|-------|------|--|
| | (Millions of Dollars) | | | |
| Social Housing | 785 | 488 | 170 | |
| Market Housing | 455 | 207 | 58 | |
| Rehabilitation | 134 | 184 | 151 | |
| Infrastructure and Land | 408 | 276 | 25 | |
| Real Estate Sales | 43 | 80 | 58 | |
| Direct Investment | 37 | 38 | 33 | |
| Total | 1 862 | 1 273 | 495 | |

n 1979, le volume des prêts directs et des placements de la Société a diminué considérablement, à la suite des changements apportés, au début de l'année, à la politique et aux dispositions législatives qui avaient pour but de compter de plus en plus sur le secteur privé plutôt que sur les fonds publics pour consentir des prêts hypothécaires selon les dispositions de la Loi nationale sur l'habitation. En même temps que se produisait cet important changement, la Société a dû accorder un volume accru de subventions et assumer de plus grands risques en ce qui concerne l'assurance hypothécaire aux termes de la LNH.

Les engagements autorisés

La Société est autorisée à consentir de nouveaux prêts et à faire des placements, en vertu de son budget annuel des immobilisations approuvé par le gouvernement. En 1979, le budget des immobilisations pour ces genres d'engagements a été considérablement inférieur à ceux approuvés jusqu'à 1977. Cette année-là, en effet, le budget approuvé s'élevait à 1 862 millions de dollars; en 1978, il a été réduit à 1 273 millions et en 1979, à 495 millions. Ces réductions ont affecté la plupart des genres de prêts que consentait la Société, mais elles ont été particulièrement importantes dans les domaines du logement social, des logements construits pour la vente ou la location, des travaux municipaux d'infrastructure et de l'aménagement de terrains.

Valeur des prêts hypothécaires directs et des placements autorisés

| | 1977 | 1978 | 1979 | |
|---------------------------------------|--------------------------|-------|------|--|
| | (en millions de dollars) | | | |
| Logement social | 785 | 488 | 170 | |
| Logement pour la vente ou la location | 455 | 207 | 58 | |
| Restauration | 134 | 184 | 151 | |
| Terrain et infrastructure | 408 | 276 | 25 | |
| Vente d'immeubles | 43 | 80 | 58 | |
| Placements directs | 37 | 38 | 33 | |
| Total | 1 862 | 1 273 | 495 | |

La valeur des prêts directs autorisés pour le logement social est tombée de 488 millions de dollars en 1978 à 170 millions en 1979; cependant, étant donné la disposition relative à l'assurance Direct loans authorized for social housing were down from \$488 million in 1978 to \$170 million, although, with provision for NHA mortgage insurance, annual subsidies on private loans for non-profit and cooperative projects, and increased rent supplement activity, the Corporation's authority to make commitments in terms of the numbers of dwelling units to be subsidized was unchanged from the previous year. The decline in direct lending for social housing did not apply to CMHC's Rural and Native Housing Program which remained unchanged from 1978 to 1979.

Lending authorized for market housing was reduced from \$207 million in 1978 to \$58 million in 1979 because mortgage lending was terminated under the Assisted Home-Ownership Program and the Assisted Rental Program.

Direct lending programs for municipal infrastructure ceased at the end of 1978, except for certain increases to loans approved before that time. Direct lending for this purpose, and the loan forgiveness that accompanied it, were replaced by the Community Services Contribution Program (CSCP), under which contributions are made by the federal government to defray the costs of a wide range of municipal undertakings. Similarly, direct loans through CMHC for land assembly were not available after 1978. Under joint federal-provincial agreements, investment continued for the development of lands already acquired, but was discontinued for land acquisition purposes.

Lending authorized for residential rehabilitation diminished in 1979 but not as severely as the other reductions. As with the action taken on social housing, this reduction did not apply to subsidies, but only to the provision of public funds for loans, with other arrangements being made to encourage private lending for this purpose at least for rental properties. The number of dwelling units authorized to receive subsidies was unchanged from 1978 to 1979.

Commitments Approved

Despite the marked reduction in the level of commitments authorized for direct lending in CMHC's 1979 Capital Budget, the actual commit-

hypothécaire aux termes de la LNH, les subventions annuelles à l'égard des prêts aux coopératives et aux sociétés sans but lucratif et la hausse du supplément de loyer, les engagements autorisés de la Société, exprimés en nombre de logements à subventionner, sont demeurés inchangés par rapport à l'année précédente. La réduction du volume de prêts directs pour le logement social n'a pas affecté le programme de logements pour les ruraux et les autochtones, dont l'activité est restée au même niveau de 1978 à 1979.

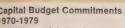
La valeur des prêts autorisés pour les logements construits à des fins de vente ou de location a été réduite de 207 millions en 1978 à 58 millions en 1979, parce qu'on a mis fin aux programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif.

Les programmes de prêts directs pour les travaux d'infrastructure ont pris fin au terme de 1978, sauf certaines augmentations des prêts approuvés avant cette date. Les prêts directs à cette fin et les remises d'une partie de ces prêts ont été remplacés par le Programme de contribution aux services communautaires, en vertu duquel le gouvernement fédéral contribue au paiement des coûts d'un vaste éventail de travaux municipaux. De même, les prêts directs accordés par l'entremise de la Société, pour l'aménagement de terrains, n'étaient plus disponibles après 1978. En vertu d'accords intervenus entre le gouvernement fédéral et les provinces, les placements ont été maintenus pour l'aménagement de terrains déjà acquis mais non pour l'acquisition d'autres terrains.

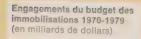
Le volume des prêts autorisés pour la restauration domiciliaire a diminué en 1979, mais pas autant que pour les autres programmes. Étant donné les mesures prises pour le logement social, cette réduction ne s'est pas appliquée aux subventions, mais seulement au consentement de prêts à même les fonds publics. Par ailleurs, on a pris d'autres dispositions pour encourager les prêteurs privés à investir des capitaux à cette fin, au moins pour les propriétés locatives. Le nombre de logements pour lesquels on a autorisé le versement d'une subvention est demeuré inchangé de 1978 à 1979.

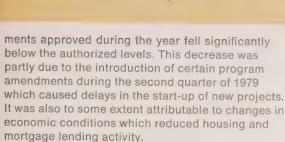
Les engagements approuvés

Malgré la réduction appréciable du volume des engagements autorisés à l'égard des prêts directs pour 1979, la valeur des engagements approuvés



in billions of dollars)





1.8

1.2

Altogether, direct lending and investments by CMHC amounted to \$350 million in 1979 compared to the approved budget of \$495 million. Direct loan commitments for social housing were only \$134 million, compared to a budgeted total of \$170 million; market housing commitments were made for \$29 million, half of the amount provided. Only under the Residential Rehabilitation Assistance Program (RRAP) was most of the loan commitment authority used—\$125 million out of \$151 million.

Direct Mortgage Lending and Investment Commitments Authorized and Approved

| Authorized and Approved | | | | |
|-------------------------|-------------------------|----------|--|--|
| | 1979 | | | |
| | Authorized ¹ | Approved | | |
| | (Millions of | Dollars) | | |
| Social Housing | 170 | 134 | | |
| Market Housing | 58 | 29 | | |
| Rehabilitation | 151 | 125 | | |
| Infrastructure and Land | 25 | 20 | | |
| Real Estate Sales | 58 | 13 | | |
| Direct Investment | 33 | 29 | | |
| Total | 495 | 350 | | |

Incorporates changes in authorities during the year.

au cours de l'année a été bien inférieure aux montants autorisés. Cette baisse est attribuable en partie à l'adoption de certaines modifications aux programmes, au second trimestre de 1979, qui ont causé des retards dans les mises en chantier. Elle peut s'expliquer aussi en partie par des changements dans la conjoncture économique, qui ont entraîné une baisse dans la construction d'habitations et le volume des prêts hypothécaires.

La valeur des prêts directs et des placements de la Société s'est élevée à 350 millions de dollars en 1979, comparativement au budget approuvé de 495 millions. Les engagements pour le logement social n'ont pas dépassé 134 millions, par rapport à un budget de 170 millions; quant aux logements pour la vente ou la location, leur valeur a atteint 29 millions, soit la moitié du montant prévu. Ce n'est que pour le Programme d'aide à la remise en état des logements qu'on a utilisé la plus grande partie des sommes autorisées, soit 125 millions sur 151 millions.

Prêts hypothécaires directs et placements autorisés et approuvés

| | 1979 | | |
|---------------------------------------|--------------------------|-----------|--|
| | Autorisés¹ | Approuvés | |
| | (en millions de dollars) | | |
| Logement social | 170 | 134 | |
| Logement pour la vente ou la location | 58 | 29 | |
| Restauration | 151 | 125 | |
| Terrain et infrastructure | 25 | 20 | |
| Ventes d'immeubles | 58 | 13 | |
| Placements directs | 33 | 29 | |
| Total | 495 | 350 | |

¹Ces chiffres tiennent compte des changements dans les sommes autorisées au cours de l'année.

ntil 1973 the Corporation's mortgage insurance undertakings related only to loans made by private lenders without supplementary financial assistance provided under the National Housing Act. This activity was determined by market forces, yet was influenced from time to time by changes in the terms of eligibility for NHA insurance, such as in maximum loan amounts and so on. Since 1973 this insurance had been extended to public and private lending under the Assisted Home-Ownership Program and the Assisted Rental Program funded by federal subsidies. These two programs had largely been replaced, in 1979, by insured Graduated Payment Mortgages made by private lenders.

Legislative changes in the spring of 1979 provided for NHA insurance to be extended to private mortgage loans on non-profit and cooperative housing projects which would receive subsidies under the National Housing Act. These changes were related to the Government's decision to increase reliance on private rather than public mortgage funding and the associated reductions in CMHC's Capital Budgets in 1978 and 1979.

Undertakings

Under these provisions, CMHC issued mortgage insurance undertakings for 107 349 dwelling units in 1979, down from the 119 190 total of 1978. All this decline was in the insurance of mortgages for new housing, while there was a small increase in activity relating to existing housing. The new provision for mortgage insurance on social housing related to 9 061 dwelling units in 1979.

usqu'en 1973, les promesses d'assurance hypothécaire de la Société ne se rapportaient qu'aux prêts consentis par les prêteurs du secteur privé, sans une aide financière supplémentaire accordée aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Cette activité était déterminée par les tendances du marché, mais était influencée de temps en temps par des changements apportés dans les conditions d'admissibilité à l'assurance LNH, telles que le montant maximal des prêts et le reste. Depuis 1973, cette assurance est accordée pour les prêts provenant de fonds publics et privés, en vertu des programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif, pour lesquels une subvention fédérale était prévue. Ces deux programmes avaient été remplacés, en 1979, surtout par les prêts hypothécaires à paiements progressifs, consentis par des prêteurs privés.

Les changements d'ordre législatif faits au printemps de 1979 prévoyaient que l'assurance LNH soit accordée aussi aux prêts hypothécaires privés accordés pour l'habitation, aux sociétés sans but lucratif et aux coopératives, qui bénéficieraient de subventions en vertu de la Loi nationale sur l'habitation. Ces changements faisaient suite à la décision du gouvernement de compter davantage sur les fonds du secteur privé plutôt que sur les deniers publics pour financer l'habitation, et aux réductions du budget des immobilisations de la Société en 1978 et en 1979.

Les promesses d'assurance

Les promesses d'assurance hypothécaire que la SCHL a données en 1979 se rapportaient à 107 349 logements, comparativement à 119 190 en 1978. Toute cette baisse a été constatée dans l'assurance des prêts hypothécaires consentis pour l'habitation neuve; d'autre part, on a enregistré une faible augmentation de l'assurance émise pour l'habitation existante. La nouvelle disposition touchant l'assurance hypothécaire pour le logement social s'est appliquée à 9 061 logements en 1979.





National Housing Act Insured Loans are available from approved lenders for new and existing home-ownership and rental housing.

Les prêts assurés aux termes de la Loi nationale sur l'habitation sont offerts par les prêteurs agréés pour le financement de logements neufs et existants, locatifs ou destinés aux propriétaires-occupants.

NHA Mortgage Insurance Undertakings Issued

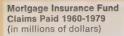
| 1977 | 1978 | 1979 | |
|------------------|---|---|--|
| (Dwelling Units) | | | |
| | | | |
| 91 807 | 91 690 | 79 313 | |
| 84 621 | 26 435 | 18 975 | |
| *** | 1 065 | 9 061 | |
| 176 428 | 119 190 | 107 349 | |
| 114 414 | 56 742 | 41 429 | |
| 62 014 | 62 448 | 65 920 | |
| 176 428 | 119 190 | 107 349 | |
| | 91 807 84 621 - 176 428 114 414 62 014 | 91 807 91 690 84 621 26 435 - 1 065 176 428 119 190 114 414 56 742 62 014 62 448 | |

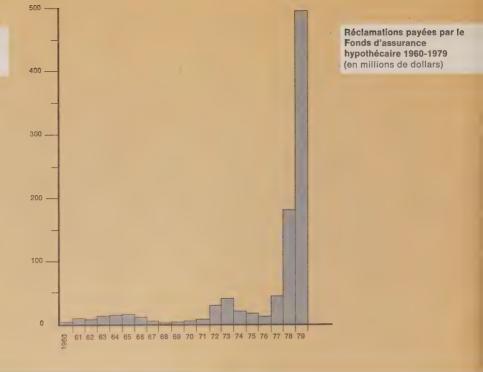
The decline in NHA mortgage insurance for new housing was greater than the overall decline in the financing and construction of this kind of housing. This was accompanied by a reduction in the NHA share of total mortgage insurance on new housing in 1979, as had also been the case in 1978, while the corresponding share for existing housing increased slightly. No doubt this reduction would

Promesses d'assurance hypothécaire émises en vertu de la LNH

| 71 | | | | | |
|------------------------------|----------|---------|---------|--|--|
| | 1977 | 1978 | 1979 | | |
| | (en L | gement) | | | |
| Logement pour la vente ou la | location | | | | |
| Non subventionné | 91 807 | 91 690 | 79 313 | | |
| PAAP et PALL | 84 621 | 26 435 | 18 975 | | |
| Logement social | _ | 1 065 | 9 061 | | |
| Total | 176 428 | 119 190 | 107 349 | | |
| Logements neufs | 114 414 | 56 742 | 41 429 | | |
| Logements existants | 62 014 | 62 448 | 65 920 | | |
| Total | 176 428 | 119 190 | 107 349 | | |

Le fléchissement de l'assurance hypothécaire aux termes de la LNH pour le logement neuf a été plus marqué que la réduction générale du volume de financement et de construction de ce genre d'habitations. Par ailleurs, le pourcentage d'assurance hypothécaire aux termes de la LNH pour la nouvelle construction a accusé une baisse en 1979, comme en 1978, tandis que pour les logements





have been greater had not CMHC been more active than the two private mortgage insurance firms in insuring Graduated Payment Mortgages.

CMHC's lower mortgage insurance activity was attributable in part to the maximum loan levels applicable for NHA insurance and in part to the more stringent inspection and related requirements applied by CMHC, compared to those of the private mortgage insurers. The Corporation is updating and simplifying its requirements in the light of the warranty programs initiated by the building industry, among other factors. During 1979, maximum loan limits under the NHA were increased, while the legislative amendments in March extended NHA mortgage insurance to existing rental dwellings. These measures opened up the prospect of reversing the decline in CMHC's mortgage insurance activity.

Insurance Claims

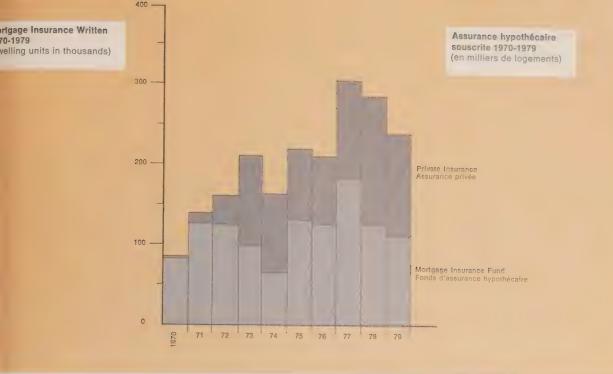
The number of claims paid by the Mortgage Insurance Fund in 1979 concerned mortgages on 13 720 dwelling units compared to 5 078 units in the previous year—an unprecedented level up to that time. Claims continued at a high level on multiple-dwelling projects financed by approved lenders but 70 per cent of the increase in claims during the year related to loans approved under the

existants, ce pourcentage a augmenté légèrement. Cette réduction aurait été plus considérable si la Société n'avait pas assuré plus de prêts hypothécaires à paiements progressifs que les deux compagnies privées d'assurance hypothécaire.

Cette réduction du volume d'assurance hypothécaire pour la SCHL peut être attribuée en partie aux prêts maximaux en vigueur en ce qui concerne l'assurance LNH et en partie aux exigences touchant les inspections et d'autres points connexes, qui sont imposées de façon plus rigoureuse par la Société que par les compagnies d'assurance privées. La Société est en train de mettre à jour et de simplifier ses exigences, à la lumière des programmes de garantie adoptés par l'industrie de la construction entre autres choses. Au cours de 1979, le plafond des prêts offerts aux termes de la LNH a été relevé et les modifications à la Loi, du mois de mars, ont permis d'appliquer l'assurance hypothécaire aux logements locatifs existants. Ces mesures ont été prises en vue d'aider à enrayer la réduction du volume d'assurance hypothécaire par la SCHL.

Les réclamations d'assurance

Le nombre de réclamations faites au Fonds d'assurance hypothécaire en 1979 concernait 13 720 unités de logement comparativement à 5 078, l'année précédente—ce qui était considéré comme sans précédent jusqu'à ce moment-là. Un grand nombre de ces réclamations étaient faites à l'égard de bâtiments multifamiliaux financés par des prê-



Assisted Home-Ownership Program and the Assisted Rental Program, which started in a limited way in 1973 and were expanded in 1975. These programs, which provide for supplementary financial assistance in addition to NHA-insured loans, were being phased out in 1979 to be replaced by the Graduated Payment Mortgage insurable under the National Housing Act.

The large volume of claims has created liquidity problems for the Mortgage Insurance Fund because of the resulting increase in its real estate holdings. The arrangements for borrowings to make claim settlements and for major sales of real estate to restore the liquidity of the Fund are dealt with later in this report.

teurs agréés, mais 70 pour cent de l'augmentation du nombre de réclamations est attribuable à des prêts approuvés en vertu des programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif, qui avaient été établis de façon restreinte en 1973 mais dont l'application a été élargie en 1975. Ces programmes, qui prévoyaient une aide financière supplémentaire en plus des prêts assurés aux termes de la LNH, ont été graduellement abandonnés en 1979, pour faire place aux prêts hypothécaires à paiements progressifs assurables en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

Ce grand nombre de réclamations a créé des problèmes de liquidité pour le Fonds d'assurance hypothécaire en augmentant le volume de propriétés immobilières dont le Fonds a pris possession. On indique plus loin dans ce rapport les dispositions prises pour emprunter les sommes nécessaires en vue du règlement des réclamations et pour la vente en bloc de propriétés immobilières, afin de rétablir la liquidité du Fonds.

Grants, Contributions and Subsidies

Les octrois, contributions et subventions

n 1979, the Corporation's expenditures on grants, contributions and subsidies, on behalf of Government, amounted to \$840 million. Only seven years earlier, in 1972, the corresponding amount was \$82 million. About 90 per cent of the 1979 expenditures were the result of commitments and decisions made in earlier years. The new commitments for grants, contributions and subsidies made during the year were primarily for subsidized housing units, for residential rehabilitation assistance, and for contributions to community service projects, described below.

Subsidized Housing

At the beginning of 1979 the federal government, through CMHC, was committed to providing annual operating subsidies on a long-term basis for 206 000 dwelling units under the public housing and rent supplement provisions of the National Housing Act. These dwellings reflected the build-up of commitments since 1949 and were in addition to the dwelling units in non-profit and cooperative housing projects and those financed under AHOP and ARP.

In 1979 CMHC was authorized by Government to make commitments to provide annual subsidies on a continuing basis for an additional 31 000 subsidized dwelling units. This was the same increase authorized for 1978, though it was now to be accompanied by greater reliance on private rather than public funds for the construction or purchase of the dwellings concerned, as has been noted earlier. Thus, while in 1978 the Corporation had been authorized to provide capital funding for over 15 000 of the authorized 31 000 units, fewer than 4 200 units were to be publicly funded in 1979 out of an unchanged total.

n 1979, la Société a versé la somme de 840 millions de dollars en octrois, contributions et subventions, pour le compte du gouvernement fédéral. Seulement sept années auparavant, en 1972, le montant correspondant était de 82 millions. Environ 90 pour cent des dépenses effectuées en 1979 résultaient d'engagements et de décisions pris au cours des années antérieures. Les nouveaux engagements à verser des octrois, des contributions et des subventions au cours de l'année, concernaient surtout les logements subventionnés, l'aide à la remise en état des logements et des contributions à des projets de services communautaires, décrits ci-après.

Les logements subventionnés

Au début de 1979, le gouvernement fédéral, par l'entremise de la SCHL, était engagé à fournir des subventions annuelles d'exploitation à long terme pour 206 000 logements, en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation relatives aux logements dits publics et au supplément de loyer. Ce chiffre représentait une accumulation d'engagements pris depuis 1949. Ces logements s'ajoutaient aux unités faisant partie d'ensembles sans but lucratif et de coopératives d'habitation et à celles financées en vertu des programmes d'aide pour l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif.

En 1979, la Société a été autorisée par le gouvernement à s'engager à fournir des subventions annuelles de façon continue pour 31 000 autres logements subventionnés. C'était la même augmentation qui avait été autorisée pour 1978, en dépit du fait que dorénavant, on allait compter davantage sur les capitaux du secteur privé plutôt que sur les fonds publics pour financer la construction ou l'achat des logements concernés, comme il a été déjà mentionné. Ainsi, alors qu'en 1978, la Société avait été autorisée à fournir une aide financière aux fins d'immobilisations pour plus de 15 000 des 31 000 logements autorisés, moins de 4 200 logements sur un total inchangé, devaient être financés à l'aide de fonds publics en 1979.

Bien que l'activité en vertu des nouveaux programmes ait été lente à se manifester immédiatement après les amendements de mars et les nouveaux règlements adoptés en mai, le rythme s'est accéléré vers la fin de l'année, de sorte que les engagements réels pour le logement subventionné en 1979 avaient presque atteint les niveaux autoWhile activity under the new programs was slow immediately following the legislative amendments in March and the new regulations in May, the pace quickened towards the end of the year, so that the actual commitments for subsidized housing in 1979 were not far short of the authorized levels, and were in fact higher than the commitments made in 1978. Actual commitments for subsidized housing units totalled 27 750 compared to 25 516 units in 1978. Under the Non-Profit and Cooperative Housing Programs, commitments more than doubled in 1979,

risés et, en réalité, dépassaient les engagements pris en 1978. Le nombre réel de logements qui ont fait l'objet de ces engagements a été de 27 750, comparativement à 25 516 en 1978. Dans le cadre des programmes d'aide aux logements coopératifs et aux logements sans but lucratif, les engagements ont plus que doublé en 1979, le nombre d'unités concernées passant de 8 027' à 18 316. Cette augmentation découlait d'un autre des changements majeurs dans la politique à l'origine des modifications à la LNH au début de 1979, en particulier l'insistance accrue à aménager des logements subventionnés par le truchement des programmes de logements sans but lucratif et de logements coopé-

'Y compris les engagements comportant un financement à l'aide de fonds publics.

The Cooperative Housing Program enables people to secure shelter at a moderate cost through cooperative action.

Le Programme d'aide au logement coopératif permet à des personnes de se procurer un logement à un coût moyen grâce au régime coopératif.



up from 8 027¹ to 18 316 dwelling units. This increase reflected another of the policy changes underlying the NHA amendments of early 1979; namely the increased emphasis on the provision of subsidized housing by means of the Non-Profit and Cooperative Housing Programs, rather than through the traditional public housing programs.

Including commitments where public capital funding was provided.

NHA Social Housing Programs – Commitments Authorized and Approved

| | Authorized | | Approved | |
|-------------------------|------------|---------|-----------|--------|
| _ | 1978 | 1979 | 1978 | 1979 |
| - | | (Dwelli | ng Units) | |
| Public Capital Funding | | | | |
| Rural and Native | 2 270 | 2 053 | 1 936 | 1 566 |
| Other | 13 395 | 2 111 | 14 242 | 1 928 |
| Sub-total | 15 665 | 4 164 | 16 178 | 3 494 |
| Private Capital Funding | | | | |
| Rent Supplement | 9 528 | 6 626 | 6 390 | 5 940 |
| Non-Profit and Co-op | 6 118 | 20 280 | 2 948 | 18 316 |
| Sub-total | 15 646 | 26 906 | 9 338 | 24 256 |
| | | | | |
| Total | 31 311 | 31 070 | 25 516 | 27 750 |

ratifs, plutôt que par l'entremise des programmes traditionnels de logements publics.

La Société verse aussi des octrois et des contributions pour aider à procurer des logements à caractère social à des groupes de ruraux et d'autochtones, à des sociétés sans but lucratif et à des coopératives d'habitation, aux termes de la LNH.

Programmes de logements sociaux de la LNH – Engagements autorisés et approuvés

| | Autorisés | | Ар | Approuvés | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|--|
| - | 1978 | 1979 | 1978 | 1979 | |
| | (€ | en unités | de logeme | ent) | |
| Fonds publics d'immobilisation | ons | | | | |
| Ruraux et autochtones | 2 270 | 2 053 | 1 936 | 1 566 | |
| Autres | 13 395 | 2 111 | 14 242 | 1 928 | |
| Total partiel | 15 665 | 4 164 | 16 178 | 3 494 | |
| Fonds privés d'immobilisation | ns | | | | |
| Supplément de loyer | 9 528 | 6 626 | 6 390 | 5 940 | |
| Logements sans but lucratif et coopératives | 6 118 | 20 280 | 2 948 | 18 316 | |
| Total partiel | 15 646 | 26 906 | 9 338 | 24 256 | |
| | | | | | |
| Total | 31 311 | 31 070 | 25 516 | 27 750 | |

The Rural and Native Housing Program helps provide adequate housing for those living in communities with a population of 2500 or less.

Le Programme d'aide aux logements pour les ruraux et les autochtones permet de procurer des logements convenables aux personnes vivant dans des localités de 2 500 habitants ou moins.



Grants and contributions are also made by CMHC to assist rural and native housing groups, non-profit corporations, and cooperative housing associations, in the provision of social housing under the NHA. This takes the form of sustaining grants for community resource organizations, start-up funds, and training assistance. In 1979, \$8.6 million was expended for these purposes, compared to \$7.5 million in 1978.

Residential Rehabilitation

In the amendments to the NHA implemented at the beginning of 1979, provision was made for private lending, insured under the NHA, to replace public loans to rental owners under the Residential Rehabilitation Assistance Program, while public lending to homeowners would continue. The grant arrangements were unaffected, and are provided regardless of the source of funding. Thus it was possible for direct lending for this purpose under CMHC's 1979 Capital Budget to be reduced from \$184 million in 1978 to \$151 million in 1979, while the number of dwelling units to be assisted was increased from 35 000 units to 37 000. Actual approvals for the year related to 32 689 units. Of these, 15 479 units were for Rural and Native Housing.

Cette aide prend la forme de subventions aux groupes d'animation et de services techniques, de fonds de démarrage et d'aide à la formation. En 1979, la somme de 8,6 millions de dollars a été dépensée pour ces fins, comparativement à 7,5 millions en 1978.

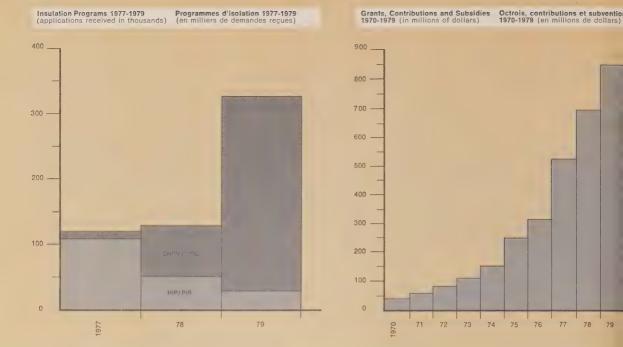
La remise en état des logements

Les modifications apportées à la LNH, qui sont entrées en vigueur au début de 1979, prévoyaient que des prêts du secteur privé, assurés en vertu de la LNH, remplaceraient les prêts consentis aux propriétaires de logements locatifs, à même les fonds publics, aux termes du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL), tandis que la Société continuerait de prêter directement aux propriétaires-occupants. Les dispositions relatives à la remise gracieuse n'ont pas été modifiées et celle-ci continue de s'appliquer, quelle que soit la source de financement. Ainsi, il a été possible de réduire le volume des prêts directs à cette fin, dans le cadre du budget des immobilisations de la Société pour 1979, de 184 millions de dollars en 1978 à 151 millions en 1979, alors que le nombre de logements qui ont bénéficié d'une aide de ce genre est passé de 35 000 à 37 000. Le montant réel

The Residential Rehabilitation Assistance Program provides grants to homeowners and landlords for the repair and improvement of sub-standard dwellings.

Le Programme d'aide à la remise en état des logements permet d'accorder des subventions aux propriétaires-bailleurs et aux propriétaires-occupants pour la réparation et l'amélioration d'habitations de qualité inférieure.





Community Services

The NHA amendments made in the spring of 1979 included the establishment of the Community Services Contribution Program, which provides for federal contributions to be allocated provincially to support municipal expenditures on a range of community services. This program replaces several earlier NHA programs which provided for neighbourhood improvement, sewage and water installations, and grant incentives to municipalities to encourage the construction of modest housing. In 1979, expenditures were still being incurred under those earlier programs, although no new commitments were being made other than for certain loan increases. In their place, the Corporation was authorized to make commitments to the provinces under the Community Services Contribution Program. The funds would not be advanced, however, until April 1980, i.e. in the 1980-81 fiscal year. Agreements were signed with all provinces and the full amount of \$150.3 million was committed during 1979.

approuvé pour l'année s'est appliqué à 32 689 logements et, de ce nombre, 15 479 étaient destinés aux ruraux et aux autochtones.

Les services communautaires

Les amendements apportés à la LNH au printemps de 1979 comprenaient l'établissement du Programme de contribution aux services communautaires, lequel prévoit que le gouvernement fédéral verse des subventions à chaque province afin d'aider à payer les dépenses encourues par les municipalités pour toute une série de services communautaires. Ce programme remplace plusieurs programmes antérieurs de la LNH, notamment l'amélioration des quartiers, les installations d'égouts. d'aqueducs et les octrois à titre d'encouragement aux municipalités en vue de la construction d'habitations à coût modeste. En 1979, les municipalités engageaient encore des dépenses en vertu de ces programmes antérieurs; toutefois, aucun nouvel engagement n'a été pris, sauf l'augmentation de certains prêts. La Société a donc été autorisée à verser des sommes aux provinces en vertu de ce Programme de contribution aux services communautaires. Cependant, les fonds ne devaient pas être avancés avant le mois d'avril 1980, c'est-à-dire au cours de l'exercice financier 1980-1981. Des ententes ont été signées avec toutes les provinces et la somme de 150,3 millions de dollars a été engagée au cours de 1979.

Insulation

CMHC administers the Home Insulation Program (HIP) in Prince Edward Island and Nova Scotia, and the Canadian Home Insulation Program (CHIP) which is in effect in all other provinces and in the Territories. The latter program was extended in April 1979 to dwellings built before 1961 rather than 1946 as had previously been the case. At the same time benefits were extended and made more easily accessible by the adoption of a one-stage application and approval process. The result was a major increase in applications and in the funding needed to deal with them. During the year, 294 327 applications were received under CHIP, compared to only 76 170 in 1978. The appropriation for this activity had been set at \$47 million for 1979-80 but was increased by Supplementary Estimates to \$182 million to meet the demand.

Under HIP, applications totalled 28 851, with expenditures during the year amounting to \$17 million compared to \$32 million in 1978. Over 90 per cent of the housing stock in Prince Edward Island and Nova Scotia has now been insulated through this program.

L'isolation thermique

La Société administre le Programme d'isolation des résidences dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, ainsi que le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes dans toutes les autres provinces et dans les Territoires. En avril 1979, l'application de ce dernier programme a été étendue aux habitations construites avant 1961 plutôt que 1946 comme c'était déjà le cas. En même temps, les avantages de ce programme ont été accrus et rendus plus accessibles par l'adoption d'un processus de demande et d'approbation ne comportant qu'une seule phase. Cette mesure a eu, comme résultat, une augmention considérable du nombre de demandes et des sommes requises pour y répondre. En 1979, 294 327 demandes ont été recues au bureau du PITRC, comparativement à 76 170 seulement en 1978. Les capitaux affectés à cette activité avaient été fixés à 47 millions de dollars pour 1979-1980 mais, avec les crédits supplémentaires, ils sont passés à 182 millions pour répondre à la demande.

En ce qui concerne le Programme d'isolation des résidences, le nombre de demandes se chiffrait par 28 851 et les sommes versées au cours de l'année à cette fin ont atteint 17 millions, comparativement à 32 millions en 1978. Plus de 90 pour cent du parc de logements de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse sont maintenant isolés, grâce à ce programme.

Insulation Programs encourage energy conservation in residential dwellings.

Les programmes d'isolation thermique encouragent l'économie d'énergie dans les habitations.



Research and Demonstration

The Corporation provides policy advice on housing and related matters to the responsible Cabinet Minister and encourages and supports research in this field. It also communicates the results of this research to the general public, together with other information which contributes to improved public understanding and action in housing and community planning. In carrying out these and related activities in 1979, the Corporation made new commitments totalling \$5.9 million, compared to \$4.7 million in 1978. The two largest single components were external contracts for policy research, amounting to \$1.2 million, and commitments under the Demonstration Program of \$1.8 million. In both cases the commitments almost matched the monies allocated. In other areas, particularly in technical research and information activities, reductions of \$1.6 million were effected in response to the Government's request for the deferment or cancellation of discretionary expenditures during 1979.

In addition to the foregoing, policy development, research and related activities were carried out within CMHC. For these activities the Corporation received \$7.6 million in 1979, compared to \$8.1 million in 1978.

Commitments for Research, Demonstration and Related Activities

| | Authorized App | | | proved |
|-----------------------------|----------------|-----------|------------|--------|
| _ | 1978 | 1979 | 1978 | 1979 |
| MA | | (Millions | of Dollars |) |
| Policy Research | 1.2 | 1.5 | 1.1 | 1.2 |
| Institutional Support | 0.8 | 0.9 | 0.8 | 0.9 |
| Educational Support | 1.4 | 0.8 | 0.8 | 0.8 |
| Technical Research | 2.2 | 0.9 | 0.4 | 0.3 |
| Demonstration | 1.4 | 1.9 | 0.4 | 1.8 |
| Information | 1.2 | 0.9 | 1.2 | 0.9 |
| Sub-total | 8.2 | 6.9 | 4.7 | 5.9 |
| Activities Internal to CMHC | 8.1 | 9.0 | 8.1 | 7.6 |
| Total | 16.3 | 15.9 | 12.8 | 13.5 |

La recherche et l'application de nouveaux concepts

La Société donne des conseils en matière de politique de l'habitation et sur des sujets connexes, au ministre responsable de ses activités, et elle encourage et appuie les recherches effectuées dans ce domaine. Elle communique aussi les résultats de ses recherches au grand public avec d'autres renseignements qui contribuent à améliorer la compréhension et la participation du public à la planification de l'habitation et des collectivités. Pour ces activités et autres services, la Société a engagé la somme de 5.9 millions de dollars en 1979, comparativement à 4,7 millions en 1978. Les deux éléments les plus importants de ces dépenses ont été des contrats attribués à l'extérieur pour la recherche en matière de politique. qui ont coûté 1,2 million, et des engagements d'une valeur de 1,8 million en vertu du Programme de démonstration. Dans ces deux cas, les engagements ont presque atteint le niveau des sommes attribuées. Dans d'autres domaines, particulièrement dans la recherche technique et l'information, des réductions de 1.6 million de dollars ont été effectuées pour faire suite à la demande du gouvernement de remettre à plus tard ou de contremander les dépenses discrétionnaires au cours de 1979.

En plus de ce qui précède, au sein même de la Société, on a élaboré des politiques, fait des recherches et poursuivi des activités connexes; à ces fins, la Société a reçu 7,6 millions en 1979, comparativement à 8,1 millions en 1978.

Engagements pour la recherche, l'application de nouveaux concepts et activités connexes

| | Autorisés Approuv | | | | |
|--------------------------------------|-------------------|------------|-----------|------|--|
| | 1978 | 1979 | 1978 | 1979 | |
| | (e | n millions | de dollar | s) | |
| Recherche en matière de politique | 1,2 | 1,5 | 1,1 | 1,2 | |
| Appui aux institutions | 0,8 | 0,9 | 0,8 | 0,9 | |
| Appui à l'éducation | 1,4 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | |
| Recherches techniques | 2,2 | 0,9 | 0,4 | 0,3 | |
| Application de nouveaux concepts | 1,4 | 1,9 | 0,4 | 1,8 | |
| Information | 1,2 | 0,9 | 1,2 | 0,9 | |
| Total partiel | 8,2 | 6,9 | 4,7 | 5,9 | |
| Activités internes de la SCHL | 8,1 | 9,0 | 8,1 | 7,6 | |
| Total | 16,3 | 15,9 | 12,8 | 13,5 | |



The Demonstration Program tests new concepts of accommodation and community design.

Le Programme de démonstration sert à mettre à l'épreuve de nouveaux concepts pour l'habitation et l'aménagement des collectivités.

Under the Demonstration Program, there are now twelve projects at different stages of development, including four taken over from the former Ministry of State for Urban Affairs when it was disbanded on 31 March 1979. These are:

| Marysfield, Charlottetown, P.E.I. |
|-----------------------------------|
| Market Square, Saint John, N.B. |
| Chicoutimi, P.Q. |
| Vieux Port, Québec, P.Q. |
| Duberger, Québec, P.Q. |
| Vieux Port, Montréal, P.Q. |
| Rue St-Pierre, Montréal, P.Q. |
| Milton-Park, Montréal, P.Q. |
| Secteur Fournier, Hull, P.Q. |
| LeBreton Flats, Ottawa, Ont. |
| Woodroffe, Ottawa, Ont. |
| Revelstoke, B.C. |
| |

In the second half of the year, a reassessment of this program was underway to see if some of these projects could be transferred to the private sector, to other governments, or to other federal departments or agencies.

Dans le cadre du Programme de démonstration, il existe présentement douze projets à différents stades de réalisation dont quatre pris en charge de l'ancien Département d'État aux Affaires urbaines, qui a cessé d'exister le 31 mars 1979. Ces projets sont:

| Marysf | field, Charlottetown (ÎPÉ.) |
|---------|-------------------------------|
| Market | t Square, Saint-Jean (NB.) |
| Chicou | utimi (Qué.) |
| Vieux-F | Port, Québec (Qué.) |
| Duberg | ger, Québec (Qué.) |
| Vieux-F | Port, Montréal (Qué.) |
| Rue St- | -Pierre, Montréal (Qué.) |
| Milton- | -Park, Montréal (Qué.) |
| Secteu | r Fournier, Hull (Qué.) |
| Les Pla | aines LeBreton, Ottawa (Ont.) |
| Woodr | offe, Ottawa (Ont.) |
| Revelst | toke (CB.) |

Durant le second semestre de l'année, on a effectué une réévaluation de ce Programme afin de déterminer si certains de ces projets pouvaient être confiés à l'entreprise privée, à d'autres gouvernements ou à d'autres ministères ou organismes du gouvernement fédéral.

Cash Requirements

he Corporation made new loan and investment commitments of \$350.2 million in 1979. Of that amount approximately \$100 million was actually advanced during the year. The remaining advances will be made in 1980 and 1981. By the same token, there were cash advances in 1979 on loan and investment commitments made in previous years. These amounted to \$894 million, bringing total advances of non-budgetary, or repayable, funds to \$994 million during the year.

These were gross advances before account is taken of loan repayments. In 1979 such repayments to the Corporation amounted to \$664 million but they were supplemented by \$394 million which represented the proceeds received in 1979 from mortgage sales in the series initiated in the spring of 1978. In net terms, therefore, the Corporation had a non-budgetary surplus of \$64 million in 1979. In 1978, the Corporation had borrowed \$185 million from Government. In earlier years the requirements had been substantially larger.

With requirements for budgetary funds, by way of appropriations, amounting to \$840 million in 1979, the Corporation's total net cash requirements from Government were \$776 million.

CMHC's Cash Requirements from Government

| | 1977 | 1978 | 1979 |
|-------------------|-------|---------------|-------|
| | (Mi | llions of Dol | lars) |
| Non-Budgetary | | | |
| Advances | 1 083 | 1 139 | 994 |
| Less: Repayments | 491 | 697 | 664 |
| Mortgage Sales | - | 257 | 394 |
| Net Non-Budgetary | 592 | 185 | (64 |
| Budgetary | 524 | 694 | 840 |
| Total | 1 116 | 879 | 776 |

Les exigences de caisse

n 1979, la Société a engagé la somme de 350,2 millions de dollars en nouveaux prêts et placements et environ 100 millions ont été réellement avancés, le reste devant être versé en 1980 et en 1981. De plus, des versements comptant ont été effectués en 1979 au compte de prêts et de placements engagés les années précédentes. Ces versements s'élevaient à 894 millions, ce qui porte le total des versements de capitaux non budgétaires, ou remboursables, à 994 millions pour l'ensemble de l'année.

Il s'agit là de versements bruts avant qu'il soit tenu compte des remboursements de prêts. En 1979, la valeur des remboursements de ce genre à la Société s'est élevée à 664 millions auxquels se sont ajoutés 394 millions qui représentaient le produit reçu en 1979 des ventes de créances hypothécaires organisées au printemps de 1978. Ainsi, en termes nets, la Société avait un surplus d'encaissements non budgétaires de 64 millions, en 1979. En 1978, la Société avait emprunté 185 millions du gouvernement et, dans les années antérieures, ces exigences avaient été beaucoup plus importantes.

Vu que les fonds budgétaires obtenus par voie d'affectation atteignaient 840 millions en 1979, le montant total net des exigences de caisse de la Société s'est élevé à 776 millions.

Actif de la Société

Compte tenu des placements nets de la Société dans des prêts hypothécaires et de ses placements dans des entreprises fédérales-provinciales

Exigences de caisse de la Société, obtenues du gouvernement

| | * | | |
|-------------------------------------|-------|---------------|---------|
| | 1977 | 1978 | 1979 |
| | (en m | illions de de | ollars) |
| Non budgétaires | | | |
| Avances | 1 083 | 1 139 | 994 |
| Moins: remboursements | 491 | 697 | 664 |
| ventes de créances hypothécaires | des. | 257 | 394 |
| Nettes non budgétaires | 592 | 185 | (64) |
| Budgétaires | 524 | 694 | 840 |
| Total | 1 116 | 879 | 776 |
| | | | |

Corporation-Owned Assets

With CMHC's net investment in mortgage loans and joint federal-provincial investments amounting to only \$23 million in 1979, the growth in its assets was the smallest for 15 years. Assets increased by less than 1 per cent to \$10.2 billion while debentures issued for loans from Government remained virtually unchanged at \$9.8 billion. The Corporation's assets included real estate valued at \$238 million, representing 14 771 dwelling units. These had been acquired partly from other departments and agencies of the federal government, and partly through defaults on uninsured direct mortgage loans made by the Corporation in previous years. A significant proportion of these had originally been financed under the now terminated limited-dividend loan program, especially in Montréal. (These holdings are separate from the real estate holdings of the Mortgage Insurance Fund discussed below.)

The Corporation has had an active sales program with respect to these properties since 1976 but has been required to market its holdings within a number of constraints imposed for public policy reasons. These constraints have limited the volume of sales. Nevertheless, 3 567 units were sold in 1979 compared to new acquisitions of 1 764 units.

In the administration of its mortgage assets the Corporation attempted to reduce mortgage arrears in 1979, and had some success despite weaknesses in certain housing markets. In general, arrears on CMHC-held mortgages declined from 2.77 per cent of mortgages outstanding at the end of 1978 to 2.33 per cent at the end of 1979.

Mortgage Insurance Fund

The Corporation administers the Mortgage Insurance Fund as a trust fund with its accounts kept separate from other corporate accounts. This Fund is built up from the premiums paid for mortgage insurance under the NHA. At the end of 1979 the Fund amounted to \$512 million, down from \$632 million at the beginning of the year.

dont la valeur globale atteignait seulement 23 millions en 1979, l'accroissement net de l'actif de la Société a été le plus faible depuis 15 ans. L'actif a augmenté de moins de un pour cent pour atteindre 10,2 milliards de dollars, tandis que la valeur des obligations émises pour des emprunts obtenus du gouvernement est demeurée à peu près inchangée à 9,8 milliards. L'actif de la Société comprenait des propriétés immobilières évaluées à 238 millionsce qui représente 14 771 logements-dont un certain nombre ont été acquises d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral, et le reste, à la suite de défauts de paiement de prêts hypothécaires non assurés consentis directement par la Société au cours des années antérieures. Une partie importante de ces propriétés avaient été financées, particulièrement à Montréal, en vertu du Programme de prêts aux compagnies à dividendes limités, qui a été aboli depuis.

La Société a maintenu un programme actif de vente de ces propriétés depuis 1976 mais elle a dû tenir compte d'un certain nombre de contraintes qui ont évidemment contribué à restreindre le volume des ventes. Néanmoins, en 1979, la Société a vendu 3 567 logements et fait l'acquisition de 1 764 autres.

Dans l'administration de son actif de créances hypothécaires, la Société a tenté de réduire les arrérages hypothécaires en 1979 et y a réussi jusqu'à un certain point, malgré la faiblesse de certains marchés de l'habitation. En général, les arrérages au compte des créances hypothécaires détenues par la Société, représentaient 2,33 pour cent des créances hypothécaires impayées à la fin de 1979 par rapport à 2,77 pour cent à la fin de 1978.

Fonds d'assurance hypothécaire

La Société administre le Fonds d'assurance hypothécaire comme un fonds en fidéicommis dont elle garde les comptes séparés de ses autres comptes. Ce fonds est constitué des primes d'assurance hypothécaire payées par les emprunteurs, aux termes de la LNH. À la fin de 1979, la valeur de ce fonds s'élevait à 512 millions de dollars, alors qu'elle était de 632 millions au début de l'année.

C'était la première fois, dans 25 ans d'histoire de ce Fonds, que l'actif total subissait une réducThis was the first time in the 25-year history of the Fund in which its total assets declined between one year and the next. There were two main reasons. First was the effect of the record level of claims, requiring the liquidation of marketable securities at discounts reflecting prevailing interest rate levels. Second was the provision made for loss that might result from the claim when the real estate is sold. That provision now amounts to \$176 million on real estate acquired on claims of \$625 million.

The impact of the \$499 million of claims on the Fund in 1979 was to require the sale of bonds at the prevailing discounts to provide cash for claims and to replace them with real estate which, in many cases, was yielding a negative rather than a positive return. Towards year-end it became necessary to borrow from Government to meet claims, pending the proceeds of a major sales program of the Fund's real estate. These borrowings amounted to \$60 million by 31 December 1979, but were expected to increase further in the first few months of 1980.

While sales of the Fund's real estate holdings had increased from 2 516 units in 1978 to 3 319 units in 1979, they fell far short of the level required to maintain the Fund's liquidity. This was largely because these sales were subject to the same constraints as those applied to the sales of Corporationowned real estate. Late in 1979, the Corporation received Government approval to undertake a sales program on a business-like basis, free from the earlier constraints. This program had been launched by year-end and if, as forecast, claims do not increase further in 1980 and decline in 1981, it is expected that all the borrowings referred to above can be repaid by March 1982.

Operating Income

The Corporation's net income for 1979 was \$5.2 million after tax, down from the 1978 total of \$6.4 million. This was higher than had been expected at the beginning of the year and was the result of several developments. The Corporation's non-recoverable administrative expenditures were \$2 million less than had been approved, partly as the result of restraint measures undertaken by Management. In addition, certain profits were recognized with respect to transactions completed under joint federal-provincial ventures in land assembly.

Nothing has taken place to change the prospect, identified in previous Annual Reports, of the early onset of an operating deficit for the Corporation, which will increase in subsequent years.

tion d'une année à l'autre. Cette situation s'explique par deux raisons principales. La première a été l'effet produit par le nombre record de réclamations, entraînant la liquidation de valeurs négociables à des escomptes reflétant le niveau des taux d'intérêt en cours. La seconde a été la provision faite pour toute perte pouvant résulter de la réclamation lors de la vente d'une propriété immobilière. Cette provision est maintenant de 176 millions pour des propriétés immobilières acquises à la suite de réclamations de 625 millions.

La répercussion des réclamations d'une valeur de 499 millions de dollars sur le Fonds, en 1979, à été de nécessiter la vente d'obligations aux escomptes en cours afin de procurer la liquidité nécessaire pour payer les réclamations et de les remplacer par des placements immobiliers qui, dans bien des cas, avaient un rendement plus négatif que positif. Vers la fin de l'année, il est devenu nécessaire d'emprunter des capitaux du gouvernement pour payer des réclamations, en attendant le produit de la vente des propriétés immobilières appartenant au Fonds. Ces emprunts s'élevaient à 60 millions de dollars au 31 décembre 1979, mais on prévoyait qu'ils continueraient d'augmenter au cours des premiers mois de 1980.

Bien que la vente de propriétés immobilières appartenant au Fonds soit passée de 2 516 unités en 1978 à 3 319 unités en 1979, elle est demeurée encore insuffisante pour maintenir la liquidité du Fonds, surtout parce que ces ventes étaient assujetties aux mêmes contraintes que les ventes de propriétés immobilières appartenant à la Société. À la fin de 1979, le gouvernement a autorisé la Société à lancer un programme de vente sur une base strictement d'affaires, et si le volume des réclamations n'augmente pas en 1980 et diminue en 1981, on s'attend à ce que tous les emprunts mentionnés ci-dessus puissent être remboursés en mars 1982.

Le revenu d'exploitation

Le bénéfice net de la Société en 1979, après déduction d'impôts, a été de 5,2 millions de dollars, comparativement à 6,4 millions en 1978. Ce chiffre est plus élevé que celui prévu au début de l'année et résulte de plusieurs facteurs. Les frais d'administration non recouvrables de la Société ont été inférieurs de 2 millions au montant approuvé, partiellement à la suite des mesures restrictives qui ont été prises par la direction. De plus, certains bénéfices ont été réalisés à l'occasion de transactions menées à bonne fin dans le cadre d'entreprises fédérales-provinciales d'aménagement de terrains.

Rien ne s'est produit pour entraîner un changement dans les prévisions, mentionnées dans des rapports annuels antérieurs, d'un prochain déficit d'exploitation de la Société, lequel augmentera dans les années suivantes.

Auditors' Report

To the Honourable the Minister Responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation

e have examined the balance sheet of Canada Mortgage and Housing Corporation as at 31 December 1979 and the statements of operations and reserve fund, financial activities and insurance, guarantee and contribution funds for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these statements are in agreement with the books of account of the Corporation and present a true and fair view of the state of affairs of the Corporation as at 31 December 1979 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

In our opinion, proper books of account have been kept and the transactions of the Corporation that have come under our notice have been within the powers of the Corporation.

Charles Rondeau, c.A. of the firm Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés

Robert W. Davis, F.C.A. of the firm Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Ottawa, 22 February 1980

Rapport des vérificateurs

À l'honorable Ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement

ous avons vérifié le bilan de la Société canadienne d'hypothèques et de logement au 31 décembre 1979, ainsi que les états de l'exploitation et fonds de réserve, des activités financières et des fonds d'assurance, de garantie et de contribution pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers sont conformes aux livres de comptes de la Société et présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1979, et le résultat de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, des livres de comptes adéquats ont été tenus et les opérations de la Société venues à notre connaissance étaient de la compétence de la Société.

> Charles Rondeau, C.A. du cabinet Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés

Robert W. Davis, F.C.A. du cabinet Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Ottawa, le 22 février 1980

Balance Sheet

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Bilan

en milliers de dollars

| Assets | Actif | | 31 December 1979 31 décembre 1979 | | December 1 décembre |
|--|---|----|--------------------------------------|----|------------------------|
| Investments Loans – Schedule I | Placements Prêts — Tableau I | \$ | 8,809,306 | \$ | 8,950 |
| Investments under Federal-Provincial Agreements – Schedule II | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales – Tableau II | | 915,187 | | 800 |
| Real Estate at cost, less accumulated depreciation (1979 – \$31,019; 1978 – \$32,875) – Schedule III | Placements immobiliers au coût, moins amortissement accumulé (1979 – \$31,019; 1978 – \$32,875) Tableau III | | 238,096 | | 211 |
| Agreements for Sale and Mortgages arising from sales of real estate, including accrued interest | Conventions de vente et prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles, y compris les intérêts courus | | 81,129 | | 55 |
| Treasury Bills | Bons du Trésor | | 10,043,718 | | 10,020 |
| Accounts Receivable Due from the Minister Due under federal-provincial agreements Due from the Mortgage Insurance Fund Other | Comptes à recevoir Dû par le Ministre Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Dû par le fonds d'assurance hypothécaire Autres | | 13,720 37,321 72,655 2,958 | | 19 10 33 2 |
| Other Assets | Autres éléments d'actif | | 5,828 | | 7 |
| Business Premises, Office Furniture and Equipment at cost, less accumulated depreciation (1979 – \$12,077; 1978 – \$10,889) | Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement au coût, moins amortissement accumulé (1979 – \$12,077; 1978 – \$10,889) | | 8,778 | | 8 |
| | | \$ | 10,184,978 | \$ | 10,101 |
| Assets of the Insurance, | Actif des fonds d'assurance, de garantie et de contribution | ŝ | 537,891 | Ś | 672 |

Raymond V. Hession President/Président

| ilities | Passif | 31 December 1979 31 décembre 1979 | 31 December 1978 31 décembre 1978 |
|--|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| owings from the Government of da – Schedule IV | Emprunts du gouvernement du Canada – Tableau IV | \$ 9,836,129 | \$ 9,898,072 |
| ues issued in excess of funds eposit | Chèques en circulation diminués des montants en dépôt | 129,528 | 89,816 |
| s Payable to Government of da | Billets à payer au gouvernement du Canada | 60,254 | _ |
| ounts Payable and Accrued Liabilities to the Receiver General under federal-provincial agreements to the Mortgage Insurance Fund r | Comptes à payer et frais courus Dû au Receveur général Dû en vertu d'ententes fédérales-provinciales Dû au Fonds d'assurance hypothécaire Autres | 2,485 42,213 66,802 | 7,175 25,978 2,449 31,816 |
| osits, Contractors' Holdbacks and rred Income | Dépôts, retenues d'entrepreneurs et revenu reporté | 7,942 | 5,778 |
| rred Profits lles of real estate | Profits reportés sur ventes d'immeubles | 9,625 | 10,801 |
| | | 10,154,978 | 10,071,885 |
| tal orized and fully paid by the ornment of Canada | Capital autorisé et payé par le gouvernement du Canada | 25,000 | 25,000 |
| rve Fund | Fonds de réserve | 5,000 | 5,000 |
| | | 30,000 | 30,000 |
| | | <u>\$</u> 10,184,978 | \$ 10,101,885 |
| rance, Guarantee and Contribution is | Fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ 537,891 | \$ 672,862 |

Perrie f Accountant/Comptable en chef

Statement of Operations and Reserve Fund

in thousands of dollars

État de l'exploitation et fonds de réserve

en milliers de dollars

| Solde du fonds de réserve au début de l'exercic Ajouter: Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit du gouvernement du Canada Déduire: Ajustement du bénéfice net des années antérieures Déduire: Excédent sur la limite statutaire, viré au crédit du Receveur général |
|--|
| Ajouter: Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit du gouvernement du Canada Déduire: Ajustement du bénéfice net |
| Ajouter: Profits sur ventes d'actifs acquis à titre |
| Solde du fonds de réserve au début de l'exerci |
| |
| Bénéfice net, viré au fonds de réserve |
| Impôt sur le revenu |
| Bénéfice avant impôt sur le revenu |
| Total des imputations au Ministre Tableau V |
| Frais d'administration Recouvrements — Honoraires pour services — Imputés au Ministre |
| Bénéfice sur activités de financement |
| Octrois, subventions directes et recherche |
| Autres revenus |
| Profit sur vente d'immeubles Perte sur vente de propriétés non assurées |
| Placements immobiliers Perte d'exploitation |
| Intérêts débités par le gouvernement du Canada |
| Conventions de vente et prêts hypothécaires Revenu d'intérêts |
| Pertes en vertu des ententes |
| Intérêts débités par le gouvernement du Canada |
| Recouvrement de la perte d'intérêts attribuable à des prêts à taux inférieurs au coût d'emprunt |
| Ententes fédérales-provinciales Intérêts et autres gains |
| Renonciation de prêts |
| Intérêts débités par le gouvernement du Canada |
| à des prêts à taux inférieurs au coût d'emprunt Droits de demande sur les prêts hypothécaires |
| Prêts Revenu d'intérêts Recouvrement de la perte d'intérêts attribuable |
| |

| nded 31 December 1978 iné le 31 décembre 1978 | Year E Exercice term | | nded 31 December 1979 né le 31 décembre 1979 | | Ex |
|---|--|--------------------------------|--|--|---------------------------------|
| Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | ct Financing Operations Activités de ement direct | | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | Direct Financing Operations Activités de financement direct | |
| | | \$ 693,835 | | | \$ 6 85,430 |
| \$ 31,411 | | 31,411 5,060 | \$ 41,072 | | 41,072 3,843 |
| | \$ 59,114 | 730,306 671,192 | | \$ 49,778 | 730,345 680,567 |
| 159,783 | | | 154,536 | | |
| | | 58,256 | | | 74,319 |
| 400 | | 400 | 374 | | 374 |
| | 3,835 | 58,656 54,821 | | 9,125 | 74,693 65,568 |
| 37,025 | | | 48,841 | | |
| | 2,749 | 3,333 584 | | 4,727 | 7,876 3,149 |
| 13,740 | | | 21,049 | | |
| 1,208 | 1,469 | | 12,982 | 1,447 | |
| | 10,305 | | | 16,272 | |
| 420,457 | | | 533,535 | | |
| | 77,472 | | | 81,349 | |
| 30,051 | 65,208 | 102,182 (6,923) (30,051) | 27,716 | 71,939 | 111,080 (11,425) (27,716) |
| \$ 694,075 | | | \$ 840,105 | | |
| \$ 034,075 | 49.264 | | \$ 640,100 | 0.410 | |
| | 5,862 | | | 9,410 4,195 | |
| | 6,402 | | | 5,215 | |
| | 5,000 | | | 5,000 | |
| | 11,402 | | | 10,215 | |
| | 286 | | | 184 | |
| | 11,688 | | | 10,399 | |
| | | | | 1,313 | |
| | 11,688 | | | 9,086 | |
| | 6,688 | | | 4,086 | |
| | \$ 5,000 | | | \$ 5,000 | |
| | | | | | |

Statement of Financial Activities

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

État des activités financières

en milliers de dollars

Financial resources provided

Operations:

Interest received

Cash recovered from the Minister

Other receipts

Provenance des ressources financières

Exploitation:

Intérêt recu

Fonds récupérés du Ministre

Autres encaissements

Increase in accrued interest on borrowings Increase in operating liabilities

and deferred income

Borrowings from the Government of Canada

Loan repayments

Profits realized on sales of assets acquired without cost from the Government of Canada

Sale of mortgages

Received from the Minister on prior year's

disbursements

Augmentation des intérêts courus sur emprunts Augmentation du passif d'exploitation et du revenu reporté

Emprunts du gouvernement du Canada

Remboursements de prêts

Profits sur ventes d'actifs acquis à titre gratuit

du gouvernement du Canada

Vente d'hypothèques

Déboursés relatifs aux exercices antérieurs

perçus du Ministre

Financial resources applied

Operations:

Interest paid

Expenditures made on behalf of the Minister

excluding depreciation

Administrative payments excluding

depreciation

Income taxes

Utilisation des ressources financières

Exploitation:

Intérêt pavé

Déboursés effectués au nom du Ministre

excluant l'amortissement

Frais d'administration excluant

l'amortissement

Impôt sur le revenu

Increase (decrease) in accrued interest on loans

Increase in operating assets

Increase in agreements for sale and mortgages

Adjustment of prior years' reserve fund transferred to the credit of the Receiver General Excess reserve fund transferred to the credit of

the Receiver General Repayment of borrowings from the Government

of Canada

Loan advances

Real estate additions (net) Investments under federal-provincial agreements

Business premises, office furniture and equipment additions

Augmentation (diminution) des intérêts courus sur prêts

Augmentation de l'actif d'exploitation Augmentation des conventions de vente

et des hypothèques Ajustement du fonds de réserve des années antérieures viré au crédit du Receveur général Excédent du fonds de réserve viré au crédit

du Receveur général Remboursements d'emprunts du gouvernement du Canada

Avances sur nouveaux prêts Placements immobiliers (net) Placements en vertu d'ententes

fédérales-provinciales

Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement

| | inded 31 December 1979 niné le 31 décembre 1979 | | Year Exercice te | r Ended 3 rminé le 3 | 1 December 1978 1 décembre 1978 |
|---------------------------------|---|----------|--|-------------------------|--|
| Direct Financing Operations | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions | | Direct Financing Operations | Gra Beh | nts, Contributions and Subsidies on alf of the Minister rois, contributions |
| Activités de financement direct | et subventions imputés au Ministre | | Activités de financement direct | | et subventions putés au Ministre |
| 782,095 | \$ 836,422 | \$ | 764 ,796 | \$ | 703,271 |
| 18,517 | | | 14,385 | | , 00,2, |
| 800,612 1,747 | | | 779,181 4,045 | | |
| 145,036 1,368,000 572,589 | | | 77 ,437 1,223 ,500 600,768 | | |
| 184 393,771 | | | 286 243,242 | | |
| 1,619 | (1,619) | | 13,751 | | (13.751) |
| 3,283,558 | \$ 834,803 | \$ | 2,942,210 | \$ | 689,520 |
| 707,838 | | \$ | 694,786 | | |
| | \$ 834,803 | | | \$ | 689,520 |
| 82,175 4,195 | | <u> </u> | 71,140 5,862 | | |
| 794,208 | | | 771,788 | | |
| (2,891) 56,238 | | | 27,77 5 11,631 | | |
| 25,796 | | | 15,678 | | |
| 1,313 | | | | | |
| 4,086 | | | 6,688 | | |
| 1,431,690 | | | 1,038,288 | | |
| 828,169 31,942 | | | 932,518 18,674 | | |
| 111,484 | | | 118,128 | | |
| 1,523 | | | 1,042 | | |
| 3,283,558 | \$ 834,803 | \$ | 2,942,210 | \$ | 689,520 |
| | | | | | |

Statement of Insurance, Guarantee and Contribution Guarantee and Contribution Guarantee and Contribution Guarantee and Contribution Guarantee and Contribution

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

État des fonds d'assurance, de garantie et de contribution

en milliers de dollars

| Assets | Actif | | ecember 1979 écembre 1979 | 31 December 197 31 décembre 197 | |
|--|---|-------------|------------------------------|------------------------------------|------------------|
| Mortgage Insurance Fund Due from (to) Canada Mortgage and Housing Corporation | Fonds d'assurance hypothécaire Comptes à recevoir de (à payer à) la Société canadienne d'hypothèques et de logement | \$ | (72,655) | \$ | 2,44 362,69 |
| Securities, at amortized cost Mortgages Real estate | Placements, au coût amorti Hypothèques Placements immobiliers | | 135,471 449,023 | | 114,00 152,44 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | \$ | 511,839 | \$ | 631,59 |
| Home Improvement Loan Insurance Fund Cash Due from (to) Canada Mortgage and | Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons Encaisse Comptes à recevoir de (à payer à) la | \$ 1 | _ | \$ | |
| Housing Corporation Securities, at amortized cost Mortgages | Société canadienne d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Hypothèques | | 3 5,029 70 | | 4,86 8 |
| | | | 5.102 | Ś | 4,94 |
| Rental Guarantee Fund | Fonds de garantie de loyer | \$ | 5,102 | \$ | 4,54 |
| Cash Due from Canada Mortgage and Housing Corporation | Encaisse Comptes à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement | \$ | 43 | \$ | 5 |
| Securities, at amortized cost Real estate | Placements, au coût amorti Placements immobiliers | | 7,824 3,002 | | 7,02 3,00 |
| | | \$ | 10,873 | \$ | 10,08 |
| Home Insulation Contribution Fund Due to Canada Mortgage and | Fonds de contribution à l'isolation des résidences Compte à payer à la Société | | | | |
| Housing Corporation Securities, at amortized cost | canadienne d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti | \$ | (134) 10,211 | \$ | 26,60 |
| | | 5 | 10,077 | \$ | 26.24 |
| Total Assets | Total de l'actif | iŝ | 537,891 | \$ | 672,86 |
| | | _ | | | |

| ontinuity of Funds | Évolution des fonds | Year Ended | V |
|--|---|---------------------|--------------------------------|
| | | 31 December 1979 | Year Ended 31 December 1978 |
| | | Exercice terminé | Exercice terminé |
| | | le 31 décembre 1979 | le 31 décembre 1978 |
| ees | Droits | | |
| come from securities | Revenu d'intérêts sur placements | \$ 42,154 | \$ 55,013 |
| come from mortgages | Revenu d'intérêts sur hypothèques | 16,102 | 34,320 |
| eal estate acquired on claims | Immeubles acquis lors du règlement | 12,024 | 9,226 |
| | de réclamations | 499,043 | 181,756 |
| | | 569,323 | 280,315 |
| ess: Provision for revaluation of real estate | Moins: Provision pour réévaluation | | |
| Net loss on operations and | des immeubles Pertes nettes sur exploitation et | 98,411 | 57,632 |
| disposal of real estate | vente d'immeubles | 39,347 | 8,756 |
| Net loss on sales of securities | Perte nette sur disposition de | 33,347 | 0,/30 |
| | placements | 42.515 | 1,371 |
| Administrative expenses | Frais d'administration | 9,458 | 5,065 |
| Interest expense on borrowings | Frais d'intérêts sur emprunt | 254 | |
| laims paid and logal symmes | Dialoguet () of the | 379,338 | 207,491 |
| laims paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 499,090 | 181,825 |
| crease (decrease) in fund | Augmentation (diminution) du fonds | (119,752) | 25,666 |
| alance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 631,591 | 605,925 |
| alance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 511,839 | \$ 631,591 |
| Control of the Contro | | | |
| es | Droits | \$ 39 | \$ 43 |
| come from securities | Revenu d'intérêts sur placements | 397 | 380 |
| come from mortgages | Revenu d'intérêts sur hypothèques | 5 | 7 |
| coveries on claims paid | Recouvrements sur les réclamations payées | 114 | 103 |
| and A destining the section of | | 555 | 533 |
| ss: Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | 128 | 145 |
| aims paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | 427 272 | 388 451 |
| crease (decrease) in fund | Augmentation (diminution) du fonds | 155 | (63 |
| llance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 4,947 | 5,010 |
| ilance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 5,102 | \$ 4,947 |
| come from securities | Revenu d'intérêts sur placements | \$ 575 | \$ 490 |
| it profit on operation of real estate | Bénéfice net d'exploitation d'immeubles | 348 | 284 |
| ss: Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | 923 134 | 774 128 |
| | | | |
| crease in fund | Augmentation du fonds | 789 | 646 |
| lance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 10,084 | 9,438 |
| lance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 10,873 | \$ 10,084 |
| tadt. e. d. see | | | |
| Inding from the Minister | Mise de fonds du Ministre | \$ | \$ 28,850 2,586 |
| come from securities | Revenu d'intérêts sur placements | 1,950 | |
| ss: Contributions | Moins: Contributions | 1,950 17,191 | 31,436 32,002 |
| Administrative expenses | Frais d'administration | 922 | 752 |
| crease in fund | Diminution du fonds | (16,163) | (1,318) |
| iance, beginning of year | Solde au début de l'exercice | 26,240 | 27,558 |
| lance, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ 10,077 | \$ 26,240 |
| | | | |
| tal Insurance, Guarantee and | Total des fonds d'assurance, de garantie | \$ 537,891 | \$ 672,862 |

Notes to the Financial Statements

31 December 1979

1 Significant Accounting Policies

Canada Mortgage and Housing Corporation was constituted as a Crown Corporation by an Act of Parliament on 1 January 1946. The name of the Corporation was changed on 1 July 1979 from Central Mortgage and Housing Corporation to Canada Mortgage and Housing Corporation by Act of Parliament. Its activities are regulated by the National Housing Act, the Canada Mortgage and Housing Corporation Act and, in certain respects, the Financial Administration Act, and include:

- a) Financing housing directly through the making of mortgage loans under specified conditions at interest rates set by statute normally at market rates which are generally higher than the rates it pays on funds borrowed from the Government of Canada;
- b) Making payments or incurring expenses needed to implement government housing policy as agent for the Minister responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation. These include grants, loan forgiveness, losses on real estate, losses under federal-provincial agreements, interest rate losses, research and development and specified administrative expenses. These payments or expenses are charged to the Minister as incurred;
- c) Establishing a framework of confidence for lending by private lending institutions, the chief instrument of which is the provision of Mortgage Insurance. This facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and encouraging the secondary market trading of mortgages. For purposes of this activity the Corporation administers on behalf of the Government of Canada certain Insurance and Guarantee Funds. The Mortgage Insurance Fund, the largest of the Funds, was established

Notes aux états financiers

31 décembre 1979

1 Principales conventions comptables

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en corporation de la Couronne le 1er janvier 1946, par une loi du Parlement. Le 1er juillet 1979, par une loi du Parlement, le nom de la Société a été changé de Société centrale d'hypothèques et de logement à Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards, la Loi sur l'administration financière, et consistent à:

- a) Financer l'habitation de façon directe, par le consentement de prêts hypothécaires à des conditions précises et à des taux d'intérêt fixés par la loi, normalement aux taux du marché, lesquels sont généralement plus élevés que les taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte du gouvernement du Canada;
- b) À titre d'agent du Ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, effectuer des paiements ou engager les dépenses requises pour l'application de la politique de logement du gouvernement. Il s'agit de subventions, de remises d'une partie des prêts, de pertes sur immobilisations, de pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, de pertes sur le taux d'intérêt, de dépenses pour la recherche et le développement et de frais administratifs spécifiques. Ces paiements ou dépenses sont imputés au Ministre à mesure qu'ils sont effectués;
- c) Établir un climat de confiance à l'égard du consentement de prêts par les prêteurs du secteur privé, principalement par le truchement de l'assurance-prêt hypothécaire. Cela facilite une disponibilité suffisante de capitaux hypothécaires en réduisant le risque encouru par les prêteurs et en encourageant un marché secondaire de créances hypothécaires. Aux fins de son activité, la Société administre certains fonds d'assurance, de garantie et de contribution, pour le compte du gouvernement du Canada. Le

to provide for claims made under the National Housing Act and is the depository for the mortgage insurance premiums paid by borrowers. The Corporation has no direct financial interest in the Fund. To the extent that the assets of the Fund are not sufficient to meet claims against it, any deficiency will be provided by the Government of Canada.

The principal accounting policies followed are:

a) Revenue Recognition

- Interest income is accounted for on the accrual basis.
- Grants, contributions and subsidies made on behalf of the Minister are recorded as recoverable when expenses are recognized.

b) Loans

Loans are capitalized as the cash is advanced. Where loans under certain program conditions contain forgiveness clauses, such forgiveness is recorded at time of initiation and recovered from the Minister. Costs incurred in connection with making loans are included in administrative expenses. Certain programs are subject to interest rate losses which are recoverable from the Minister. No provisions are made for possible losses on loans since losses on insured loans are recoverable from the Mortgage Insurance Fund, while property acquired upon default on uninsured loans is transferred to real estate for subsequent disposal.

Fonds d'assurance hypothécaire, le plus important de ces fonds, à été établi pour pourvoir aux réclamations faites en vertu de la Loi nationale sur l'habitation et est le dépositaire des primes d'assurance hypothécaire payées par les emprunteurs. La Société ne possède aucun intérêt financier direct dans ce fonds. Dans l'éventualité où l'actif du fonds serait insuffisant pour payer les réclamations, tout déficit sera comblé par le gouvernement du Canada.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

a) Comptabilisation des revenus

- Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode d'exercice.
- Les octrois, contributions et subventions versés pour le compte du Ministre sont inscrits comme recouvrables une fois que ces dépenses ont été reconnues.

b) Prêts

Les prêts sont capitalisés au fur et à mesure que les fonds sont déboursés. Lorsque les prêts consentis en vertu de certaines modalités des programmes comportent une clause de remise, cette remise est inscrite au moment où les prêts sont consentis et est recouvrée du Ministre. Les coûts relatifs à l'octroi de prêts sont compris dans les frais d'administration. Certains programmes comportent des pertes sur le taux d'intérêt qui sont imputées au Ministre. Aucune provision pour pertes sur les prêts n'est comptabilisée puisque les pertes sur les prêts assurés sont récupérées du Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les propriétés saisies lors d'un défaut de paiement de prêts non assurés sont virées à placements immobiliers pour fins d'aliénation éventuelle.

c) Real Estate

Real estate is recorded at cost. Property acquired upon default of loans is recorded at the unpaid loan balance plus interest accrued to the date of acquisition by default, together with acquisition expenditures and any modernization and improvement costs. Both the net operating costs prior to disposal and net losses resulting from the disposal of properties acquired upon default of loans are recoverable from the Minister, subject to parliamentary appropriation. Profits on the sale of Corporation-funded real estate or real estate acquired without cost, to the extent not deemed to have been realized and where financing is provided for the transactions, are deferred and income recognized as repayments are received.

d) Depreciation

Depreciation on real estate is recorded on a straight line basis. Rates are set in terms of the loan repayment originally negotiated, usually 40 or 50 years. Depreciation on business premises, office furniture and equipment is recorded on a diminishing balance basis at the following fixed annual rates:

| Masonry buildings | 5% |
|-----------------------------------|-----|
| Frame buildings | 10% |
| Furniture, fixtures and equipment | 20% |
| Automotive equipment | 30% |

e) Federal-Provincial Agreements

The investments recorded under federal-provincial agreements include only costs to the Corporation and do not reflect amounts contributed by other parties. The investments under federal-provincial agreements with the provinces to encourage development of land assembly and rental housing projects are considered joint ventures. The Corporation's seventy-five per cent investment in the joint ventures is accounted for on the equity method.

c) Placements immobiliers

Les immobilisations sont inscrites au coût. Les propriétés saisies lors d'un défaut de paiement sont comptabilisées au montant du solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date d'acquisition par défaut de paiement. Les déboursés effectués lors de la prise de possession, ainsi que les frais de modernisation et d'amélioration, sont capitalisés au coût de ces propriétés. Les pertes nettes d'exploitation avant l'aliénation de même que les pertes nettes résultant de la disposition de propriétés saisies lors d'un défaut de paiement sont imputées au Ministre, selon les crédits prévus par le Parlement. Les profits réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations achetées par la Société ou acquises à titre gratuit, sont reportés et crédités aux revenus sur une base d'encaissements, à la condition qu'ils ne soient pas censés avoir été réalisés et que la Société pourvoie au financement des transactions.

d) Amortissement

L'amortissement sur les placements immobiliers est inscrit selon la méthode linéaire. Les taux sont établis en fonction des modalités originales de remboursement du prêt, soit généralement sur 40 ou 50 années. La Société amortit ses immobilisations en utilisant la méthode de l'amortissement décroissant aux taux annuels suivants:

| Immeubles de béton | 5% |
|-------------------------------------|-----|
| Immeubles de bois | 10% |
| Mobilier, équipement et agencements | 20% |
| Matériel roulant | 30% |

e) Ententes fédérales-provinciales

La Société comptabilise seulement ses coûts dans les placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales; les montants versés par les autres participants ne sont pas comptabilisés. Les placements de la Société en vertu d'ententes fédérales-provinciales avec les provinces, en vue d'encourager et de favoriser l'aménagement de terrains et la construction de logements locatifs, sont considérés comme des

Under this method the investment is carried in the Balance Sheet at original cost plus the Corporation's seventy-five per cent share of recognized earnings. These earnings may include gains on the sale of land assembly projects. The timing of these sales is dependent on many factors and as a result the earnings derived therefrom fluctuate from year to year. The Corporation's share of losses under these agreements is charged to the Minister.

f) Income Taxes and Reserve Balance

The Corporation is required to pay federal income taxes on its income. These taxes are recorded on a taxes payable basis as opposed to the tax allocation basis. In the case of the Corporation, the result is not significantly different. Income or loss after taxes is transferred to the Reserve Fund which is limited by statute to \$5,000,000. Any excess over this amount is transferred to the credit of the Receiver General.

g) Valuation of Real Estate

The market value of the Corporation's real estate and the real estate acquired on claims against the Mortgage Insurance Fund is estimated by the Corporation using generally accepted appraisal methodologies. These are applied by its accredited appraisers taking into account factors which include, but are not limited to, market conditions, prevailing interest rates, occupancy rates, and project income potential.

entreprises en participation. Les placements de la Société qui équivalent à soixante-quinze pour cent de l'entreprise en participation sont comptabilisés sur la base de la méthode de consolidation. En vertu de cette méthode, les placements sont inscrits au bilan à leur coût initial plus soixante-quinze pour cent du revenu reconnu. Ce revenu peut comprendre des profits à la vente de projets d'aménagement de terrains. Le temps opportun pour ces ventes dépend de bien des facteurs; c'est pourquoi le revenu qui en découle fluctue d'une année à l'autre. Les pertes encourues par la Société en vertu de ces ententes sont imputées au Ministre.

f) Impôts sur le revenu et fonds de réserve
La Société doit verser des impôts fédéraux sur
son revenu. Ces impôts, comptabilisés selon la
méthode de l'impôt exigible, ne diffèrent pas sensiblement de ceux obtenus selon la méthode du report
d'impôt. Le bénéfice net (ou la perte nette) après
impôt est viré au fonds de réserve dont la limite statutaire est de \$5,000,000. L'excédent de ce montant
est viré au crédit du Receveur général.

g) Evaluation des placements immobiliers

La valeur marchande des placements immobiliers de la Société et les propriétés immobilières acquises à la suite de réclamations faites au Fonds d'assurance hypothécaire sont évaluées par la Société selon des méthodes d'évaluation généralement acceptées, appliquées par ses évaluateurs accrédités, lesquels tiennent compte de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, l'état du marché, les taux d'intérêt en cours, les taux d'occupation et le potentiel de revenu des ensembles d'habitations.

h) Insurance, Guarantee and Contribution Funds

For purposes of reporting stewardship of the Funds administered by the Corporation, transactions are recorded on a cash basis with fees taken into income in the year received and claims charged against the Fund when paid by the Corporation. No provision is made for claims anticipated or in process. Real estate acquired on claims against the Mortgage Insurance Fund is carried in the accounts at the amount of the claim or the estimated realizable value whichever is lower. Real estate acquired by the Rental Guarantee Fund is carried at cost which does not exceed market. No depreciation is recorded on real estate owned by these Funds.

2 Real Estate

The estimated amount of possible net losses, based on the valuation policies described in Note 1(g), from the future disposals of real estate acquired by the Corporation as a result of default on loans is \$38 million.

3 Borrowings from the Government of Canada

The Corporation borrows from the Government of Canada to finance investments in loans, federal-provincial agreements, real estate and agreements for sale and mortgages arising from sale of real estate. These loans bear interest of varying rates and are repayable over periods not in excess of 50 years.

4 Notes Payable to the Government of Canada

During the year the Corporation borrowed, under the provision of Section 9(6) of the National Housing Act, from the Consolidated Revenue Fund in order to meet its obligations related to the Mortgage Insurance Fund. Under terms and conditions approved by the Governor in Council, these Notes bear interest at varying rates equal to the rates which the Minister of Finance approves for loans to Crown Corporations and are repayable not later than 31 March 1985.

h) Fonds d'assurance, de garantie et de contribution

Aux fins de faire rapport de la gestion de ces fonds administrés par la Société, les transactions sont inscrites sur la base de caisse: les droits sont ajoutés au revenu au cours de l'année où ils sont reçus et les réclamations sont imputées au Fonds lorsqu'elles sont payées par la Société. Aucune provision n'est faite pour les réclamations prévues ou en cours. Les immeubles acquis à la suite de réclamations contre le Fonds d'assurance hypothécaire sont comptabilisés au moindre du montant de la réclamation ou de la valeur nette estimée de réalisation. Les immeubles acquis par le Fonds de garantie de loyer sont inscrits au coût, lequel ne dépasse pas le prix du marché. La Société ne comptabilise aucun amortissement sur les immeubles détenus par ces deux fonds.

2 Placements immobiliers

Le montant estimatif des pertes possibles, calculé d'après les méthodes d'évaluation décrites dans la note 1(g), compte tenu des futures ventes de propriétés immobilières acquises par la Société à la suite d'un défaut de paiement sur les prêts, s'établit à \$38 millions.

3 Les emprunts du gouvernement du Canada

La Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement de ses placements en prêts, d'ententes fédérales-provinciales, d'immeubles, de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles. Ces prêts portent divers taux d'intérêt et les échéances n'excèdent pas 50 ans.

4 Billets payables au gouvernement du Canada

Au cours de l'année, en vertu de l'article 9(6) de la Loi nationale sur l'habitation, la Société a emprunté du Fonds de revenu consolidé afin de s'assurer la liquidité nécessaire pour remplir ses obligations en rapport avec le Fonds d'assurance hypothécaire.

5 Adjustment of Prior Years' Net Income

The adjustment to prior years' net income results from a net overestimate in calculating interest earned totalling \$2,369,000, less applicable income taxes of \$1,056,000. Since the impact of this adjustment cannot be attributed to specific prior years, the balance in the Reserve Fund at the beginning of 1978 has not been restated.

6 Other Information

| | | 1979 |
|---|----------|-------------------|
| | (in thou | sands of dollars) |
| Loans and Investments under Federal-Provincial Agreements | | 4 000 000 |
| Commitments outstanding | \$ | 1,600,000 |
| Mortgage Insurance Fund | | |
| Insurance in force | \$ | 26,399,000 |
| Claims in process for | | |
| payment | \$ | 185,114 |
| Home Improvement Loan | | |
| Insurance Fund | | |
| Insurance in force | Ś | 25,400 |
| Claims in process for | | 207.00 |
| payment | \$ | 17 |
| Home Insulation Contribution | | |
| Fund | | |
| Commitments outstanding | \$ | 2,800 |

En vertu des conditions et modalités approuvées par le Gouverneur en Conseil, ces billets portent intérêt à divers taux, équivalents aux taux que le Ministre des Finances approuve à l'égard des prêts consentis aux sociétés de la Couronne, et sont remboursables au plus tard le 31 mars 1985.

5 Redressement du bénéfice net des années antérieures

Le redressement du bénéfice net des années antérieures résulte d'une surestimation nette dans le calcul de l'intérêt gagné qui s'élève à \$2,369,000, moins les impôts sur le revenu qui sont de \$1,056,000. Vu que l'effet de ce redressement ne peut pas être attribué à des années antérieures particulières, le solde du fonds de réserve au début de 1978 n'a pas été redressé.

6 Autres renseignements

| | | 1979 |
|---|-----|----------------------|
| | (er | milliers de dollars) |
| Prêts et placements en vertu d'ententes | | |
| fédérales-provinciales Engagements en cours | \$ | 1,600,000 |
| Fonds d'assurance hypothécaire Assurance en vigueur Réclamations en voie de | \$ | 26,399,000 |
| règlement | \$ | 185,114 |
| Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons | | |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie de | \$ | 25,400 |
| règlement | \$ | 17 |
| Fonds de contribution à | | |
| l'isolation des résidences | | |
| Engagements en cours | \$ | 2,800 |

Loans

in thousands of dollars

Schedule 1

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Prêts

en milliers de dollars

Tableau I

Uninsured Loans

Homeowners (NHA 1944) —
Corporation's share of loans made jointly
with lending institutions
Homeowners (NHA 1944)
Low rental housing
Student housing
Municipal sewage treatment projects

Land assembly
Public housing
Rehabilitation Assistance Program
Neighbourhood Improvement Program
Urban renewal
Indians on reserves
Interest reduction
Assisted Rental Program
Payment reduction

Prêts non assurés

Propriétaires-occupants (LNH 1944) -Participation de la Société aux prêts conse conjointement avec des institutions prêteu Propriétaires-occupants (LNH 1944) -Logements à loyer modique Logements d'étudiants Projets municipaux d'épuration des eaux-vannes Aménagement de terrains Logement public Programme de remise en état des logemen Programme d'amélioration des quartiers Rénovation urbaine Indiens dans les réserves Diminution des intérêts Programme d'aide au logement locatif Prêts pour réduction des paiements

Insured Loans

Made directly by the Corporation:
Homeowners
Assisted Home Ownership Program

Made by agents
Purchased from approved lenders

Prêts assurés

Consentis directement par la Société:
Propriétaires-occupants
Programme d'aide pour l'accession
à la propriété
Consentis par des agents
Acquis de prêteurs agréés

Accrued interest

Intérêts courus

| Advances durin the year 197 Avances au cour de l'exercice 197 | dvances during the year 1979 vances au cours l'exercice 1979 | Balance 31 December 1978 Solde au 31 décembre 1978 | Balance 1 December 1979 Solde au 1 décembre 1979 |
|--|---|---|---|
| \$ | | \$ 278 | 73 |
| | | 193 | 62 |
| 254,248 | 136,230 | 2,2 56,795 | 2,328,404 |
| 6,21 | 4,645 | 399,256 | 399,135 |
| 240.298 | 219,157 | 854,525 | 997,426 |
| 19,452 | 24,510 | 154,843 | 154,267 |
| 194,97 | 193,454 | 2,216,506 | 2,386,697 |
| 107,242 | 127,867 | 75,057 | 113,912 |
| 4,144 | 5,400 | 9,179 | 15,104 |
| 1,399 | 901 | 37,137 | 35,160 |
| 1,159 | 1,938 | 7,390 | 8,696 |
| 37,549 | 36,611 | 58,715 | 86,365 |
| 37,786 | 67,044 | 44,672 | 108,109 |
| | 2,469 | | 1,827 |
| 904,459 | 820,226 | 6,114,546 | 6,635,237 |
| 8,855 | 5,854 | 1,636.830 | 1,099,876 |
| | | | 044.000 |
| 19,204 | 2,089 | 925,021 | 811,322 27,086 |
| _ | _ | 34 ,830 2 ,372 | 1,888 |
| 28,059 | 7,943 | 2,599,053 | 1,940,172 |
| \$ 932,518 | 828,169 | \$ 8,713,599 | 8,575,409 |
| | | 236,788 | 233,897 |
| | | | |
| | | 8,950,387 | 8,809,306 \$ |

Investments under Federal-Provincial Agreements

in thousands of dollars

Schedule II

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Placements en vertu d'enten fédérales-provinciales

en milliers de dollars

Tableau II

Total Federal-Provincial Investment

Rental housing projects Land assembly projects Total des placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains

Investment by the Corporation

Rental housing projects Land assembly projects Placements de la Société

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains

Advances to municipalities repayable by instalments
Rental housing projects – interim financing

Construction in progress

Avances aux municipalités, remboursables par versements
Projets de logements à loyer – emprunts temporaires
Construction en cours

| Balance December 1979 Solde au décembre 1979 | Balance Pecember 1978 Solde au lécembre 1978 | Additions during the year 1979 Avances au cours de l'exercice 1979 | | Additions during the year 1978 Avances au cours de l'exercice 1978 | | t Re | veries during he year 1979 ecouvrements au cours exercice 1979 | Recoveries during the year 1978 Recouvrements au cours de l'exercice 1978 | | |
|---|---|---|-------------------|---|-------------------|---------|--|---|-------------------------|--|
| 1,013,226 143,193 | \$ 877,073 157,635 | \$ | 148,841 24,757 | \$ | 161,845 25,252 | \$ | 12,688 39,199 | \$ | 7,585 2 2,716 | |
| 1,156,419 | \$ 1,034,708 | \$ | 173,598 | \$ | 187,097 | \$ | 51,887 | \$ | 30,301 | |
| 759,920 107,395 | \$ 645,624 118,226 | \$ | 111,631 18,568 | \$ | 121,384 18,939 | \$ | (2,665) 29,399 | \$ | 17,870 17,037 | |
| 867,315 | 763,850 | \$ | 130,199 | \$ | 140,323 | \$ | 26,734 | \$ | 34,907 | |
| 1,876 | 2 ,372 | | | | | | | | | |
| 2,821 43,175 | 2,969 34,512 | | | | | | | | | |
| 915,187 | \$ 803,703 | | | | | | | | | |

Real Estate

in thousands of dollars

Schedule III

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Placements immobiliers

en milliers de dollars

Tableau III

Constructed by the Corporation or Acquired from the Government of Canada

Single houses Row housing Multiple dwellings

Acquired as a Result of Default

Row housing Multiple dwellings

Demonstration projects Vacant land Leased land Other

Total, at cost

Accumulated depreciation

Construits par la Société ou acquis du gouvernement du Canada

Maisons unifamiliales Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Propriétés acquises par défaut de paiement

Maisons en bandes Maisons multifamiliales

Projets de démonstration **Terrains vacants** Terrains loués Autres

Total, au coût

Amortissement accumulé

Borrowings from the Government of Canada

in thousands of dollars

Schedule IV

Emprunts du gouvernement du Canada

en milliers de dollars

Tableau IV

Investments under federal-provincial

agreements Real estate

Prêts

Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales **Immeubles**

Accrued interest

Intérêts courus

| Balance 1 December 1979 Solde au 1 décembre 1979 | Balance 31 December 1978 Solde au 31 décembre 1978 | Additions during the year 1979 Additions au cours de l'exercice 1979 | Additions during the year 1978 Additions au cours de l'exercice 1978 | Disposals during the year 1979 Ventes au cours de l'exercice 1979 | Disposals during the year 1978 Ventes au cours de l'exercice 1978 | | |
|---|---|---|---|--|--|--|--|
| 3,048 4,220 4,679 | \$ 2,685 4,069 4,551 | \$ 810 496 241 | \$ 207 212 142 | \$ 447 345 113 | \$ 342 304 | | |
| 30,836 184,048 | 36,729 166,896 | 10,198 56,425 | 2,025 37,322 | 16,091 39,273 | 1,838 31,417 | | |
| 19,226 10,867 1,319 10,872 | 3,508 11,434 2,905 11,554 | 20,117 1,220 133 5,253 | 2,135 1,096 73 1,406 | 4,399 1,787 1,719 5,935 | 15 48 141 6 | | |
| 269,115 | 244,331 | \$ 94,893 | \$ 44,618 | \$ 70,109 | \$ 34,111 | | |
| 31,019 | 32,875 | | | | | | |
| 238,096 | \$ 211,456 | | | | | | |

| Balance December 1979 Solde au I décembre 1979 | Balance 31 December 1978 Solde au 31 décembre 1978 | Borrowed during the year 1979 Empruntés au cours de l'exercice 1979 | Borrowed during the year 1978 Empruntés au cours de l'exercice 1978 | the year 1979 Remboursés au cours | Repaid during the year 1978 Remboursés au cours de l'exercice 1978 | | |
|--|---|--|--|--------------------------------------|---|--|--|
| 8,783,460 | \$ 8,959,024 | \$ 1,234,500 | \$ 1,041,500 | \$ 1,410,064 | \$ 979,048 | | |
| 859,839 107,923 | 771,595 84,293 | 108,000 25,500 | 170,500 11,500 | | 49,136 10,104 | | |
| 9,751,222 | 9,814,912 | \$ 1,368,000 | \$ 1,223,500 | \$ 1,431,690 | \$ 1,038.288 | | |
| 84,907 | 83,160 | | | | | | |
| 9,836,129 | \$ 9,898,072 | | | | | | |

Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister

in thousands of dollars

Schedule V

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre

en milliers de dollars

Tableau V

Housing Research and Community Planning
Research and demonstration

Research and demonstration

Community planning and development

Housing Programs

Low income non-profit assistance

Cooperative housing assistance
Assisted Rental Programs
Assisted Home Ownership Programs

Public housing subsidies
Land acquisition and leasing
Differential interest contribution

Infrastructure Programs

Municipal water and sewage assistance

Municipal incentive contributions

New communities Community service programs

Community Revitalization

Residential Rehabilitation Assistance Neighbourhood Improvement Program Urban renewal Granville Island

Other Recoveries

Rural and native housing

Real estate operating loss Interest rate losses Interest reduction contribution Losses on sale of foreclosed property

Discount on sale of mortgages Home Insulation Programs

Miscellaneous

Recherche sur l'habitation et l'urbanisme

Recherche et démonstration Urbanisme et développement

Programme d'habitation

Subventions sans but lucratif pour revenu modique

Subventions pour coopératives de logement Programmes d'aide au logement locatif Programmes d'aide pour l'accession à la propriété

Subventions au logement public Acquisition et location de terrain Contribution pour prime d'intérêt

Programmes d'infrastructure

Subventions d'alimentation en eau et de traitement des eaux-vannes Contributions au programme d'encouragement aux municipalités

Collectivités nouvelles
Services aux collectivités locales

Restauration de collectivités

Programme de remise en état des logements Programme d'amélioration des quartiers Rénovation urbaine

Granville Island

Autres recouvrements

Programme de logement pour les ruraux et les autochtones

Perte sur exploitation d'immeubles Perte sur taux d'intérêt

Contribution pour allégement de l'intérêt Perte sur vente de propriétés acquises

par forclusion
Escomptes sur disposition d'hypothèques

Programme d'isolation thermique des résidences

Divers

| Year Ended | Year Ended |
|-------------------|---------------------|
| December 1979 | 31 December 1978 |
| ercice terminé le | Exercice terminé le |
| décembre 1979 | 31 décembre 1978 |
| 4,569 | \$ 3,212 |
| 11,583 | 10,965 |
| 16,152 | 14,177 |
| 10,102 | 14,177 |
| | |
| 11,088 | 20,677 |
| 4,395 | 6,177 |
| 19,519 | 17,715 |
| 32,347 | 34,818 |
| 26 5,688 | 178,957 |
| 201 | 513 |
| 998 | 18 |
| 334,236 | 258,875 |
| | |
| 94,830 | 105,169 |
| 35,084 | 45,826 |
| 3 | 59 |
| 200 | |
| 130,117 | 151,054 |
| 97,108 | 88,252 |
| 31,103 | 32,265 |
| 4,905 | 8,303 |
| 5,383 | 2,656 |
| 138,499 | 131,476 |
| | |
| 5,800 | 6,162 |
| 21,049 | 13,740 |
| 27,622 | 25 944 |
| 10,238 | 4,849 |
| 12,982 | 1,208 |
| 59,978 | 38,095 |
| 77,927 | 47.293 |
| 5,505 | 1,202 |
| 221,101 | 138,493 |
| 840,105 | \$ 694,075 |
| 5,0,,00 | |
| | |

Les statistiques

Additional statistics relating to activities under the National Housing Act are available in Canadian Housing Statistics (approx. 110 pages), published by Canada Mortgage and Housing Corporation, and available from any of its offices.

On peut trouver des données statistiques supplémentaires sur les activités de la Société en vertu de la Loi nationale sur l'habitation dans Statistique du logement au Canada, brochure d'environ 110 pages publiée par la SCHL et disponible à tous ses bureaux.

Commitments for Loans and Investments

in millions of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Engagements à l'égard des prêts et placements en millions de dollars

| | | | 1970 | |
|---------------------------------|--|-----|---------|------|
| Social Housing | Logements sociaux | | | |
| Public Housing: | Logements publics: | | | |
| Loans | Prêts | \$ | 235.4 | Ś |
| Federal-Provincial Investments | Placements fédéraux-provinciaux | | 29.0 | · · |
| Non-Profit Corporations | Sociétés sans but lucratif | | 72.9 | |
| Cooperatives | Coopératives | | | |
| Rural and Native Housing | Logement rural et autochtone | | | |
| Sub-Total | Sous-total | | 337.3 | |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | | |
| Direct Loans | Prêts directs | | 602.7 | |
| Supplementary Assistance: | Aide supplémentaire | | 002.7 | |
| Assisted Home-Ownership Program | Programme d'aide pour l'accession | | | |
| | à la propriété | | | |
| Assisted Rental Program | Programme d'aide au logement locatif | | | |
| Student Housing | Logement pour étudiants | | 41.0 | |
| Sub-Total Sub-Total | Sous-total | | 643.7 | |
| Land Assembly and Municipal | Aménagement de terrains et | | | |
| Infrastructure | infrastructure municipale | | | |
| Land Assembly: | Aménagement de terrains: | | | |
| Loans | Prêts | | 15.1 | |
| Federal-Provincial Investments | Placements fédéraux-provinciaux | | 9.4 | |
| Sewage and Water Treatment | Traitement des eaux d'égout | | 77.7 | |
| Sub-Total | Sous-total | | 102.2 | |
| Community Revitalization | Restauration de collectivités | | | |
| Neighbourhood Improvement | Amélioration des quartiers | | | |
| Residential Rehabilitation | Remise en état des logements | | | |
| Urban Renewal | Rénovation urbaine | | 4.0 | |
| Sub-Total | Sous-total Sous-total | | 4.0 | |
| Real Estate Sales | Ventes des propriétés immobilières | | | |
| Direct Acquisition | Acquisition directe | | 1.9 | |
| Total | Total | - — | 1 089.1 | \$ 1 |

| 238.2 \$ 199.7 \$ 177.4 \$ 296.2 \$ 350.4 \$ 153.4 \$ 176.1 \$ 21.1 39.1 51.8 58.1 64.6 53.0 45.5 68.4 56. 42.9 95.1 124.7 159.0 288.0 157.4 120.6 4. — 7.6 19.8 44.4 40.3 62.8 36.9 2. 320.2 354.2 380.0 595.8 778.2 478.4 459.3 134. 204.7 230.8 549.3 707.0 103.0 40.1 14.7 11. — — — — 80.4 85.1 55.0 17.7 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.7 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.4 — — — — 137.5 320.8 96.2 0.2 14.4 3.8 4.0 0.4 — | | | | | | | | | |
|--|---|--------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| 39.1 51.8 58.1 64.6 53.0 45.5 68.4 56. 42.9 95.1 124.7 159.0 288.0 157.4 120.6 4.1 — 7.6 19.8 44.4 40.3 62.8 36.9 22. — — — 31.6 46.5 59.3 57.3 49. 320.2 354.2 380.0 595.8 778.2 478.4 459.3 134. 204.7 230.8 549.3 707.0 103.0 40.1 14.7 11.6 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.4 — — — — 137.5 320.8 96.2 0.4 14.4 3.8 4.0 0.4 — 7.7 6.4 — 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 | | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 |
| 39.1 51.8 58.1 64.6 53.0 45.5 68.4 56. 42.9 95.1 124.7 159.0 288.0 157.4 120.6 4.1 — 7.6 19.8 44.4 40.3 62.8 36.9 22. — — — 31.6 46.5 59.3 57.3 49. 320.2 354.2 380.0 595.8 778.2 478.4 459.3 134. 204.7 230.8 549.3 707.0 103.0 40.1 14.7 11.6 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.4 — — — — 137.5 320.8 96.2 0.4 14.4 3.8 4.0 0.4 — 7.7 6.4 — 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 | _ | | | | | | | | |
| 320.2 354.2 380.0 595.8 778.2 478.4 459.3 134. 204.7 230.8 549.3 707.0 103.0 40.1 14.7 11.6 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.4 — — — — 137.5 320.8 96.2 0.4 14.4 3.8 4.0 0.4 — 7.7 6.4 — 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 33.0 31.0 1.2 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.0 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20. — — 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 — — — 4.2 14.9 <td></td> <td>39.1 42.9</td> <td>\$ 51.8 95.1 7.6</td> <td>\$ 58.1 124.7 19.8</td> <td>\$ 64.6 159.0 44.4</td> <td>\$ 53.0 288.0 40.3</td> <td>\$ 45.5 157.4 62.8</td> <td>\$ 68.4 120.6 36.9</td> <td>\$ 21.8 56.7 4.6 2.5</td> | | 39.1 42.9 | \$ 51.8 95.1 7.6 | \$ 58.1 124.7 19.8 | \$ 64.6 159.0 44.4 | \$ 53.0 288.0 40.3 | \$ 45.5 157.4 62.8 | \$ 68.4 120.6 36.9 | \$ 21.8 56.7 4.6 2.5 |
| 204.7 230.8 549.3 707.0 103.0 40.1 14.7 11.0 — — — — 80.4 85.1 55.0 17.4 14.4 3.8 4.0 0.4 — 7.7 6.4 — 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 33.0 31.0 1.2 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.4 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20.0 — — 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 — — — 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.3 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — — — 4.2 14.9 | _ | | | | | | | | |
| 14.4 3.8 4.0 0.4 - 7.7 6.4 - 0.4 - 7.7 6.4 - 0.4 - 7.7 6.4 - - 0.4 - - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.7 0.4 - 0.2 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.4 - 0.0 | | | | | | | | | 11.0 |
| 14.4 3.8 4.0 0.4 — 7.7 6.4 — 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 33.0 31.0 1.1 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.6 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20. — — 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 — — — 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.7 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.7 — — — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | 80.4 | 85.1 | 55.0 | 17.6 |
| 219.1 234.6 553.3 707.4 320.9 453.7 172.3 29.0 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 33.0 31.0 1.2 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.6 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20. - - 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 - - - 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.7 13.4 0.8 - 0.7 0.1 - 4.1 - 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.7 - - 11.4 - - 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 - 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | 137.5 | | | 0.4 |
| 6.5 161.8 80.6 61.3 64.2 33.0 31.0 1.6 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.6 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20.3 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 - 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.3 13.4 0.8 - 0.7 0.1 - 4.1 - 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.3 11.4 11.2 45.4 12.3 0.1 4.0 - 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | | | 6.4 | ***** |
| 67.9 23.4 20.8 18.9 24.2 12.1 1.2 16.3 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.6 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20. - - - 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 - - - 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124. 13.4 0.8 - 0.7 0.1 - 4.1 - 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124. - - - 11.4 - - 11.2 45.4 12. 0.1 4.0 - 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | 219.1 | 234.6 | 553.3 | 707.4 | 320.9 | 453.7 | 172.3 | 29.0 |
| 114.8 153.8 171.9 183.3 302.6 247.0 290.3 2.6 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20. 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124. 13.4 0.8 0.7 0.1 4.1 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124. 11.4 11.2 45.4 12. 0.1 4.0 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | 6.5 | 161.8 | 80.6 | 61.3 | 64.2 | 33.0 | 31.0 | 1.2 |
| 189.2 339.0 273.3 263.5 391.0 292.1 322.5 20.1 — — 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 — — — 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.1 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.1 — — — 11.4 — — 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | | | | 16.3 |
| — — — 3.0 10.6 17.5 15.4 16.2 — — — 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.1 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.1 — — — 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | | | | 2.6 |
| — — 4.2 14.9 61.0 101.3 150.1 124.1 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.1 — — — 11.4 — — 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | 189.2 | 339.0 | 273.3 | 263.5 | 391.0 | 292.1 | 322.5 | 20.1 |
| 13.4 0.8 — 0.7 0.1 — 4.1 — 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.7 — — — 11.4 — — 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | _ | 3.0 | 10.6 | 17.5 | 15.4 | 16.2 | - |
| 13.4 0.8 7.2 26.2 78.6 116.7 170.4 124.7 - - - 11.4 - - 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 - 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | | | | 124.7 |
| - - - 11.4 - - 11.2 45.4 12.7 0.1 4.0 - 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0 | | | | | | | | -, | particular and the second |
| <u>0.1 4.0 — 11.9 15.9 14.0 15.4 29.0</u> | | 13.4 | 0.8 | | 26.2 | 78.6 | | | |
| | | | | | | 45.0 | | | |
| 742.0 \$ 932.6 \$ 1 225.2 \$ 1 604.8 \$ 1 584.6 \$ 1 366.1 \$ 1 185.3 \$ 350.2 | _ | 0.1 | 4.0 | | 11.9 | 15.9 | 14.0 | 15.4 | 29.0 |
| | | 742.0 | \$ 932.6 | \$ 1 225.2 | \$ 1 604.8 | \$ 1 584.6 | \$ 1 366.1 | \$ 1 185.3 | \$ 350.2 |

Grants, Contributions and Subsidies

in millions of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions

en millions de dollars

| | | 1970 | |
|---|--|------------|----|
| Social Housing | Logements sociaux | | |
| Public Housing Subsidies | Aide subventionnelle au logement public | \$ 9.4 | \$ |
| Non-Profit Housing Assistance | Aide pour les logements sans but lucratif | | |
| Cooperative Housing Assistance | Aide pour les logements de forme coopérative | | |
| Rural and Native Housing | Logement rural et autochtone | | |
| Sub-Total | Sous-total | 9.4 | |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| Assisted Home-Ownership Program | Programme d'aide pour l'accession à la propriété | _ | |
| Assisted Rental Program | Programme d'aide au logement locatif | | |
| Forgiveness of Interest | Renonciation de paiement d'intérêt | _ | |
| Sub-Total | Sous-total | | |
| Land Assembly and Municipal | Aménagement de terrains et | | |
| Infrastructure | infrastructure municipale | | |
| Land Assembly and Leasing | Aménagement de terrains et location à bail | | |
| Sewage and Water Loan Forgiveness | Remises gracieuses – prêts pour les | | |
| | projets d'aqueduc et d'égout | 6.9 | |
| Municipal Incentive Grants | Subventions d'encouragement aux | | |
| Now Communities | municipalités | | |
| New Communities | Collectivités nouvelles | | |
| Sub-Total | Sous-total | 6.9 | |
| Community Revitalization | Restauration de collectivités | | |
| Neighbourhood Improvement Grants | Subventions pour l'amélioration des quartiers | | |
| Residential Rehabilitation Grants | Subventions pour la remise en état des | | |
| | logements | | |
| Urban Renewal Grants | Subventions pour la rénovation urbaine | 23.4 | |
| Sub-Total | Sous-total | 23.4 | |
| Discount on Sale of NHA Mortgages | Escomptes sur disposition de prêts | | |
| | hypothécaires LNH | | |
| Home Insulation Grants | Subventions pour l'isolation thermique | | |
| | des résidences | | |
| Real Estate Operating Losses | Pertes d'exploitation de placements | | |
| L. C. | immobiliers | | |
| Interest Rate Losses | Pertes sur les taux d'intérêts | | |
| Other | Autres | 4.3 | |
| Total | Total | \$ 44.0 | \$ |
| | | | |

| 1972 | 1973 | 1974 | | 1975 | | 1976 | | 1977 | | 1978 | | 1979 |
|-----------|-------------|--|-----|-------|----|-------|----|-------|----|-------|----|-------|
| 30.0 | \$ 46.2 | \$ 63.4 | \$ | 87.0 | \$ | 117.2 | \$ | 141.1 | \$ | 179.0 | A | 005.7 |
| | _ | 6.4 | · · | 11.4 | Ť | 17.1 | Ÿ | 24.6 | Þ | 20.7 | \$ | 265 7 |
| No. dilan | _ | | | 1.8 | | 3.9 | | 5.4 | | 6.2 | | 4 4 |
| _ | | 5.7 | | 5.9 | | 6.6 | | 4.3 | | 6.2 | | 5.8 |
| 30.0 | 46.2 | 75.5 | | 106.1 | | 144.8 | | 175.4 | | 212.1 | | 287 0 |
| | 0.7 | 5.0 | | 10.1 | | 21.7 | | 29.3 | | 34.8 | | 32 3 |
| | | | | | | | | 20.0 | | 04.0 | | 32 3 |
| | | _ | | 0.2 | | 2.6 | | 9.9 | | 17.7 | | 19 5 |
| _ | 0.7 | 5.0 | | 10.3 | | 24.3 | | 39.2 | | 52.5 | | 51.8 |
| _ | | | | | | _ | | 0.1 | | 0.5 | | 0 2 |
| 23.1 | 37.8 | 25.7 | | 31.3 | | 51.2 | | 78.6 | | 105.2 | | 94 8 |
| _ | Windows | | | | | 2.1 | | 36.3 | | 45.8 | | 35 1 |
| | | 0.1 | | 0.1 | | 0.1 | | 0.1 | | 0.1 | | 30 / |
| 23.1 | 37.8 | 25.8 | | 31.4 | | 53.4 | | 115.1 | | 151.6 | _ | 130 1 |
| | 0.1 | 2.7 | | 6.3 | | 12.5 | | 21.7 | | 32.3 | | 31.1 |
| | Vennet. | 1.2 | | 10.2 | | 28.7 | | 62.6 | | 88.3 | | 97 1 |
| 20.7 | 13.9 | 13.5 | | 10.1 | | 6.7 | | 7.5 | | 8.3 | | 4 9 |
| 20.7 | 14.0 | 17.4 | | 26.6 | | 47.9 | | 91.8 | | 128.9 | | 133.1 |
| | | _ | | | | | | _ | | 38.1 | | 60 0 |
| | | and the same of th | | | | _ | | 43.4 | | 47.3 | | 77 9 |
| | | 5.8 | | 9.6 | | 10.3 | | 11.3 | | 13.7 | | 21.1 |
| _ | | 4.1 | | 8.5 | | 11.6 | | 27.2 | | 25.9 | | 27 6 |
| 8.0 | 12.2 | 16.0 | | 53.7 | | 20.2 | | 20.4 | | 24.0 | | 51.5 |
| 81.8 | \$ 110.9 | \$ 149.6 | \$ | 246.2 | \$ | 312.5 | \$ | 523.8 | \$ | 694.1 | \$ | 840.1 |
| | | | | | | | | | | | | |

Canada Mortgage and Housing Corporation

Housing Starts by Principal Source of Financing

dwelling units

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Mises en chantier d'habitations, selon les principales sources de financement

nombre d'unités

| | | 1970 | |
|--|--|---------|-----|
| Public Funds under Federal Legislation | Deniers publics en vertu de lois fédérales | | |
| National Housing Act | Loi nationale sur l'habitation | | |
| Social Housing | Logements sociaux | 39 739 | 29 |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| with supplementary NHA | avec aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | 7 280 | 6 |
| without supplementary NHA | sans aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | 9 922 | 4 |
| Other Federal Legislation | Autre législation fédérale | 2 710 | 2 |
| Sub-Total | Sous-total | 59 651 | 44 |
| Private Funds | Fonds privés | | |
| Lending Institutions | Institutions prêteuses | | |
| NHA Insurance | Assurance LNH | | |
| with supplementary NHA | avec aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | _ | - |
| without supplementary NHA | sans aide supplémentaire aux termes | | |
| assistance | de la LNH | 49 612 | 87 |
| Conventional | Prêts ordinaires | 40 255 | 55 |
| Other Lenders | Autres prêteurs | 41 010 | 45 |
| Sub-Total | Sous-total | 130 877 | 189 |
| Total | Total | 190 528 | 233 |

| 1979 | 1978 | 1977 | 1976 | 1975 | 1974 | 1973 | 1972 |
|--------------|--------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| | | | | | | | |
| 9 831 | 14 206 | 15 616 | 20 578 | 24 721 | 17 930 | 23 795 | 25 105 |
| 70 | 395 | 2 111 | 3 242 | 16 952 | 11 680 | 4 444 | 8 409 |
| 122 3 228 | 159 2 562 | 92 2 986 | 267 3 176 | 127 3 084 | 753 3 325 | 788 3 243 | 3 425 3 271 |
| 13 251 | 17 322 | 20 805 | 27 263 | 44 884 | 33 688 | 32 270 | 40 210 |
| | | | | | | | |
| 23 444 | 44 250 | 62 619 | 29 915 | | _ | | _ |
| 15 236 | 28 004 | 39 843 | 63 968 | 47 132 | 31 046 | 75 469 | 96 033 |
| 83 000 | 73 600 | 71 700 | 71 776 | 66 905 | 75 000 | 93 641 | 64 250 |
| 62 118 | 64 491 | 50 757 | 80 281 | 72 535 | 82 389 | 67 149 | 49 421 |
| 183 798 | 210 345 | 224 919 | 245 940 | 186 572 | 188 435 | 236 259 | 209 704 |
| 197 049 | 227 667 | 245 724 | 273 203 | 231 456 | 222 123 | 268 529 | 249 914 |

Ottawa

Atlantic Saint John, N.B.

Québec Montréal

Ontario Toronto

Prairies Saskatoon British Columbia Vancouver St. John's Fredericton Charlottetown Halifax Winnipeg Regina Edmonton Corner Brook
Gander
Goose Bay
Grand Falls
Marystown
St. John's
Charlottetown
Halifax
New Glasgow
Sydney
Yarmouth
Bathurst
Edmundston
Monoton
Saint John, N.B.
Chandler
Chicoutimi
Hautterive
Hull
Laval-Laurentides
Sliva-Surf (I progue

Rimouski
Rivière-du-Loup
Sept-Îles
Sherbrooke
Trois-Rivières
Val d'Or
Barrie
Cornwall
Elliot Lake
Hamilton
Kenora
Kingston
Kitchener
London
Mississauga
North Bay
Oshawa
Oyen Sound
Ottawa
Owen Sound
Pembroke
Peterborough
St. Catharines

Sarnia
Sault Ste. Marie
Sudbury
Thunder Bay
Timmins
Toronto
Windsor
Brandon
The Pas
Thompson
Winnipeg
Prince Albert
Regina
Saskatoon
Calgary
Edmonton
Grande Prairie
Lethbridge
Medicine Hat

Red Deer Yellowknife Courtenay Cranbrook Kamloops Kelowna Prince George Terrace Trail Vancouver Victoria Whitehorse







Annual CAI Rapport annuel Report MH - A55 Canada Société Mortgage and Housing Corporation canadienne d'hypothèques et de logement 9 8 0

Canadä



Table of Contents

Table des matières

| Letter of Transmittal | 5 | Lettre d'accompagnement |
|--|----------------|---|
| Operations in 1980 | 9 | Les activités en 1980 |
| Mortgage Insurance Insurance Claims | 10 13 | L'assurance hypothécaire Les réclamations d'assurance |
| Direct Lending for Market Housing | 15 | Prêts directs pour les habitations destinées à la vente ou à la location |
| Social Housing Northern Housing Rural and Native Housing | 16 18 19 | Les logements sociaux Logements pour le Grand Nord Logements pour les ruraux et les autochtones |
| Residential Rehabilitation Home Insulation Programs | 20 22 | La remise en état des logements Programmes d'isolation thermique des habitations |
| Community Services | 23 | Les services communautaires |
| Research, Demonstration and Information | 24 | La recherche, l'application de nouveaux concepts et l'information |
| CMHC's Financing and Asset Administration | 26 | Les opérations financières et l'administration de l'actif de la SCHL |
| The Mortgage Insurance Fund | 26 | Le Fonds d'assurance hypothécaire |
| Mortgage Lending and Direct Investment Grants, Contributions and Subsidies | 28 | Prêts hypothécaires et placements directs |
| Operating Income and Expenditures | 30 31 | Les octrois, contributions et subventions Les revenus et les frais d'exploitation |
| Financial Statements | . 33 | Les états financiers |
| Statistics | 57 | Les données statistiques |

Raymond V. Hession

President, Acting Chairman Acting Chairman of the Executive Committee, Member of the Audit Committee Président de la Société Président suppléant du Conseil d'administration Président suppléant du Conseil de direction, Membre du Comité de vérification



Thomas L. McGloan

Saint John, New Brunswick Member of the Executive Committee Chairman of the Audit Committee Membre du Conseil de direction Président du Comité de vérification

Christine D. McKee

Conrad A. Pinette

Winnipeg, Manitoba Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction

Williams Lake, B.C. Alternate Member of the Executive Committee. Member of the Audit Committee Membre substitut du Conseil de direction

Membre du Comité de vérification







R. Jacques Plante

Québec, Québec Member of the Executive Committee Membre du Conseil de direction

Timothy E. Reid

Ottawa, Ontario Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction





Sylvia J. Sutherland

Peterborough, Ontario Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction

Gérard Veilleux

Ottawa, Ontario Alternate Member of the Executive Committee Membre substitut du Conseil de direction







The Board of Directors. Le Conseil a harmony of the n From left to right De gauche à droite.

R. Jacques Plante Conrad A. Pinette Raymond V. Hession Sylvia J. Sutherland Christine D. McKee Thomas L. McGloan

Absent(s)
Timothy E. Reid
Gérard Veilleux

In the summer of 1980, the Board of Directors held one of its regular meetings in Rimouski, P.Q. Members of the Board are shown here during a visit to a housing project in the area.

À l'été de 1980, le Conseil d'administration s'est réuni à Rimouski (Québec). On voit ici les membres du Conseil au cours d'une visite d'un ensemble d'habitations réalisé dans cette région.

| Officers of the Corporation Cadres supérieurs de la Société | Raymond V. Hession | President Président de la Société |
|--|----------------------|--|
| | Robert T. Adamson | Vice-President, Policy Development and Research Vice-président chargé de l'élaboration des politiques et de la recherche |
| | Liliana I. Birtz | General Counsel Avocat-conseil général |
| | Raymond J. Boivin | Vice-President, Program Operations Vice-président aux programmes et aux opérations |
| | Norman E. Hallendy | Vice-President, Organization Development Vice-président chargé du développement de l'organisation |
| | Derek W. Knight | Vice-President, Finance Vice-président chargé des finances |
| | Katherine A. Malcolm | Corporate Secretary Secrétaire de la Société |
| General Managers Directeurs généraux | Briane A. Randall | Atlantic Region Région de l'Atlantique |
| | Fernand A. Perreault | Québec Region Région du Québec |
| | J. Warren Sanderson | Ontario Region Région de l'Ontario |
| | George D. Anderson | Prairie Region Région des Prairies |
| | Keith D. Tapping | British Columbia Region Région de la Colombie- Britannique |

11 March, 1981

The Honourable Paul Cosgrove, P.C., M.P., Minister Responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation, Ottawa, Canada

Dear Mr. Cosgrove:

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit to you the thirty-fifth Annual Report of Canada Mortgage and Housing Corporation, together with its financial statements.

The Corporation's activities in 1980 were set against a background of reduced growth in economic activity and, for much of the year, higher interest rates than have been customary in the past. The impact of these rates on the demand for mortgage loans was marked and was reflected in a decline in housing starts. As you know, dwelling starts totalled 158 601 in 1980, that is, more than 19 per cent below the previous year.

The year 1980 was the first full year of operation for the new non-profit and cooperative housing programs following amendments to the National Housing Act in the spring of 1979. Most of the initial implementation difficulties experienced with these programs were eliminated during 1979, enabling commitment of virtually the entire 31 750 units authorized for 1980. This level of performance, which is especially beneficial to the low- and moderate-income households for whom the programs are intended, included a special authorization of 5 000 units granted during the year to help in alleviating very tight rental market conditions in such centres as Vancouver, Calgary and Toronto.

The total number of housing starts in 1980 was the lowest experienced in Canada

Le 11 mars 1981

L'honorable Paul Cosgrove, C.P., député, Ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa, Canada

que ses états financiers.

Monsieur le Ministre, Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous soumettre le trente-cinquième Rapport annuel de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ainsi

Les activités de la Société en 1980 ont été influencées par un ralentissement de l'activité économique et, pendant la majeure partie de l'année, par une hausse sans précédent des taux d'intérêt. L'effet de ces taux élevés sur la demande de prêts hypothécaires a été significatif et a entraîné une baisse des mises en chantier. Comme vous le savez, le nombre de logements mis en chantier en 1980 a été de 158 601, soit plus de 19 pour cent de moins que l'an dernier.

L'année 1980 a été la première année complète d'activités en ce qui concerne les programmes d'habitation des coopératives et des sociétés sans but lucratif, à la suite des modifications apportées à la Loi nationale sur l'habitation au printemps de 1979. La plupart des difficultés éprouvées relativement à ces programmes au début de leur mise en oeuvre furent éliminées au cours de 1979, ce qui a permis d'approuver la mise en chantier de presque tous les 31 750 logements autorisés pour 1980. Ce degré de réalisation est particulièrement avantageux pour les familles à revenus faibles ou modérés qui font l'objet de ces programmes; le nombre de logements précité comprenait un ensemble de 5 000 unités, dont la réalisation a été spécialement autorisée pour aider à remédier à l'état précaire du marché locatif dans certains centres comme Vancouver, Calgary et Toronto.

since 1966 and was the fourth consecutive decline in the annual production of new housing. Real economic growth, which averaged close to 5 per cent per year in the first half of the 1970s, dropped to an average of 2.5 per cent in the 1976 to 1980 period. Similarly, the increase in real weekly wages fell from 2.5 per cent to 0.5 per cent and unemployment increased from 6 to 8 per cent. Interest rates rose from an average of 10 to an average of 12 per cent and finally, the number of immigrants entering Canada dropped by 50 000, from a level of close to 170 000 down to 120 000.

It was in this environment that the housing boom of the mid-1970s came on to the market, resulting in oversupply, depressed prices and a relatively heavy volume of mortgage defaults which impacted the Mortgage Insurance Fund in 1979 and, again, in 1980.

An evaluation of the Fund was undertaken in mid-1980. At that time, an actuarial deficiency in the order of \$80 millions was cited. This deficiency assumed that the thencurrent market trends, which were the worst experienced in some real estate markets in recent years, would continue. An appraisal of the Fund's real estate portfolio in November 1980 indicated a 14 per cent improvement over these trends.

Within present legislative limitations, we believe the Corporation has taken all reasonable steps to maintain its operations and

Le nombre total de mises en chantier en 1980 a été le plus faible que l'on ait connu au Canada depuis 1966 et a constitué la quatrième baisse consécutive dans la production annuelle de nouveaux logements. La croissance économique réelle qui représentait une moyenne de près de 5 pour cent par an de 1970 à 1975 inclusivement a été réduite à une movenne de 2,5 pour cent, de 1976 à 1980. Par ailleurs, l'augmentation des salaires hebdomadaires est passée de 2.5 pour cent à 0.5 pour cent tandis que le taux de chômage a augmenté de 6 à 8 pour cent. Les taux d'intérêt sont passés de 10 à 12 pour cent en moyenne et enfin, le nombre d'immigrants arrivés au Canada a diminué de 50 000, soit d'environ 170 000 à 120 000.

C'est dans ce contexte, que le nombre exceptionnel de logements mis en chantier au milieu de la décennie de '70 ont été mis sur le marché et ont constitué une surproduction, ont fait diminuer les prix et produit un volume relativement élevé de créances hypothécaires en défaut, dont un grand nombre ont affecté le Fonds d'assurance hypothécaire en 1979 et, de nouveau, en 1980.

Une évaluation actuarielle du Fonds, entreprise au cours de 1980, a révélé une perte actuarielle de l'ordre de 80 millions de dollars, selon l'hypothèse que se maintiendraient les tendances courantes du marché, les pires constatées dans certains marchés immobiliers, ces dernières années. Une évaluation du portefeuille immobilier du Fonds, en novembre 1980, indiquait une amélioration de 14 pour cent à l'égard de ces tendances.

Dans le cadre des dispositions législatives actuelles, nous croyons que la Société a pris toutes les mesures raisonnables pour maintenir efficacement son exploitation et la souscription d'assurance compte tenu de l'état actuel et anticipé du marché. L'expérience acquise avec le Programme d'aide pour l'accession à la propriété (PAAP) et le Programme d'aide au logement locatif (PALL),

underwriting on an effective basis in the light of present and anticipated market conditions. The experience with the Assisted Home-Ownership (AHOP) and Assisted Rental (ARP) Programs, which are expected to accumulate losses of \$145 millions and \$225 millions respectively, makes it clear that future underwriting of loans made by private financial institutions can only be conducted on a full cost-recovery basis. Legislative changes are required for this. It is important to note, also, that the losses suffered by the Mortgage Insurance Fund are increased by legislative constraints on the method of settling insurance claims and on the ability of approved lenders to ease conditions for mortgage borrowers who are in temporary difficulties brought about by high interest rates or other market factors.

The liquidity problem that befell the Mortgage Insurance Fund in 1979 was partially resolved during 1980 with the sale of 20 206 units from the Fund's real estate holdings. The cash received from these sales in 1980 reduced the outstanding borrowings from the government from \$227 millions during the year to \$175 millions at year-end. The current prospect is that these borrowings will have been repaid in full in 1982.

The outlook for 1981 promises little relief from present economic difficulties. However, fundamental market factors and current indicators point to a modest increase in the number of new housing starts, perhaps in the order of 13 per cent over 1980. The most significant factors inhibiting the rate of recovery

qui, selon les prévisions, pourraient entraîner des pertes s'élevant à 145 millions et 225 millions de dollars respectivement, indique clairement que l'assurance des prêts consentis par des institutions financières privées ne peut être souscrite que si on prévoit le recouvrement total des coûts. Pour y arriver, il faudra apporter des modifications à la Loi. Rappelons également que les pertes que le Fonds d'assurance hypothécaire a subies se trouvent accrues par les contraintes législatives imposées pour le mode de règlement des réclamations d'assurance et du fait que les prêteurs agréés peuvent faciliter la situation pour les emprunteurs hypothécaires qui éprouvent des difficultés temporaires, à cause des taux d'intérêt élevés ou d'autres facteurs attribuables au marché.

La gravité du problème de liquidité que le Fonds d'assurance hypothécaire a connu en 1979 a été partiellement réduite au cours de 1980 par la vente de 20 206 logements faisant partie de son portefeuille immobilier. Les paiements en espèces provenant de ces ventes au cours de 1980 ont réduit les emprunts impayés du gouvernement de 227 millions de dollars au cours de l'année à 175 millions à la fin de l'année. Il est prévu présentement que ces emprunts seront remboursés au complet en 1982.

Les prévisions pour 1981 laissent entrevoir une très faible atténuation des difficultés économiques actuelles. Cependant, certains facteurs fondamentaux du marché et les indications actuelles permettent de prévoir une modeste augmentation du nombre de mises en chantier de l'ordre de 13 pour cent par rapport à 1980. Les facteurs les plus importants qui nuisent à la production d'un nombre élevé d'habitations demeurent les mêmes. Ce sont le niveau élevé des taux d'intérêt et l'écart toujours plus grand entre les loyers courants du marché et les loyers qu'il

of housing production remain. These are the increased level of interest rates and the widening gap between current market rents and the rents that are required to recover the costs of construction and financing of new projects. Improvement in rental activity will be confined largely to markets where vacancy rates are extremely low.

Notwithstanding the increased demands placed on the Corporation as a result of the cumulative effects of new commitments, the administration of past program commitments and deteriorated market conditions, the Corporation has continued to restrain the growth in its operating expenditures in real terms.

The Board of Directors gratefully acknowledges the work and dedication of the Corporation's staff in the past year.

faudrait exiger pour recouvrer les coûts de construction et de financement des nouveaux projets. L'amélioration de la production de logements locatifs sera limitée en grande partie aux marchés où les taux d'inoccupation sont extrêmement faibles.

Nonobstant les demandes de plus en plus fortes auxquelles la Société doit répondre par suite des effets cumulatifs de nouveaux engagements, de l'administration des engagements résultant de programmes antérieurs et du mauvais état du marché, la Société a continué de restreindre ses dépenses d'exploitation en termes réels.

Le Conseil d'administration rend hommage à l'excellence des efforts fournis et au dévouement manifesté par le personnel de la Société au cours de l'année qui vient de s'écouler.

Le président,

Raymond V. Hession, President.

anada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) is the federal government's housing agency, charged with the administration of the National Housing Act. It is a Crown corporation with a Board of Directors who report to a Responsible Minister. CMHC is one of the largest financial institutions in Canada but at the same time it has extensive departmental-type responsibilities in the administration of grants, contributions and subsidies, and in the provision of policy advice to government on housing and related matters.

In its role as a financial institution, the Corporation's primary function now is that of a mortgage insurer. It continues, however, to make direct mortgage loans and real estate investments with funds borrowed from government, but on a scale that has been dramatically reduced from that which prevailed until the mid-1970s. The earlier scale of those activities is still reflected in the \$10.6 billions portfolio of loans and investments, and in the real estate holdings of 9 108 dwelling units owned and administered by the Corporation over and above the assets of the Mortgage Insurance Fund.

In its quasi-departmental role, the Corporation is responsible for grants, subsidies and contributions amounting to close to \$1 billion a year, directed to the pursuit of social housing goals in both their urban and their rural setting; to the rehabilitation and conservation of the housing stock; to community improvement; to research, development and demonstration; and to the dissemination of information about its activities.

et de logement (SCHL) est l'organisme du gouvernement fédéral en matière d'habitation, qui a pour mandat d'appliquer la Loi nationale sur l'habitation. C'est une société de la Couronne dotée de son propre Conseil d'administration, qui relève d'un ministre responsable. La Société constitue une des plus grandes institutions financières au Canada, mais elle assume, tout comme un ministère, des responsabilités importantes en ce qui concerne l'administration des octrois, contributions et subventions ainsi que la préparation et la dispensation de conseils au gouvernement à l'égard de la politique du logement et des questions connexes.

À titre d'institution financière, la Société a maintenant pour fonction primordiale d'être assureur de prêts hypothécaires. Elle continue cependant à consentir des prêts hypothécaires directement et à faire des placements immobiliers à l'aide de fonds empruntés du gouvernement, mais sur une échelle considérablement réduite par rapport à celle qui a prévalu jusqu'au milieu des années '70. On retrouve des traces de ce volume antérieur d'activités dans le portefeuille de 10,6 milliards de dollars de prêts et de placements de la Société et dans les 9 108 unités de logement que la Société possède et gère en plus du portefeuille immobilier du Fonds d'assurance hypothécaire.

Dans son rôle quasi ministériel, la Société est responsable d'octrois, subventions et contributions d'une valeur globale s'élevant à près d'un milliard de dollars par an, qu'elle accorde pour que puissent se réaliser les buts du logement social dans le secteur urbain comme dans le secteur rural; pour faciliter les travaux de remise en état et de préservation du parc de logements; pour l'amélioration des collectivités; à des fins de recherche, de développement et d'application de nouveaux concepts et pour la communication de l'information au sujet de ses activités.

The National Housing Act provides assistance for many different types of housing, such as this back-to-back condominium project.



La Loi nationale sur l'habitation prévoit une aide financière pour réaliser divers genres de logements, comme ces habitations en copropriété

Public mortgage insurance through CMHC is aimed at encouraging an adequate flow of private mortgage funds into housing. Mortgage investment by pension funds and by foreign investors is especially dependent on the unique guarantee provided by public insurance. This activity had earlier led the way for the development of the two private mortgage insurance companies operating in Canada and now helps to ensure competition in what is likely to remain a highly concentrated industry.

While public mortgage insurance is directed primarily to supporting an effective and efficient private residential mortgage market, it also serves other important public policy objectives. Over the past few years, it has made possible a major reduction in the provision of public capital funding, as distinct from operating subsidies, for social housing. Private funds, encouraged by public mortgage insurance, have largely replaced the use of public funds for this purpose. At the same time this insurance has been used to help achieve the government's objectives in energy conservation and in the adoption of the metric system.

dans le secteur public par l'entremise de la SCHL a pour objet d'encourager une disponibilité suffisante de capitaux hypothécaires du secteur privé pour l'habitation. Les investissements hypothécaires provenant des fonds de pension et des investisseurs étrangers dépendent particulièrement de la garantie unique que procure l'assurance par les pouvoirs publics. Cette activité avait déjà ouvert la voie au développement de deux compagnies privées d'assurance-prêts hypothécaires au Canada et elle contribue maintenant à maintenir une concurrence dans ce qui restera probablement une industrie très concentrée.

Bien que l'assurance hypothécaire par les pouvoirs publics vise surtout à supporter un mar-

'assurance des prêts hypothécaires

Bien que l'assurance hypothécaire par les pouvoirs publics vise surtout à supporter un marché hypothécaire résidentiel privé qui soit efficace et effectif, elle sert aussi à réaliser d'autres objectifs importants de la politique des pouvoirs publics. Ces dernières années, elle a permis de réduire de façon appréciable l'affectation de deniers publics pour le logement social, sans réduire toutefois les subventions à l'exploitation. Les capitaux privés, encouragés par l'assurance hypothécaire des pouvoirs publics, ont largement remplacé les capitaux publics autrefois utilisés à cette fin. Par ailleurs, cette assurance a aidé à réaliser les objectifs du gouvernement en matière d'économie d'énergie et pour l'adoption du système métrique.

In its role as a financial institution, CMHC's main function is that of a public mortgage insurer. The Corporation underwrites private mortgage lending for the construction of new housing.

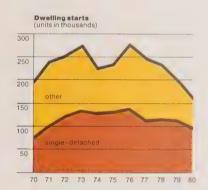


À titre d'institution financière rôle de la SCHL est d'ètre ass thécaire public. La Société as: hypothécaires consentis par des privés pour la construction de logements. In 1980, the volume of CMHC's mortgage insurance was affected by the continued decline in new housing starts. These totalled 158 601 units, more than 19 per cent below the 1979 figure and, in fact, lower than in any year since 1966.

| New | dwe | Hing | starts |
|-----|-----|------|--------|
|-----|-----|------|--------|

| | 1978 | 1979 | 1980 |
|-----------------|-------|--------------|------|
| | (unit | s in thousan | nds) |
| Single-detached | 110 | 109 | 88 |
| Multiple | 118 | 88 | 71 |
| Total | 228 | 197 | 159 |

NHA mortgage insurance on new dwellings showed a larger decline–27 per cent—reflecting in part a general reduction in reliance on mortgage insurance, affecting private mortgage insurers as well as CMHC. This was the result of a sequence leading from high interest rates to lower mortgage loan-to-value ratios to lower risks for the lenders and therefore less need for insurance.





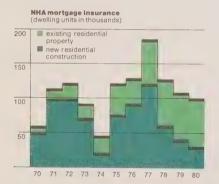
En 1980, le volume d'assurance hypothécaire souscrit par la SCHL a été affecté par la baisse constante des mises en chantier. Pour l'année écoulée, en effet, ces mises en chantier ont atteint le chiffre de 158 601 unités, soit plus de 19 pour cent de moins qu'en 1979 et, en réalité, un chiffre inférieur à toute année depuis 1966.

| Nouvelles mises en chantier | 1978 | 1979 | 1000 |
|-----------------------------|------|---------------|------|
| | 1970 | 19/9 | 1390 |
| | | (en milliers) | |
| Logements unifamiliaux | 110 | 109 | 88 |
| Logements collectifs | 118 | 88 | 71 |
| Total | 228 | 197 | 159 |

L'assurance hypothécaire aux termes de la LNH pour les nouveaux logements a accusé une baisse plus forte-de 27 pour cent-ce qui reflète en partie une réduction générale de la dépendance de l'assurance hypothécaire qui s'est manifestée autant pour les assureurs hypothécaires privés que pour la SCHL. Cet état de choses a résulté d'une tendance découlant des taux d'intérêt élevés qui a produit des prêts hypothécaires à pourcentages réduits par rapport à la valeur d'emprunt et des risques moins élevés pour les prêteurs, d'où un besoin moins accentué d'assurance.

| NHA mortgage insurance | | |
|------------------------|----------|-----------|
| | 1979 | 1980 |
| | (dwellin | ng units) |
| New Construction | | |
| Home-Ownership | 15 757 | 11 743 |
| Rental | 25 672 | 18 694 |
| Sub-Total | 41 429 | 30 437 |
| Existing Dwellings | | |
| Home-Ownership | 60 520 | 41 275 |
| Rental | 5 400 | 27 761 |
| Sub-Total | 65 920 | 69 036 |
| Total | 107 349 | 99 473 |

While there was a marked reduction in CMHC's mortgage insurance for new dwellings, this was largely offset by an increase in insurance on existing dwellings, all of it on rental accommodation.

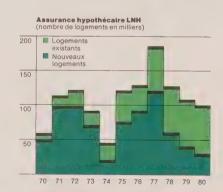


The increase in insurance on existing rental dwellings was the result of an amendment to the National Housing Act, making such insurance possible. This amendment was in effect for only part of 1979 but was in force throughout 1980. In making this change to the legislation, it was intended that NHA insurance be available for loans made to enable the purchase or rehabilitation of existing rental properties, particularly when these properties were to be used for social housing.

| Assurance hypothécaire LNH | | |
|----------------------------------|------------|------------|
| | 1979 | 1980 |
| | (nombre de | logements) |
| Nouvelles constructions | | |
| Pour propriétaires- occupants | 15 757 | 11 743 |
| Logements locatifs | 25 672 | 18 694 |
| Total partiel | 41 429 | 30 437 |
| Logements existants | | |
| Pour propriétaires- occupants | 60 520 | 41 275 |
| Logements locatifs | 5 400 | 27 761 |
| Total partiel | 65 920 | 69 036 |
| Total | 107 349 | 99 473 |

Alors qu'on a constaté une réduction appréciable de l'assurance-prêt hypothécaire de la Société pour les nouvelles habitations, une augmentation de l'assurance-prêt hypothécaire sur les logements locatifs existants a largement compensé cette baisse.

L'augmentation du volume d'assurance sur les logements locatifs existants a résulté d'une modification apportée à la Loi nationale sur l'habitation. Rappelons que cette modification, en vigueur pendant une partie seulement de 1979, l'a été au cours de toute l'année 1980. En apportant cette modification à la Loi, on visait à ce que l'assurance LNH soit disponible pour les prêts consentis en vue de permettre l'achat ou la remise en état de propriétés locatives existantes, surtout lorsque ces propriétés devaient devenir des logements sociaux.



An additional factor in the increase in NHA mortgage insurance on existing rental property in 1980, indeed more than half of all such activity, was the impact of the program of sales of real estate from the portfolio of the Mortgage Insurance Fund. Almost all such sales were facilitated with NHA-insured mortgage loans.

Taking account of both new construction and existing property, NHA mortgage insurance in 1980, on 99 473 new and existing dwelling units, was down from the year before by 7 per cent. In relation to all mortgage insurance issued, public mortgage insurance represented 49 per cent in 1980, compared to 45 per cent in the preceding year.

Insurance Claims

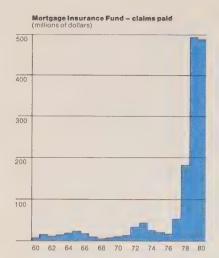
Claims made on the Mortgage Insurance Fund declined in 1980 but, even so, their high level was extraordinary in terms of the Fund's history. The claims received in 1979 related to 17 250 dwelling units, more than the cumulative total since the Fund was established in 1954. In 1980, the number of dwelling units on which claims were made dropped to 11 812 and, at year-end, the proportion of insured mortgage loans in arrears was below that of the year before. A large proportion of the claims in both 1979 and 1980 were on insured mortgages under the Assisted Rental Program and Assisted Home-Ownership Program. Under the former program, claims have been concentrated in Québec, where migration has reduced housing demand. Under the latter program, claims were concentrated in southern Ontario, where a marked reduction in population growth created instability in the housing market, particularly as it relates to condominiums.

Un autre facteur qui a fait augmenter le volume d'assurance hypothécaire de la LNH sur les propriétés locatives existantes en 1980-en réalité plus de la moitié de cette activité-a été l'effet produit par le programme de ventes de propriétés immobilières appartenant au portefeuille du Fonds d'assurance hypothécaire. Presque toutes les ventes de ce genre ont été facilitées par le consentement de prêts hypothécaires assurés aux termes de la LNH.

Compte tenu de la construction nouvelle et des propriétés existantes, l'assurance hypothécaire souscrite aux termes de la LNH en 1980, pour 99 473 logements neufs ou existants, a accusé une baisse de 7 pour cent au regard de l'année précédente. Le pourcentage d'assurance hypothécaire émise par les pouvoirs publics en 1980 représentait 49 pour cent de toute l'assurance hypothécaire souscrite, comparativement à 45 pour cent l'année précédente.

Les réclamations d'assurance

Les réclamations faites au Fonds d'assurance hypothécaire ont diminué en 1980 mais malgré tout, leur volume élevé a été extraordinaire si l'on tient compte de l'historique du Fonds. En 1979, les réclamations reçues se rapportaient à 17 250 logements, ce qui dépasse le total cumulatif depuis la création du Fonds en 1954. En 1980, le nombre de logements pour lesquels des réclamations ont été faites a diminué jusqu'à 11 812 et, à la fin de l'année, la proportion des prêts hypothécaires assurés en souffrance était inférieure à celle de l'année précédente. Une forte proportion des réclamations reçues autant en 1979 qu'en 1980 étaient faites à l'égard de prêts hypothécaires assurés en vertu des programmes d'aide au logement locatif et d'aide pour l'accession à la propriété. Pour ce qui est du premier programme, la plus grande partie des réclamations provenaient du Québec où l'émigration a réduit la demande de logements. Quant au deuxième programme précité, la plus grande partie des réclamations provenaient du sud de l'Ontario où un ralentissement appréciable de l'accroissement de la population a créé l'instabilité du marché du logement, surtout à l'égard des habitations en copropriété.

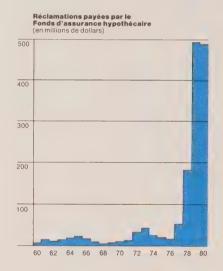


Steps were taken in 1980 to seek the legislative amendments necessary to allow the mortgage insurance premiums charged by CMHC to be brought into line with the risks being incurred. A change was underway at the end of 1980 to increase significantly the basic insurance application fee.

This action followed others over the past two years aimed at the same objective. For example, the maximum loan-to-value ratio was reduced to 85 per cent, requiring higher down-payments or equity for home-ownership graduated payment mortgages. For rental housing, similar action was taken and, in addition, minimum loan terms were established and lower limits were set to the writedown for graduated payment mortgages.

The current status of the Mortgage Insurance Fund, and the progress made in effecting sales of its real estate portfolio and re-establishing the Fund's liquidity, are dealt with later in this report.

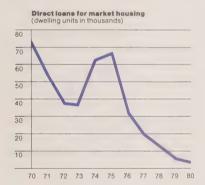
Rappelons que des démarches ont été amorcées en 1980 pour obtenir des modifications à la Loi en vue de permettre que la SCHL exige des primes d'assurance hypothécaire qui correspondent mieux aux risques encourus. De plus, à la fin de 1980, un changement était en train de s'effectuer pour augmenter sensiblement le droit de souscription de base. Ces mesures faisaient suite à d'autres prises au cours des deux années antérieures pour réaliser les mêmes objectifs. Ainsi, le montant maximum du prêt par rapport à la valeur d'emprunt a été réduit à 85 pour cent, ce qui fait augmenter le montant de la mise de fonds initiale à verser pour un prêt hypothécaire à paiements progressifs accordé à un propriétaire-occupant. Dans le cas des logements locatifs, une



mesure semblable a été prise et, de plus, la Société a établi des périodes minimales d'amortissement et abaissé la réduction initiale des mensualités à l'égard des prêts hypothécaires à paiements progressifs.

L'état actuel du Fonds d'assurance hypothécaire, le progrès réalisé grâce à la vente d'une partie du portefeuille immobilier de la Société et le rétablissement de la liquidité du Fonds sont exposés dans une autre partie de ce rapport.

nile mortgage insurance is now the primary means of public support for the effective operation of the private mortgage market, CMHC still undertakes a limited amount of direct mortgage lending on a market basis. However, with current high interest rates there was little demand for assistance in 1980 and commitments for this purpose totalled only \$15.4 millions. This activity included loans made on a residual basis, where Approved Lenders were unable or unwilling to be active, and second mortgage loans under the Assisted Home-Ownership Program, where the dwelling units had been designated for such assistance in prior years. The total number of dwelling units assisted in these ways in 1980 was 999 units. The corresponding number in 1979, including second mortgages when the Assisted Home-Ownership Program was still quite active, was 4 900 units.



ien que l'assurance hypothécaire soit maintenant le principal moyen pour les pouvoirs publics d'appuyer le fonctionnement effectif du marché privé des prêts hypothécaires, la SCHL consent encore un volume restreint de prêts hypothécaires directs, selon le cours du marché. Cependant, étant donné les taux d'intérêt élevés en cours. la demande de ce genre d'assistance en 1980 a été faible et les engagements de la Société à cette fin. se sont élevés à 15,4 millions de dollars, seulement. pour toute l'année. Ce genre d'activité comprenait des prêts consentis à titre de prêteur de dernier recours, dans les endroits où les prêteurs agréés ne pouvaient ou ne voulaient pas prêter, et des prêts sur deuxième hypothèque en vertu du Programme d'aide pour l'accession à la propriété, dans les cas où les logements en question avaient été désignés comme admissibles à ce genre d'aide dans les années antérieures. Le nombre total de logements qui ont fait l'objet de ces prêts en 1980 a été de 999, comparativement à 4 900 en 1979, y compris les prêts sur deuxième hypothèque, alors que le Programme d'aide pour l'accession à la propriété était encore en activité.



he provision of housing at below-market rents for families and individuals of low and modest income has been an important activity of the Corporation since 1949. The means of achieving this objective have changed, however, particularly in the past few years. Before the change, this activity mainly took the form of public housing, with CMHC either making mortgage loans to the provinces, or jointly investing with them, to allow new housing to be built. Once these dwellings were rented (to tenants in need at below economic rents) their operating losses were subsidized jointly by the federal and the provincial governments.

Provincial governments are still important participants in this field but, in recent years, private non-profit corporations and cooperatives have been the main agents for the provision of social housing in urban areas. Initially this was with direct mortgage loans from CMHC but now, since legislative changes were enacted in 1979, it is with private mortgage loans insured by CMHC. The subsidy arrangements have also undergone changes, being now primarily related to the interest paid on the mortgage loan, with provision for reductions as market rents increase. These subsidies are borne by the federal government, though the provinces may supplement them. Along with these changes, there has been increased emphasis on the purchase of existing dwellings and even the conversion of non-residential buildings for social housing purposes. In rural areas, the emphasis has been on



epuis 1949, la Société n'a pas cessé de se préoccuper de façon particulière de procurer des logements à des loyers inférieurs aux taux du marché, aux personnes et aux familles à revenus faibles ou modiques. Les moyens employés ont changé, cependant, surtout au cours des quelques dernières années. Autrefois, cette activité se réalisait en grande partie par la construction de logements publics, pour lesquels la Société consentait des prêts hypothécaires aux provinces ou investissait des capitaux conjointement avec celles-ci. Une fois que ces logements avaient été loués (à des locataires ayant besoin d'aide, à des loyers inférieurs aux loyers économiques) les gouvernements fédéral et provinciaux subventionnaient aussi conjointement les pertes d'exploitation.

Les gouvernements provinciaux jouent encore un rôle important dans ce domaine, mais, ces dernières années, les organismes sans but lucratif et les coopératives du secteur privé ont été les principaux agents intéressés à procurer des logements sociaux dans les régions urbaines. À l'origine, la SCHL consentait des prêts hypothécaires directement, mais depuis les modifications à la Loi en 1979, les parrains de ces projets doivent obtenir du secteur privé des prêts hypothécaires assurés par la SCHL. Les dispositions relatives aux subventions ont aussi été modifiées: elles s'appliquent maintenant surtout à l'intérêt payé sur le prêt hypothécaire et prévoient des réductions à mesure que les loyers du marché augmentent. Ces subventions sont à la charge du gouvernement fédéral, bien que les provinces puissent y ajouter leur contribution. En même temps que ces changements, on a mis davantage l'accent sur l'achat de logements existants et même sur la transformation de bâtiments non résidentiels en logements sociaux. Dans les régions rurales, on a surtout eu recours



joint federal-provincial subsidies for homeownership, with the federal government's share being 75 per cent.

By the beginning of 1980, the federal government, through CMHC, was committed to providing operating subsidies on a long-term basis for 225 000 dwelling units. For 1980 it authorized CMHC to make commitments for a further 26 750 dwelling units. During the year, however, approval was given for commitments for an additional 5 000 new dwelling units, to help alleviate very tight rental markets in such cities as Vancouver, Calgary and Toronto.

| | 1978 | 1979 | 1980 |
|-----------------------|--------|--------------|--------|
| | (dwe | elling units |) |
| CMHC Capital Funding | | | |
| Public Housing | 9 163 | 1 928 | 1 841 |
| Rural and Native | 1 936 | 1 532 | 1 513 |
| Non-Profit and Co-op | 5 507 | 296 | 304 |
| Sub-Total | 16 606 | 3 756 | 3 658 |
| Other Capital Funding | | | |
| Rural and Native | | 34 | 31 |
| Rent Supplement | 6 390 | 5 841 | 3 582 |
| Public Non-Profit | | 7 458 | 6 342 |
| Private Non-Profit | 2 485 | 10 524 | 12 954 |
| Co-operatives | 34 | 2 456 | 4 830 |
| Sub-Total | 8 909 | 26 313 | 27 739 |
| Total Commitments | 25 515 | 30 069 | 31 397 |
| Total Authorized | 27 000 | 33 620 | 31 750 |

Actual commitments in 1980 to subsidize additional dwelling units totalled 31 397 units, close to the authorized total. The financial impact

aux subventions fédérales-provinciales pour faciliter l'accession à la propriété, le gouvernement fédéral assumant 75 pour cent des coûts.

Au début de 1980, le gouvernement fédéral, par l'entremise de la SCHL, s'était engagé à fournir des subventions à l'exploitation à longue échéance pour 225 000 logements. En 1980, la SCHL fut autorisée à financer 26 750 autres logements. Cependant, au cours de l'année, le gouvernement fédéral a approuvé la construction de 5 000 logements supplémentaires, pour aider à remédier à la situation précaire du marché locatif dans des villes comme Vancouver, Calgary et Toronto.

Engagements de subventions pour les programmes de logements sociaux aux termes de la LNH

| de logements sociaux aux term | ies de la LN | H | | |
|--|-----------------------|--------|--------|--|
| | 1978 | 1979 | 1980 | |
| | (nombre de logements) | | | |
| Fonds d'immobilisations de la SCHL | | | | |
| Logements publics | 9 163 | 1 928 | 1 841 | |
| Ruraux et autochtones | 1 936 | 1 532 | 1 513 | |
| Organismes sans but lucratif et coopératives | 5 507 | 296 | 304 | |
| Total partiel | 16 606 | 3 756 | 3 658 | |
| Fonds d'immobilisa- tions provenant d'autres sources | | | | |
| Ruraux et autochtones | | 34 | 31 | |
| Supplément de loyer | 6 390 | 5 841 | 3 582 | |
| Organismes publics sans but lucratif | | 7 458 | 6 342 | |
| Organismes privés sans but lucratif | 2 485 | 10 524 | 12 954 | |
| Coopératives | 34 | 2 456 | 4 830 | |
| Total partiel | 8 909 | 26 313 | 27 739 | |
| Total des engagements | 25 515 | 30 069 | 31 397 | |
| Engagements autorisés | 27 000 | 33 620 | 31 750 | |
| | | | | |

For over 30 years, CMHC has been helping provide housing for families of low and modest incomes. Since 1978, this has been done mainly through private non-profit corporations or cooperatives.



Pendant plus de 30 ans, la SCHL a aidé à procurer un logement aux familles à revenus faibles ou modestes. Depuis 1978, cela s'est produit surtout par l'entremise des coopératives ou des organismes privés sans but lucratif. of these new commitments will be felt in future years as the dwellings are constructed, purchased or leased, and come into use as social housing units.

As mentioned above, most of the social housing units for which long-term subsidy commitments were entered into in 1980 received their capital funding (for construction or purchase) from private sources with the mortgages insured by CMHC. Only 3 658 of the 31 397 dwelling units involved were financed with direct mortgage loans or investment by CMHC and more than one-third of these related to the Rural and Native Housing Program; the others were for public housing activity in the Northwest Territories, Saskatchewan and the Atlantic Provinces.

Northern Housing

Included in these social housing activities are initiatives taken in the North which are small in national terms but are important for the areas served.

In 1980 CMHC provided capital funding for 326 units of public housing, both by means of new construction and by the rehabilitation of existing housing. Most of this activity was in the smaller settlements with projects of between 5 and 20 units each.

En 1980, le nombre réel de logements supplémentaires que la Société s'est engagée à subventionner s'est élevé à 31 397, soit presque le nombre total autorisé. L'impact financier de ces nouveaux engagements sera ressenti au cours des années à venir à mesure que ces logements seront construits, achetés ou loués et utilisés comme logements sociaux.

Comme on l'a mentionné plus haut, la plupart des logements sociaux qui ont fait l'objet d'engagements de subventions à long terme en 1980 (pour la construction ou pour l'achat) ont bénéficié de prêts hypothécaires du secteur privé assurés par la SCHL. La Société n'a financé que 3 658 des 31 397 logements en question grâce à des prêts hypothécaires directs ou à des capitaux de placement et plus d'un tiers de ce nombre ont été réalisés en vertu du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones; les autres étaient des logements publics réalisés dans les Territoires du Nord-Ouest, en Saskatchewan et dans les provinces de l'Atlantique.

Logements pour le Grand Nord

Il faut inclure dans ces réalisations de logements sociaux, les initiatives prises dans le Grand Nord, dont l'envergure n'est pas très grande sur le plan national mais qui jouent un rôle important dans les régions qui en ont bénéficié.

To alleviate the effects of an often harsh climate, CMHC provides capital funding for public housing of various kinds in the North.



Pour alléger les effets d'un climat souvent rigoureux, la SCHL fournit le financement nécessaire à la construction de logements publics dans le Grand Nord. In 1974, a goal was set to construct or rehabilitate 50 000 dwellings in communities of 2 500 people or less. CMHC achieved this goal in 1980 through the Rural and Native Housing Program.



En 1974, on avait visé à construire ou remettre en état 50 000 logements dans des collectivités de 2 500 habitants ou moins. La SCHL a atteint cet objectif en 1980, grâce au Programme de logement pour les ruraux et les autochtones

The Corporation has continued to provide sustaining funds for two native housing associations in the Northwest Territories and is assisting in energy conservation and efficiency demonstration measures, as well as in emergency repair and training activities relating to housing.

Rural and Native Housing

CMHC's social housing activities include assistance directed to communities of less than 2 500 people. In 1974, a goal was set to construct or rehabilitate 50 000 dwellings in these communities. This objective was met in 1980 and the program is now being reviewed for possible changes. No diminution is envisaged. The production and rehabilitation of housing were supported by sustaining grants, project funding, and a variety of training and assistance activities. These measures were designed, particularly, to assist the people concerned to play an active role in meeting their own housing needs.

En 1980, la Société a financé la réalisation de 326 logements publics neufs ou remis en état. La majeure partie de cette activité s'est déroulée dans des petites localités, sous forme d'ensembles variant de 5 à 20 unités chacun.

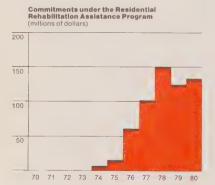
La Société a continué de fournir des capitaux d'appoint à deux associations de logements pour les autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest et elle aide à adopter des mesures d'économie d'énergie et de démonstration d'efficacité ainsi que dans des activités de réparations d'urgence et de formation se rapportant à l'habitation.

Logements pour les ruraux et les autochtones

Le programme de logements sociaux de la Société comprend l'aide aux collectivités rurales et autochtones de moins de 2 500 habitants. En 1974, on avait fixé comme but de construire ou de remettre en état 50 000 logements dans ces localités. Cet objectif a été atteint en 1980 et le programme, qui est maintenant à l'étude, sera peutêtre modifié, mais on n'envisage aucun ralentissement des activités. La production et la remise en état des logements ont été appuyées par des octrois, des capitaux de financement et diverses activités de formation et d'aide destinées particulièrement à permettre aux personnes intéressées de jouer un rôle actif pour répondre à leurs propres besoins en logements.

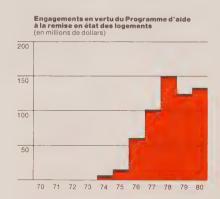
oans and grants under the Residential Rehabilitation Assistance Program (RRAP) helped in the improvement of 39 647 dwelling units in 1980, up from 32 866 units and hostel beds in 1979. This increase was partly the result of some easing in the terms of the program during the year. These easier terms provided for an increase in the income limits for home-owners to be eligible for loan forgiveness. The increase recognized the impact of inflation in restricting eligibility under the program since the initial income limits were established in 1975.

The Corporation was originally authorized to make direct loan commitments under RRAP for \$140 millions, in 1980, but this was subsequently increased to \$157 millions in anticipation of the impact of new eligibility limits. In fact, commitments fell short and reached \$133 millions. Almost half of the RRAP commitments were made under the Rural and Native Housing Program. The remainder were to non-profit corporations, to Indians on reserves, and to home-owners and rental property owners. Legislative amendments in 1979 made it possible for RRAP loans to be made by private lenders with mortgage insurance from CMHC and still be eligible for loan forgiveness; more than 5 000 rental dwelling units were assisted in this way.



en vertu du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) ont contribué à améliorer 39 647 logements en 1980 comparativement à 32 866 en 1979, y compris les places dans des foyers, en partie grâce à un certain relâchement des conditions du Programme au cours de l'année. Ces conditions adoucies prévoyaient une augmentation des limites de revenu établissant l'admissibilité des propriétaires-occupants à une remise gracieuse sur les prêts. Cette augmentation tenait compte de l'impact de l'inflation qui a restreint l'admissibilité des propriétés en vertu du programme, vu que les limites de revenu antérieures avaient été fixées en 1975.

La Société était autorisée à l'origine à consentir des prêts directs d'une valeur globale de 140 millions de dollars en 1980, en vertu du PAREL, mais ce montant a été ensuite porté à 157 millions en prévision de l'effet que produiraient les nouvelles limites d'admissibilité. En réalité, la valeur des engagements pris n'a atteint que 133 millions. Plus de la moitié des engagements du PAREL ont été pris en vertu du Programme de logements pour les ruraux et les autochtones. Le reste devait servir à aider les organismes sans but lucratif, les Indiens dans les réserves ainsi que les propriétaires-occupants et les propriétaires-bailleurs. Les modifications apportées à la Loi en 1979 autorisaient les emprunteurs à obtenir des prêts du PAREL des prêteurs du secteur privé, alors que l'assurance hypothécaire était accordée par la SCHL, et d'être quand même admissibles à une remise gracieuse; les propriétaires de plus de 5 000 logements locatifs ont bénéficié de cette forme d'aide.





The Residential Rehabilitation Assistance Program provides grants to home-owners and landlords to aid them in the improvement and repair of older homes, parts of which may be in a sub-standard condition.

Residential Rehabilitation Assistance

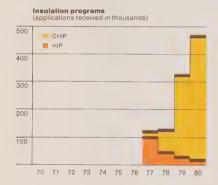
| 1979 | 1980 |
|----------------|--|
| (units and hos | |
| | |
| 7 826 | 7 420 |
| 4 726 | 5 745 |
| 4 311 | 8 192 |
| | |
| 524 | 852 |
| 15 479 | 17 438 |
| 32 866 | 39 647 |
| 36 640 | 39 700 |
| | (units and h 7 826 4 726 4 311 524 15 479 32 866 |

Engagements en vertu du Programme d'aide pour la remise en état des logements (PAREL)

| | 1979 | 1980 |
|---|------------------------|--------------|
| | (logements et places d | lans foyers) |
| Urbains | | |
| Propriétaires-occupants | 7 826 | 7 420 |
| Logements locatifs | 4 726 | 5 745 |
| Organismes sans but lucratif et coopératives | 4311 | 8 192 |
| Ruraux | | |
| Indiens dans les réserves | 524 | 852 |
| Ruraux et autochtones | 15 479 | 17 438 |
| Total des engagements | 32 866 | 39 647 |
| Engagements autorisés | 36 640 | 39 700 |

Home Insulation Programs

Two home insulation programs are administered by CMHC: the Home Insulation Program (HIP) directed to Prince Edward Island and Nova Scotia; and the Canadian Home Insulation Program (CHIP) which is in effect in all other provinces and in the Territories. Applications received under CHIP totalled 467 000 in 1980, an increase of 45 per cent over 1979. This increase reflected program changes which eased eligibility requirements during part of 1979 but which had a full year's impact in 1980. The total amount of these grants in 1980 was \$206 millions. In Prince Edward Island and Nova Scotia, over 95 per cent of the housing stock has now benefited from the Home Insulation Program, with approximately 18 000 applications being approved for an amount of \$8 millions in 1980.



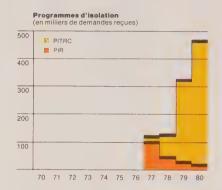
It has been agreed that full responsibility for these two programs will be assumed by the Department of Energy, Mines and Resources, effective 1 April 1981. CMHC will act as that Department's agent, under contract, in delivering the two programs.

Many Canadians have been able to reduce energy consumption by upgrading the insulation level of their homes, for which they received assistance under the two home insulation programs administered by CMHC.



Programmes d'isolation thermique des habitations

La Société administre le Programme d'isolation des habitations dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse ainsi que le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes dans toutes les autres provinces et dans les Territoires. En 1980, 467 000 demandes de subvention sont parvenues au bureau du PITRC, soit 45 pour cent de plus qu'en 1979. Cette hausse résulte des changements apportés au programme,



qui ont facilité l'admissibilité aux subventions pendant une partie de l'année 1979, mais qui ont produit leur effet au cours de toute l'année 1980. La valeur totale des subventions accordées en 1980 a été de 206 millions de dollars. Dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, plus de 95 pour cent du parc de logements ont déjà bénéficié du Programme d'isolation des habitations; en 1980, environ 18 000 demandes représentant une valeur de 8 millions ont été approuvées.

Il a été convenu qu'à partir du le avril 1981, le ministère de l'Énergie, Mines et Ressources assumera la pleine responsabilité de ces deux programmes. La SCHL agira comme agent du Ministère, en vertu d'un contrat, pour la mise en oeuvre des deux programmes.

Un bon nombre de Canadiens ont été en mesure de réduire leur consommation d'énergie en améliorant l'isolation de leurs logements, grâce à l'aide financière reçue en vertu d'un des programmes d'isolation thermique des habitations que la SCHL administre. MHC's activities in pursuit of community improvement objectives in 1980 were primarily under the Community Services Contribution Program (CSCP), established in 1979. The Corporation was also involved, to a limited extent, in funding improvements to publicly held land assembled under earlier arrangements, and in direct loans pursuant to commitments made in previous years under the Urban Renewal Program and under the infrastructure programs which had preceded CSCP.

In 1980, commitments were made through the provinces under CSCP for \$250 millions in aid of municipal services. This was the full amount of CMHC's commitment authority for the year. The actual funds will not be advanced until after 1 April 1981, that is to say, in the 1981/82 fiscal year. In November, the government announced the termination of this program with no new commitments to be made after the end of 1980.

domaine de l'amélioration des collectivités en 1980 s'est déployée surtout dans le cadre du Programme de contribution aux services communautaires, adopté en 1979. La Société a aussi, à un degré restreint, financé l'amélioration de terrains aménagés par les pouvoirs publics en vertu d'ententes conclues antérieurement. Elle a également consenti des prêts directs faisant suite à des engagements pris au cours des années antérieures, en vertu du Programme de rénovation urbaine et des programmes d'infrastructure qui ont précédé le PCSC.

En 1980, la Société à engagé la somme totale de 250 millions de dollars, par l'entremise des provinces, en vertu du PCSC, pour aider à l'aménagement de services municipaux. C'était là le plein montant que la Société était autorisée à engager au cours de l'année. Toutefois, les fonds ne seront avancés qu'après le 1er avril 1981, c'est-àdire au cours de l'exercice financier de 1981-1982. Au mois de novembre dernier, le gouvernement a annoncé que ce programme était aboli et qu'aucun nouvel engagement ne serait pris après la fin de 1980.

he Corporation is charged with the responsibility of supporting research and related activities directed to the improvement of housing conditions. It also provides policy advice on housing and related matters to the Minister Responsible for CMHC and seeks to improve public understanding of these questions.

In 1980, the Corporation made new external commitments totalling \$9.3 millions, compared to \$5.9 millions the year before. These commitments included \$460 000 to fund a new Housing Technology Incentives Program. This program is designed to encourage technical progress in the house-building industry by making awards for new ideas, developments and other contributions. The program emphasizes small-scale demonstrations rather than major technological developments.

The Corporation's major concern, in its technical research activities, is directed to the solution of energy-related problems as they apply to housing. In work on the solar utility concept, on district heating, and on urban energy systems generally, the Corporation is actively cooperating with other groups both within the federal government and outside it. CMHC is also working with the Housing and Urban Development Association of Canada (HUDAC) and other industry groups on energy conservation measures for housing.

For policy development, research, and related activities carried out within CMHC the Corporation received \$9.5 millions in 1980, compared to \$7.6 millions in 1979.

Ta Société a la responsabilité d'encourager la recherche et autres activités connexes qui ont pour but d'améliorer les conditions d'habitation. Elle donne aussi des conseils en matière de politique du logement et sur des sujets connexes, au Ministre responsable de la SCHL et s'efforce d'améliorer la compréhension de ces questions par le grand public.

En 1980, la Société a engagé à ces fins la somme de 9,3 millions de dollars, comparativement à 5,9 millions, l'année précédente. Ces engagements comprenaient \$460 000 pour un nouveau Programme d'encouragement à la technologie du bâtiment résidentiel qui prévoit des récompenses pour des idées innovatrices, de nouvelles réalisations et autres contributions intéressantes à l'industrie. Le programme vise surtout à appuyer des réalisations de faible envergure plutôt que des réalisations technologiques très importantes.

Cependant, l'intérêt principal de la Société, dans toute son activité de recherche technique, est dirigé vers la solution des problèmes relatifs aux économies d'énergie dans l'habitation. En ce qui concerne le concept de l'énergie solaire, le chauffage par quartier et les systèmes énergétiques urbains en général, la Société coopère activement avec d'autres groupes au sein ou en dehors du gouvernement fédéral. La Société joint aussi ses efforts à ceux de l'Association canadienne de l'habitation et du développement urbain et de certains autres groupes en vue de mettre au point des mesures d'économies d'énergie pour l'habitation.

| Commitments for | Research, | Demonstration and |
|--------------------|-----------|--------------------------|
| molated activities | | |

| related activities | | |
|-----------------------------|----------------------|------|
| | 1979 | 1980 |
| | (millions of dollars | |
| Policy Research | 1.2 | 0.7 |
| Institutional Support | 0.9 | 0.5 |
| Educational Support | 0.8 | 0.7 |
| Technical Research | 0.3 | 4.8 |
| Demonstration | 1.8 | 1.4 |
| Information | 0.9 | 1.2 |
| Sub-Total | 5.9 | 9.3 |
| Activities internal to CMHC | 7.6 | 9.5 |
| Total Commitments | 13.5 | 18.8 |
| Commitments Authorized | 17.2 | 18.8 |

Engagements pour la recherche, l'application de nouveaux

| | 1979 | 1980 |
|-------------------------------|---------------------|------|
| | (en millions de \$) | |
| Recherche en matière de | | |
| politique | 1,2 | 0,7 |
| Appui aux institutions | . 0,9 | 0,5 |
| Appui à l'éducation | 0,8 | 0,7 |
| Recherches techniques | 0,3 | 4,8 |
| Application de nouveaux | | |
| concepts | 1,8 | 1,4 |
| Information | 0,9 | 1,2 |
| Total partiel | 5,9 | 9,3 |
| Activités internes de la SCHL | 7,6 | 9,5 |
| Total des engagements | 13,5 | 18,8 |
| Engagements autorisés | 17,2 | 18,8 |

Under the Demonstration Program there were twelve projects at different stages of development at the beginning of 1980. These had been under review in the second half of 1979 to see if some could be transferred to the private sector, to other governments, or to other federal departments or agencies. During 1980, one project, Market Square in Saint John, New Brunswick, was transferred to provincial-municipal ownership; two projects, in Chicoutimi and Vieux Port, Québec, were transferred to the Department of Public Works. The Milton Park project in Montréal is being converted into non-profit housing. The Woodroffe, Ottawa, project is to be sold to private developers, as is the Secteur Fournier project in Hull.

The LeBreton Flats, Ottawa, demonstration project continues, with arrangements for the construction of a district heating plant just completed. CMHC still has an interest in projects, or parts thereof, in Rue St. Pierre and Vieux Port, Montréal; Marysfield, P.E.I.; Revelstoke, B.C.; and in Duberger, Québec. The direction of the former Demonstration Program has been clearly changed, however, from a concern with large and complex undertakings to smaller projects where the benefits are likely to be more readily and more certainly obtained.

Pour l'élaboration de politiques, les recherches et les activités connexes qu'elle a entreprises, la Société a reçu 9,5 millions de dollars en 1980, comparativement à 7,6 millions en 1979.

Dans le cadre du Programme de démonstration, il y avait douze projets à différents stades de réalisation au début de 1980. Ces projets avaient été à l'étude durant le second semestre de 1979 en vue de déterminer si certains pouvaient être cédés au secteur privé, à d'autres paliers de gouvernement ou à d'autres ministères ou organismes fédéraux. En 1980, le projet de Market Square, à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, devint la propriété d'une association provinciale-municipale; les projets de Chicoutimi et de Vieux-Port, au Québec, furent cédés au ministère des Travaux publics. Le projet de Milton Park, à Montréal est en voie de devenir un ensemble de logements sans but lucratif. Le projet Woodroffe, à Ottawa, sera vendu à des entrepreneurs généraux du secteur privé, de même que le projet du Secteur Fournier, à Hull.

Le projet Les Plaines LeBreton, à Ottawa, pour lequel on a pris des dispositions en vue de l'aménagement d'une installation de chauffage par quartier, se poursuit. La Société possède toujours un intérêt dans d'autres projets ou dans une partie de ceux-ci, soit Rue St-Pierre et Vieux-Port, à Montréal; Marysfield (Î.-P.-É.); Revelstoke (C.-B.) et Duberger, à Québec. L'orientation de l'ancien Programme de démonstration a été nettement modifiée, cependant, de sorte qu'au lieu de grandes entreprises complexes, le Programme vise maintenant à réaliser des projets de plus faible envergure qui présenteront des avantages plus certains et plus faciles à obtenir.

a mortgage insurer, the Corporation administers the Mortgage Insurance Fund which has been built up from the premiums paid for such insurance. This Fund was established to be self-sustaining, with the premiums providing adequate coverage against the claims that are expected to arise. The accounting for the Fund, including its substantial real estate holdings, is kept separate from other CMHC accounts.

As a financial intermediary, borrowing funds from government to lend to mortgage borrowers, the Corporation has accumulated substantial assets in the form of its mortgage loans and investment portfolio, and significant holdings of real estate resulting from its uninsured mortgage lending activity. Against these assets, the Corporation has corresponding liabilities, primarily in the form of the debentures it has issued to government against its borrowings over the years.

As the federal government's agent in administering and disbursing the substantial volume of grants, contributions and subsidies made each year under the National Housing Act, the Corporation is reimbursed from appropriations throughout the year, with little direct impact on its corporate accounts.

In part, the Corporation finances its administration of these varied activities by an interest margin earned in the process of borrowing from government at one interest rate and lending at a higher rate. In part, it is recompensed by government for several activities carried out at its direction, which would otherwise involve a loss to the Corporation. With these revenues, the Corporation conducts its operations without further support via appropriations. Each of these activities is dealt with separately below.

The Mortgage Insurance Fund

In 1979, the assets of the Mortgage Insurance Fund decreased for the first time since it was established in 1954. The year 1980 saw a further decrease in the Fund, from \$512 millions at the beginning of the year to \$314 millions at year-end.

In tant qu'assureur hypothécaire, la Société administre le Fonds d'assurance hypothécaire constitué des primes d'assurance que payent les emprunteurs. Il est prévu que ce Fonds suffise à ses propres besoins et que les primes perçues constituent une couverture suffisante des réclamations qui peuvent y être faites. La comptabilité de ce fonds et de son important portefeuille immobilier est tenue à part des autres comptes de la Société.

À titre d'intermédiaire financier qui emprunte des capitaux du gouvernement fédéral pour les prêter à des emprunteurs hypothécaires, la Société a accumulé un actif considérable sous forme de prêts hypothécaires et de placements ainsi qu'un portefeuille important d'immeubles résultant des prêts non assurés qu'elle a consentis directement. En contre-partie à ces éléments d'actif, la Société a un passif correspondant, constitué surtout d'obligations non garanties émises au gouvernement pour les emprunts effectués au fil des années

En tant qu'agent du gouvernement fédéral pour l'administration et le financement d'un volume considérable d'octrois, de subventions et de contributions qu'elle accorde chaque année aux termes de la LHN, la Société reçoit le remboursement des sommes affectées à son budget au cours de l'année et cette opération produit très peu d'effet sur ses propres comptes.

La Société finance en partie son administration de ces diverses activités grâce à une marge d'intérêt gagnée dans le processus qui consiste à emprunter du gouvernement à un taux d'intérêt et à prêter ces mêmes capitaux à un taux plus élevé. Elle est récompensée en partie par le gouvernement pour diverses activités dont elle s'acquitte à la demande du gouvernement et qui entraîneraient autrement une perte pour la Société. Grâce à ces revenus, la Société dirige ses opérations sans autre appui financier à affecter à la répartition de son budget. On fait mention ci-après de chacune de ces activités.

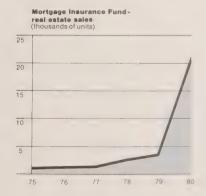
Le Fonds d'assurance hypothécaire

En 1979, l'actif du Fonds d'assurance hypothécaire diminuait pour la première fois depuis son établissement en 1954. En 1980, ce Fonds est passé de 512 millions de dollars au début de l'année à 314 millions à la fin de l'année. Les The reasons were essentially the same as in the preceding year: a high rate of claims requiring the liquidation of the Fund's real estate holdings at current market values and the corresponding provision that has to be made on the remaining real estate holdings.

Claims received declined from \$582 millions in 1979 to \$411 millions in 1980, but still represented an extraordinary level compared to the prior history of the Fund. In late 1979 the government agreed to lend CMHC up to \$250 millions to meet claims on the Fund. At the same time it approved a program of sales of the Fund's real estate holdings free from the constraints which had prevailed in the past. The objective of this real estate sales program is to re-establish the liquidity of the Fund, allowing the borrowings from government to be repaid and, at the same time, putting the Fund in a position where claims can be paid without recourse to borrowings.

To maintain the liquidity of the Mortgage Insurance Fund, borrowings from government increased to \$227 millions during the year but, after repayments, totalled \$175 millions at year-end. During 1980 the claims on the Fund actually paid (including claims in process at the beginning of the year) totalled \$492 millions. The difference was funded from the proceeds of the sales of the Fund's real estate holdings.

The number of dwelling units sold from the Fund's portfolio in 1980 was 20 206, compared to 3 319 units in 1979 when the former constraints on the sales program were in place.

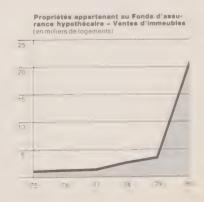


raisons de cette baisse étaient essentiellement les mêmes que celles de l'année précédente: Un fort volume de réclamations entraînant la liquidation du portefeuille immobilier du Fonds aux valeurs courantes du marché et la provision correspondante qui doit être faite en ce qui concerne le reste du portefeuille hypothécaire.

La valeur des réclamations reçues est passée de 582 millions en 1979 à 411 millions en 1980. ce qui constitue encore un niveau extraordinaire par rapport à la situation des premières années d'existence du Fonds. À la fin de 1979, le gouvernement fédéral a consenti à prêter à la SCHL jusqu'à 250 millions pour faire face aux réclamations reçues. Le gouvernement approuva en même temps un programme de ventes du portefeuille immobilier du Fonds, libéré des restrictions imposées dans le passé. Ce programme de ventes vise à rétablir la liquidité du Fonds en permettant le remboursement des emprunts du gouvernement et en fournissant en même temps au Fonds les moyens de régler les réclamations sans recourir à des emprunts.

Afin de maintenir la liquidité du Fonds d'assurance hypothécaire, les emprunts du gouvernement fédéral se sont élevés à 227 millions de dollars au cours de l'année, mais à la suite de remboursements, ont été ramenés à 175 millions à la fin de 1980. En 1980, les réclamations réellement payées par le Fonds (y compris les réclamations en cours au début de l'année) s'élevaient à 492 millions. La différence a été financée grâce au produit des ventes de propriétés immobilières appartenant au Fonds.

En 1980, la Société a vendu 20 206 logements appartenant au portefeuille du Fonds, comparativement à 3 319 logements en 1979, alors que les restrictions étaient encore en vigueur.



Mortgage Lending and Direct Investment

Actions have been taken over the past three or four years to achieve increased reliance on private rather than public capital funding for housing and related purposes. These actions have included the provision of public insurance on private mortgage loans made for social housing or rehabilitation purposes, more flexible arrangements for subsidizing social housing, and a contributions program to replace direct mortgage loans by CMHC for community infrastructure.

The effect of these measures has been to reduce significantly CMHC's direct mortgage lending from the levels attained in the first half of the 1970s. The major reductions were achieved in 1978 and 1979, bringing down the total of loan and investment commitments that the Corporation was authorized to make from close to \$2 billions in 1977 to one-quarter of that amount in 1979. This process continued still further in 1980.

| Direct mortgage and investment commitments | | |
|--|----------------------|------|
| | 1979 | 1980 |
| | (millions of dollars | |
| Social Housing | 134 | 141 |
| Market Housing | 29 | 15 |
| Rehabilitation | 125 | 135 |
| Infrastructure and Land | 20 | 22 |
| Real Estate Sales | 13 | 4 |
| Direct Investment | 29 | 9 |
| Total Commitments | 350 | 327 |
| Commitments Authorized | 405 | 204 |

In 1980, the Corporation was authorized by Order-in-Council to make direct mortgage loan and investment commitments amounting to \$394 millions, and actual commitments totalled \$327 millions. Advances on mortgage loans and investments were much higher, at \$760 millions in 1980, reflecting the impact of the higher levels of mortgage loan commitments in 1977 and 1978. As the loans committed in those years are fully advanced, current advances will decline so that in 1981, mortgage repayments should exceed advances with a

Prêts hypothécaires et placements directs

Au cours des trois ou quatre dernières années, la Société a pris des mesures en vue de pouvoir compter davantage sur le secteur privé plutôt que sur les deniers publics pour le financement de l'habitation et d'autres activités connexes. Parmi ces mesures, il y a eu l'assurance par les pouvoirs publics des prêts hypothécaires consentis par les prêteurs privés pour l'aménagement de logements sociaux et pour des travaux de remise en état, des dispositions plus souples pour subventionner le logement social et un programme de contributions à la place des prêts hypothécaires directs de la SCHL pour les travaux communautaires d'infrastructure.

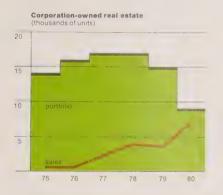
Ces mesures ont eu pour effet de réduire de façon appréciable le volume des prêts hypothécaires directs de la SCHL par rapport aux niveaux atteints de 1970 à 1975 inclusivement. Les plus fortes réductions furent constatées en 1978 et 1979, alors que la valeur totale des prêts et des placements que la Société était autorisée à faire passa de 2 milliards de dollars en 1977 au quart de ce montant en 1979. Cette tendance a été encore plus prononcée en 1980.

| | 1979 | 1980 |
|---------------------------------------|---------------------|------|
| | (en millions de \$) | |
| Logement social | 134 | 141 |
| Logement pour la vente ou la location | 29 | 15 |
| Remise en état | 125 | 135 |
| Terrain et infrastructure | 20 | 22 |
| Ventes d'immeubles | 13 | 4 |
| Placements directs | 29 | 9 |
| Total des engagements | 350 | 327 |
| Engagements autorisés | 495 | 394 |

En 1980, la Société fut autorisée par décret à consentir directement des prêts hypothécaires et à faire des placements d'une valeur globale de 394 millions de dollars mais la valeur réelle de ses engagements au cours de l'année a été de 327 millions. La valeur des avances versées au compte des prêts hypothécaires et des placements a toutefois atteint 760 millions en 1980, à cause des engagements plus considérables de prêts hypothécaires pris en 1977 et 1978. À mesure que les montants des engagements de prêts de ces années seront totalement avancés, les avances courantes

net reduction in CMHC's borrowings from government. As it was, in 1980, the Corporation's assets, excluding the Mortgage Insurance Fund, increased by only 3.3 per cent to \$10.6 billions.

The Corporation's real estate portfolio declined from \$238 millions at the end of 1979 to \$159 millions at the end of 1980. This was the result of sales of 7 400 dwelling units, nearly twice the number of the year before. These sales were over and above the sales of real estate from the Mortgage Insurance Fund. With new acquisitions during the year of 1 800 dwelling units, the portfolio at year-end totalled 9 000 units, compared to 15 000 at the beginning of the year.



The Corporation continued to seek to reduce the arrears on its mortgage loan portfolio and was successful so far as insured direct mortgages were concerned. On these loans the proportion of accounts in arrears for three months or more, declined from 0.95 per cent at the end of 1979 to 0.64 per cent at the end of 1980. On its uninsured mortgage portfolio, the proportion of accounts in arrears was up from 5.34 per cent at the end of 1979 to 5.46 per cent at the end of 1980. These include loans made to non-profit corporations and cooperatives as well as activity under the Rural and Native Housing Program.

diminueront de sorte qu'en 1981, les remboursements hypothécaires devraient dépasser les avances; cela permet de supposer une réduction nette des emprunts du gouvernement de la part de la Société. En réalité, l'actif de la Société, à l'exclusion du Fonds d'assurance hypothécaire, n'a augmenté que de 3,3 pour cent et s'élève maintenant à 10,6 milliards de dollars.



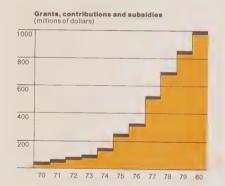
La valeur du portefeuille immobilier de la Société a diminué de 238 millions à la fin de 1979 à 159 millions à la fin de 1980, à la suite de la vente de 7 400 logements au total, soit près du double du nombre enregistré l'année précédente. Ces ventes étaient en sus des ventes d'immeubles appartenant au Fonds d'assurance hypothécaire. Compte tenu des 1 800 logements acquis au cours de l'année, le portefeuille de la Société comptait 9 000 logements à la fin de 1980, comparativement à 15 000 au début de l'année.

La Société a continué de chercher à réduire les arrérages de son portefeuille de prêts hypothécaires et y a réussi en ce qui concerne les prêts hypothécaires directs assurés. En ce qui concerne ces prêts, la proportion de comptes en retard de trois mois et plus a diminué, soit de 0,95 pour cent à la fin de 1979 à 0,64 pour cent à la fin de 1980. Quant à son portefeuille de prêts hypothécaires non assurés, la proportion des comptes en souffrance est passée de 5,34 pour cent à la fin de 1979 à 5,46 pour cent à la fin de 1980. Ces prêts non assurés comprennent des prêts consentis aux organismes et aux coopératives sans but lucratif ainsi que pour des logements destinés aux ruraux et aux autochtones

Grants, Contributions and Subsidies

The Corporation's outlays on behalf of the government on grants, contributions and subsidies and other expenditures continued to grow in 1980. At \$997 millions expenditures were 18.7 per cent higher than in the preceding year with the main components of the increase being the Canadian Home Insulation Program, the Community Services Contribution Program, subsidies for social housing purposes and residential rehabilitation assistance.

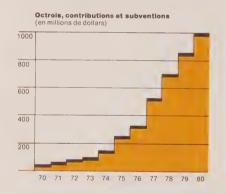
The growth in these expenditures has been marked throughout the 1970s, increasing from \$44 millions in 1970 to almost \$1 billion. This reflects the increase, as compared to the 1950s and 1960s, in the provision of social housing and, in the last few years, the growing concern with residential rehabilitation. The most recent increases also reflect the policy decision to increase reliance on grants, contributions and subsidies as a means of reducing public capital funding for housing and related purposes.



Les octrois, contributions et subventions

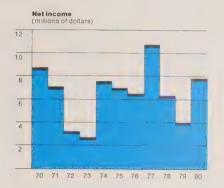
Les sommes que la Société a versées pour le compte du gouvernement fédéral, en octrois, contributions, subventions et autres déboursés ont continué d'augmenter en 1980, pour atteindre 997 millions de dollars, soit 18,7 pour cent de plus que l'année précédente. Elles ont servi surtout à financer le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, le Programme de contribution aux services communautaires, les logements sociaux et l'aide à la remise en état des logements.

L'accroissement de ces dépenses a été remarquable pendant toute la décennie de 1970, alors qu'elles sont passées de 44 millions en 1970 à près d'un milliard de dollars. Au regard des années 1950 et 1960, cet état de choses reflète l'augmentation du volume de logements sociaux et, ces dernières années, l'intérêt croissant pour la remise en état des logements. Les plus récentes augmentations sont aussi le résultat de la décision politique d'avoir davantage recours aux octrois, contributions et subventions comme à un moyen de réduire le volume de financement à même les deniers publics pour l'habitation et les autres fins connexes.



Operating Income and Expenditures

The Corporation's net income after taxes increased from \$3.9 millions in 1979 to \$7.8 millions in 1980. This was the result of a number of offsetting factors.



Profits of \$13.6 millions were realized from the sale of land owned in partnership with the provinces. Earnings from the margin between the interest paid on the Corporation's borrowings from government and interest it received on direct mortgage loans and investments increased, partly because of an earlier decision, in 1979, to charge market interest rates on most direct lending by the Corporation.

The Corporation's administrative expenses increased by 4.0 per cent to \$115.5 millions in 1980, a good deal less than the rate of inflation. In addition a \$24.9 millions provision was made for the amortization of an unfunded obligation of the Corporation's Pension Fund.

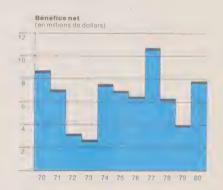
At year-end a net amount of \$3.9 millions was transferred to the Receiver-General, representing the excess over the statutory limit of \$5 millions on the size of the Corporation's Reserve Fund.

Les revenus et les frais d'exploitation

Le bénéfice net de la Société, après déduction des impôts, est passé de 3,9 millions de dollars en 1979 à 7,8 millions en 1980. Cette hausse a été le résultat d'un certain nombre de facteurs qui se compensent.

La Société a réalisé des profits de 13,6 millions à la vente de terrains détenus conjointement avec les provinces. Les revenus provenant de la marge entre l'intérêt que la Société a payé pour ses emprunts du gouvernement et l'intérêt qu'elle a reçu des prêts hypothécaires directs et de ses investissements, ont augmenté en partie à cause de la décision prise en 1979 d'exiger les taux d'intérêt du marché pour la plupart des prêts qu'elle a consentis directement.

Les frais d'administration de la Société ont augmenté de 4,0 pour cent pour s'élever à 115,5 millions de dollars en 1980, soit beaucoup moins que le taux d'inflation.



De plus, une provision de 24,9 millions de dollars a été faite pour l'amortissement d'une dette actuarielle à l'égard du Fonds de pension des employés de la Société.

À la fin de l'année, le montant net de 3,9 millions de dollars a été viré au crédit du Receveur général. Ce montant représente l'excédent sur la limite statutaire du Fonds de réserve de la Société, qui est de 5 millions de dollars.

• Regional Offices Bureaux régionaux Provincial Offices Bureaux provinciaux Local Offices and Representatives Bureaux locaux et représentants

Ottawa

Atlantic Saint John, N.B.

Québec Montréal

Ontario Toronto

Prairies Saskatoon

British Columbia Vancouver St. John's Charlottetown Halifax Fredericton Winnipeg Regina Edmonton Corner Brook
Gander
Goose Bay
Grand Falls
Marystown
St. John's
Charlottetown
Halifax
New Glasgow
Sydney
Yarmouth
Bathurst
Edmundston
Fredericton
Moncton
Saint John, N.B.
Chandler
Chicoutimi
Hauterive
Hull
Laval-Laurentides
Rive-Sud (Longueuil)
Montréal (3)
Québec

Rimouski
Rivière-du-Loup
Sept-Iles
Sherbrooke
Trois-Rivières
Val d'Or
Barrie
Cornwall
Elliot Lake
Hamilton
Kenora
Kingston
Kitchener
London
Mississauga
North Bay
Oshawa
Owen Sound
Ottawa
Owen Sound
Pembroke
Peterborough
St. Catharines

Red Deer Yellowknife Courtenay Cranbrook Kamloops Kelowna Prince George Terrace Trail Vancouver Victoria Whitehorse

Sarnia Sault Ste. Marie Sudbury Thunder Bay

Thunder Bay Timmins Toronto Windsor Brandon The Pas Thompson Winnipeg Prince Albert Regina Saskatoon Calgary Edmonton Grande Prairie Lethbridge Medicine Hat



Auditors' Report

To the Honourable Paul Cosgrove, P.C., M.P. Minister Responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation

e have examined the balance sheet of Canada Mortgage and Housing Corporation as at 31 December 1980, and the statements of operations and reserve fund, financial activities, mortgage insurance fund and insurance, guarantee and contribution funds for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these statements are in agreement with the books of account of the Corporation and present a true and fair view of the state of affairs of the Corporation as at 31 December 1980, and the results of its operations and financial activities for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

In our opinion, proper books of account have been kept and the transactions of the Corporation that have come under our notice have been within the powers of the Corporation.

Robert W. Davis, F.C.A. of the firm
Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Charles-Albert Poissant, C.A. of the firm
Thorne Riddell

Ottawa, 18 February 1981

Rapport des vérificateurs

À l'honorable Paul Cosgrove, C.P., député, ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement

ous avons vérifié le bilan de la Société canadienne d'hypothèques et de logement au 31 décembre 1980, ainsi que les états de l'exploitation et fonds de réserve, des activités financières, du fonds d'assurance hypothécaire et des fonds d'assurance, de garantie et de contribution pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers sont conformes aux livres de comptes de la Société et présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1980 et le résultat de son exploitation et de ses activités financières pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, des livres de comptes adéquats ont été tenus et les opérations de la Société venues à notre connaissance étaient de la compétence de la Société.

> Robert W. Davis, F.C.A. du cabinet Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Charles-Albert Poissant, C.A. du cabinet Thorne Riddell

Ottawa, le 18 février 1981

Balance Sheet

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Bilan

en milliers de dollars

| Assets | Actif | | December 1980 décembre 1980 | December décembre |
|---|---|----|--------------------------------|----------------------|
| Investments | Placements | | | |
| Loans — Schedule I | Prêts — Tableau I | \$ | 8,971,913 | \$ 8,80 |
| Investments under Federal-Provincial Agreements — Schedule II | Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales — Tableau II | | 1,014,216 | 914 |
| Real Estate — Schedule III | Placements immobiliers — Tableau III | | 158,562 | 238 |
| Agreements for Sale and Mortgages arising from sales of real estate, including accrued interest | Conventions de vente et prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles, y compris les intérêts courus | | 83,238 | 8 |
| | | - | 10,227,929 | 10,03 |
| Short Term Investments | Investissements à court terme | | 85,539 | 7(|
| Accounts Receivable Due from the Receiver General Due from the Minister | Comptes à recevoir Dû par le Receveur général Dû par le Ministre Dû en vertu d'ententes | | 18,944 | I |
| Due under federal-provincial agreements Due from the Mortgage Insurance Fund Due from the Home Insulation Contribution Fund | fédérales-provinciales Dû par le Fonds d'assurance hypothécaire Dû par le Fonds de contribution à l'isolation des résidences | | 39,792 182,546 3,632 | 31 73 |
| Other | Autres | | 3,666 | |
| | | | 248,580 | 132 |
| Other Assets | Autres éléments d'actif | | 8,767 | |
| Deferred Income Taxes | Impôts sur le revenu reportés | | 7,072 | |
| Business Premises, Office Furniture and Equipment at cost, less accumulated depreciation | Immeubles à l'usage de la Société, mobilier de bureau et équipement au coût, moins amortissement accumulé | | | |
| (1980 – \$13,373; 1979 – \$12,077) | (1980 — \$13,373; 1979 — \$12,077) | | 9,128 | 8 |
| | | \$ | 10,587,015 | \$ 10,253 |
| Net Assets of the Mortgage Insurance Fund | Actif net du Fonds d'assurance hypothécaire | \$ | 314,436 | \$ 511 |
| Net Assets of the Insurance, Guarantee and Contribution Funds | Actif net des fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ | 17,338 | \$ 25 |
| | | | | |

Raymond V. Hession President/Président

| lities | Passif | 31 December 1980 31 décembre 1980 | 31 December 1979 31 décembre 1979 |
|--|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| wings from the Government of da (Note 2) – Schedule IV | Emprunts du gouvernement du Canada (note 2) — Tableau IV | \$ 10,084,575 | \$ 9,836,129 |
| ues issued in excess of funds posit | Chèques en circulation excédant les montants en dépôt | 190,240 | 200,464 |
| Payable to Government of da (Note 3) | Billets à payer au gouvernement du Canada (note 3) | 180,238 | 60,254 |
| ints Payable and Accrued Liabilities o the Receiver General | Comptes à payer et frais courus Dû au Receveur général Dû en vertu d'ententes | 9,222 | |
| inder federal-provincial agreements | fédérales-provinciales Autres | 40,606 19,884 | 42,213 68,720 |
| sits, Contractors' Holdbacks and red Income | Dépôts, retenues d'entrepreneurs et revenu reporté | 6,807 | 6,024 |
| rial Obligation to the Pension Fund 4) | Dette actuarielle à l'égard du Fonds de pension (note 4) | 17,535 | |
| red Profits es of real estate | Profits reportés sur ventes d'immeubles | 7,908 | 9,625 |
| | | 10,557,015 | 10,223,429 |
| al prized and fully paid by the coment of Canada | Capital autorisé et entièrement payé par le gouvernement du Canada | 25,000 | 25,000 |
| ve Fund | Fonds de réserve | 5,000 | 5,000 |
| | | 30,000 | 30,000 |
| | | | |
| | | \$ 10,587,015 | 10,253,429 |
| age Insurance Fund | Fonds d'assurance hypothécaire | B 314,436 | \$ 511,839 |
| nce, Guarantee and Contribution | Fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ 17,338 | \$ 26,052 |

errie Accountant/Comptable en chef

Statement of Operations and Reserve Fund

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

État de l'exploitation et Fonds de réserve

en milliers de dollars

| Loans | Prêts |
|--|--|
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts |
| Application fees on mortgage loans | Droits de demande sur les prêts hypothécaires |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Canad |
| Forgiveness of loans | Renonciation de prêts |
| Federal-Provincial Agreements | Ententes fédérales-provinciales |
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Recovery of interest rate losses | Recouvrement de la perte d'intérêts |
| Gain on disposal of federal-provincial assets | Profit sur ventes des actifs fédéraux-provinciau |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Canad |
| Losses arising from agreements | Pertes en vertu des ententes |
| Agreements for Sale and Mortgages | Conventions de vente et prêts hypothécaires |
| Interest earned | Revenu d'intérêts |
| Interest charged by the Government of Canada | Intérêts débités par le gouvernement du Canad |
| Real Estate | Placements immobiliers |
| Operating loss | Perte d'exploitation |
| Gain on disposal of real estate | Profit sur vente d'immeubles |
| Loss on disposal of uninsured properties | Perte sur vente de propriétés non assurées |
| Other Income | Autres revenus |
| Grants, Direct Subsidies and Research | Octrois, subventions directes et recherche |
| Margin on Financing Operations | Bénéfice sur activités de financement |
| Administrative Expenses | Frais d'administration |
| Administrative Expenses | Frais d'administration |
| Provision for employees' pension plan – | Provision pour Fonds de pension des |
| unfunded obligation (Note 4) Recoveries — Fees earned for services | employés – dette non capitalisée (note 4) |
| - Charged to the Minister | Recouvrements — Honoraires pour services — Imputés au Ministre |
| Total charged to the Minister | Total des imputations au Ministre |
| - Schedule V | - Tableau V |
| Income before Income Taxes | Bénéfice avant impôts sur le revenu |
| Income Taxes — Current | Impôts sur le revenu — Courants |
| Deferred | – Différés |
| Net income transferred to Reserve Fund | Bénéfice net, viré au Fonds de réserve |
| Balance in Reserve Fund, beginning of year | Solde du Fonds de réserve au début de l'exercice |
| as restated (Note 5) | redressé (note 5) ' ' |
| | |
| Add: Profits realized on sales of assets acquired | Ajouter: Profit sur ventes de biens acquis à titre |
| without cost from the Government of Canada | gratuit du gouvernement du Canada |
| Deduct: Excess over statutory limitation | Dáduina Evaddant anala l'aireanna |
| transferred to the credit of | Déduire: Excédent sur la limite statutaire, viré |
| the Receiver General | au crédit du Receveur général |
| Balance in Reserve Fund, end of year | Solde du Fonds de réserve à la fin de l'exercice |
| | Total da i ondo de reserve a la mi de l'exercite |

| Inded 31 December 1979 Jiné le 31 décembre 1979 | Year E Exercice term | | Ended 31 December 1980 niné le 31 décembre 1980 | | |
|--|--|-------------------------------|--|--|--------------------------------|
| Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | oct Financing Operations Activités de cement direct | | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre | t Financing Operations Activités de ment direct | |
| \$ 41,072 | | \$ 683,116 41,072 3,843 | \$ 46,220 | | 711,827 46,220 3,246 |
| 154,536 | \$ 47,464 | 728,031 680,567 | 138,517 | \$ 57,670 | 761,293 703,623 |
| 374 | | 68,216 374 5,878 | 354 | | 83,624 354 13,606 |
| 48,841 | 8,900 | 74,468 65,568 | 64,780 | 21,909 | 97,584 75,675 |
| | 4,727 | 7,876 3,149 | | 3,952 | 7,644 3,692 |
| 21.049 12.982 | 1,447 | | 14,724 44,696 | 2,179 | |
| 533,535 | 16.272 | | 655,591 | 16,679 | |
| | 78,810 | 111,080 | | 102,389 | 115,513 |
| 27,716 | 71,939 | (11,425) (27,716) | 32,113 | 87,303 | 24,881 (20,978) (32,113) |
| \$ 840,105 | 6,871 | 2.969 | \$ 996,995 | 15,086 | 14,391 |
| | 2,969 3,902 | 2,707 | | 7,319 | (7,072) |
| | 5,000 8,902 | | | 5,000 12,767 | |
| | 9,086 | | | 287 13,054 | |
| | 4,086 \$ 5,000 | | | 8,054 \$ 5,000 | |

Statement of Financial **Activities**

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Etat des activités financières

en milliers de dollars

Financial resources provided

Cash recovered from the Minister Other receipts

Gain on disposal of federal-provincial assets Provenance des ressources financières

Montants récupérés du Ministre Autres encaissements Profits sur vente de biens

Increase in notes payable to Government of Canada Increase in accrued interest on borrowings Increase in operating liabilities and deferred income
Borrowings from the Government of Canada Loan repayments Profits realized on sales of assets acquired without Sale of mortgages Real estate disposals (net) Decrease in accrued interest on loans Received from the Minister on prior year's

Augmentation de billets à paver au Augmentation des intérêts courus sur emprunts Augmentation du passif d'exploitation et du revenu reporté Emprunts du gouvernement du Canada Remboursements de prêts
Profits sur ventes de biens acquis à titre gratuit
du gouvernement du Canada Vente d'hypothèques Disposition (nette) des placements immobiliers

Financial resources applied

Operations:

Expenditures made on behalf of the Minister excluding depreciation Administrative payments excluding

Reduction of unfunded obligation to

Utilisation des ressources financières

Déboursés effectués au nom du Ministre à l'exclusion de l'amortissement Frais d'administration à l'exclusion de Diminution de la dette actuarielle

non capitalisée à l'égard du Fonds

Increase in accrued interest on loans Increase in operating assets Decrease in operating liabilities and

Increase in agreements for sale and mortgages Excess reserve fund transferred to the credit of the Receiver General Repayment of borrowings from the Government of Canada Repayment in notes payable to Government

Loan advances Real estate additions (net)

Investments under federal-provincial agreements Business premises, office furniture and equipment

Augmentation des intérêts courus sur prêts Augmentation de l'actif d'exploitation Augmentation des conventions de vente et des hypothèques Excédent du Fonds de réserve viré au crédit du Receveur général Remboursements d'emprunts du gouvernement du Canada Avances sur prêts Augmentation (nette) des placements immobiliers

| nded 31 December 1979 iné le 31 décembre 1979 | Year Exercice ter | Ended 31 December 1980 niné le 31 décembre 1980 | Year Exercice ter |
|--|---------------------------------|---|---------------------------------|
| Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions | Direct Financing Operations | Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister Octrois, contributions | Direct Financing Operations |
| et subventions imputés au Ministre | Activités de financement direct | et subventions imputés au Ministre | Activités de financement direct |
| 024 422 | 773,678 | \$ \$ 991,771 | 817,385 |
| 836,423 | 18,517 | , , , , , , , , , , , , , , , , , , , | 28,792 |
| | 5,878 | | 13,606 |
| | 798,073 | | 859,783 |
| | 60,254 1,747 | | 172,384 4,186 |
| | 160,408 724,500 572,589 | | 697,500 459,634 |
| | 184 393,771 | | 287 |
| | 5,205 | | 75,037 |
| (1.720) | | 727 | (727) |
| (1,620) | 2,718,351 | \$ \$ 992,498 | 2,268,084 |
| | | | |
| | 707,838 | \$ | 736,416 |
| 834,803 | | 992,498 | |
| | 82,176 | | 96,733 |
| | 2,969 | | 10,241 14,391 |
| | 792,983 | | 857,781 |
| | - 134,178 | | 12,147 123,900 |
| | | | 44,065 |
| | 25,796 | | 2,109 |
| | 4,086 | | 3,908 |
| | 788,190 | | 453,240 |
| | 828,169 31,942 | | 52,400 616,878 — |
| | 111,484 | | 100,010 |
| | 1,523 | | 1,646 |
| | | | |

Statement of Mortgage Insurance Fund

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

État du

fonds d'assurance hypothécaire en milliers de dollars

| Net Assets | Actif net | | cember 1980 cembre 1980 | cember cembre |
|---|--|---------------|--|------------------|
| Current assets Deferred receivables on sales of real estate Mortgages Real estate | Actif à court terme Créances reportées sur la vente de placements immobiliers Hypothèques Placements immobiliers | s 2000 | · 19,567 21,801 128,078 327,536 | \$ 13. 44' |
| Less: Due to Canada Mortgage and Housing Corporation | Moins: Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement | | 496,982 182,546 | 58· 7 |

314,436 \$

| inuity of Funds | Évolution des fonds | Exe | Year Ended ecember 1980 ercice terminé écembre 1980 | Year Endec 31 December 1979 Exercice termine le 31 décembre 1979 |
|--------------------------------------|---|-----|--|---|
| | Droits | \$ | 30,641 | \$ 42,154 |
| ne from securities ne from mortgages | Revenu d'intérêts sur placements Revenu d'intérêts sur hypothèques | | 256 | 16,102 |
| ile nom mortgages | Immeubles acquis lors du règlement | | 12,190 | 12,024 |
| estate acquired on claims | de réclamations | | 491,908 | 499,043 |
| | | | 534,995 | 569,323 |
| Provision for revaluation of | Moins: Provision pour réévaluation | | | |
| real estate | des immeubles | | (58,773) | 98.41 |
| | Perte nette sur ventes | | (30,7,0) | 20,11 |
| Net loss on disposal of real estate | d'immeubles | | 231,717 | 19,910 |
| Loss on real estate operations | Perte sur exploitation d'immeubles | | 23,007 | 19,437 |
| Net loss on sales of securities | Perte nette sur disposition de | | | |
| Administrative expenses | placements Frais d'administration | | 40.000 | 42,515 |
| | | | 19,728 | 9,458 |
| Interest expense on borrowings | Frais d'intérêts sur emprunt | | 24,813 | 254 |
| | | | 240,492 | 189,985 |
| | | | 294,503 | 379,338 |
| ns paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | | 491,906 | 499,090 |
| ease in fund | Diminution du fonds | | (197,403) | (119,752 |
| ce, beginning of year | Solde au début de l'exercice | | 511,839 | 631,591 |
| ice, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 314,436 | \$ 511.839 |

Statement of Insurance, Guarantee and Contribution Funds

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

État des fonds d'assurance, de garantie et de contribution

en milliers de dollars

| Net Assets | Actif net | | ecember 1980 écembre 1980 | ecember écembre |
|---|--|---------------|------------------------------|--------------------|
| Home Improvement Loan Insurance Fund Cash Due from (to) Canada Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost Mortgages | Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons Encaisse Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Hypothèques | \$ | 2 (1) 5,403 62 | \$ 5 |
| Rental Guarantee Fund Cash Due from (to) Canada Mortgage | Fonds de garantie de loyer Encaisse Dû à la Société canadienne | <u>s</u> s | 5,466 78 | \$ 5 |
| and Housing Corporation Securities, at amortized cost Real estate | d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti Placements immobiliers | | (15) 8,807 3,002 | 7. |
| Home Insulation Contribution | Fonds de contribution à l'isolation | \$ | 11,872 | \$ 10. |
| Fund Cash Cash Due to Canada Mortgage and Housing Corporation Securities, at amortized cost | Fonds de contribution à l'isolation des résidences Encaisse Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement Placements, au coût amorti | \$ | (3,632) 3,629 | \$ (10, |
| | | \$ | | \$ 10, |
| Total Assets | Total de l'actif | \$ | 17,338 | \$ 26, |

| inuity of Funds | Évolution des fonds | Exc | Year Ended December 1980 Percice terminé Décembre 1980 | Ex | Year Ended ecember 1979 ercice terminé écembre 1979 |
|--|---|-----|---|----|--|
| me from securities me from mortgages veries on claims paid | Droits Revenu d'intérêts sur placements Revenu d'intérêts sur hypothèques Recouvrements sur les réclamations payées | \$ | 28 442 5 | \$ | 39 397 5 |
| Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | | 575 90 | | 555 |
| ns paid and legal expenses | Réclamations payées et frais de contentieux | | 485 121 | | 427 272 |
| ase in fund nee, beginning of year | Augmentation du fonds Solde au début de l'exercice | | 364 5,102 | | 155 4,947 |
| nce, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 5,466 | \$ | 5,102 |
| ne from securities profit on operation of real estate | Revenu d'intérêts sur placements Bénéfice net d'exploitation d'immeubles | \$ | 743 446 | \$ | 575 348 |
| Administrative expenses | Moins: Frais d'administration | | 1,189 190 | | 923 134 |
| ase in fund ice, beginning of year | Augmentation du fonds Solde au début de l'exercice | | 999 10,873 | | 789 10,084 |
| nce, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | 11,872 | \$ | 10,873 |
| ne from securities | Revenu d'intérêts sur placements | \$ | 732 | \$ | 1,950 |
| Contributions Administrative expenses | Moins: Contributions Frais d'administration | | 8,062 548 | | 17,191 922 |
| ease in fund ice, beginning of year idable to the Minister | Diminution du fonds Solde au début de l'exercice Remboursable au Ministre | | (7,878) 10,077 (2,199) | | (16,163) 26,240 ———————————————————————————————————— |
| nce, end of year | Solde à la fin de l'exercice | \$ | | \$ | 10,077 |
| Insurance, Guarantee and ribution Funds | Total des fonds d'assurance, de garantie et de contribution | \$ | 17,338 | \$ | 26,052 |

Notes to the Financial Statements

31 December 1980

Notes aux états financiers

31 décembre 1980

1 Significant Accounting Policies

Canada Mortgage and Housing Corporation was constituted as a Crown Corporation by an Act of Parliament on 1 January 1946. Its activities are regulated by the National Housing Act, the Canada Mortgage and Housing Corporation Act and, in certain respects, the Financial Administration Act, and include:

- a) Financing housing directly through the making of mortgage loans under specified conditions at interest rates set by statute normally at market rates which are generally higher than the rates it pays on funds borrowed from the Government of Canada;
- b) Making payments or incurring expenses needed to implement government housing policy as agent for the Minister responsible for Canada Mortgage and Housing Corporation. These include grants, loan forgiveness, losses on real estate, losses under federal-provincial agreements, interest rate losses, research and development and specified administrative expenses. These payments or expenses are charged to the Minister as incurred;
- Establishing a framework of confidence for lending by private lending institutions, the chief instrument of which is the provision of Mortgage Insurance. This facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and encouraging the secondary market trading of mortgages. For purposes of this activity the Corporation administers on behalf of the Government of Canada certain Insurance and Guarantee Funds. The Mortgage Insurance Fund, the largest of the Funds, was established to provide for claims made under the National Housing Act and is the depository for the mortgage insurance premiums paid by borrowers. The Corporation has no direct financial interest in the Fund. To the extent that the assets of the Fund are not sufficient to meet claims against it, any deficiency will be provided by the Government of Canada.

I Principales conventions comptables

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en corporation de la Couronne le 1er janvier 1946, par une loi du Parlement. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards, la Loi sur l'administration financière, et consistent à:

- a) Financer l'habitation de façon directe, par le consentement de prêts hypothécaires à des conditions précises et à des taux d'intérêt fixés par la Loi, normalement aux taux du marché, lesquels sont généralement plus élevés que les taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte du gouvernement du Canada.
- b) Effectuer des paiements ou engager les dépenses requises à titre d'agent du Ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pour l'application de la politique de logement du gouvernement. Il s'agit de subventions, de remises d'une partie des prêts, de pertes sur immobilisations, de pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, de pertes sur le taux d'intérêt, de frais de recherche et de développement, et de frais d'administration spécifiques. Ces paiements ou dépenses sont imputés au Ministre à mesure qu'ils sont effectués;
- Établir un climat de confiance à l'égard du consentement de prêts par les institutions prêteuses du secteur privé, principalement par le truchement de l'assurance-prêt hypothécaire, facilitant une disponibilité suffisante de capitaux hypothécaires en réduisant le risque encouru par les prêteurs et en encourageant un marché secondaire de créances hypothécaires. Aux fins de cette activité, la Société administre certains fonds d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire, le plus important de ces fonds, a été établi pour pourvoir aux réclamations faites en vertu de la Loi nationale sur l'habitation et ce fonds est le dépositaire des primes d'assurance hypothécaire payées par les emprunteurs. La Société ne possède aucun intérêt financier direct dans ce fonds. Si, éventuellement, l'actif du fonds était insuffisant pour payer les réclamations, tout déficit serait comblé par le gou-

The principal accounting policies followed are:

a) Revenue Recognition

- (i) Interest income is accounted for on the accrual basis.
- (ii) Grants, contributions and subsidies made on behalf of the Minister are recorded as recoverable when expenses are recognized.

b) Loans

Loans are capitalized as the cash is advanced. Where loans under certain program conditions contain forgiveness clauses, such forgiveness is recorded at time of initiation and recovered from the Minister. Costs incurred in connection with making loans are included in administrative expenses. Certain programs are subject to interest rate losses which are recoverable from the Minister. No provisions are made for possible losses on loans since losses on insured loans are recoverable from the Mortgage Insurance Fund, while property acquired upon default on uninsured loans is transferred to real estate for subsequent disposal.

c) Real Estate

Real estate is recorded at cost. Property acquired upon default of loans is recorded at the unpaid loan balance plus interest accrued to the date of acquisition by default, together with acquisition expenditures and any modernization and improvement costs. Both the net operating costs prior to disposal and net losses resulting from the disposal of properties acquired upon default of loans are recoverable from the Minister, subject to parliamentary appropriation. Profits on the sale of Corporation-funded real estate or real estate acquired without cost, to the extent not deemed to have been realized and where financing is provided for the transactions, are deferred and income recognized as repayments are received.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

a) Comptabilisation des revenus

- (i) Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode d'exercice.
- (ii) Les octrois, contributions et subventions versés pour le compte du Ministre sont inscrits comme recouvrables une fois que ces dépenses ont été reconnues.

b) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mesure que les fonds sont déboursés. Lorsque les prêts consentis en vertu de certains programmes comportent une clause de remise, cette remise est inscrite au moment où les prêts sont consentis et est recouvrée du Ministre. Les coûts relatifs à l'octroi de prêts sont compris dans les frais d'administration. Certains programmes comportent des pertes sur le taux d'intérêt, lesquelles sont recouvrables du Ministre. Aucune provision pour pertes sur les prêts n'est comptabilisée puisque les pertes sur les prêts assurés sont recouvrables du Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les propriétés reprises lors d'un défaut de paiement de prêts non assurés sont virées aux placements immobiliers pour fins d'aliénation éventuelle.

c) Placements immobiliers

Les placements immobiliers sont inscrits au coût. Les propriétés reprises lors d'un défaut de paiement sont comptabilisées au montant du solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date de reprise; les déboursés effectués lors de la prise de possession, ainsi que les frais de modernisation et d'amélioration, sont aussi capitalisés au coût de ces propriétés. Les pertes nettes d'exploitation avant l'aliénation de même que les pertes nettes résultant de l'aliénation de propriétés reprises lors d'un défaut de paiement sont recouvrables du Ministre, selon les crédits prévus par le Parlement. Les profits réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations achetées par la Société ou acquises à titre gratuit, sont reportés et crédités aux revenus sur une base d'encaissements, à la condition qu'ils ne soient pas censés avoir été réalisés et que la Société pourvoie au financement des transactions.

d) Depreciation

Depreciation on real estate is recorded on a straight line basis. Rates are set in terms of the loan repayment originally negotiated, usually 40 or 50 years. Depreciation on business premises, office furniture and equipment is recorded on a diminishing balance basis at the following fixed annual rates:

| Masonry buildings | 5% |
|-----------------------------------|-----|
| Frame buildings | 10% |
| Furniture, fixtures and equipment | 20% |
| Automotive equipment | 30% |

e) Federal-Provincial Agreements

The investments recorded under federal-provincial agreements include only costs to the Corporation and do not reflect amounts contributed by other parties. The investments under federal-provincial agreements with the provinces to encourage development of rental housing, land assembly, co-operative housing and rural and native housing are considered joint ventures. The Corporation's seventy-five per cent investment in the joint ventures is accounted for on the equity method. Under this method the investment is carried in the balance sheet at original cost plus the Corporation's seventy-five per cent share of recognized earnings. These earnings may include gains on the sale of land assembly projects. The timing of these sales is dependent on many factors and as a result the earnings derived therefrom fluctuate from year to year. The Corporation's share of losses under these agreements is charged to the Minister.

f) Income Taxes

The Corporation is subject to federal income taxes and provides for income taxes on the tax allocation basis. Under this basis the provision for income taxes is determined from the earnings reported in the statement of operations rather than from the Corporation's income for tax purposes.

Deferred income taxes on the balance sheet result primarily from a provision in the accounts for an unfunded actuarial obligation on the employees' pension plan which is in excess of the actual funding of the obligation deductible for tax purposes. In future years as the obligation is funded, allowable deductions for tax purposes will be greater than the costs reflected in the statement of operations and accordingly applicable income taxes payable and the deferred tax balance will be reduced.

d) Amortissement

L'amortissement sur les placements immobiliers est inscrit selon la méthode linéaire. Les taux sont établis en fonction des modalités originales de remboursement du prêt, soit généralement sur 40 ou 50 ans. La Société amortit ses immobilisations en utilisant la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants:

| <u> </u> | |
|-------------------------------------|-----|
| Immeubles de béton | 5% |
| Immeubles de bois | 10% |
| Mobilier, équipement et agencements | 20% |
| Matériel roulant | 30% |

e) Ententes fédérales-provinciales

gés dans les placements en vertu d'ententes fédéralespants ne sont pas comptabilisés. Les placements de la Société en vertu d'ententes fédérales-provinciales avec les provinces, en vue de favoriser la construction de logements locatifs, l'aménagement de terrains ainsi que la les ruraux et les autochtones, sont considérés comme des entreprises en participation. Les placements de la Société qui équivalent à soixante-quinze pour cent de l'entreprise en participation sont comptabilisés à la valeur de consolidation. En vertu de cette méthode, les placements sont inscrits au bilan à leur coût initial plus soixante-quinze pour cent du revenu reconnu. Ce revenu peut comprendre des profits à la vente de projets d'amétes dépend de bien des facteurs et, conséquemment, le revenu qui en découle fluctue d'une année à l'autre. Les sont imputées au Ministre.

f) Impôts sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur son revenu qui est comptabilisé selon la méthode du report d'impôt. Selon cette méthode, la provision pour impôts sur le revenu est calculée en se basant sur le bénéfice apparaissant à l'état de l'exploitation plutôt que sur le revenu de la Société aux fins fiscales.

Les impôts sur le revenu reportés au bilan résultent surtout de l'enregistrement aux livres d'une provision pour une dette actuarielle à l'égard du Fonds de pension des employés, laquelle dépasse la capitalisation réelle déductible aux fins fiscales. Dans les années à venir, à mesure que la dette actuarielle sera capitalisée, les déductions admissibles aux fins fiscales dépasseront les coûts indiqués à l'état de l'exploitation et, en conséquence, les impôts sur le revenu à payer ainsi que le solde des impôts reportés seront réduits.

g) Reserve Balance

Income or loss after income taxes is transferred to the Reserve Fund which is limited by statute to \$5,000,000. Any excess over this amount is transferred to the credit of the Receiver General of Canada.

h) Valuation of Real Estate

The market value of real estate acquired on claims against the Mortgage Insurance Fund is estimated by the Corporation using generally accepted appraisal methodologies. These are applied by its accredited appraisers taking into account factors which include, but are not limited to, market conditions, prevailing interest rates, occupancy rates and project income potential.

i) Employees' Pension Plan

Current service costs of the employees' pension fund are charged to earnings and funded on the basis of actuarial calculations made at least every three years, using the projected unit credit method under which the actuarial liability equals the present value of future benefits expected to be paid.

The effect of inflationary forces which cause salary and pension levels to rise at a rate faster than that used in the actuarial calculations and deficiencies and surpluses resulting from changes in actuarial assumptions and from other factors are charged to operations in the year in which such deficiencies and surpluses are identified.

j) Insurance, Guarantee and Contribution Funds

For purposes of reporting stewardship of the Funds administered by the Corporation, transactions are recorded on a cash basis with fees taken into income in the year received and claims charged against the Fund when paid by the Corporation. No provision is made for claims anticipated or in process. Real estate acquired on claims against the Mortgage Insurance Fund is carried in the accounts at the amount of the claim or the estimated realizable value whichever is lower. Real estate acquired by the Rental Guarantee Fund is carried at cost which does not exceed market. No depreciation is recorded on real estate owned by these Funds.

g) Fonds de réserve

Le bénéfice (ou la perte) après impôts sur le revenu est viré au Fonds de réserve dont la limite statutaire est de \$5,000,000. L'excédent de ce montant est viré au crédit du Receveur général.

h) Évaluation des placements immobiliers

La valeur marchande des propriétés immobilières acquises à la suite de réclamations faites au Fonds d'assurance hypothécaire est évaluée par la Société selon des méthodes d'évaluation généralement acceptées, appliquées par ses évaluateurs agréés, lesquelles tiennent compte de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, l'état du marché, les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'occupation et le potentiel de revenu des ensembles d'habitations.

i) Fonds de pension des employés

Le coût relatif aux services courants du Fonds de pension des employés de la Société est imputé au bénéfice; le montant devant être capitalisé est calculé par des actuaires au moins tous les trois ans, selon la méthode de projection du crédit unitaire. Selon cette méthode, la dette actuarielle équivaut à la valeur actualisée des prestations que l'on prévoit devoir payer.

L'effet de l'inflation qui fait augmenter les salaires et les pensions à un taux plus rapide que celui qui a servi au calcul actuariel, et les déficits ainsi que les surplus qui résultent de certaines modifications dans les hypothèses actuarielles et de certains autres facteurs sont imputés à l'exploitation dans l'année où les déficits et les surplus sont identifiés.

j) Fonds d'assurance, de garantie et de contribution

Afin de faire rapport de la gestion de ces fonds administrés par la Société, les transactions sont comptabilisées selon la méthode de caisse; les droits sont ajoutés au revenu dans l'année où ils sont perçus et les réclamations sont imputées au fonds lorsqu'elles sont payées par la Société. Aucune provision n'est prise pour les réclamations prévues ou en cours. Les immeubles acquis à la suite de réclamations contre le Fonds d'assurance hypothécaire sont comptabilisés au moindre du montant de la réclamation ou de la valeur nette estimée de réalisation. Les immeubles acquis par le Fonds de garantie de loyer sont inscrits au coût, lequel ne dépasse pas le prix du marché. La Société ne comptabilise aucun amortissement sur les immeubles détenus par ces deux fonds.

2 Borrowings from the Government of Canada

The Corporation borrows from the Government of Canada to finance investments in loans, federal-provincial agreements, real estate and agreements for sale and mortgages arising from sale of real estate. These loans bear interest of varying rates and are repayable over periods not in excess of 50 years.

3 Notes Payable to the Government of Canada

The Corporation borrows, under the provision of Section 9(6) of the National Housing Act, from the Consolidated Revenue Fund in order to meet its obligations related to the Mortgage Insurance Fund. Under terms and conditions approved by the Governor in Council, these Notes bear interest at varying rates equal to the rates which the Minister of Finance approves for loans to Crown Corporations and are repayable not later than 31 March 1985.

4 Actuarial Obligation to Employees' Pension Plan

An actuarial study dated October, 1980 identified an estimated underfunding as at 1 January 1980 in respect of the Corporation's employees' pension plan, in the amount of \$27.8 million. This underfunding resulted primarily from a change in the Department of Insurance requirements in respect of valuation methodology and assumptions. This amount has been charged against operations in 1980 net of those amounts recoverable in future years from the Minister as this obligation is discharged. In addition recoveries of administrative expenses include \$5.5 million currently recoverable from the Minister and the Mortgage Insurance Fund in respect to this provision.

Of this actuarial obligation, the Corporation has contributed \$12 million (capital and interest) to the Pension Fund, including a special payment of \$9.5 million over and above its regular contributions in 1980. The remaining liability of \$17.5 million represents an obligation which must be discharged by 31 December 1994, in accordance with the regulations of the Pension Benefits Standards Act.

5 Adjustment of Prior Years' Net Income

The adjustment to prior years' net income results from net overestimates in calculating interest earned totalling \$8,019,000, less applicable income taxes of \$3,873,000. This \$4,146,000 adjustment of net income is recoverable from the Receiver General as an offset against the excess over the statutory limitation on the Reserve Fund of \$8,054,000 for 1980. The adjustment has been applied to 1979 in the amount of \$1,313,000, and to 1978 and prior years in the amount of \$2,833,000.

This adjustment has been reflected by a restatement of the Statement of Operations and Reserve Fund for the year ended 31 December 1979.

2 Emprunts du gouvernement du Canada

La Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement de ses placements sous forme de prêts, d'ententes fédérales-provinciales, d'immeubles, de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes d'immeubles. Ces prêts portent intérêt à divers taux et leurs termes n'excèdent pas 50 ans.

3 Billets à payer au gouvernement du Canada

En vertu de l'article 9(6) de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte du Fonds du revenu consolidé afin de s'assurer la liquidité nécessaire pour remplir ses obligations en rapport avec le Fonds d'assurance hypothécaire. En vertu des conditions et modalités approuvées par le gouverneur en conseil, ces billets portent intérêt à divers taux, équivalents aux taux que le Ministre des Finances approuve à l'égard des prêts consentis aux sociétés de la Couronne, et sont remboursables au plus tard le 31 mars 1985.

4 Dette actuarielle à l'égard du Fonds de pension des employés

Une étude actuarielle datée d'octobre 1980 a révélé un déficit actuariel de \$27,8 millions, en date du 1er janvier 1980, à l'égard du Fonds de pension des employés de la Société. Ce déficit actuariel résulte surtout d'un changement dans les exigences du Département des Assurances concernant la méthodologie d'évaluation et les hypothèses. Ce montant a été imputé à l'exploitation en 1980 diminué des montants recouvrables du Ministre au cours des années à venir, à mesure que cette dette sera acquittée. De plus, le recouvrement des frais d'advrables du Ministre et du Fonds d'assurance hypothécaire à l'égard de cette provision. En acquis de sa dette actuarielle, la Société a versé \$12 millions (capital et intérêt) au Fonds de pension, y compris un paiement spécial de \$9,5 millions en plus de ses contributions régulières en 1980. Le solde résiduel de la dette actuarielle. soit \$17,5 millions, représente une obligation qui doit être acquittée au plus tard le 31 décembre 1994, conformément aux règlements de la Loi sur les normes des

5 Redressement du bénéfice net des exercices antérieurs

Le redressement du bénéfice net des exercices antérieurs résulte de surestimations nettes dans le calcul de l'intérêt gagné, qui s'élèvent à \$8,019,000 moins les impôts sur le revenu de \$3,873,000 s'y afférant. Ce redressement de \$4,146,000 du bénéfice net est recouvrable du Receveur général en déduction de l'excédent sur la limite statutaire, viré au crédit du Receveur général qui est de \$8,054,000 pour l'année 1980. Un montant de \$1,313,000 a été appliqué à 1979 et un montant de \$2,833,000, à 1978 et aux exercices antérieurs.

Ce redressement a été reflété à l'état de l'exploitation et du Fonds de réserve pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979.

6 Actuarial Evaluation of the Mortgage Insurance Fund

During the year the Corporation undertook an actuarial study of the Mortgage Insurance Fund. In the opinion of Management, based on preliminary results of the study, there could be a deficiency in the resources available to meet future claims arising from insurance in force which could result in a charge to the Government of Canada under Section 9(6) of the National Housing Act. This possible deficiency cannot be accurately determined at this time. This situation has resulted from the charging of premiums imposed by legislation which have proven to be inadequate.

7 Other Information

| | (in thou | sands of dollars) |
|---|----------|-------------------|
| Loans and Investments under Federal-Provincial Agreements Commitments outstanding | \$ | 1,050,000 |
| Mortgage Insurance Fund | | |
| Insurance in force | \$ | 29,200,000 |
| Claims in process for payment | \$ | 170,000 |
| Home Improvement Loan Insurance Fund | | |
| Insurance in force | S | 25,400 |
| Claims in process for payment | S | 7 |

B Comparative Figures

The 1979 comparative figures have been reclassified to conform to the statement presentation adopted in 1980.

Évaluation actuarielle du Fonds d'assurance hypothécaire

Au cours de l'exercice, la Société a entrepris une évaluation actuarielle du Fonds d'assurance hypothécaire. Or, d'après les résultats préliminaires de cette étude, la Haute direction est d'avis qu'il pourrait y avoir un déficit dans les ressources disponibles pour régler les réclamations futures à même les assurances en vigueur, lequel pourrait être imputé au gouvernement du Canada en vertu de l'article 9(6) de la Loi nationale sur l'habitation. À l'heure actuelle, il est impossible de déterminer avec exactitude ce déficit éventuel. Cette situation est la conséquence de l'insuffisance des primes exigées à cause des limites imposées par la Loi.

7 Autres renseignements

| | (en m | illiers de dollars) | | | | | | |
|---|-------|---------------------|--|--|--|--|--|--|
| Prêts et placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales | | | | | | | | |
| Engagements en cours | \$ | 1,050,000 | | | | | | |
| Fonds d'assurance hypothécaire | | | | | | | | |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie de | \$ | 29,200,000 | | | | | | |
| règlement règlement | \$ | 170,000 | | | | | | |
| Fonds d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons | | | | | | | | |
| Assurance en vigueur Réclamations en voie de | \$ | 25,400 | | | | | | |
| règlement | \$ | 7 | | | | | | |

8 Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de 1979 ont été modifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée cette année.

Loans

Schedule I

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Prêts

en milliers de dollars

Tableau I

Uninsured Loans

Homeowners (NHA 1944) -

Corporation's share of loans made jointly

with lending institutions

Homeowners (NHA 1944)

Student housing

Municipal sewage treatment projects

Land assembly

Public housing

Residential Rehabilitation Assistance Program

Neighbourhood Improvement Program

Urban renewal

Indians on reserves

Interest reduction

Assisted Rental Program

Payment reduction

Prêts non assurés

Propriétaires-occupants (LNH 1944) -

Participation de la Société aux prêts consent

conjointement avec des institutions prêteuse

Propriétaires-occupants (LNH 1944)

Projets municipaux d'épuration des eaux-var

Aménagement de terrains

Programme de remise en état des logements

Programme d'amélioration des quartiers

Rénovation urbaine Indiens dans les réserves Diminution des intérêts Programme d'aide au logement locatif

Prêts pour réduction des paiements

Insured Loans

Made directly by the Corporation:

Assisted Home Ownership Program

Made by agents

Purchased from approved lenders

Prêts assurés

Consentis directement par la Société:

Propriétaires-occupants Programme d'aide pour l'accession

à la propriété Consentis par des agents Acquis de prêteurs agréés

Accrued interest

| Balance 31 December 1980 Solde au 31 décembre 1980 | Balance 31 December 1979 Solde au 31 décembre 1979 | Advances during the year 1980 Avances au cours de l'exercice 1980 | Advances during the year 1979 Avances au cours de l'exercice 1979 |
|---|---|--|--|
| | | | |
| 12 | \$ 73 | \$ | \$ |
| 40 | 62 | | |
| 2,327,541 | 2,328,404 | 53,112 | 136,230 |
| 397,133 | 399,135 | 1,262 | 4,645 |
| 1,077,608 | 997,426 | 144,105 | 219,157 |
| 146,628 | 154,267 | 14,486 | 24,510 |
| 2,544,571 136,732 | 2,386,697 113,912 | 154,208 | 193,454 |
| 22,175 | 15,104 | 119,210 6,809 | 127,867 5,400 |
| 33,050 | 35,160 | 1,028 | 901 |
| 15,053 | 8,696 | 6,677 | 1,938 |
| 99,924 | 86,365 | 28,019 | 36,611 |
| 180,889 | 108,109 | 79,602 | 67,044 |
| 4,177 | 1,827 | 2,676 | 2,469 |
| 6,985,533 | 6,635,237 | 611,194 | 820,226 |
| 1,011,100 | 1,099,876 | 5.541 | 5,854 |
| 714,562 | 811,322 | 143 | 2.089 |
| 19.934 | 27.086 | 143 | 2,069 |
| 1,524 | 1,888 | | |
| 1,747,120 | 1,940,172 | 5,684 | 7,943 |
| 8,732,653 | 8,575,409 | \$ 616,878 | \$ 828,169 |
| 239,260 | 226,859 | | |
| 8.971.913 | | | |
| \$ | | \$ 616,878 | \$ 828,169 |

Investments under Federal- Provincial Agreements

in thousands of dollars

Schedule II

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

en milliers de dollars

Tableau II

Total Federal-Provincial Investment

Rental housing projects
Land assembly projects
Rural and native housing projects
Co-operative housing projects

Total des placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains Projets de logement rural et autochtone Projets de logements coopératifs

Investment by the Corporation

Rental housing projects
Land assembly projects
Rural and native housing projects
Co-operative housing projects

Placements de la Société

Projets de logements à loyer Projets d'aménagement de terrains Projets de logement rural et autochtone Projets de logements coopératifs

Advances to municipalities repayable by instalments

Rental housing projects — interim financing Construction in progress

Avances aux municipalités, remboursables par versements Projets de logements à loyer — emprunts temporaires

Construction en cours

| Balance 31 December 1980 | 31 I | Balance December 1979 | Additions during the year 1980 | Additions during the year 1979 | Recoveries during the year 1980 Recouvrements | Recoveries during the year 1979 Recouvrements |
|--|------|--|---|--|---|---|
| Solde au 31 décembre 1980 | 31 | Solde au décembre 1979 | Avances au cours e l'exercice 1980 | Avances au cours de l'exercice 1979 | au cours de l'exercice 1980 | au cours de l'exercice 1979 |
| 701,565 146,608 283,851 160,157 | \$ | 627,959 143,193 218,524 165,436 | \$ 85,599 23,499 68,616 305 | \$ 53,745 24,757 79,772 14,016 | \$ 11,993 20,084 3,289 5,584 | \$ 17,204 39,199 (12,576) (8,180) |
| 1,292,181 | \$ | 1,155,112 | \$ 178,019 | \$ 172,290 | \$ 40,950 | \$ 35,647 |
| 526,174 109,956 212,888 120,118 | \$ | 470,969 107,395 163,893 124,077 | \$ 64,199 17,624 51,462 229 | \$ 40,309 18,568 59,829 10,512 | \$ 8,994 15,063 2,467 4,188 | \$ 12,903 29,399 (9,432) (6,135) |
| 969,136 | | 866,334 | \$ 133,514 | \$ 129,218 | \$ 30,712 | \$ 26,735 |
| 1,732 | | 1,876 | | | | |
| 52 43,296 | | 2,821 43,175 | | | | |
| 1,014,216 | \$ | 914,206 | | | | |

Real Estate

in thousands of dollars

Schedule III

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Placements immobiliers

en milliers de dollars

Tableau III

Constructed by the Corporation or Acquired from the Government of Canada

Single houses
Row housing
Multiple dwellings

Acquired as a Result of Default

Single houses
Row housing
Multiple dwellings

Demonstration projects Vacant land

Leased land
Other

Total, at cost

Accumulated depreciation

Construits par la Société ou acquis du gouvernement du Canada

Maisons unifamiliales Maisons en bande Maisons multifamiliales

Propriétés acquises par défaut de paiement

Maisons unifamiliales Maisons en bande Maisons multifamiliales

Projets de démonstration Terrains vacants Terrains loués Autres

Total, au coût

Amortissement accumulé

Borrowings from the Government of Canada

in thousands of dollars

Schedule IV

Emprunts du gouvernement du Canada

en milliers de dollars

Tableau IV

Loans

Investments under federal-provincial

Real estate

Prêts

Placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales Placements immobiliers

Accrued interest

Intérête courus

| Solde au | | Balance 31 December 1979 Solde au 31 décembre 1979 | | 31 December 1979 the Solde au Addition | | dditions during the year 1980 litions au cours l'exercice 1980 | A | Additions during the year 1979 dditions au cours de l'exercice 1979 | | Disposals during the year 1980 Ventes au cours de l'exercice 1980 | | Disposals durin the year 197 Ventes au cour de l'exercice 197 | |
|-------------------------------------|----|---|----|---|----|---|-------|--|----|--|--|--|--|
| 2,779 2,708 4,908 | \$ | 2,519 4,220 4,679 | \$ | 453 13 387 | \$ | 810 496 241 | \$ | 193 1,525 158 | \$ | 447 345 113 | | | |
| 2,527 24,726 96,951 | | 529 30,836 184,048 | | 2,189 8,706 29,689 | | 10,198 56,425 | | 191 14,816 116,786 | | 16,091 39,273 | | | |
| 19,351 12,323 1,299 11,916 | | 19,226 10,867 1,319 10,872 | | 3.031 1,492 — 1,044 | | 20,117 1,220 133 5,253 | | 2.906 36 20 | | 4,399 1,787 1,719 5,935 | | | |
| 179,488 | | 269,115 | \$ | 47,004 | \$ | 94,893 | \$ | 136,631 | \$ | 70.109 | | | |
| 20,926 | | 31,019 | | | | | 486.4 | | _ | | | | |
| 158,562 | \$ | 238,096 | | | | | | | | | | | |

| Balance 11 December 1980 | 31 D | Balance December 1979 | Borrowed during the year 1980 Emprunts | Borrowed during the year 1979 Emprunts au cours de | Repaid during the year 1980 Remboursements au cours de | Repaid during the year 1979 Remboursements au cours de |
|------------------------------|------|---------------------------|--|---|---|---|
| Solde au 31 décembre 1980 | 31 d | Solde au lécembre 1979 | au cours de l'exercice 1980 | l'exercice 1979 | l'exercice 1980 | l'exercice 1979 |
| 8,933,229 | \$ | 8,783,460 | \$ 542,500 | \$ 600,000 | \$ 392,731 | \$ 775,564 |
| 979,869 82,384 | | 859,839 107,923 | 144,000 11,000 | 99,000 25,500 | 23,970 36,539 | 10,756 1,870 |
| 9,995,482 | | 9,751,222 | \$ 697,500 | \$ 724,500 | \$ 453,240 | \$ 788,190 |
| 89,093 | | 84,907 | | | | |
| 10,084,575 | \$ | 9,836,129 | | | | |

Grants, Contributions and Subsidies on Behalf of the Minister

in thousands of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions imputés au Ministre

en milliers de dollars

Schedule V

Tableau V

| | | Year ended 31 December 1980 Exercice terminé le 31 décembre 1980 | Year e 31 December Exercice termi 31 décembre |
|---|---|---|---|
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| Assisted Home Ownership Programs | Programmes d'aide pour l'accession à la propriété | | \$ 3 |
| Assisted Rental Programs | Programmes d'aide au logement locatif | 24,952 | 1 |
| Interest and Loan Losses | Pertes d'intérêt et sur les prêts | 16,234 | 1 |
| Social Housing | Logement social | 70,182 | 6 |
| Public Housing Subsidies | Subventions au logement public | 262,664 | 36 |
| Non-profit and Co-operative | Aide aux organismes et aux coopératives sans but | 202,004 | 26: |
| Assistance | lucratif | 34,768 | 2: |
| | Groupes communautaires de ressources | 24,700 | ۷. |
| Community Resource Groups | techniques | 8,238 | (|
| Interest and Land Losses | Pertes d'intérêt et de terrain | 18,917 | 10 |
| D. I. 1. 100 | | 324,587 | 311 |
| Rehabilitation and Conservation Residential Rehabilitation Assistance | Remise en état et économie d'énergie | | |
| Program Program | Programme d'aide à la remise en état des logements | 107.010 | |
| Home Insulation Grants | Subventions pour l'isolation des habitations | 106,818 212,906 | 97 |
| Emergency Repair | Réparations d'urgence | 1,128 | |
| Interest and Loan Losses | Pertes d'intérêt et sur les prêts | 1,773 | |
| | F | 322,625 | 177 |
| Community Services | Services communautaires | 3 44 4490 443 | 177 |
| Neighbourhood Improvement Program | Programme d'amélioration des quartiers | 29,722 | 31 |
| Municipal Incentive Grants | Subventions d'encouragement aux municipalités | 16,240 | 35 |
| Municipal Water | Remise sur les prêts aux municipalités pour | | |
| and Sewage Loan Forgiveness Community Service Contribution | les travaux d'aqueduc et d'égout | 64,851 | 94 |
| Program | Programme de contributions pour les | | |
| Urban Renewal | équipements communautaires Rénovation urbaine | 86,223 | |
| Interest and Land Disposal Losses | Pertes d'intérêt sur vente de terrains | 3,611 2,575 | 4 |
| 1 | | · | 1/7 |
| Research, Development, Demonstration | Recherche, développement, démonstration | 203,222 | 167 |
| and Information | et information | | |
| Research information | Information sur la recherche | 15,325 | 13 |
| Granville Island | Granville Island | 1,321 | 5. |
| Durchase and one of CO 1 AV 12 | Achat et utilisation de matériel | | |
| Purchase and use of Solar Heating | de chauffage solaire | 62 | |
| General Administration | Administration générale | 16,708 | |
| Real estate operating losses | Pertes à l'exploitation d'immeubles | | 2.1 |
| Real estate disposal losses | Pertes à la vente d'immeubles | 14,724 | 21. |
| Discount on mortgage sales | Escompte sur ventes de créances hypothécaires | 44,696 | 12 59 |
| Summer youth employment | Emplois d'été pour les jeunes | (142) 393 | 39. |
| | | 59,671 | 94. |
| | | | |
| | | \$ 996,995 | \$ 840. |

Additional statistics relating to activities under the National Housing Act are available in *Canadian Housing Statistics* (approx. 110 pages), published by Canada Mortgage and Housing Corporation, and available from any of its offices.

On peut trouver des données statistiques supplémentaires sur les activités de la Société en vertu de la Loi nationale sur l'habitation dans Statistique du logement au Canada, brochure d'environ 110 pages publiée par la SCHL et disponible à tous ses bureaux.

Commitments for Loans and Investments in millions of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Engagements à l'égard des prêts et placements en millions de dollars

| | | 1971 | 1972 |
|---|--|-------------------------------|--------------------------|
| Social Housing Public Housing: Loans Federal-Provincial Investments Non-Profit Corporations Cooperatives Rural and Native Housing | Logements sociaux Logements publics: Prêts Placements fédéraux-provinciaux Sociétés sans but lucratif Coopératives Logement rural et autochtone | \$ 277.0 31.5 79.3 — | \$ 238.2 39.1 42.9 |
| Sub-Total | Total partiel | 387.8 | 320.2 |
| Market Housing Direct Loans Supplementary Assistance: Assisted Home-Ownership Program Assisted Rental Program Student Housing | Habitations pour la vente ou la location Prêts directs Aide supplémentaire Programme d'aide pour l'accession à la propriété Programme d'aide au logement locatif Logement pour étudiants | 434.4 — — 36.7 | 204.7 |
| Sub-Total | Total partiel | 471.1 | 219.1 |
| Land Assembly and Municipal Infrastructure Land Assembly: Loans Federal-Provincial Investments Sewage and Water Treatment | Aménagement de terrains et infrastructure municipale Aménagement de terrains: Prêts Placements fédéraux-provinciaux Traitement des eaux d'égout et projets d'aqueduc | 11.0 10.3 113.7 | 6.5 67.9 114.8 |
| Sub-Total Sub-Total | Total partiel | 135.0 | 189.2 |
| Community Revitalization Neighbourhood Improvement Residential Rehabilitation Urban Renewal | Restauration des collectivités Amélioration des quartiers Remise en état des logements Rénovation urbaine | 15.0 | 13.4 |
| Sub-Total | Total partiel | 15.0 | 13.4 |
| Real Estate Sales Direct Acquisition | Ventes de propriétés immobilières Acquisition directe | 0.2 | 0.1 |
| Total | Total | \$ 1009.1 | \$ 742.0 |

| 1973 | 19 | 74 | 1975 | 1 | 1976 | | 1977 | - | 1978 | | 1979 | 1980 |
|------------------------------------|---------------------|---------|-----------------------------------|--------|------------------------------|----|------------------------|----|------------------------|----|---------------------|---------------------------|
| | | | | | | | | - | | - | | - |
| \$ 199.7 51.8 95.1 7.6 | \$ 177 58 124 | 3.1 | \$ 296.2 64.6 159.0 44.4 | 2 | 50.4 53.0 88.0 40.3 | \$ | 153.4 45.5 157.4 | \$ | 176.1 68.4 120.6 | \$ | 21.8 56.7 4.6 | \$ 21.6 63.3 4.9 |
| | | | 31.6 | | 46.5 | | 62.8 59.3 | | 36.9 57.3 | | 2.5 49.1 | 50.2 |
| 354.2 | 380 | 0.0 | 595.8 | 7 | 78.2 | - | 478.4 | | 459.3 | | 134.7 | 141.4 |
| | | | | | | | ,,,,,, | | ,,,,, | | 15.4.7 | 141,4 |
| 230.8 | 549 |).3 | 707.0 | 1 | 03.0 | | 40.1 | | 14.7 | | 11.0 | 12.1 |
| Stations, p. | _ | _ | | | 80.4 | | 85.1 | | 55.0 | | 17.6 | 3.3 |
| 3.8 | | l.0 | 0.4 | 1. | 37.5 | | 320.8 | | 96.2 | | 0.4 | |
| | | | | | | | 7.7 | | 6.4 | | - | |
| 234.6 | 553 | 1,3 | 707.4 | 3. | 20.9 | | 453.7 | | 172.3 | | 29.0 | 15.4 |
| 161.8 | 80 | 16 | 61.3 | | 64.2 | | 33.0 | | 31.0 | | 1.2 | 0.9 |
| 23.4 | 20 | | 18.9 | | 24.2 | | 12.1 | | 1.2 | | 16.3 | 11.1 |
| 153.8 | 171 | .9 | 183.3 | 30 | 02.6 | | 247.0 | | 290.3 | | 2.6 | 10.1 |
| 339.0 | 273 | .3 | 263.5 | 39 | 91.0 | | 292.1 | | 322.5 | | 20.1 | 22.1 |
| | 3 | .0 | 10.6 | | 17.5 | | 15.4 | | 16.2 | | | |
| - | | .2 | 14.9 | (| 61.0 | | 101.3 | | 150.1 | | 124.7 | 132.9 |
| 0.8 | | | 0.7 | | 0.1 | | | | 4.1 | | | 2.2 |
| 0.8 | 7 | .2 | 26.2 | | 78.6 | | 116.7 | | 170.4 | | 124.7 | 135.1 |
| - | 11 | .4 | | | _ | | 11.2 | | 45.4 | | 12.7 | 3.5 |
| 4.0 | | | 11.9 | | 15.9 | | 14.0 | _ | 15.4 | | 29.0 | 9.1 |
| \$ 932.6 | \$ 1 225 | .2 | \$ 1604.8 | \$ 158 | 34.6 | \$ | 1 366.1 | \$ | 1 185.3 | \$ | 350.2 | \$ 326.6 |

Grants, Contributions and Subsidies

in millions of dollars

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Octrois, contributions et subventions en millions de dollars

| | | 1971 | 1972 |
|---|---|------------|------------|
| Social Housing Public Housing Subsidies Non-Profit Housing Assistance Cooperative Housing Assistance Rural and Native Housing Differential Interest Contributions | Logements sociaux Aide subventionnelle au logement public Aide pour les logements sans but lucratif Aide pour les logements de forme coopérative Logement rural et autochtone Contributions pour prime d'intérêt | \$ 17.1 | \$ 30.0 |
| Sub-Total | Total partiel | 17.1 | 30.0 |
| Market Housing Assisted Home-Ownership Program Assisted Rental Program Forgiveness of Interest | Habitations pour la vente ou la location Programme d'aide pour l'accession à la propriété Programme d'aide au logement locatif Renonciation de paiement d'intérêt | | _ |
| Sub-Total | Total partiel | | |
| Land Assembly and Municipal Infrastructure Land Assembly and Leasing Sewage and Water Loan Forgiveness Municipal Incentive Grants | Aménagement de terrains et infrastructure municipale Aménagement de terrains et location à bail Remises gracieuses — prêts pour les projets d'aqueduc et d'égout Subventions d'encouragement aux municipalités | 14.3 | 23.1 |
| Sub-Total Sub-Total | Total partiel | 14.3 | 23.1 |
| Community Revitalization Neighbourhood Improvement Grants Residential Rehabilitation Grants Urban Renewal Grants Community Services | Restauration des collectivités Subventions pour l'amélioration des quartiers Subventions pour la remise en état des logements Subventions pour la rénovation urbaine Équipements communautaires | 22.3 | 20.7 |
| Sub-Total | Total partiel | 22.3 | 20.7 |
| Discount on Sale of NHA Mortgages Home Insulation Grants | Escomptes sur disposition de créances hypothécaires LNH Subventions pour l'isolation thermique des résidences | | _ |
| Real Estate Operating Losses Interest Rate Losses Other | Pertes d'exploitation de placements immobiliers Pertes sur les taux d'intérêt Autres | 8.7 | 8.0 |
| Sub-Total | Total partiel | 8.7 | 8.0 |
| Total | Total | \$ 62.4 | \$ 81.8 |

| 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | | 1070 | | |
|--|--------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----|-------|----|-------|
| | | | | 19// | 1978 | | 1979 | | 198() |
| \$ 46.2 | \$ 63.4 | \$ 87.0 | \$ 117.2 | \$ 141.1 | \$ 179.0 | \$ | 265.7 | \$ | 267.4 |
| | 6.4 | 11.4 | 17.1 | 24.6 | 20.7 | ~ | 11.1 | Ψ | 5.4 |
| _ | 5.7 | 1.8 | 3.9 | 5.4 | 6.2 | | 4.4 | | 1.9 |
| | J. / | 5.9 | 6.6 | 4.3 | 6.2 | | 5.8 | | 5.3 |
| 46.2 | | 1061 | | 100 | | | 1.0 | | 16.7 |
| 40.2 | 75.5 | 106.1 | 144.8 | 175.4 | 212.1 | | 288.0 | | 296.7 |
| 0.7 | 5.0 | 10.1 | 21.7 | 29.3 | 34.8 | | 32.3 | | 25.3 |
| | | 0.2 | 2.6 | 9.9 | 17.7 | | 19.5 | | 24.8 |
| 0.7 | 5.0 | 10.3 | 24.3 | 39.2 | 52.5 | | 51.8 | | 50.1 |
| | No. Phys. Dec. 201 | | | 0.1 | 0.5 | | 0.2 | | 0.1 |
| 37.8 | 25.7 | 31.3 | 51.2 | 78.6 | 105.2 | | 94.8 | | 64.9 |
| | | | 2.1 | 36.3 | 45.8 | | 35.1 | | 16.2 |
| 37.8 | 25.7 | 31.3 | 53.3 | 115.0 | 151.5 | | 130.1 | | 81.2 |
| 0.1 | 2.7 | 6.3 | 12.5 | 21.7 | 32.3 | | 31.1 | | 29.3 |
| - | 1.2 | 10.2 | 28.7 | 62.6 | 88.3 | | 97.1 | | 106.8 |
| 13.9 | 13.5 | 10.1 | 6.7 | 7.5 | 8.3 | | 4.9 | | 3.6 |
| | | | | | | | 0.2 | | 86.6 |
| 14.0 | 17.4 | 26.6 | 47.9 | 91.8 | 128.9 | | 133.3 | | 226.3 |
| _ | _ | | | | 38.1 | | 60.0 | | |
| et colonia de la | | | _ | 43.4 | 47.3 | | 77.9 | | 212.9 |
| | 5.8 | 9.6 | 10.3 | 11.3 | 13.7 | | 21.1 | | 14.7 |
| | 4.1 | 8.5 | 11.6 | 27.2 | 25.9 | | 27.6 | | 24.9 |
| 12.2 | 16.1 | 53.8 | 20.3 | 20.5 | 24.1 | | 50.3 | | 90.2 |
| 12.2 | 26.0 | 71.9 | 42.2 | 102.4 | 149.1 | | 236.9 | | 342.7 |
| \$ 110.9 | \$ 149.6 | \$ 246.2 | \$ 312.5 | \$ 523.8 | \$ 694.1 | \$ | 840.1 | \$ | 997.0 |

Housing Starts by Principal Source of Financing dwelling units

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Mises en chantier d'habitations, selon les principales sources de financement

nombre d'unités

| | | 1971 | 1972 |
|--|--|---------|---------|
| Public Funds under Federal Legislation | Deniers publics en vertu de lois fédérales | | |
| National Housing Act | Loi nationale sur l'habitation | | |
| Social Housing | Logements sociaux | 29 611 | 25 105 |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| ARP, AHOP, GPM | PALL, PAAP, PHPP | 6 923 | 8 409 |
| Other | Autres | 4 908 | 3 425 |
| Other Federal Legislation | Autre loi fédérale | 2 924 | 3 271 |
| Sub-Total Sub-Total | Total partiel | 44 366 | 40 210 |
| Institutional Funds | Fonds des institutions prêteuses | | |
| NHA Insurance | Assurance LNH | | |
| Social Housing | Logements sociaux | | |
| Market Housing | Habitations pour la vente ou la location | | |
| ARP, AHOP, ĞPM | PALL, PAAP, PHPP | | |
| Other | Autres | 87 802 | 96 033 |
| Conventional | Prêts ordinaires | 55 625 | 64 250 |
| Other | Autres | 45 860 | 49 421 |
| Sub-Total | Total partiel | 189 287 | 209 704 |
| Total | Total | 233 653 | 249 914 |

| 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 |
|-----------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | | | | | | | |
| 23 795 | 17 930 | 24 721 | 20 578 | 15 616 | 14 206 | 9 831 | 3 523 |
| 4 444 788 3 243 | 11 680 753 3 325 | 16 952 127 3 084 | 3 242 267 3 176 | 2 111 92 2 986 | 395 159 2 562 | 70 122 3 228 | 2 195 3 112 |
| 32 270 | 33 688 | 44 884 | 27 263 | 20 805 | 17 322 | 13 251 | 6 832 |
| _ | _ | , | | | | 2 378 | 7 684 |
| 75 469 93 641 | 31 046 75 000 | 47 132 66 905 | 29 915 63 968 71 776 | 62 619 39 843 71 700 | 44 250 28 004 73 600 | 21 066 15 236 83 000 | 10 081 11 156 53 350 |
| 67 149 | 82 389 | 72 535 | 80 281 | 50 757 | 64 491 | 62 118 | 69 498 |
| 236 259 | 188 435 | 186 572 | 245 940 | 224 919 | 210 345 | 183 798 | 151 769 |
| 268 529 | 222 123 | 231 456 | 273 203 | 245 724 | 227 667 | 197 049 | 158 601 |

Design/Présentation: Gottschalk + Ash Printing/Impression: Ronald's Federated Photographs/Photographies: CMHC/SCHL Typesetting/Composition typographique: Compotronic Inc.







